

CONTRAT TERRITORIAL DE BASSIN VERSANT

Ambon
Arradon
Arzon
Auray
Crac'h
Damgan
Elven
Ile d'Arz
Lauzach
Le Hézo
Le Tour-du-Parc
Locmariaquer
Meucon
Monterblanc
Plescop
Ploeren
Pluneret
Saint-Armel
Saint-Avé
Sainte-Anne-d'Auray
Saint-Gildas-de-Rhuys
Saint-Nolff
Saint-Philibert
Sarzeau
Séné
Sulniac
Surzur
Theix-Noyal
Vannes



©Parc naturel régional du Golfe du Morbihan David Lédan

DE LA RIVIERE DE PENERF 2014-2018



ARTICLE 1	OBJET DU TERRITORIAL	6
ARTICLE 2	AIRE GEOGRAPHIQUE, CONTEXTE ET ENJEUX	6
2.1	CARACTERISTIQUES GENERALES ET CHIFFRES CLES :	6
2.2	GEOLOGIE ET CLIMATOLOGIE :	8
2.3	HYDROLOGIE :	8
2.4	PRESENTATION DES GRANDS ENJEUX DE GESTION DE L'EAU IDENTIFIES LOCALEMENT	9
ARTICLE 3	EVALUATION DU DEUXIEME CONTRAT DE BASSIN VERSANT 2010-2012	10
3.1	SITUATION DE LA MASSE D'EAU VIS A VIS DE LA DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU	10
3.2	DIAGNOSTIC QUALITATIF DE LA RESSOURCE EN EAU	11
3.3	EVALUATION DU PROGRAMME D' ACTIONS DU CONTRAT DE BASSIN VERSANT 2010-2012	13
3.3.1	<i>Rappel du contexte</i>	13
3.3.2	<i>Déroulement de l'étude</i>	13
ARTICLE 4	OBJECTIFS DU CONTRAT TERRITORIAL	14
4.1	PREAMBULE	14
4.2	LES OBJECTIFS DU CONTRAT	15
ARTICLE 5	LE PROGRAMME D' ACTIONS	17
5.1	AXE 1 : RECONQUETE DE LA QUALITE BACTERIOLOGIQUE DE L'ESTUAIRE DE PENERF	17
5.1.1	<i>A1-1 Recherche de contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial</i>	17
5.1.2	<i>A1-2 Recherche des sources de contamination humaine sur le sous bassin versant du Loc</i>	18
5.1.3	<i>A1-3 Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques</i>	19
5.1.4	<i>A1-4 Diagnostic des campings</i>	20
5.1.5	<i>A1-5 Diagnostic des sièges d'exploitation agricole et du parcellaire</i>	20
5.1.6	<i>A1-6 Formation des élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale</i>	31
5.1.7	<i>A1-7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire</i>	31
5.1.8	<i>A1-8 Recherche de marqueurs bacteroidales</i>	32
5.2	AXE 2 : CONTRAT TERRITORIAL MILIEUX AQUATIQUES	32
5.3	AXE 3 ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT	33
5.3.1	<i>A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces</i>	33
5.3.2	<i>A3-2 Objectif Zéro pesticide</i>	34
5.3.3	<i>A3-3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires</i>	34
5.3.4	<i>A3-4 Le magazine de la rivière de Pénerf</i>	35
ARTICLE 6	PRESENTATION DU PORTEUR DE PROJET	35
ARTICLE 7	SUIVI/EVALUATION	37
7.1	PROGRAMMES ANNUELS	37
7.2	SUIVI DU CONTRAT	37
7.3	ORGANISATION DES ACTEURS LOCAUX	38
ARTICLE 8	ENGAGEMENT DES SIGNATAIRES DU CONTRAT	39
ARTICLE 9	ENGAGEMENT DES PARTENAIRES LOCAUX	40
ARTICLE 10	DONNEES FINANCIERES	40
ARTICLE 11	MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DES AIDES FINANCIERES	41
ARTICLE 12	DUREE DU CONTRAT TERRITORIAL	41
ARTICLE 13	REVISION ET RESILIATION DU CONTRAT TERRITORIAL	41
ARTICLE 14	REGLEMENT DES LITIGES	41
ARTICLE 15	EXECUTION DU CONTRAT	42
ARTICLE 16	ANNEXES DU CONTRAT	43

Vu la délibération n° 2013/12.02 du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Golfe du Morbihan l'engageant dans le portage du contrat territorial de bassin versant de la rivière de Pénerf pour une durée de 5 ans (2014-2018) ;

Vu la délibération n° 2014-107 du Conseil d'Administration de l'agence de l'eau Loire-Bretagne portant sur le contrat de territoire du bassin versant de la rivière de Pénerf ;

Vu le courrier 3 juillet 2014 du Président de la Chambre d'Agriculture du Morbihan portant engagement en tant que maître d'ouvrage pour l'action A1-5 diagnostic des sièges d'exploitation et du parcellaire ;

Vu les accords de programmation pour la protection des eaux conchyliques et l'optimisation des systèmes d'assainissement signés entre l'agence de l'eau et les collectivités suivantes :

SIAEP de la Presqu'île de Rhuys délibération N° 2014-41 du 27 mars 2014 du conseil d'administration de l'agence de l'eau
Commune de DAMGAN délibération N° 2015-145 du 25 juin 2015 du conseil d'administration de l'agence de l'eau
Commune d'AMBON délibération N° 2015-146 du 25 juin 2015 du conseil d'administration de l'agence de l'eau

ENTRE :

Le Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan représenté par M. David LAPPARTIENT, agissant en tant que Président, conformément à la délibération du Comité Syndical en date du 10/12/2013, désigné dans le présent contrat par le porteur de projet, La Chambre d'Agriculture du Morbihan représenté par M. Laurent KERLIR, agissant en tant que Président, conformément à la délibération de l'assemblée générale en date du 31/01/2013, désignée ci-après par la Chambre d'Agriculture,

d'une part,

ET :

L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, établissement public de l'État, créé par la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, représenté par son Directeur général, Monsieur Martin GUTTON, agissant en vertu de la délibération n° 2014-107 du Conseil d'Administration du 26 juin 2014, désignée ci-après par l'Agence de l'Eau,
désignés dans le présent contrat par "les partenaires financiers".

d'autre part,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 OBJET DU TERRITORIAL

Le présent contrat de bassin versant pluriannuel, traduit l'accord intervenu entre les différents signataires concernant l'opération de reconquête de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur le bassin versant de la rivière de Pénerf.

Le contrat et son programme d'actions ainsi que l'évaluation du précédent ont été conduit par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Golfe du Morbihan. Ce Syndicat porteur du projet de Parc naturel régional du Golfe du Morbihan a été dissous au 31 décembre 2014 pour être transformé en syndicat mixte de gestion et d'aménagement du parc naturel régional du Golfe du Morbihan au 1^{er} janvier 2015. Il devient la structure porteuse du présent contrat et est désigné sous le nom de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan.

Le contrat définit les conditions et modalités de soutien des partenaires à la structure porteuse du programme de bassin versant. Cette structure a un rôle majeur de concertation locale.

Il précise, en particulier :

- ✓ les objectifs poursuivis
- ✓ la démarche adoptée
- ✓ la nature des actions ou travaux programmés
- ✓ les calendriers de réalisation et les coûts prévisionnels
- ✓ le plan de financement prévu et les engagements des signataires.

Le contrat fera l'objet de déclinaisons en programmes annuels. Pour une année donnée, ceux-ci préciseront les projets à mener en fonction du bilan de l'année précédente.

Le programme de l'année 1 (2014) est annexé au présent contrat.

ARTICLE 2 AIRE GEOGRAPHIQUE, CONTEXTE ET ENJEUX

2.1 Caractéristiques générales et chiffres clés :

Le bassin versant côtier de la rivière de Pénerf est situé à l'Est du Golfe du Morbihan et à l'Ouest de l'estuaire de la Vilaine, et est inclus dans le SAGE Vilaine.

La superficie de ce bassin versant est de 136 Km² (19 Km du Nord au Sud ; 16 Km d'Est en Ouest) et s'étend sur 10 communes en totalité ou pour partie.

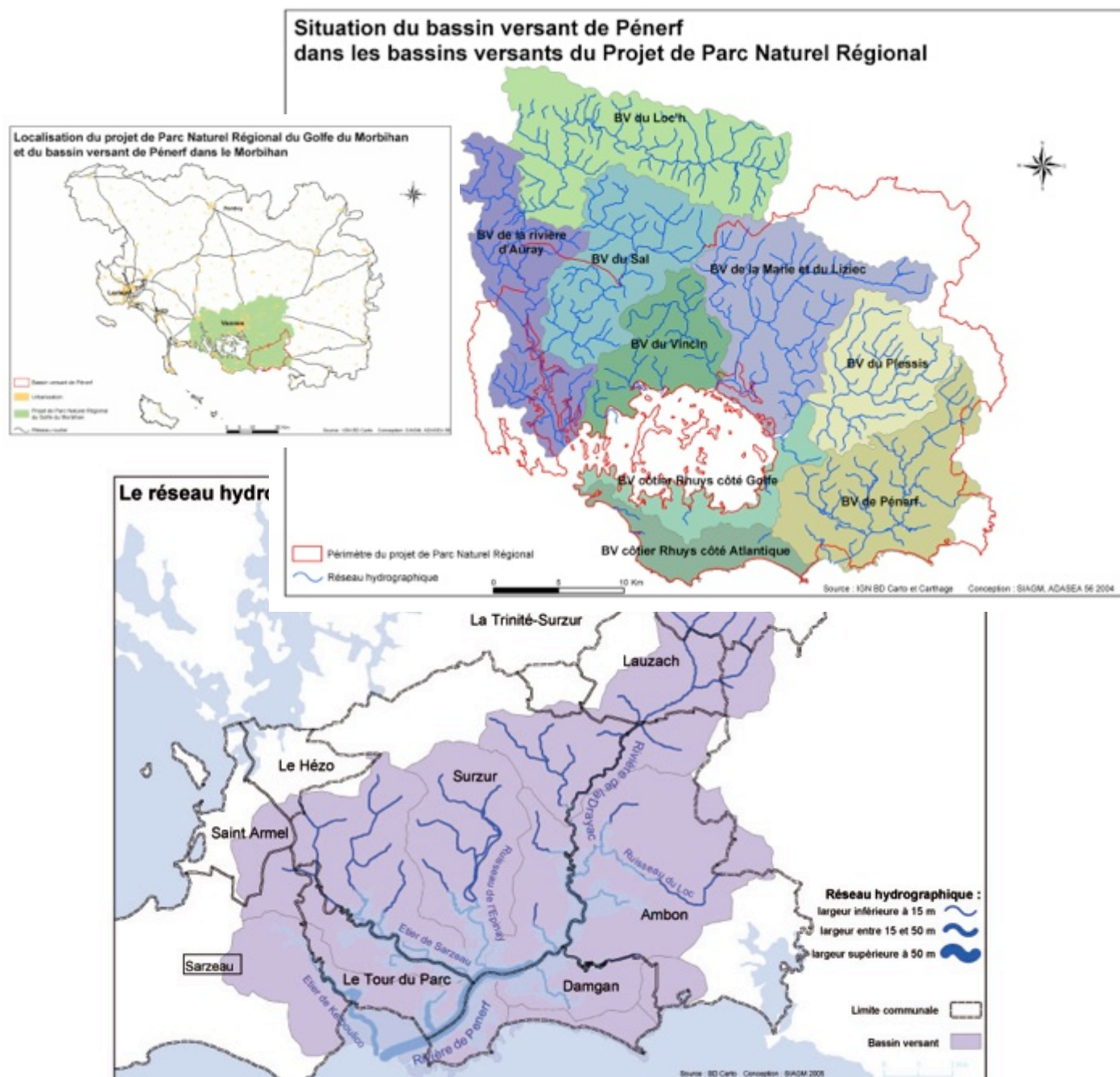
Les communes, dont la majeure partie intègre le bassin versant, sont d'amont en aval : Berric, Lauzach, Surzur, Ambon, Damgan, Le Tour du Parc. La Trinité-Surzur, Le Hézo, Saint Armel, Sarzeau, Noyal-Muzillac et Muzillac sont pour partie seulement dans le bassin versant.

Le bassin versant de la rivière de Pénerf compte environ 13 000 habitants.

120 exploitations agricoles pour une SAU totale de 8795 Ha.

52 entreprises conchylicoles sont installées sur le bassin versant et en majorité sur la commune du Tour du Parc.

2 industries agroalimentaires classées ICPE sont installées en amont du bassin versant.



2.2 Géologie et Climatologie :

Le bassin versant de Pénerf peut se diviser en 3 grandes zones géologiques:

La partie aval du bassin versant est de nature schisteuse. Elle est caractérisée par des cours d'eau lents avec des étiages et des crues plus marquées. Cette zone possède un relief très plat avec des déclivités faibles voire nulles.

La partie intermédiaire du bassin versant est caractérisée par des roches fondues par le métamorphisme (embréchites et anatexites) et la présence de filons granitiques. Cette zone aura donc tendance à présenter des cours d'eau plus rapides et des zones humides restreintes au fond de vallée du fait du relief plus marqué. Le comportement hydrologique de cette zone se rapproche de celui d'une zone de nature granitique, c'est-à-dire que les étiages seront moins prononcés et les crues amoindries grâce à la perméabilité de la roche.

La partie amont du bassin versant est une zone de mélange de schistes et de granite. La géologie ne crée donc pas de régime hydrologique aussi marqué que dans les 2 précédentes zones situées en aval.

Situé sur le littoral Sud-Est du Morbihan, le climat du bassin versant de Pénerf est sous influence océanique. Lié au rôle pondérateur de l'Océan Atlantique et du courant chaud du Gulf Stream, ce climat se caractérise surtout par la faiblesse des amplitudes thermiques entre les températures douces rencontrées en hiver et celles relativement fraîches de l'été.

Sur une période de 40 ans (de 1961 à 2000), la température moyenne d'une année est de 12.1°C avec un maximum de 18.8°C en juillet et un minimum de 6°C en janvier.

Les précipitations sont régulières et abondantes sur le bassin versant de Pénerf. Ainsi sur la même période de 40 ans (de 1961 à 2000), il y a eu 26 jours par an avec plus de 10 mm de précipitations et 123 jours par an de pluie supérieur à 1 mm soit environ 1 jour sur 3 dans l'année. Les précipitations cumulées sur le même temps représentent environ 850 mm par an. Le mois le plus pluvieux est décembre avec 103.7 mm alors que le mois le moins pluvieux est juillet avec 42.1 mm.

2.3 Hydrologie :

La rivière de Pénerf est formée par la confluence maritime de plusieurs ruisseaux continentaux et d'étiars (chenaux maritimes) avec l'Océan Atlantique. Le réseau hydrographique est constitué de trois rivières continentales :

- la rivière de la Drayac drainant toute la partie Nord du bassin versant,
- le ruisseau de l'Epinay drainant la commune de Surzur,
- le ruisseau du Loc qui draine toute la partie Nord de la commune d'Ambon,

Il est complété par cinq étiars:

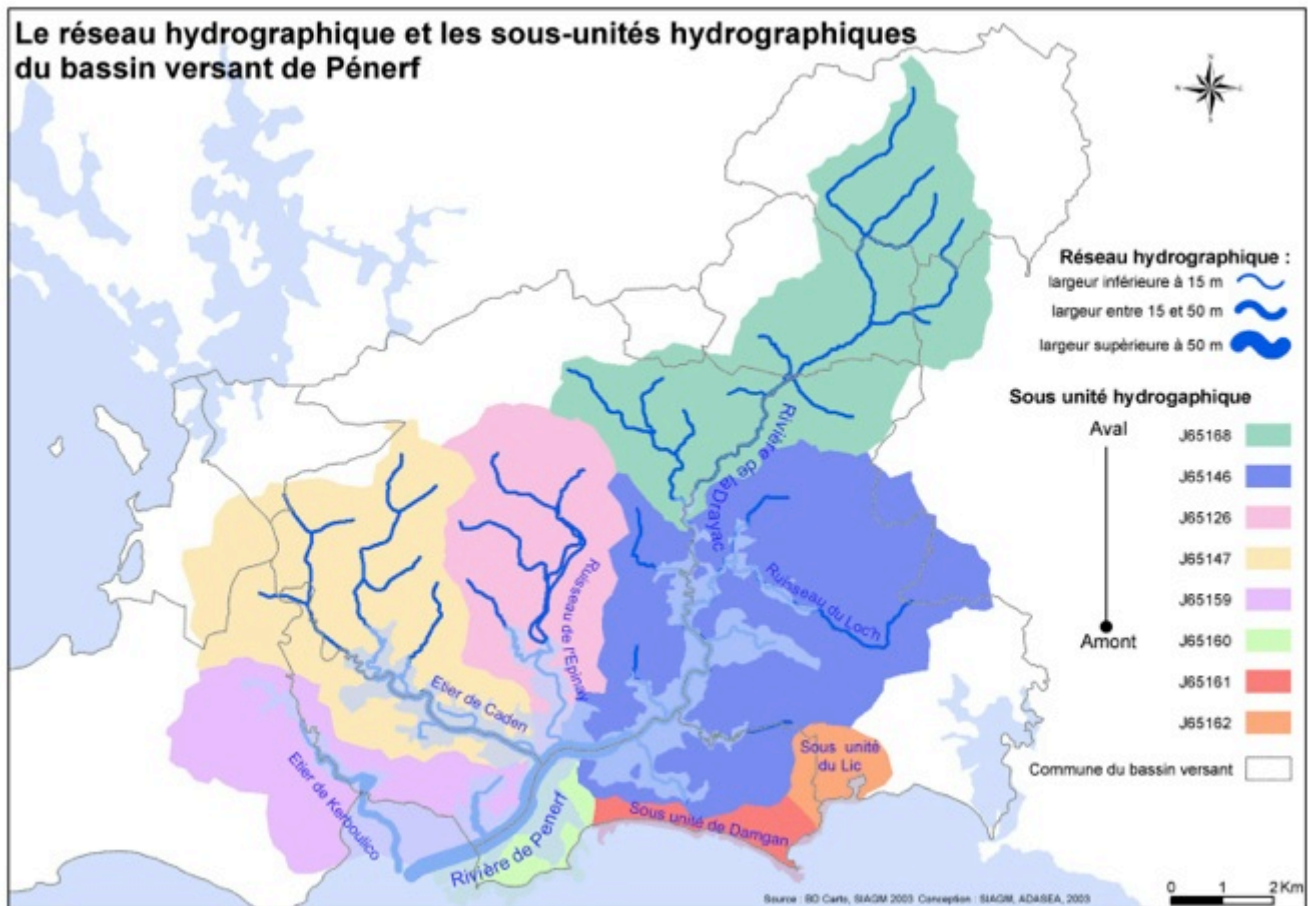
- l'étiar de Caden entre Le Tour du Parc et Surzur,
- l'étiar de Kerboulico entre Le Tour du Parc et Sarzeau,
- l'étiar d'Ambon,
- l'étiar du Lic entre Ambon et Damgan,
- l'étiar de Damgan;

Le bassin versant de Pénerf d'une superficie de 136 Km² possède un réseau hydrographique relativement dense d'une longueur totale de 127,8 Km et principalement alimenté par la Drayac et ses affluents.

La masse d'eau identifiée pour la DCE et le SDAGE sous le nom suivant FRGR1611 est « Le Pénerf et ses affluents de la source jusqu'à l'estuaire », irriguée par la rivière principale, la Drayac.

Celle-ci, d'une longueur de 11,9 Km, prend sa source à Berric. Elle compte 16 affluents sur les 30 rivières ou ruisseaux répertoriés sur la carte.

L'ensemble des cours d'eau a été inventorié dans le cadre de l'inventaire des zones humides et des cours d'eau lors du 1er contrat de bassin versant. Les cours d'eau ont fait l'objet d'un diagnostic fin dans le cadre de l'étude préalable au contrat de restauration. Aussi, chaque linéaire de cours d'eau est connu et détaillé.



2.4 Présentation des grands enjeux de gestion de l'eau identifiés localement

Le bassin versant de la rivière de Pénerf inclus dans le périmètre du SAGE Vilaine. Les enjeux identifiés sur ce bassin versant s'inscrivent dans ceux du SAGE Vilaine approuvé en avril 2003, qui est actuellement en cours de révision.

Le bassin versant de Pénerf est également inclus dans le territoire du projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan.

Les enjeux ont été identifiés lors du premier diagnostic du territoire et peuvent être regroupés ainsi :

- Enjeu qualité de l'eau permettant :
 - ✓ le maintien des usages littoraux : conchyliculture, pêche à pied, baignade,
 - ✓ le maintien des activités primaires : ostréiculture, pêche, agriculture,
 - ✓ l'accueil de la population permanente et touristique,
 - ✓ le maintien des activités de loisirs liés aux milieux aquatiques : la pêche, la chasse, l'accès au milieu naturel

Enjeu milieux aquatiques :

- Morphologie : la masse d'eau FRGR1611 « Le Pénerf et ses affluents » est déclassée sur ce paramètre, et l'objectif de la DCE est le bon état écologique pour 2015
- préservation et restauration du maillage des zones humides et des cours d'eau, et lié également à la préservation du maillage bocager, cet enjeu s'intègre dans celui de la préservation de la trame verte et bleue à l'échelle du projet de PNR du Golfe du Morbihan. Les trames ont été identifiées et sont localisées sur le plan de Parc.
- préservation du milieu marin et de l'estuaire, enjeu également intégré à l'échelle du territoire du projet de PNR.

NB : sur le bassin versant de Pénerf, il n'y a aucun prélèvement pour la production de l'eau potable. L'alimentation en eau potable est réalisée par les eaux superficielles de la retenue de Cran (commune de Sulniac) et par la prise d'eau d'Arzal sur la Vilaine.

ARTICLE 3 EVALUATION DU DEUXIEME CONTRAT DE BASSIN VERSANT 2010-2012

Le diagnostic initial a été réalisé en 2003 pour le premier contrat de bassin versant 2005-2008. L'année 2009 a été une année de transition et correspond à l'évaluation du programme d'actions engagées lors de ce premier contrat.

Dans la continuité du 2^{ème} Contrat de Bassin Versant 2010-2012, l'année 2013 a également permis de faire la transition vers ce futur contrat.

3.1 Situation de la masse d'eau vis à vis de la Directive Cadre sur l'Eau

Sur le Bassin versant, deux masses d'eau sont identifiées :

- une masse d'eau « très petit cours d'eau » correspondant au cours d'eau principal la DRAYAC, codifiée FRGR1611 « Le Pénerf et ses affluents » source AELB décembre 2013

CARACTERISATION

Macropolluant dont MO	Respect
Nitrates	Respect
Pesticides	Respect
Toxiques	Respect
Morphologie	Respect
Hydrologie	Respect

Nom et code de la masse d'eau	Objectif Etat Ecologique	Objectif Etat Chimique	Objectif Etat global
FRGR1611 LE PENERF ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A L'ESTUAIRE	Bon Etat 2021	Non défini	Bon Etat 2021

- une masse d'eau de transition correspondant à l'estuaire de Pénérf et codifiée FRGT26

CARACTERISATION

Eutrophisation Ulves causes nitrates	Respect
Eutrophisation phytoplancton cause azote et phosphore	Respect
Macro Algues subtidales	Respect
Faune benthique	Respect
Perturbation physico-chimique - nitrates	Respect
Peissons	Respect

Nom et code de la masse d'eau	Objectif Etat Ecologique	Objectif Etat Chimique	Objectif Etat Globale
FRGT26 Rivière de Pénérf	En cours de révision	Bon Etat 2015	Bon état 2015

L'estuaire de Pénérf est un site conchylicole majeur du département du Morbihan. La dégradation constatée par l'observation des résultats du suivi REMI a entraîné un déclassement sanitaire de la zone.

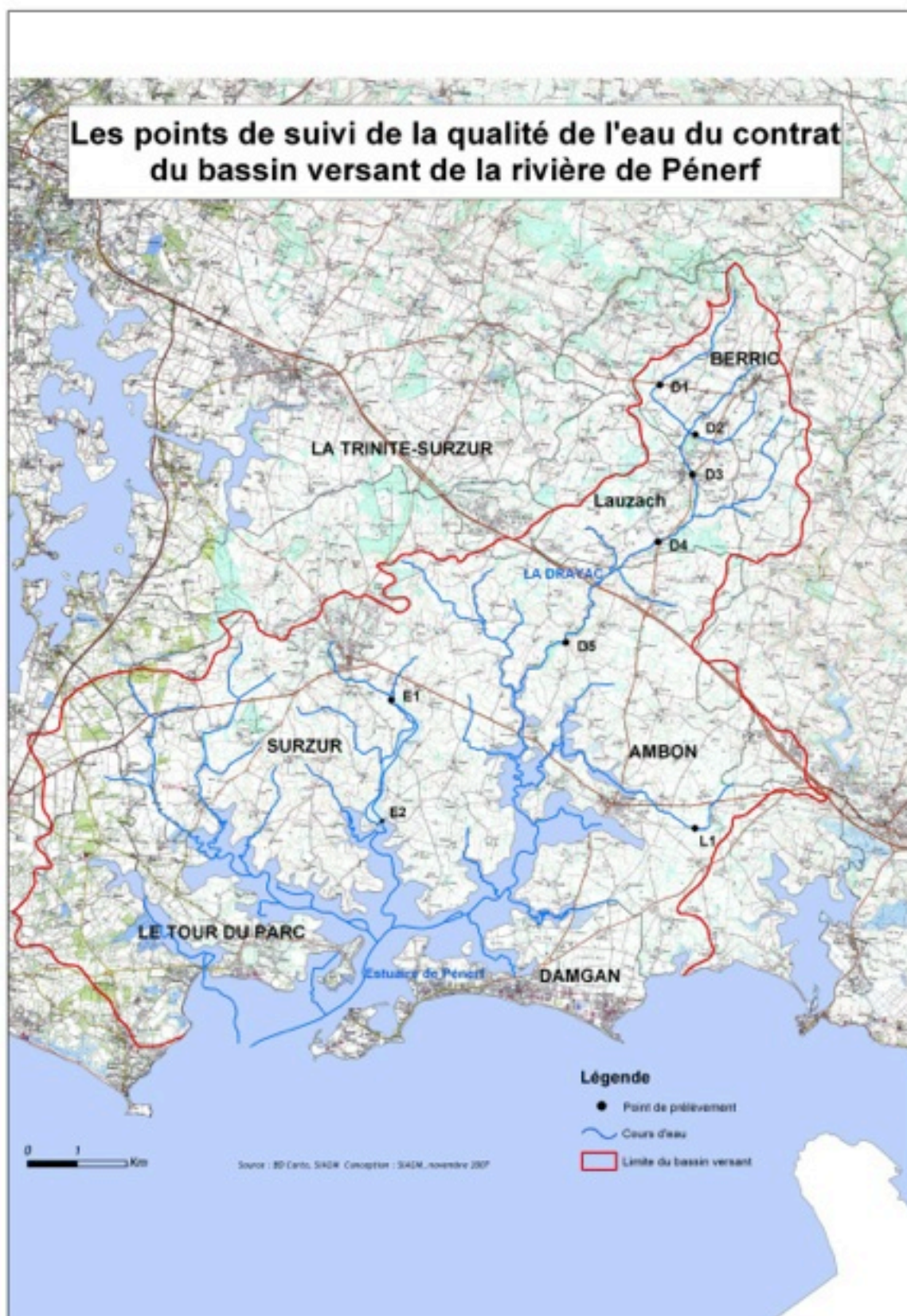
Actuellement, la zone est classée en B pour les filtreurs : groupe C huîtres et moules et elle est également classée en C pour les fouisseurs : groupe b palourdes et coques.

3.2 Diagnostic qualitatif de la ressource en eau

Dans le cadre des deux premiers contrats territoriaux de bassin versant 2005-2013, un suivi renforcé de la qualité de l'eau douce a été mis en place sur 8 points. 5 sont situées sur la Drayac (cours d'eau principal), 1 sur le Loc affluent direct de l'estuaire et 2 sur l'Epinay autre affluent direct de l'estuaire. Les huit points ont été choisis pour évaluer l'impact des pollutions domestiques, industrielles et agricoles.

Les bilans qualités physico-chimiques sont élaborés sur le point D5 à l'exutoire de la masse d'eau FRGR1611 « Le Pénérf et ses affluents ».

Les résultats sur ce point D5 sont insérés dans le rapport d'évaluation. (annexe3)



3.3 Evaluation du programme d'actions du contrat de bassin versant 2010-2012

3.3.1 Rappel du contexte

Le deuxième contrat de bassin versant de Pénerf s'est achevé en 2012. 2013, est une année de transition : les actions se poursuivent, tandis que le 2^{ème} Contrat de Bassin Versant est évalué. Cette évaluation, a pour but d'améliorer le dispositif et de préparer la programmation du troisième contrat, débutant en 2014.

Dans le cadre de cette évaluation, le SIAGM avait également souhaité faire l'évaluation sur le dispositif de participation et de concertation du bassin versant, c'est à dire sur le fonctionnement des commissions thématiques et du comité d'acteurs.

Pour cela, a été effectuée une série d'entretiens auprès des acteurs participant au dispositif.

Puis, chaque entretien a été analysé de manière individuelle et transversale : chaque compte-rendu d'entretien a été recoupé avec les autres, afin d'obtenir une image la plus complète possible du dispositif.

L'objectif de ce rapport, est de présenter les résultats de cette enquête. Il s'agit d'une synthèse, qui regroupe les opinions qui sont revenues le plus souvent au cours des entretiens. Par conséquent, ne sont pas retranscrits les avis individuels et isolés. Les propositions présentées, sont issues de la réflexion des acteurs rencontrés et de l'analyse du fonctionnement du dispositif.

3.3.2 Déroulement de l'étude

37 entretiens entre avril et juin 2013

- **30 acteurs du BV rencontrés**, soit presque tous les membres du comité d'acteurs et certains membres des commissions thématiques, parmi ceux qui sont venus le plus souvent aux réunions lors du deuxième contrat :

- | | |
|---|----------------------------------|
| - 5 ostréiculteurs | - 3 représentants d'associations |
| - 5 agriculteurs (dont des élus) | - la fédération de pêche |
| - 10 élus (dont des agriculteurs) | - 1 industriel |
| - le SIAEP (le directeur et le président) | - 3 habitants |

- **7 entretiens avec les financeurs** (Agence de l'eau, Conseil Général, Région Bretagne) et certains **partenaires** (présents ou passés) du bassin versant :

- Association Cap 2000
- CRC (Comité Régional Conchylicole)
- Chambre d'agriculture
- IAV (Institution d'Aménagement de la Vilaine) : porte le SAGE Vilaine et anime le Comité d'Estuaire de la Vilaine.

L'objectif, était d'avoir une vision extérieure de ce qui est mis en place au niveau du bassin versant.

Le rapport d'évaluation du contrat territorial de bassin versant – 2010-2012 – de la rivière de Pénerf se situe en annexe 2

4.1 Préambule

La mise en œuvre du premier contrat de bassin versant s'est appuyé au préalable sur un diagnostic participatif multi-acteurs à l'échelle communale et par la suite à l'échelle du bassin versant grâce à des commissions thématiques créées lors du diagnostic communal.

Le Programme d'actions du premier contrat a également été élaboré par les acteurs participant aux commissions thématiques puis validé et amendé par le comité d'acteurs.

Tout au long de la mise en œuvre des programmes d'actions 2005-2009 et 2010-2013, la démarche participative est restée le fondement de l'animation du contrat de bassin versant. Elle s'est appuyée sur les 4 commissions thématiques et sur le comité d'acteurs. Ce dernier est composé des membres des commissions thématiques volontaires, des 8 maires du bassin versant, et des présidents des structures partenaires. (article 7.3 Organisation des acteurs locaux).

L'année 2013 a été l'année de l'évaluation du contrat de bassin versant et de la finalisation de certaines actions. L'évaluation des actions, a été réalisée en interne et accompagnée à la demande des financeurs par le bureau d'études ASCA. Elle a ensuite été validée par le comité d'acteurs. Le programme d'actions 2014-2018 a été construit sur la base de l'évaluation et avec la même démarche. Aussi, les actions évaluées non pertinentes par les acteurs et les animateurs du contrat ne sont pas reconduites. Trois catégories d'actions peuvent être définies :

- Les nouvelles actions : recherche des sources de contamination humaine sur le sous bassin versant du Loc ; outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques, diagnostic bactériologique des sièges d'exploitation agricole et du parcellaire (dans les zones prioritaires), mise en place d'une formation pour les élus et les services techniques communaux sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale ;
- Les actions réinscrites et n'ayant pas pu être démarrées dans le deuxième contrat: diagnostics des entreprises de l'hôtellerie de plein air,
- Les actions reconduites: l'accompagnement des communes pour le Zéro pesticides, l'accompagnement des communes pour la reconquête de la qualité bactériologique de l'eau sur le pluvial, l'accompagnement des syndicats de co-propriétés et des paysagistes pour le Zéro pesticides, le suivi de la qualité de l'eau douce; les projets pédagogiques avec les scolaires et le journal de la rivière de Pénerf ; le Contrat Territorial Milieux Aquatiques ; la recherche de marqueurs bactériodaux sur la chaire des coquillages et éventuellement une nouvelle simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire.

Des actions nouvelles et nécessaires pour la problématique, notamment liées à la bactériologie, ont été demandées par les acteurs (annexe 2 – rapport d'évaluation – article 5).

Le programme d'actions répond aux objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau et du SDAGE Loire-Bretagne et est renforcé par des actions particulièrement ciblées sur la bactériologie, problématique importante sur la rivière de Pénerf. Le programme d'actions a été accentué sur la bactériologie suite aux mauvais résultats, au déclassement de la zone conchylicole en C pour les fouisseurs et à la demande des professionnels de la conchyliculture. Le programme d'actions sera évalué en continu, comme l'ont été les deux premiers, avec les membres des commissions, et des ajustements d'actions pourront être proposés au comité d'acteurs pour une validation finale avec les partenaires financiers.

Pour le contrat de bassin versant 2014-2018, la continuité de la démarche participative sera assurée. Le fonctionnement est détaillé à l'article 6.3 du Contrat Territorial de Bassin Versant 2014-2018 - Organisation des acteurs locaux

4.2 Les objectifs du contrat

Les objectifs du contrat de bassin versant de la rivière de Pénerf sont ceux identifiés par la DCE et le SDAGE Loire Bretagne, notamment vis à vis de la gestion des eaux de baignade et de la prise en compte des activités conchylicoles qui nécessitent des eaux de bonne qualité ; le SAGE Vilaine et la charte du projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan. Ces objectifs sont de deux types : objectifs de résultat et objectifs de changement.

Le programme d'actions de ce contrat de bassin versant a pour objectif d'agir sur un paramètre local prioritaire: la bactériologie.

Objectifs principaux de résultat :

- ✓ atteinte du bon état écologique pour 2015 sur la masse d'eau FRGR1611 Pénerf,
- ✓ non dépassement des seuils du référentiel SEQ-EAU - eau brute - pour la qualité physico-chimique des eaux puisqu'il n'y a pas de production d'eau potable sur le bassin versant.
- ✓ Qualité des eaux littorale : l'objectif est celui affiché dans le futur SAGE Vilaine :

Extrait du SAE Vilaine

Disposition 64 - Reconquérir la qualité bactériologique des eaux littorales

Pour les sites conchylicoles : il est tout d'abord indispensable d'inverser la tendance à la dégradation de la qualité des eaux pour les sites de Port Groix (palourdes et huîtres), de Pentes (huîtres), de Kervoyal (moules), de Pont Mahé (moules), de Ligogne (moules), du Traict de Pen Bé (palourdes), du Frostidié (moules), dans une démarche d'amélioration continue.

La qualité A doit être atteinte pour les sites présentant moins de 30 % de résultats déclassants (seuil de 230 E. Coli/100 g CLI) au terme d'un délai de 6 ans après la publication du SAGE. Il s'agit des sites suivants : Le Diben (huîtres creuses), Les Granges (moules), Le Halguen (moules), Le Maresclé (moules), Pont Mahé (moules), Pen Bé (huîtres creuses).

La qualité A doit également être atteinte sur les autres sites, mais à plus long terme. Il est par ailleurs indispensable d'éviter le déclassement en C, qui a des conséquences catastrophiques pour la profession conchylicole.

Pour les sites de pêche à pied, l'orientation est d'atteindre une qualité A sur l'ensemble des sites. Cette orientation doit être atteinte au terme d'un délai de 6 ans après la publication du SAGE pour les sites présentant moins de 30 % de résultats déclassants (seuil de 230 E. Coli/100 g CLI). Il s'agit des sites suivants : Sarzeau Penvins, Damgan Pointe de Bil, Damgan Landrezac, Pénestin le Loguy, Pénestin le Bile, Lanséria, Brambel, Port Loup.

La carte 11 localise les sites concernés.

Pour les sites de baignade, l'objectif est d'atteindre à la fin du présent SAGE le niveau de qualité supérieur à celui observé en 2007 - 2010.

L'objectif est d'amener les sites:

- Actuellement en « qualité insuffisante » en « qualité suffisante »;*
- Actuellement en « qualité suffisante » en « bonne qualité »;*
- Maintenir dans leurs états respectifs les sites en « bonne qualité » et « qualité excellente »*

Objectifs de changement : objectif d'évolution des pratiques.

La réussite du programme d'action passe essentiellement par des modifications de comportements et de pratiques, qui reposent sur des prises de conscience et sur l'appropriation du programme par les acteurs :

- ✓ Les collectivités dans la gestion de l'assainissement des eaux usées, et des eaux pluviales et des espaces communaux pour un objectif zéro pesticide,
- ✓ La profession agricole dans la gestion des effluents au siège d'exploitation, et sur le parcellaire,
- ✓ Les industriels dans la gestion de leurs effluents et leur système de traitement,
- ✓ Les habitants.

Le programme d'actions se découpe selon 3 axes majeurs :

AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénerf	
DCE/SDAGE Loire-Bretagne	Articles du SDAGE : 3D; 6F; 10: 10B,10C,10D,10G
SAGE	Vilaine
Local	Projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan orientation 2, en particulier articles 13 et 14
Masse(s) d'eau(x)	bassin versant de Pénerf
Résultat(s) attendu(s)	amélioration des pratiques pour une reconquête de la qualité bactériologique de l'eau
Actions axe 1	
A1_1 Recherche contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial	
A1_2 Recherche des sources de contamination humaine sur le sous bassin versant du Loc	
A1_3 : Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques	
A1_4 Diagnostic des campings	
A1_5 Diagnostic des sièges d'exploitation agricole et du parcellaire	
A1_6 Formation élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale	
A1_7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire	
A1_8 recherche de Marqueurs bactériodaux	
AXE2 Contrat territorial milieux aquatiques	
DCE/SDAGE Loire-Bretagne	Contrat territorial milieux aquatiques
SAGE	Atteinte du bon état en 2015; Articles SDAGE : 1; 8; 9; 11 et 3B
Local	Vilaine
Masse(s) d'eau(x) / paramètre(s)	Projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan orientation1 article7; orientation 2 article 12
Résultat(s) attendu(s)	FRGR1611 Pénerf =Drayac ; morphologie
	80 % du bon état sur la masse d'eau FRGR1611 Pénerf =Drayac ; et 70 % sur les sous unité hydrologique du BV de Pénerf
AXE 3 Actions d'accompagnement	
DCE/SDAGE Loire-Bretagne	Articles du SDAGE : 3D; 6F; 10: 10B,10C,10D,10G
SAGE	Vilaine
Local	Projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan orientation 2, en particulier articles 13 et 14
Masse(s) d'eau(x)	bassin versant de Pénerf
Résultat(s) attendu(s)	amélioration des pratiques pour une reconquête de la qualité bactériologique de l'eau
Actions axe 3	
A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces	
A3_2 Objectif Zéro pesticide	
A3_3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires	
A3_4 le magazine de la rivière de Pénerf	

Les objectifs et les mesures (actions) envisagées sont synthétisés dans les tableaux ci-dessous et le programme d'actions détaillé et le plan de financement en annexe 1.

DCE/SDAGE	SDAGE Loire-Bretagne
SAGE	Vilaine
Local	Projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan
Masse(s) d'eau(x)	Bv Pénerf
Coordination de l'axe 1 Reconquête bactériologique	
réalisation des actions liées à cet axe et prévues en régie	
Coordination de l'axe 2 milieux aquatiques	
Coordination de l'axe 3 actions d'accompagnement sensibilisation	
Animation du comité d'acteurs et des commissions thématiques	
Suivi administratif et financier	
Relation acteurs du territoire et hors territoire (mise en oeuvre partenariat, réunions institutionnelles locales et régionales, conseil aux communes et/ou intercommunalités)	
Bilan annuel, préparation année suivante, et évaluation de fin de contrat	
réalisation des actions en régie autre que celles du CTMA et du Suivi eau	24j pour 2014 à 2015
documentation, formation, colloque, reprographie, achat matériel, fournitures, frais de déplacements, téléphonie	

5.1 Axe 1 : Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénérf

La qualité bactériologique de l'estuaire de Pénérf est une préoccupation extrêmement importante pour le bassin versant. Elle a d'ores et déjà eu des effets néfastes sur la production conchylicole (déclassement des eaux de production) et a conduit à des interdictions de baignades. Il s'agit donc d'une situation d'urgence, pour la qualité de l'eau et les activités économiques qui en dépendent. Cependant cette problématique est compliquée à gérer, car il s'agit d'une pollution diffuse, dont il est difficile de connaître l'origine, d'autant que le fonctionnement de l'estuaire est complexe.

Les deux précédents contrats de bassin versant, ont permis d'acquérir une connaissance importante du milieu et d'obtenir des données permettant de le comprendre. Ce premier travail était indispensable à la mise en place d'actions ciblées et adaptées. Ainsi, la modélisation du fonctionnement de l'estuaire a permis de définir les sous bassins versants les plus contributeurs en terme de flux et la recherche de marqueurs Bactéroidales, a donné des informations importantes, concernant l'origine de la pollution (humaine ou animale (porc ou ruminant)).

Ce travail a permis de prioriser les secteurs et le type d'intervention qui sera mis en place dans le cadre de ce troisième contrat. Ces actions sont regroupées au sein de l'axe 1, qui constitue l'axe central.

Ainsi, l'action de reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénérf se décline de la façon suivante.

5.1.1 A1-1 Recherche de contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial

Il s'agit dans un premier temps de repérer les exutoires contaminants sur les communes d'Ambon, Damgan et le Tour du Parc, puis d'identifier sur le réseau lié à l'exutoire les quartiers d'habitation contributeurs en bactériologie. Cela permettra aux communes de programmer des contrôles de branchements des habitations vers le pluvial et d'enclencher les procédures de réhabilitation des dysfonctionnements le cas échéant. Cette action vise à accompagner les communes pour cibler les zones prioritaires, en termes d'impact sanitaire sur le milieu. Cependant, ce sont bien elles qui auront la charge d'effectuer les contrôles de branchements et de demander leur réhabilitation le cas échéant.

Cette façon de procéder a été testée au cours du second contrat de bassin versant avec les communes de Damgan et Ambon et elle a porté ces fruits, c'est pourquoi elle est renforcée dans ce nouveau programme d'actions.

A1_1 Recherche contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial

<i>Objectif spécifique concerné</i>	Réduction des pollutions bactériologiques
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	Amélioration qualité bactériologique de l'estuaire
<i>Localisation</i>	Bv Penerf - masse d'eau de transition
<i>Public cible</i>	collectivités : communes Ambon Damgan, & SIAEP de Rhuys
<i>Maître(s) d'ouvrage</i>	multiple
<i>Descriptif/organisation</i>	<p>étape 1 : Repérer les exutoires contaminants sur les communes de Ambon, Damgan et le Tour du Parc-Penvins <i>budget prospection terrain pour prélèvement (90 exutoires)</i> <i>Budget prestation laboratoire analyse en E. coli</i></p> <p>étape 2 : Identifier sur le réseau lié à l'exutoire les quartiers d'habitations contributeur en bactériologie <i>nombre de quartiers à identifier début 2014</i> <i>Budget identification et prospection du réseau; rapport communal, présentation à la commune, et suivi</i></p> <p>étape 3 : Programmer des contrôles de branchement des habitations vers le réseau pluvial <i>budget contrôle de branchement sur une base de 150 habitations/an à 80€ l'unité budget minimale</i></p> <p>étape 4: réhabilitation des dysfonctionnements</p>
Prospection des zone de marais	sur la commune de SURZUR

5.1.2 A1-2 Recherche des sources de contamination humaine sur le sous bassin versant du Loc

La recherche de marqueurs Bactéroidales, a permis d'identifier une contamination de fond d'origine humaine sur le sous bassin versant du Loc (commune d'Ambon). Cette action vise à identifier les bâtiments entraînant des contaminations. Les priorités, sont d'effectuer un contrôle supplémentaire du SPANC sur le hameau de Kerlann et les habitations isolées et d'effectuer dans un second temps et le cas échéant des contrôles de branchement sur la zone commerciale « ESPACE LITTORAL ».

A1_2 Recherche des sources de contamination humaine sur le sous bassin versant du Loc

<i>Objectif spécifique concerné</i>	Réduction des pollutions bactériologiques
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	Amélioration qualité bactériologique de l'estuaire
<i>Localisation</i>	Bv Penerf - sous Bv du Loc identifié en marqueur Humain en contamination de fond
<i>Public cible</i>	Collectivités
<i>Maître(s) d'ouvrage</i>	Commune d'Ambon
Descriptif/organisation	identifier les bâtiments entraînant des contaminations au point L1
<i>priorité 1</i>	contrôle complémentaire du SPANC sur le Hameau de Kerlann + habitations isolées
<i>priorité 2</i>	contrôle de branchement sur la zone commerciale ESPACE LITTORAL
	Programme de réhabilitation budget à déterminer après diagnostic

5.1.3 A1-3 Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques

Il s'agit de mettre au point un outil commun entre les collectivités compétentes en assainissement collectif et non collectif. Il prendra la forme d'un SIG opérationnel sur logiciel libre, pouvant être utilisé dans chaque structure, intégrant les données AC et ANC et les données des milieux aquatiques, du suivi du réseau REMI et toute autre donnée pouvant être utile.

L'objectif est d'améliorer les connaissances et d'optimiser les outils, pour gérer au mieux le risque de contamination des réseaux d'eaux usées. Le SIG pourra par exemple, recenser l'état de la conformité des réseaux et l'état de la réhabilitation s'il y a lieu. Cela permettra une meilleure coordination des acteurs concernés et d'avoir une idée précise du travail effectué.

Cette mesure comporte également la réalisation d'une étude de criticité des postes de relèvement, à partir de la méthode établie dans le projet GALATE. Les résultats pourront être intégrés au SIG et les préconisations de l'étude seront mises en œuvre par les collectivités compétentes.

Une procédure commune sera constituée pour l'ensemble de cette action et partagée entre les collectivités, dont les fermiers seront également impliqués. Ainsi, il pourra y avoir facilement par la suite transfert du SIG à chaque collectivité.

A1_3 : Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques

<i>Objectif spécifique concerné</i>	Réduction des pollutions bactériologiques
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	Amélioration de la connaissance et optimisation des outils
<i>Localisation</i>	Bv Penerf - masse d'eau de transition
<i>Public cible</i>	AMBON ; DAMGAN ET LE SIAEP DE RHUYS
<i>Maître(s) d'ouvrage</i>	SIAGM en collaboration avec Ambon, Damgan et le SIAEP de Rhuy
Descriptif/organisation	
ETAPE 1	création d'un SIG commun entre les collectivités compétentes en Assainissement collectif et en non collectif : SIG opérationnel sur logiciel libre pouvant être utilisé dans chaque structure, intégrant les données AC et ANC et les données des milieux aquatiques, du suivi du réseau REMI ...
	intégration des données du SPANC : état de la conformité, nom des propriétaires, état de la réhabilitation....
ETAPE 2	Etude de criticité des postes de relèvement et programmes d'actions (métrologie, sécurisation...) à partir de la méthode établie dans le projet GALATE
	intégration des données de l'étude criticité des postes de relèvements : diagnostic de chaque poste, actions programmées relatives à chaque poste (métrologie, sécurisation....)
	Mise en œuvre des préconisations de l'étude criticité Budget déterminer par l'étude
<i>Pour les deux étapes, constituer une procédure commune et partagée entre les collectivités et impliquer les fermiers de chaque collectivité, pour un transfert ensuite du SIG à chaque collectivité</i>	

5.1.4 A1-4 Diagnostic des campings

Il existe de nombreux campings sur les communes littorales d'Ambon, Damgan et Sarzeau et ceux-ci accueillent une population touristique importante.

Les membres des commissions thématiques et du comité d'acteurs, s'interrogent depuis longtemps sur l'assainissement de ces structures et sur son impact sur l'eau en termes de contamination bactériologique.

L'action avait été programmée dans le second contrat de Pénérf, mais n'avait pas pu être réalisée car 20% du financement des diagnostics restaient à la charge des professionnels et ceux-ci n'étaient pas en mesure de les apporter.

C'est pourquoi, à la demande du comité d'acteurs, l'action est reprogrammée mais la maîtrise d'ouvrage est prévue par le Parc et une réalisation en régie pour les diagnostics.

Une campagne d'information pour les camping-cars sur la localisation des aires de services est également

A1_4 Diagnostic des campings

<i>Objectif spécifique concerné</i>	Réduction des pollutions bactériologiques
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	Amélioration qualité bactériologique de l'estuaire
<i>Localisation</i>	Bv Pénérf - masse d'eau de transition
<i>Public cible</i>	Campings
<i>Maître(s) d'ouvrage</i>	SIAGM
Descriptif/organisation	
	diagnostic eaux usées, pesticides, économie d'eau
	24 campings prioritaires
	0,5 j un camping à 2 personnes = diagnostic
	0,5 j ETP pour rapport
	0,5 j ETP restitution au propriétaire + conseils
	soit 2 j ETP en régie par camping
	48 j ETP au total
	vérification de la mise en œuvre des préconisations

prévue.

5.1.5 A1-5 Diagnostic des sièges d'exploitation agricole et du parcellaire

Les marqueurs Bactéroidales, ont permis d'identifier des sous-bassins versants prioritaires en termes de contamination d'origine animale. Cette action, vise à préciser les sources ou des zones de risque de contamination, sur le siège et le parcellaire des exploitations situées sur ces bassins versants prioritaires.

Il s'agit d'observer les risques de fuites bactériologiques au siège d'exploitation et la pratique de la fertilisation. Des préconisations d'amélioration seront faites, toujours dans l'optique de réduire les fuites bactériologiques vers le milieu naturel. Un suivi-conseil sera également être proposé.

Les territoires concernés

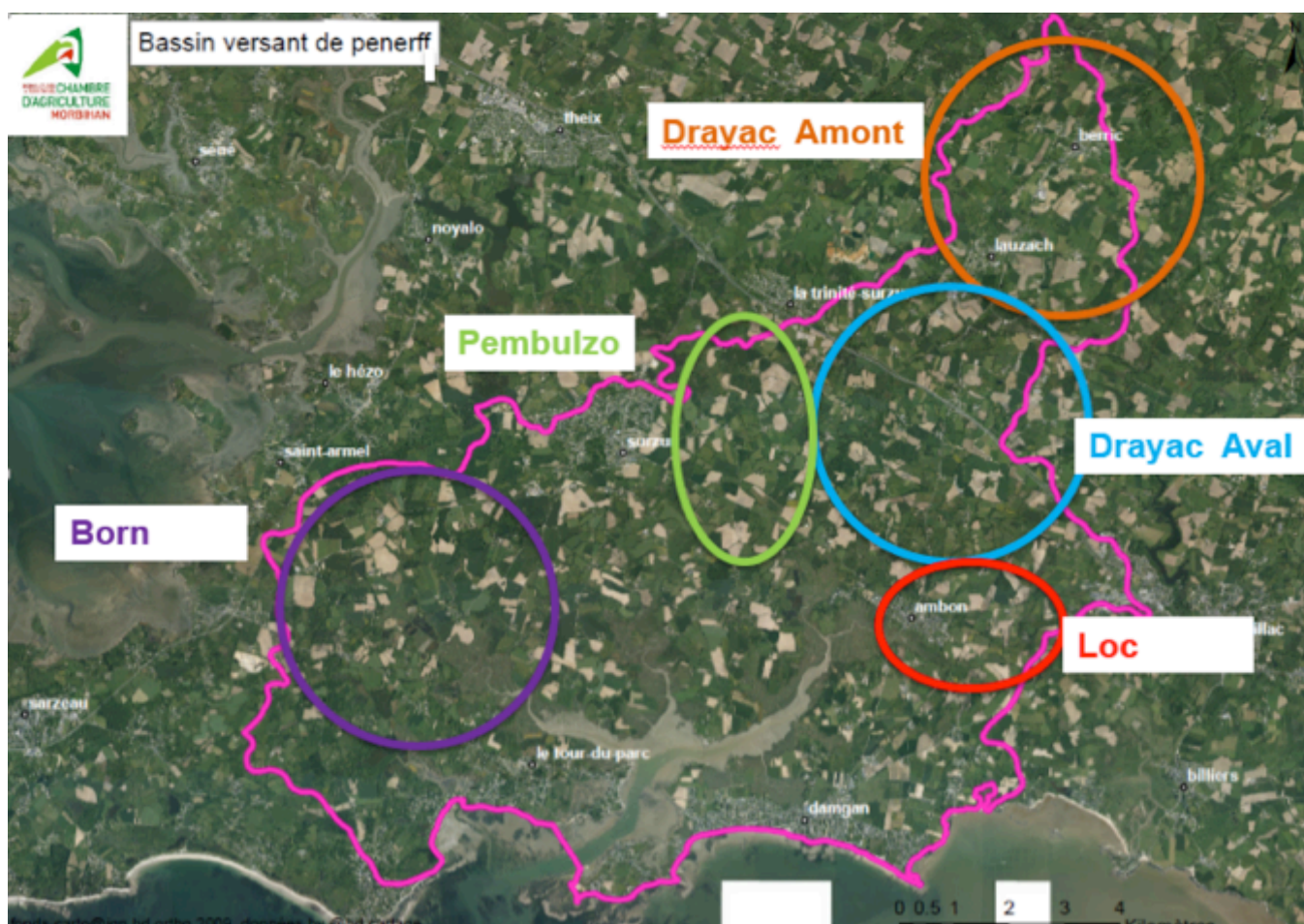
L'identification des zones contributrices a permis de les scinder en deux groupes : 2 sous bassins prioritaires et 3 sous bassins nommés « moins prioritaires » au regard des résultats d'analyses d'eau et de la localisation par rapport à l'exutoire de la rivière de Pénérf.

Les sous bassins versants prioritaires (diagnostiqués en 2015) :

- **Le Born** : il existe une contamination de fond avec des marqueurs « porc », des pics de contamination avec des marqueurs « ruminant ». On dénombre 20 exploitations (9 bovines, 2 hors sol, 1 ovines, 1 équines, 6 cultures, 1 horticulture)
- **La Drayac Aval** : il existe une contamination de fond avec des marqueurs « ruminant » et « humain », avec des pics de contamination avec des marqueurs « ruminant » et « porc ». 15 exploitations se situent sur ce bassin versant (9 bovines, 2 bovines + volailles, 1 volailles, 1 caprines, 1 équines, 1 maraîchage).

Les sous bassins versants moins prioritaires (diagnostiqués en 2016) :

- **Le Penbulzo** avec des pics de contamination avec des marqueurs « ruminant » et humain ». On dénombre 7 exploitations (4 bovines, 1 bovines + porcines, 2 volailles)
- **La Drayac Amont** : il existe une contamination de fond avec des marqueurs « ruminant » et « humain », avec des pics de contamination avec des marqueurs « ruminant » et « porc ». 15 exploitations se situent sur le bassin versant. (9 bovines, 1 bovines + caprines, 5 hors sol)
- **Le Loc** : il existe une contamination de fond avec des marqueurs « humain », avec des pics de contamination avec des marqueurs: « ruminant » et « porc ». 9 exploitations sont répertoriées (8 bovines, 1 bovines + volailles).



Objectifs poursuivis par la Chambre d'Agriculture pour la période 2014-2018

La Chambre d'Agriculture s'inscrit dans le Contrat Territorial 2014-2018 avec les objectifs suivants :

Un objectif de réduction du risque bactériologique :

Réduire tout risque bactériologique lié à l'activité agricole et reconquérir la qualité bactériologique des eaux de l'estuaire de Pénérf, est une priorité. Cela s'inscrit dans la continuité des actions de la Chambre d'agriculture en zone littorale à côté du C.R.C. et des Services de l'Etat dans la définition et la mise en œuvre de la Charte d'épandage en zone littorale.

Un objectif de mobilisation et d'engagement de la Chambre d'agriculture :

L'engagement fort de la Chambre d'Agriculture aux côtés de tous les acteurs du territoire (collectivités, syndicat intercommunal, conchyliculteurs, etc.) se traduit par le portage d'actions en tant que maître d'ouvrage afin de contribuer à la pérennité des activités économiques sur ce territoire.

Des objectifs spécifiques en lien avec les actions menées par la Chambre d'agriculture :

- Identifier les sources ou risques de contamination bactériologique sur les sièges d'exploitations et le parcellaire : risques de fuites au siège d'exploitation, points d'accès cours d'eau, pratiques de fertilisation organique et pratiques de pâturage.
- Préconiser des solutions d'amélioration adaptées à l'exploitation
- Faire un suivi de la mise en place des solutions décidées par l'agriculteur
- Aider financièrement les agriculteurs si des investissements sont nécessaires dans la mise en œuvre des solutions.

Un objectif d'évaluation du programme avec le recueil d'indicateurs de synthèse

La Chambre d'Agriculture conduit depuis plus de dix ans des actions de protection et de reconquête du milieu au sujet des contaminations bactériologiques :

- par le biais de la Charte d'Epandage en zone littorale en accord avec la Section Régionale de Conchyliculture et agréée par le CODERST le 5 avril 2005. Cette charte a pour objectif de valider les bonnes pratiques d'épandage dans cette zone et de ce fait de réduire les risques de contamination,
- par la mise en œuvre de cette Charte avec l'appui de l'association CAP 2000. De plus, un approfondissement des risques de transferts bactériologiques a été produit par cette association en février 2012.

Les risques possibles de transferts bactériologiques au réseau hydrographique :

De manière générale, il existe 2 grands types de risques :

❖ Les risques ponctuels :

a. → Sites d'exploitations :

- Non collecte d'une partie des effluents
- Zone de circulation des animaux en sortie de bâtiment
- Eaux pluviales sur zone de transfert régulier d'effluents,
- Stockage de fumier sur parcelle nue

Solutions : capacité de stockage, réorganisation circulation des animaux, aménagement anti-ruissellement (talutage), nouveau bâtiment, ...

b. → Points d'accès cours d'eau

- Abreuvements directs au cours d'eau,
- Franchissement de cours d'eau non stabilisés ou dégradés.

Solutions : pompes de prairies, pompes thermiques, bac à eau avec tuyaux, traversée de route pour tuyau, clôtures, aménagement franchissement cours d'eau...

❖ Les risques de transfert :

a. → Risque épandage

- Absence de dispositif anti-ruissellement continu et efficace (talus discontinu, bande enherbée sous-dimensionnée ou absente),
- Cultures en zone humide drainée ou non,

Solutions : types effluents épandus, élargissement ou mise en place de bandes enherbées, mise en place ou consolidation de talus, demande de dérogation épandage bande des 500m, technique épandage, ...

b. → Risque pâturage

- Pâturage en zone humide : le risque est avéré en période d'excès hydrique,
- Chargement élevé en proximité du cours d'eau lié à l'abreuvement et/franchissement parcelle parking,
- Chargement élevé/surpâturage.

Solutions : mise en place dispositif alternatifs à l'abreuvement, supprimer parcelle parking, pratiques de pâturages,

c. → Risque prés salés

- Pâturage des prés salés juste avant une forte marée qui recouvre la parcelle

Solutions : calendrier de pâturage en fonction des marées à fort coefficient

Remarque : Notre expérience de diagnostic bactériologique

Entre 2011 et 2013, pour le compte du syndicat mixte du Loc'h et du Sal, la Chambre d'agriculture du Morbihan a réalisé 40 diagnostics bactériologiques sur 2 sous bassins versants. Voici ci-dessous pour exemple, la répartition des résultats des diagnostics par facteur de risques.

Risque :	2011	2012
Sites d'exploitations	5 exploitations concernées	4 exploitations concernées
Point d'accès cours d'eau	8 exploitations concernées 52 points d'accès	5 exploitations concernées 17 points d'accès
Epandage	23 parcelles identifiées 126 ha (14% des surfaces)	22 parcelles identifiées 90 ha (10 % des surfaces)
Pâturage	58 parcelles 185 ha (21 % des surfaces)	36 parcelles 129 ha (15% des surfaces)

Le recueil des indicateurs de synthèse s'appuiera sur les indicateurs suivants :

Thématique	Indicateur
Site d'exploitation et réduction des transferts	- linéaire de talus construits et/ou renouvelé - localisation des protections et linéaire de talus - Localisation des bandes enherbées
Points d'eau : abreuvement / franchissement	- nombre de points d'abreuvement - nombre de pompes installées - linéaire de clôtures installées
Epandage	- nature du fumier stocké (âge) - nature des produits épandus (% compos, fumiers vieillis)
Pâturage	- nombre de parcelles destinés au pâturage dont le risque a été réduit

La Gouvernance mise en place par la Chambre d'agriculture pour piloter le plan d'actions

Sur le territoire de la rivière de Pénerf, la Chambre d'agriculture va travailler sur la mobilisation des différents acteurs (agriculteurs, élus, prescripteurs) afin d'avoir un effet levier qui se traduira par l'amélioration des résultats de qualité bactériologique d'eau.

Gouvernance générale institutionnelle :

Les interlocuteurs cibles sont les financeurs, les services de l'Etat, le Parc naturel régional du Golfe du Morbihan ainsi que les communes du territoire.

Les travaux relatifs aux séances plénières entre , le Parc naturel régional du Golfe du Morbihan – la Chambre d'agriculture du Morbihan – les Services Etat – Le Conseil Général et la Région Bretagne, porteront sur :

- la définition du programme annuel d'actions
- la présentation des rapports d'étape intermédiaire
- la présentation des outils méthodologiques (diagnostic, prestation d'accompagnement)

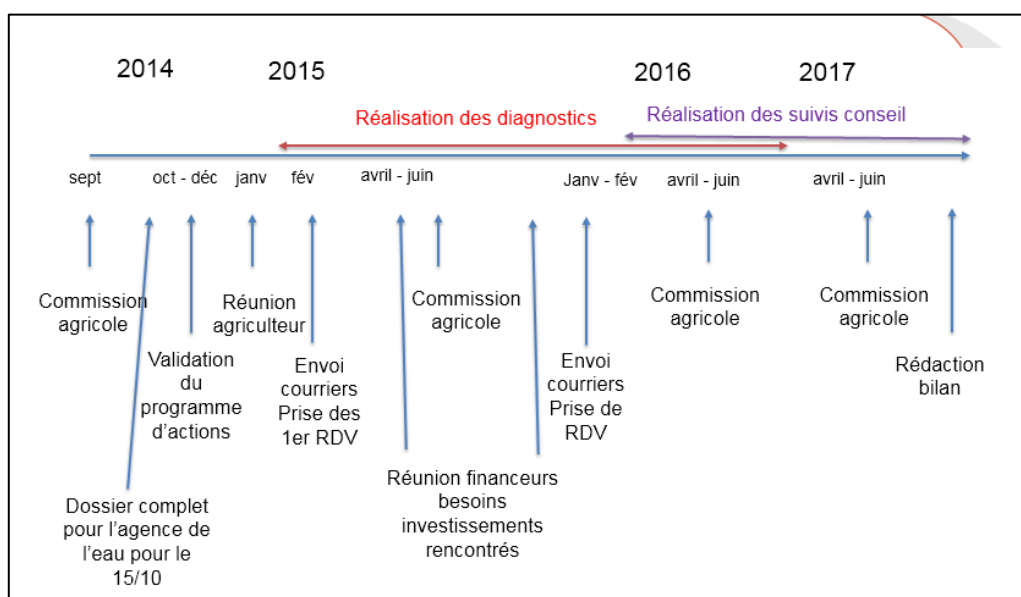
Cette animation se déclinera à minima en 1 réunion annuelle.

Gouvernance agricole avec OPA agricoles :

La Chambre d'agriculture veut créer une synergie sur le terrain qui se matérialisera pour les agriculteurs une cohérence d'intervention afin d'atteindre les objectifs de qualité bactériologique d'eau.

La mise en œuvre du plan d'actions demande un temps d'animation du dispositif :

1. l'animation de la commission agriculture et territoire regroupant les représentants des organisations agricoles, du Parc et des prescripteurs. (2 réunions ; installation, suivi - bilan)
2. Coordination technique et suivi de l'avancement de l'action,
3. Identification des agriculteurs et contractualisation,
4. Bilan et évaluation globaux pour préparer les années dédiées au suivi - accompagnement (ajustements) et sa mise en œuvre.



Le Plan d'actions détaillé

Volet animation :

La Chambre d'agriculture possède une large expérience en matière d'animation et de conduite de diagnostic. Elle a animé les actions agricoles sur trois autres bassins versants morbihannais avec des résultats probants sur l'évolution des pratiques. (Evel, Loch', Scorff et Oust)

La mise en œuvre du plan d'actions demande un temps d'animation du dispositif :

- participation au comité d'acteurs,
- animation de la commission agriculture et territoire,
- coordination technique et suivi de l'avancement de l'action,
- bilan et évaluation de l'action.

De plus, un travail de ciblage et de communication auprès des agriculteurs à enquêter est à réaliser :

- Identifier les personnes à rencontrer, pré-travail cartographique, intégrer les données cours d'eau, zone humides. Seront enquêtées les exploitations ayant leur siège d'exploitations dans les sous bassins versants prioritaires et les exploitations cultivant plus de 5 ha dans les bassins versants.
- sous bassins versants prioritaires : à partir des données SIG, dont possède la Chambre d'agriculture, les exploitations seront identifiées, la liste des exploitations cultivant des terres sur le périmètre pourra être complétée lors des premières enquêtes terrain.

Volet Communication au service du programme d'actions :

La Chambre d'agriculture assurera la communication de cette action auprès des agriculteurs :

- promotion de l'action dans le magazine de la rivière de Pénerf,
- courrier envoyé aux agriculteurs pour expliquer les enjeux et objectifs de la démarche,
- contact individuel téléphonique auprès du public ciblé pour présenter la démarche, l'intérêt pour l'exploitation et les modalités, avec prise de rendez-vous.

Volet déploiement du Plan d'actions de la Chambre d'agriculture :

a. Phase de diagnostic

Tout d'abord, la Chambre d'agriculture effectuera un travail de mise en place de la méthodologie et des outils de conseil : fiche produit de présentation de la démarche à l'agriculteur, questionnaire recueil d'informations, compte rendu de conseil.

La réalisation des diagnostics individuels sur les exploitations comprend les éléments suivants :

- Un travail préparatif de la visite sera effectué préalablement au bureau afin d'identifier les parcelles de l'agriculteur jugées à risque et établir une liste des parcelles à visiter impérativement. Les critères utilisés pour cela sont évalués à partir de supports cartographiques : longueur/pentes/distance/zone humide effective. En visite, le conseiller pourra réévaluer des parcelles initialement exclues à partir des informations de terrain.
- Deux visites chez l'agriculteur permettront de :
 - recueillir les éléments génériques de l'exploitation
 - effectuer un tour des bâtiments et compléter le module « risques bâtiments et circulation aux abords »
 - de relever l'occupation des sols du parcellaire agricole, et notamment de différencier les bandes enherbées et les prairies non épanable.
 - d'identifier les fossés circulants, afin de compléter l'analyse hydraulique du territoire
 - de positionner les exutoires de drainage du parcellaire agricole
 - aller sur les parcelles concernées par des points d'abreuvements ou de franchissement des cours d'eau et compléter le module « risques ponctuels : abreuvement et franchissement »
 - de relever et de déterminer les circuits préférentiels du bétail
 - pour chaque parcelle à risque identifiée préalablement, évaluer le risque de pâturage et d'épandage avec l'agriculteur. Vérifier qu'aucune parcelle n'a été oubliée.
 - réaliser un conseil complémentaire sur les problématiques détectées par le diagnostic :
 - conseil spécialisé dans le domaine du bâtiment lié aux risques de fuite au niveau du siège d'exploitation : fuites au niveau aires de vie, zones de transfert d'effluents, ouvrage de stockage, effluents non collectés.

- conseil et accompagnement technique pour la mise en place de systèmes alternatifs à l'abreuvement des animaux en rivière
- conseil sur les solutions alternatives au franchissement des cours d'eau (paddocks, changements d'itinéraires,...) ou, dans le cas d'aménagements hydrauliques, (ponts cadres)
- conseil agronomie : analyse précise des pratiques agronomiques sur les parcelles à risque bactériologique et recherche avec l'agriculteur des solutions afin de les supprimer : sur fertilisation, non-respect des distances d'épandage, épandage de produits hygiénisés, ...
- conseil d'aménagement parcellaire : afin de limiter les transferts de polluants, des préconisations d'implantation de dispositifs de protection de type haies, talus, bandes enherbées, prairies permanentes seront étudiées
- conseil hydraulique : propositions techniques afin d'éviter les rejets de drainage directement au cours d'eau, promouvoir les zones d'expansion, de diffusion...
-
- **Les risques de contamination bactériologique relevés** lors de la phase d'enquête seront reportés sur le support cartographique :
- Fuites au niveau du siège d'exploitation et sens d'écoulement
- Localisation des abreuvements directs au cours d'eau et franchissement non aménagé des cours d'eau
- Localisation des parcelles ayant un risque d'épandage
- Localisation des parcelles ayant un risque de pâturage
- **Un travail synthèse et de rédaction** permettra de formaliser les diagnostics individuel.
- **Un travail de co-production** sera réalisé avec l'agriculteur sur les améliorations environnementales de son système d'exploitation et les marges d'évolution possibles au regard des contraintes de son exploitation. Ce travail va déboucher sur la validation des propositions d'amélioration à mettre en œuvre sur son exploitation.
- **La rédaction d'un bilan synthétique**
- **L'engagement de l'agriculteur :**

A l'issue du diagnostic, le conseiller, en co-production avec l'agriculteur, formalisera différentes préconisations en fonction des risques détectés. Un plan d'action sera alors mis en place. L'agriculteur devra compléter un document d'engagements :

- niveau 1 : 1 engagement retenu,
- niveau 2 : 2 engagements retenus,
- niveau 3 : l'ensemble des engagements retenus.

Indicateurs d'objectifs de résultats :

1. Nombre de diagnostic

Pour parvenir à l'amélioration de la qualité bactériologique de l'estuaire de la rivière de Pénerf, la Chambre d'Agriculture du Morbihan se fixe comme objectif de réaliser 85 % à minima des diagnostics sur les 64 sièges d'exploitations répartis tels que :

- **2015** : 33 sièges d'exploitations à diagnostiquer au total, soit 28 diagnostics à réaliser au minimum.
- **2016** : 31 sièges d'exploitations à diagnostiquer au total, soit 27 diagnostics à réaliser au minimum.

Soit 55 diagnostics à réaliser sur les 64 sièges d'exploitations recensés comme prioritaires en 2 ans.

2. L'engagement des agriculteurs

- **100%** des agriculteurs diagnostiqués s'engageront à atteindre le niveau 1, c'est à dire de réaliser au minimum 1 préconisation dans les 2 ans qui suivent le diagnostic.
- **90%** des agriculteurs diagnostiqués s'engageront à atteindre le niveau 2, c'est à dire de réaliser au minimum 2 préconisations dans les 2 ans qui suivent le diagnostic.
- **75%** des agriculteurs diagnostiqués s'engageront à atteindre le niveau 3, c'est à dire de réaliser toutes les préconisations dans les 2 ans qui suivent le diagnostic.

	Nombre d'engagements préconisés	% d'engagement des sièges d' <u>exploitations</u> <u>diagnostiqués</u>
Niveau 1	1	100 %
Niveau 2	2	90 %
Niveau 3	tous	75 %

a. Phase Suivi du conseil

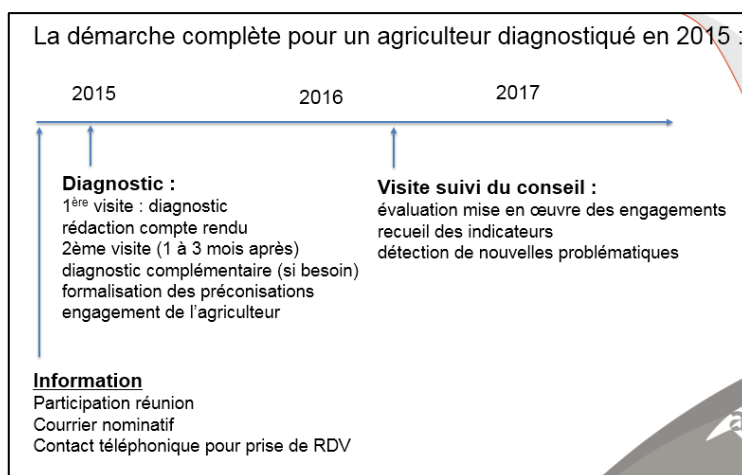
Dans un délai de deux à trois ans après la réalisation du diagnostic, une visite de suivi sera réalisée chez l'agriculteur. L'objectif du suivi est de :

- vérifier la mise en place des solutions envisagées,
- évaluer éventuellement les points de blocage,
- recueillir les indicateurs de suivi.

Pour cela, une visite sur l'exploitation sera réalisée et consistera à :

- rappeler à l'agriculteur les solutions retenues,
- évaluer avec lui leurs mises en place, les éventuels points de blocage,
- détecter de nouvelles problématiques, d'éventuelles solutions complémentaires,
- visiter les parcelles qui ont fait l'objet de mise en œuvre spécifiques.

Un compte rendu de suivi de conseil sera rédigé au bureau à l'issue de la visite et envoyé à l'agriculteur. Un bilan synthétique sera rédigé.



b. Aide à l'investissement pour les agriculteurs

Appui financier des agriculteurs à l'investissement (clôture, piquets, pompe de prairie, tuyaux d'eau, passage de route, ...) Exemple de tableau de référence

descriptif	prix référence	Volume	Coût total
Pompe de prairie + crépine + raccords + 7m tuyau + madriers de stabilisation	220 €		
Tuyau diamètre igt 32 (prix au mètre)	4 €		
Tuyau diamètre igt 19 (prix au mètre)	1.28 €		
bac (indiquer le type ici: plastique 400 l avec flotteur)	155 €		
Clôtures (piquets + isolateurs + fil)	1.4 €		
buse de captage (1m diamètre, 60 cm hauteur) + rajouter 70 € pour le couvercle	150 €		
Traversée de route pour faire passer des tuyaux	Sur devis		

Volet Evaluation-Indicateurs exploitations 2014 -2018 :

Dans le cadre de cette action, la Chambre d'agriculture s'attachera à :

- Assurer les bilans généraux des actions et des pratiques agricoles,
- Rendre compte des actions aux professionnels et partenaires du projet, tout en préservant la confidentialité des données.

La Chambre d'Agriculture du Morbihan s'engage :

- en fin de chaque année, à restituer aux élus et acteurs du bassin versant les résultats de son action, en faisant ressortir les marges de progrès et pistes d'actions futures,
- à remettre au porteur du contrat territorial l'ensemble des données géoréférencées issues des diagnostics,
- en fin de programme, à faire la synthèse des diagnostics, la synthèse des suivis-accompagnement, la synthèse des indicateurs.

A1_5 Diagnostic des sièges d'exploitation agricole et du parcellaire

Objectif spécifique concerné	Réduction des pollutions bactériologiques
Résultat(s) attendu(s)	Amélioration qualité bactériologique de l'estuaire
Localisation	Bv Penerf - masse d'eau de transition
Public cible	Agriculteurs sur les BV prioritaires identifiés par marqueurs <i>bacteroidales</i> d'origine animale
Maître(s) d'ouvrage	Chambre d'agriculture 56
Descriptif/organisation	identification des sources ou risques de contamination bactériologique sur le siège et parcellaire ° risque de fuites au siège d'exploitation ° pratique de fertilisation organique ° préconisations d'amélioration et suivi conseil
Bv prioritaires	
Bv du Born : contamination de fond marqueur Porc, pic de contamination : ruminant	environ 15 sièges d'exploitation
Bv Drayac Aval : contamination de fond ruminant & humain ; pic de contamination ruminant & porc	environ 12 sièges d'exploitation
BV moins prioritaires	
Bv du Pembulzo : pic de contamination ruminant & humain	environ 7 sièges d'exploitation
Bv Drayac Amont : contamination de fond ruminant & humain ; pic de contamination ruminant & porc	environ 11 sièges d'exploitation
Bv du Loc	environ 10 sièges d'exploitation

		Total	2015	2016	2017
AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Penerf					
A1_5 Diagnostic des sièges d'exploitation agricole et du parcellaire					
Volet gouvernance et communication - Mise en place de la démarche, ciblage des agriculteurs, création des outils, promotion de l'action, commission agricole/comité d'acteurs du BASSIN VERSANT de la rivière de Penerf en lien avec le SIAGM	20 jours	10 000 €	4 500 €	2 500 €	3 000 €
Volet Diagnostic - diagnostic des exploitations qui ont leur siège d'exploitation sur les sous bassins versants prioritaires	55 * 1 000 €	55 000 €	27 000 €	28 000 €	0 €
Volet Diagnostic - diagnostic des exploitations n'ayant pas leur siège d'exploitation sur les sous bassins versants prioritaires	20 * 750 €	15 000 €	7 500 €	7 500 €	0 €
Volet suivi - suivi des exploitations dans la mise en place des décisions prises	55 * 500 €	27 500 €	- €	13 500 €	14 000 €
Volet évaluation - Bilan de l'opération - rédaction synthèse	3 jours	1 500 €	- €	- €	1 500 €
TOTAL pour la Chambre d'Agriculture du Morbihan		109 000 €	39 000 €	51 500 €	18 500 €
Aide financière à l'investissement (aide expérimentale cg56)				9 229 €	9 229 €

5.1.6 A1-6 Formation des élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale

La compétence de gestion du pluvial est communale, mais demande des compétences spécifiques dont les élus et les services techniques n'ont pas forcément la maîtrise. Or, une bonne connaissance et une bonne gestion du réseau d'eau pluviale sont des conditions sine qua none pour la réduction de la pollution bactériologique.

Cette action propose donc de mettre au point une formation avec le CNFPT, à destination des élus et services techniques.

A1_6 Formation élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale

<i>Objectif spécifique concerné</i>	Réduction des pollutions bactériologiques
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	Amélioration qualité bactériologique de l'estuaire
<i>Localisation</i>	Bv Penerf - masse d'eau de transition
<i>Public cible</i>	collectivités : communes Ambon Damgan, & SIAEP de Rhuys
<i>Maître(s) d'ouvrage</i>	
<i>Descriptif/organisation</i>	Formation des élus et équipes techniques sur la gestion du pluvial
	notions réseau d'eau pluviale, bv pluviaux, exutoires, sensibilité des milieux récepteurs
	notions sur les SDAEP
monter la formation avec le CNFPT	Méthodologie de recherche des contaminations bactériologiques dans les réseaux
	la gestion du pluvial en amont des projets d'aménagement
	budget à déterminer avec le CNFPT

5.1.7 A1-7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire

Ce 3ème contrat sera aussi l'occasion d'acquérir de nouvelles données sur le bassin versant. Il pourra éventuellement être intéressant de les utiliser, pour lancer une nouvelle simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire de Penerf.

A1_7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire

<i>Objectif spécifique concerné</i>	Réduction des pollutions bactériologiques
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	Amélioration de la connaissance et optimisation des outils
<i>Localisation</i>	Bv Penerf - masse d'eau de transition
<i>Public cible</i>	-
<i>Maître(s) d'ouvrage</i>	SIAGM
lancer une nouvelle simulation avec les nouvelles données acquises si nécessaire	

5.1.8 A1-8 Recherche de marqueurs bacteroidales

Cette action est maintenue à la demande du comité d'acteurs. Elle permettra de préciser les données récoltées grâce aux analyses effectuées au cours du second contrat.

Une recherche pourra également être faite sur la chaire des coquillages selon un protocole qui est en cours de recherche à IFREMER. Cette action sera réalisée si les laboratoires privés peuvent le mettre en œuvre, ou développer un partenariat avec IFREMER.

A1_8 recherche de Marqueurs <i>bactéroidales</i>
recherche marqueurs sur 6 points "eau douce"
marqueurs sur chaire de coquillage protocole en cours de recherche à IFREMER cette action sera réalisée si les laboratoires privés peuvent le mettre en œuvre ou développer un partenariat de recherche avec IFREMER budgter en 2014 ou 2015 si nécessaire

5.2 Axe 2 : Contrat Territorial Milieux Aquatiques

La mise en place du CTMA a débuté en 2010, avec l'objectif d'atteindre le bon Etat écologique en 2015. Les objectifs en termes de linéaire restaurés ont été atteints pour les 3 premières années. L'action fonctionne donc bien et se poursuit.

L'année 2016 sera réservée à l'évaluation du CTMA.

A2 CTMA

Contrat territorial milieux aquatiques

<i>Objectif spécifique concerné</i>	atteinte du bon Etat en 2015
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	80 % du linéaire en bon état
<i>Localisation</i>	Bv Penerf
<i>Public cible</i>	propriétaires riverains des cours d'eau notamment les agriculteurs
<i>Maître(s) d'ouvrage</i>	SIAGM
<i>Descriptif/organisation</i>	CTMA
Animation	poste de chargé de mission milieux aquatiques et agriculture
	frais généraux lié au poste
	total poste
Liste des actions	travaux du CTMA (ajusté sur DIG après delib CS 16/12/2009)
	Sensibilisation et indicateurs de suivi
	Travaux du CTMA + Sensibilisation et indicateurs de suivi

5.3 Axe 3 Actions d'accompagnement

Ce troisième axe regroupe les actions qui ont été mises en place dans les contrats précédents, qui ont bien fonctionné et qui nécessitent d'être poursuivies.

5.3.1 A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces

Le suivi qualitatif de 7 points sur l'eau douce est maintenu notamment les points « impacts » des STEP, et afin de poursuivre la connaissance sur le bassin versant.

A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces

<i>Objectif spécifique concerné</i>	suivi du milieu	
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	amélioration de la connaissance	
<i>Localisation</i>	Bv Penerf	
<i>Maître(s) d'ouvrage</i>	SIAGM	
<i>Descriptif/organisation</i>	Suivi de 7 points sur l'eau douce	
<i>Localisation</i>	Paramètres	Fréquence
<i>D1 point amont référence</i>	Nitrates, amonium, orthophosphate, phosphore tota, MES,...	1 fois/mois
<i>D2 : point impact STEP</i>	Nitrates, amonium, orthophosphate, phosphore total	1 fois/mois
<i>D4 : point impact STEP</i>	Nitrates, amonium, orthophosphate, phosphore total	1 fois/mois
<i>L1 : point sur le Loc</i>	Nitrates, amonium, orthophosphate, phosphore total + E Coli	1 fois/mois
<i>E1 : point impact station</i>		
<i>Epinay</i>	Nitrates, amonium, orthophosphate, phosphore total + E Coli	1 fois/mois
<i>D5 point BILAN</i>	Nitrates, amonium, orthophosphate, phosphore total + E Coli	2 fois/mois
<i>D5 point BILAN</i>	Pesticides par temps de pluie et au période de traitement	6 fois /an
	Station hydrologique : suivi des débits et température	enregistrement journalier
Coût analyse Laboratoire		
prélèvement en régie		cout poste pour 30 J
		frais de mission

5.3.2 A3-2 Objectif Zéro pesticide

5 communes sur les 8 que compte le bassin versant sont aujourd'hui à Zéro pesticide. La poursuite de cette action vise à les accompagner, soit dans leurs changements de pratiques afin qu'elles perdurent soit dans leur accompagnement afin qu'elles atteignent le niveau maximal d'engagement maximal de la charte.

A3_2 Objectif Zéro pesticide

<i>Objectif spécifique concerné</i>	Réduction des pollutions par les pesticides
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	Zéro pesticides pour toutes les communes
<i>Localisation</i>	Bv Penerf
<i>Public cible</i>	communes
<i>Maître(s) d'ouvrage</i>	SIAGM
<i>Descriptif/organisation</i>	Accompagnement des communes signataires de la charte vers le Zéro pesticides ½ journée et plus avec les 4 services techniques des communes au niveau 3 pour un accompagnement individuel afin de surmonter les freins techniques : 7 jours 1/4 journée avec les 4 services techniques des communes à Zéro pesticide : 1 jours exploitation des données communales : 2 jours Préparation de 1 réunion annuelle et ateliers techniques : 3 jours ½ journée pour 4 conseils municipaux dont le niveau 3 : 2 jours 15 jours/an
<i>Indicateurs de suivi</i>	niveau d'engagement atteint dans la charte communale
	nombre de communes et de particulier à Zéro pesticide
	engagement des particuliers dans la charte des habitants

5.3.3 A3-3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires

Le projet pédagogique est plébiscité par les enseignants et les élus du bassin versant, qui ont des échos très positifs des parents et des enfants.

Cette action est donc reconduite, puisqu'elle contribue avec succès à former les générations futures à la problématique de l'eau et des milieux aquatiques. Le budget est augmenté pour ce contrat, afin de pouvoir inclure les écoles de Sarzeau qui sont nombreuses. 250 élèves par an pourront ainsi profiter de ce projet.

A3_3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires

<i>Objectif spécifique concerné</i>	former les générations futures, sensibilisation à l'eau et aux milieux aquatiques
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	adhésion de l'ensemble des écoles
<i>Localisation</i>	Bv Penerf- Masse d'eau de transition
<i>Public cible</i>	16 écoles primaires du BV CE et CM
<i>Maître(s) d'ouvrage</i>	SIAGM
<i>Descriptif/organisation</i>	approche de la notion de bassin versant par la découverte de leur BV de Penerf lecture des paysages explication des différents points de suivi de la qualité du milieu découverte des différents acteurs du territoire (industriels, agriculteurs ostréiculteurs) sensibilisation aux espèces migratrices par la visite de la passe à poisson du barrage d'Arzal expérimentation en ateliers sur l'eau potable pour préparer la visite de l'usine d'eau potable de Férel expérimentation en ateliers sur la dépollution de l'eau pour préparer une visite de STEP observation des de l'avifaune et reconnaissance des espèces végétales des marais littoraux atelier sur les écogestes
	budget de 50 € par enfant et pour pouvoir inclure les écoles de Sarzeau (5 classes de CM,) le montant annuel est augmenté. Ce budget permet de faire profiter du projet pédagogique à 250 élèves par an maximum

Le magazine du bassin versant est un bon moyen d'informer les habitants des actions en cours et de leurs résultats, ainsi que de les sensibiliser à la préservation de la qualité de l'eau. L'action est donc poursuivie, dans les mêmes conditions que précédemment, à savoir deux publications annuelles avec un tirage de 9 000 exemplaires par numéro.

La coordination du journal sera confiée à un prestataire, qui animera le comité de rédaction, composé de membres de la commission citoyenneté.

A3_4 le magazine de la rivière de Pénerf

<i>Objectif spécifique concerné</i>	Information sensibilisation pédagogie
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	
<i>Localisation</i>	Bv Penerf- Masse d'eau de transition
<i>Public cible</i>	les habitants
<i>Maître(s) d'ouvrage</i>	SIAGM
<i>Descriptif/organisation</i>	Édition de 2 numéros par an 9 000 exemplaires par numéro animation du comité de rédaction rédaction des articles

ARTICLE 6 PRESENTATION DU PORTEUR DE PROJET

Le porteur du contrat territorial de bassin versant de la rivière de Pénerf est le Parc naturel régional du Golfe du Morbihan.

La structure administrative est le syndicat mixte de gestion et d'aménagement du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan. Il a été créé au premier janvier 2015 suite à la dissolution du Syndicat d'Aménagement du Golfe du Morbihan.

Le Syndicat mixte est constitué des collectivités ayant préalablement approuvé la Charte du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan et mentionnées comme suit :

- la Région Bretagne
- le Département du Morbihan
- les «Communes du Parc» dont le territoire est classé en Parc naturel régional par décret n°2014-1113 du 2 octobre 2014:
 - communes dont le territoire est entièrement classé en Parc naturel régional : Ambon, Arradon, Arzon, Auray, Crac'h, Damgan, Elven, Ile d'Arz, Lauzach, Le Hézo, Le Tour-du-Parc, Locmariaquer, Meucon, Monterblanc, Plescop, Pluneret, Saint-Armel, Saint-Gildas-de-Rhuys, Saint-Nolff, Saint-Philibert, Sainte-Anne-d'Auray, Sarzeau, Sulniac, Surzur ;
 - • communes dont le territoire est partiellement classé en Parc naturel régional : Ploeren, Saint-Avé, Séné, Theix-Noyal, Vannes.
- les «EPCI du Parc», dont les communes sont situées pour partie ou en totalité dans le périmètre du Parc : Vannes Agglo, la Communauté de communes de la Presqu'île de Rhuys, Auray Quiberon Terre Atlantique, Arc Sud Bretagne et Questembert Communauté.

- les «communes associées» au Parc sont des communes non classées, issues du périmètre initial soumis à l'enquête publique et ayant ultérieurement adopté la Charte, en s'engageant par la signature d'une convention de commune associée. (Plougoumelen et Baden).

Le Syndicat mixte a pour objet la mise en œuvre du projet de territoire défini dans la Charte du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan, élaborée conformément à l'article R 333-1 du Code de l'environnement ainsi que la conduite de la révision de la charte du Parc pour le renouvellement du classement. A ce titre, il pourra réaliser ou faire réaliser toute action concourant à la mise en œuvre du projet défini dans la Charte et il contribuera aux actions de protection et de développement du territoire dans les délais nécessaires au reclassement.

Les missions réglementaires d'un Parc sont :

- protéger le patrimoine notamment par une gestion adaptée des milieux naturels et des paysages ;
- contribuer à l'aménagement du territoire ;
- contribuer au développement économique social, culturel et à la qualité de vie ;
- assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public ;
- réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et contribuer à des programmes de recherche.

Dans le cadre des objectifs fixés par la Charte, conformément à l'article R333-14 du Code de l'environnement, le Syndicat mixte :

- assure sur son territoire la cohérence et la coordination des actions de protection, de mise en valeur, de gestion, d'animation et de développement, menées par ses partenaires.
- peut participer à un programme d'actions en mer contribuant à la réalisation des orientations retenues par la Charte pour les zones littorales du Parc. Les modalités de cette participation sont définies par une convention passée avec les autorités de l'État compétentes.
- est associé à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme en application de l'article L.121-4 du Code de l'urbanisme, dans les conditions définies aux chapitres II et III du titre II du livre 1er de ce code.

Le Syndicat mixte est consulté et émet des avis sur des documents de planification, d'aménagement et de gestion des ressources naturelles en tant qu'ils s'appliquent à son territoire, article R. 333-15 du Code de l'environnement. Il est saisi de l'étude ou de la notice d'impact lorsque des aménagements, ouvrages ou travaux soumis à cette procédure en vertu des articles L. 122-1 à L.122-3 et R. 122-1 à R. 122-16 du Code de l'environnement, sont envisagés sur le territoire du Parc.

Il assure la gestion de la marque «Parc naturel régional du Golfe du Morbihan» qui lui est confiée par l'État et dont les modalités de gestion sont fixées par le règlement joint au dépôt de la marque. Il peut l'attribuer à des produits ou à des services selon un cahier des charges défini par lui.

En outre, en lien avec son objet statutaire, le Syndicat mixte :

- assure un rôle de conseil auprès de ses membres pour la traduction des orientations de la Charte dans l'exercice de leurs compétences ;
- peut passer des contrats, des conventions utiles à la réalisation de son objet ;
- peut se porter candidat au pilotage d'initiatives européennes, nationales ou locales et à des appels à projets ;
- a vocation à rechercher un partenariat avec les établissements publics de coopération intercommunale en vue de s'assurer de la cohérence et de la synergie de leurs actions respectives ;
- peut être amené à passer des conventions avec des communes ou des groupements de communes non adhérentes, pour des actions s'inscrivant dans les objectifs de la Charte et pouvant, le cas échéant, dépasser ses limites territoriales ;
- peut procéder ou faire procéder par ses propres moyens et dans le respect des compétences de ses membres, à toute étude, animation, information, publication, à tous travaux d'équipement ou d'entretien, ou toute action nécessaire à la réalisation de son objet ;

- peut rechercher des partenariats pour la maîtrise d'ouvrage et la gestion des équipements ;
- peut être mandaté par un ou plusieurs de ses membres voire par des collectivités en rapport avec son territoire pour agir en leur nom et effectuer des opérations qu'ils lui ont confiées ; et peut assurer la maîtrise d'ouvrage ou une délégation de maîtrise d'ouvrage lors d'opérations concourant à la mise en œuvre de son objet.

Le Syndicat mixte est le garant de la mise en œuvre de la Charte du Parc et de sa révision. Il conduit, dans cet objectif, une démarche partenariale et agit en étroite liaison avec les communes et leurs groupements qu'il fédère territorialement, dans le respect de leurs compétences. Le Syndicat mixte œuvre dans une finalité de développement durable, dans l'esprit des Parcs Naturels Régionaux et des textes qui les régissent.

La part d'autofinancement dédiée au contrat de bassin versant sera de l'ordre de 20% et elle est assurée par les cotisations statutaires de ces membres.

Le porteur de projet peut décider de confier la réalisation de certains axes du programme d'actions à des prestataires spécialisés et compétents dans le domaine. La coordination de ces actions est réalisée en étroite collaboration avec les chargés de mission du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan.

La gestion des données : celles-ci sont soit issues des partenaires institutionnels, soit produites directement par le Parc naturel régional du Golfe du Morbihan. Elles sont intégrées dans le Système d'Information Géographique du Parc dans sa partie dédiée à la rivière de Pénerf.

ARTICLE 7 SUIVI/EVALUATION

7.1 Programmes annuels

Chaque année, un bilan de l'état d'avancement technique et financier des actions est dressé par le porteur de projet.

L'établissement de ce bilan doit permettre :

- ✓ de faire le point, une fois par an, sur l'état d'avancement technique et financier du programme,
- ✓ de vérifier la pertinence des projets menés et de réorienter si nécessaire le programme annuel.

Ce bilan et le programme de l'année n+1 seront présentés et validés lors de réunions (comités) avec les partenaires financiers ou lors du comité d'acteurs de la rivière de Pénerf.

Les programmes annuels et leurs financements dans le cadre du contrat initial ou par voie d'avenant si nécessaire sont présentés aux financeurs.

7.2 Suivi du contrat

Le suivi et l'évaluation du programme s'appuient sur les indicateurs inscrits dans chaque fiche action.

Le contrat doit obligatoirement être évalué par une étude spécifique la dernière année. Cette évaluation finale peut faire intervenir un intervenant extérieur aux acteurs du bassin versant.

Le bilan-évaluation de fin de contrat sera présenté aux différentes instances délibérantes des partenaires financiers.

7.3 Organisation des acteurs locaux

Le porteur de projet est chargé :

- ✓ de la mise en œuvre et de l'animation du contrat territorial, et assure son rôle de coordination en tant que Parc Naturel Régional,
- ✓ de la coordination des différents maîtres d'ouvrages signataires et des partenaires,
- ✓ de la maîtrise d'ouvrage des actions. Il ne se substitue pas aux maîtres d'ouvrages publics ou privés déjà existants,
- ✓ de l'exécution du programme et de son évaluation

L'équipe d'animation est composée de l'animateur et du chargé de mission milieux aquatiques, recrutés par le porteur de projet. L'équipe assure la conduite de l'opération dans les missions définies ci-après:

- ✓ Élaborer et animer le programme d'actions,
- ✓ Assurer le suivi administratif et financier des actions,
- ✓ Préparer et animer les comités de pilotage et les commissions techniques,
- ✓ Suivre chacune des actions et d'en réaliser les bilans annuels,
- ✓ Contribuer à la réalisation du bilan-évaluation final,
- ✓ Représenter le porteur de projet localement,
- ✓ Prendre en charge certaines actions,
- ✓ Assurer le dialogue territorial entre chaque acteur.

Le comité d'acteurs :

Il rassemble des représentants des acteurs locaux pour valider le diagnostic et le programme d'actions afférent au bassin versant.

Son rôle est d'être force de propositions et de mobilisation des acteurs locaux.

Les décisions notamment budgétaires seront prises par le comité syndical du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan qui est le maître d'ouvrage.

Le comité d'acteurs est composé :

- ✓ d'acteurs locaux : agriculteurs, ostréiculteurs, industriels, habitants, associations locales de protection de l'environnement, des maires et élus locaux,
- ✓ associations régionales : Bretagne Vivante et Eaux et Rivières de Bretagne,
- ✓ Comité Régional Conchylicole de Bretagne Sud, la Chambre d'agriculture du Morbihan,
- ✓ FDDAAPPMA¹ du Morbihan et de l'AAPPMA de Muzillac,
- ✓ de l'Agence de l'Eau, la Région Bretagne, Le Département du Morbihan et le Président de la CLE du SAGE Vilaine.

Le Comité d'acteurs se réunira, au moins une fois par an, afin de :

- ✓ mettre en présence l'ensemble des acteurs : élus, industriels, associations, agriculteurs, organismes professionnels,
- ✓ débattre des orientations à prendre, des actions à mener, des ajustements à proposer,
- ✓ suivre l'avancement de l'opération et évaluer ses résultats,
- ✓ garantir le consensus des acteurs autour de la démarche et des actions menées,
- ✓ évaluer les actions et définir annuellement la programmation des actions.

Il est présidé par le Vice-Président du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan en charge de la rivière de Pénérf, Bernard AUDRAN maire d'Ambon.

¹ Fédération départementale des associations pour la pêche et la protection des milieux aquatiques

Les commissions thématiques :

Elles seront relancées pour permettre la mobilisation des acteurs et de faire le lien avec le terrain et le comité d'acteurs. Elles sont au nombre de 3 : la commission « agriculture et territoire », la commission « qualité de l'eau et activités humaines » et la commission « citoyenneté ».

Elles se réunissent autant que de besoin selon l'évolution des actions.

ARTICLE 8 ENGAGEMENT DES SIGNATAIRES DU CONTRAT

Le Porteur de projet s'engage à :

- ✓ Assurer le pilotage de l'opération, l'animation de la concertation et la coordination des différents partenaires.
- ✓ Participer financièrement aux opérations prévues dans le programme d'actions, selon le plan de financement présenté dans l'article 9, étant entendu que l'engagement pris par le Parc naturel régional du Golfe du Morbihan dans le présent contrat reste subordonné à l'ouverture des moyens financiers suffisants correspondants aux budgets votés.
- ✓ Réaliser des bilans annuels et une évaluation en fin de contrat de façon à rendre compte de l'état d'avancement de l'opération et de l'efficacité de l'action menée.
- ✓ Respecter les règles de confidentialité dans l'utilisation et la diffusion des informations individuelles (il est destinataire de toutes les études, informations collectives et individuelles financées dans le cadre du contrat).
- ✓ Communiquer aux services de l'Etat les données du référentiel agronomique local mis en place le cas échéant sur leur territoire.

L'agence de l'Eau Loire-Bretagne s'engage à :

- ✓ Attribuer des aides financières en application de ses règles générales d'attribution et de versement des subventions et des modalités d'intervention retenues dans le présent contrat. Les engagements restent subordonnés à l'existence des moyens budgétaires nécessaires, mais bénéficient d'une priorité. L'engagement de l'agence ne vaut que si l'échéancier prévu est respecté.
- ✓ Transmettre au porteur de projet toute information susceptible de l'aider à suivre et piloter les actions réalisées sur le bassin versant, dans le respect des règles de confidentialité dans l'utilisation et la diffusion des informations individuelles dont elle dispose.
- ✓ Transmettre les données du Réseau de Contrôle et de Surveillance pour les stations situées sur le bassin versant.

ARTICLE 9 ENGAGEMENT DES PARTENAIRES LOCAUX

Au regard de l'assainissement des eaux usées :

Le syndicat intercommunal d'assainissement et d'eau potable de la presqu'île de Rhuys, les communes d'Ambon, de Damgan s'engagent à intégrer la sensibilité des zones conchylicoles dans les critères de priorités pour la planification de leurs actions en matière d'assainissement des eaux usées.

En s'appuyant notamment sur l'étude de criticité des postes de relèvements en cours de réalisation en 2014, le syndicat intercommunal d'assainissement et d'eau potable de la presqu'île de Rhuys, les communes d'Ambon et de Damgan s'engagent à établir une programmation d'actions et de travaux prioritaires pour la diminution des rejets contaminants. Cet engagement prendra la forme d'un accord de programmation pour l'assainissement des eaux usées (outil contractuel de l'agence de l'eau Loire Bretagne)

Au regard de l'assainissement des eaux pluviales :

Les communes du bassin versant s'engagent à intégrer la sensibilité des zones conchylicoles dans les critères de priorités pour la planification de leurs actions en matière de gestion des eaux pluviales sur le volet qualitatif de cette gestion.

En s'appuyant sur le diagnostic des réseaux d'eaux pluviales en cours de réalisation en 2014 et conformément au programme d'actions du contrat de bassin versant, les communes du bassin versant s'engagent à établir une programmation d'actions et de travaux prioritaires pour la diminution des rejets contaminants. Cet engagement prendra la forme d'un accord de programmation pour l'assainissement des eaux pluviales (outil contractuel de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne).

Ces accords de programmation seront annexés au présent contrat. Ils seront amendés et précisés par voie d'un avenant d'ici fin 2014 afin d'intégrer les recommandations des diagnostics 2014 cités précédemment.

Chaque année, le Parc naturel régional du Golfe du Morbihan réunira le syndicat de Rhuys, les communes ainsi que les financeurs pour une évaluation technique et financière sur l'avancement des opérations identifiées dans les accords de programmation.

ARTICLE 10 DONNEES FINANCIERES

Le coût global des maîtrises d'ouvrage Parc naturel régional du golfe du Morbihan et Chambre d'agriculture du Morbihan retenue par l'Agence de l'eau lors du conseil d'administration du 26 juin 2014 est de 1 368 651€. Le coût en maîtrise d'ouvrage du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan sur 5 ans du contrat s'élève à 1 313 651 €. Celui de la Chambre d'Agriculture du Morbihan est de 55 000 €. Ce coût global ne prend pas en compte les aides financières de l'Agence de l'eau liées aux accords de programmation en assainissement des eaux usées engageant les maîtres d'ouvrage suivants : les communes d'Ambon et de Damgan et le SIAEP de la Presqu'île de Rhuys.

L'agence de l'eau Loire-Bretagne apporte un soutien financier de l'ordre de 408 150 € TTC. Ce montant peut fluctuer selon les modifications des modalités financières de l'agence.

Le Parc naturel régional du Golfe du Morbihan contribue à hauteur de 20% sur 5 ans soit 167 260€ TTC.

La Région Bretagne s'engage annuellement au travers d'une convention financière selon la stratégie régionale de gestion des eaux et des milieux aquatiques et participera financièrement par voie contractuelle bilatérale entre elle et le Parc naturel régional du Golfe du Morbihan.

Sont présentés en annexe : le plan de financement sur 5 ans et les fiches actions, le coût prévisionnel du contrat sur 5 ans, les taux de subvention et les aides prévisionnelles en résultant.

ARTICLE 11 MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DES AIDES FINANCIERES

Chacune des actions définies dans le présent contrat doit faire l'objet d'une décision de participation financière des partenaires financiers. La demande doit être déposée avant tout engagement juridique tel que, par exemple, la signature d'un marché ou d'un bon de commande, ou le début d'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 DUREE DU CONTRAT TERRITORIAL

Le présent contrat est conclu jusqu'au 31/12 2018.

ARTICLE 13 REVISION ET RESILIATION DU CONTRAT TERRITORIAL

Le présent contrat pourra être modifié par voie d'avenants. En particulier toute modification telle que :

- ✓ l'intégration de partenaires financiers
- ✓ la prolongation de la durée du contrat,
- ✓ l'ajout de nouvelles actions ou de nouveaux travaux,
- ✓ la modification du programme d'actions initial et/ou de ses échéanciers prévisionnels entraînant une modification importante du montant des dépenses et/ou un écart de l'engagement financier d'une année ou plus,
- ✓ le changement de maîtrises d'ouvrage.

Le présent contrat devra faire l'objet d'un avenant : dans le cas où l'un des partenaires ne respecterait pas les engagements précisés dans ce contrat, celui-ci est révisable de plein droit.

Les partenaires du contrat sont susceptibles d'établir une ou des clauses particulières au présent contrat, en rapport avec un objectif technique, une organisation souhaitée des acteurs locaux, et leur permettant de résilier ce contrat. Ces clauses particulières à chaque contrat sont communes à tous les financeurs.

Le constat d'une absence d'engagements ou de réalisations majeures prévus dans le contrat pourra conduire les partenaires financiers à revoir leur participation, à se retirer de façon unilatérale ou à résilier le contrat.

Le présent contrat sera modifié par voie d'un avenant spécifique afin d'intégrer :

- le nouveau cadre de contractualisation de la région formalisé dans le contrat de plan Etat-Région,
- les modalités d'engagement de l'Etat formalisées dans le contrat de plan Etat-Région.

ARTICLE 14 REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige sur l'application des dispositions de la présente convention financière, le Tribunal administratif d'Orléans est seul compétent.

Par ailleurs, la structure de coordination fait sienne des éventuels litiges pouvant être générés par son activité vis-à-vis de tiers. Elle s'engage à les régler par ses propres moyens sans que la responsabilité et/ou la contribution des différents financeurs ne puissent être engagées ou sollicitées dans cette hypothèse.

ARTICLE 15 EXECUTION DU CONTRAT

Le Directeur de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, le Président du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan, et le Président de la Chambre d'Agriculture du Morbihan, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent contrat.

Fait à VANNES (en 5 exemplaires originaux), le 22 mars 2016

Pour Le Parc naturel régional du Golfe du Morbihan,
Le Président,

Pour la Chambre d'Agriculture du Morbihan,
Le Président,

David LAPPARTIENT

Laurent KERLIR

Pour l'Agence de l'eau Loire-Bretagne,
Le Directeur,

Martin GUTTON

Annexe 1 : Délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau Loire-Bretagne sur les 5 ans du contrat

Annexe 2 : Plan de financement prévisionnel et programme d'actions

Annexe 3 : Rapport d'évaluation du Contrat Territorial du Bassin Versant de la rivière de Pénerf – 2010 – 2012

Annexe 4 : Délibération du comité syndical du SIAGM du 10 décembre 2013

Annexe 5 : Délibération de création du Syndicat mixte du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan

Annexe 1

Délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau Loire- Bretagne

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance plénière du 26 juin 2014

Délibération n° 2014 - 107

**10° PROGRAMME D'INTERVENTION
DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE**

**Contrat territorial du bassin versant de Pénerf (56)
Contrat n° 978**

Le conseil d'administration de l'agence de l'eau Loire-Bretagne délibérant valablement,

- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III (partie législative)
- vu le code de l'environnement, Livre deuxième, titre I, chapitre III, section 3, sous-section 2 (partie réglementaire)
- vu la délibération n°2012-76 du 28 juin 2012 portant approbation des règles administratives et financières
- vu la délibération n°2012-183 du 20 septembre 2012 portant approbation des règles techniques
- vu la délibération n°2012-182 du 20 septembre 2012 portant approbation des modalités d'attribution des aides et coûts plafonds
- vu la délibération n°2012-185 du 4 octobre 2012 portant approbation du 10° programme de l'agence de l'eau Loire-Bretagne (2013-2018)
- vu la délibération n°2012-324 du 13 décembre 2012 approuvant le contrat territorial type
- vu l'avis favorable de la commission Interventions réunie le 10 juin 2014

DECIDE :

Article 1

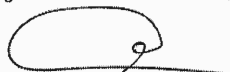
d'approuver la passation d'un contrat territorial sur le territoire du bassin versant de Pénerf entre le syndicat d'aménagement du Golfe du Morbihan, la chambre d'agriculture du Morbihan et l'agence de l'eau Loire-Bretagne, selon le programme pluriannuel de travaux (2014-2018) joint en annexe.

Le montant prévisionnel des opérations spécifiques s'élève à 1 446 651 €, celui des opérations retenues à 1 368 651 € et le montant des aides financières de l'agence à 685 326 € sous forme de subventions.

Article 2

d'autoriser le directeur général à mettre au point, sur ces bases, le document contractuel afférent et à le signer au nom de l'agence.

Le Directeur général
de l'agence de l'eau Loire-Bretagne


Noël MATHIEU

Pour le Président
du conseil d'administration Loire-Bretagne


Bernard COUSSET
Deuxième Vice-Président

ANNEXE Echéanciers prévisionnels d'engagement des aides de l'agence pour chaque maître d'ouvrage

Syndicat d'aménagement du Golfe du Morbihan				Subvention agence		Echéancier d'engagement (€)				
Désignation des actions	Coût		Coût prévisionnel retenu (€)	taux	Montant d'aide prévisionnelle de l'agence (€)	2014	2015	2016	2017	2018
	prévisionnel (€)									
Coordination, animation du contrat	375 620		297 620	50%	148 810	228 010	31 500	31 500	31 500	31 500
AXET Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénérif	69 180		69 180		34 590	16 590	4 500	-	13 500	-
Recherche contamination bactério sur le pluvial	17 820		17 820	50%	8 910	8 910				
Outil de gestion du risque de contamination des réseaux EU et ANC	15 360		15 360	50%	7 680	7 680				
Diagnostics des campings Formation des élus et services sur bactério et réseaux Pluvial	régie	régie								
Simulation modèle hydrodynamique de l'estuaire	18 000	18 000		50%	9 000				9 000	
Recherches de marqueurs bactériodiales	18 000	18 000		50%	9 000		4 500		4 500	
Axe 2 Volet milieux aquatiques	669 851	669 851		50%	336 926	163 314	145 862	27 750	-	-
Restauration du lit mineur	487 283	487 283		50%	243 642	130 630	113 012			
Restauration continuité	7 668	7 668		50%	3 834	2 834	1 000			
Technicien rivière	94 500	94 500		50%	47 250	15 750	15 750			
Suivi et évaluation	33 200	33 200		50%	18 600	2 300	4 300	12 000		
Communication	47 200	47 200		50%	23 600	11 800	11 800			
Axe 3 Actions d'accompagnement	277 000	277 000			126 500	25 300	25 300	25 300	25 300	25 300
Suivi de la qualité des eaux douces	84 500	84 500		50%	42 250	8 450	8 450	8 450	8 450	8 450
Objectif zero pesticides	60 000	60 000		30%	18 000	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600
Projet pédagogique écoles primaires	62 500	62 500		50%	31 250	6 250	6 250	6 250	6 250	6 250
Magazine rivière de Pénérif	70 000	70 000		50%	35 000	7 000	7 000	7 000	7 000	7 000
TOTAL	1 391 651	1 313 651		49%	646 826	228 014	207 162	84 550	70 300	56 800

Chambre d'agriculture du Morbihan				Subvention agence		Echéancier d'engagement (€)				
Désignation des actions	Coût		Coût prévisionnel retenu (€)	taux	Montant d'aide prévisionnelle de l'agence (€)	2014	2015	2016	2017	2018
	prévisionnel (€)									
A1_5 Diagnostic des sièges d'exploitation et parcellaire	55 000		55 000	70%	38 500		18 900	19 600		
total général	1 446 651	1 368 651			685 326	228 014	226 062	104 150	70 300	56 800

Annexe 2

Plan de financement prévisionnel et programme d'actions

BUDGET GLOBAL SUR 5 ANS PREVISIONNEL validé par délibération du comité syndical du SIAGM le 10 décembre 2013 base des demandes de subvention transmis à l'agence de l'eau Loire-Bretagne:

Actions sous maîtrise d'ouvrage SIAGM

	Budget 2014	Budget 2015	Budget 2016	Budget 2017	Budget 2018	TOTAL sur 5 ans
Coordination, animation et réalisation de certaines actions	45 620 €	63 000 €	63 000 €	102 000 €	102 000 €	375 620 €
AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénerf						
A1_1 Recherche contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial Etapes 1 & 2 prospection terrain exutoires et réseaux + analyse laboratoire	17 820 €	régie	régie	régie	régie	17 820 €
A1_3 : Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques	15 360 €	régie	régie	régie	régie	15 360 €
A1_4 Diagnostic des campings	-	régie	régie	régie	régie	régie
A1_6 Formation élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale	régie et partenariat CNFPT		régie et partenariat CNFPT		régie et partenariat CNFPT	régie et partenariat CNFPT
A1_7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire				18 000 €		18 000 €
A1-8 recherche de marqueurs bactériodaux		9 000 €		9 000 €		18 000 €
AXE2 Contrat Territorial Milieux aquatiques						
A2 CTMA = poste de chargé de mission milieux aquatiques	31 500 €	31 500 €	31 500 €			94 500 €
A2 CTMA = évaluation budget en attente de confirmation			20 000 €			20 000 €
AXE 3 Actions d'accompagnement						
A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces	16 900 €	16 900 €	16 900 €	16 900 €	16 900 €	84 500 €
A3_2 Objectif Zéro pesticide	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	60 000 €
A3_3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires	12 500 €	12 500 €	12 500 €	12 500 €	12 500 €	62 500 €
A3_4 le magazine de la rivière de Pénerf	14 000 €	14 000 €	14 000 €	14 000 €	14 000 €	70 000 €
TOTAL pour le SIAGM	165 700 €	158 900 €	169 900 €	184 400 €	157 400 €	836 300 €

Actions sous maîtrise d'ouvrage Chambre d'Agriculture du Morbihan

		Total	2015	2016	2017
AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénerf					
A1_5 Diagnostic des sièges d'exploitation agricole et du parcellaire					
Volet gouvernance et communication - Mise en place de la démarche, ciblage des agriculteurs, création des outils, promotion de l'action, commission agricole/comité d'acteurs du BASSIN VERSANT de la rivière de Pénerf en lien avec le SIAGM	20 jours	10 000 €	4 500 €	2 500 €	3 000 €
Volet Diagnostic - diagnostic des exploitations qui ont leur siège d'exploitation sur les sous bassins versants prioritaires	55 * 1 000 €	55 000 €	27 000 €	28 000 €	0 €
Volet Diagnostic - diagnostic des exploitations n'ayant pas leur siège d'exploitation sur les sous bassins versants prioritaires	20 * 750 €	15 000 €	7 500 €	7 500 €	0 €
Volet suivi - suivi des exploitations dans la mise en place des décisions prises	55 * 500 €	27 500 €	- €	13 500 €	14 000 €
Volet évaluation - Bilan de l'opération - rédaction synthèse	3 jours	1 500 €	- €	- €	1 500 €
TOTAL pour la Chambre d'Agriculture du Morbihan		109 000 €	39 000 €	51 500 €	18 500 €
Aide financière à l'investissement (aide expérimentale cg56)				9 229 €	9 229 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL validé par délibération du comité syndical du SIAGM le 10 décembre 2013 base des demandes de subvention transmis à l'agence de l'eau Loire-Bretagne::

Actions sous maîtrise d'ouvrage SIAGM		Agence de l'eau Loire-Bretagne		Conseil Général du Morbihan		Conseil Régional de Bretagne		SIAGM	
		financement sollicité		financement sollicité		financement sollicité		financement	
	TOTAL sur 5 ans	%	€	%	€	%	€	%	€
Coordination, animation et réalisation de certaines actions	375 620 €	50%	187 810 €	20%	75 124 €	10%	37 562 €	20%	75 124 €
AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénerf					- €				
A1_1 Recherche contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial Etapes 1 & 2 prospection terrain exutoires et réseaux + analyse laboratoire	17 820 €	50%	8 910 €	20%	3 564 €	10%	1 782 €	20%	3 564 €
A1_3 : Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques	15 360 €	50%	7 680 €	20%	3 072 €	10%	1 536 €	20%	3 072 €
A1_4 Diagnostic des campings									
A1_6 Formation élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale									
A1_7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire	18 000 €	50%	9 000 €	20%	3 600 €	10%	1 800 €	20%	3 600 €
A1_8 recherche de marqueurs bactériodaux	18 000 €	50%	9 000 €	20%	3 600 €	10%	1 800 €	20%	3 600 €
AXE2 Contrat Territorial Milieux aquatiques									
A2 CTMA = poste de chargé de mission milieux aquatiques	94 500 €	50%	47 250 €	0%	- €	30%	28 350 €	20%	18 900 €
A2 CTMA = évaluation budget en attente de confirmation	20 000 €	60%	12 000 €	20%	4 000 €			20%	4 000 €
AXE 3 Actions d'accompagnement									
A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces	84 500 €	50%	42 250 €	10%	8 450 €	20%	16 900 €	20%	16 900 €
A3_2 Objectif Zéro pesticide	60 000 €	30%	18 000 €	20%	12 000 €	30%	18 000 €	20%	12 000 €
A3_3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires	62 500 €	50%	31 250 €	20%	12 500 €	10%	6 250 €	20%	12 500 €
A3_4 le magazine de la rivière de Pénerf	70 000 €	50%	35 000 €	20%	14 000 €	10%	7 000 €	20%	14 000 €
TOTAL pour le SIAGM	836 300 €		408 150 €		139 910 €		120 980 €		167 260 €

Actions sous maîtrise d'ouvrage Chambre d'Agriculture du Morbihan		Agence de l'eau Loire-Bretagne		Conseil Général du Morbihan		Conseil Régional de Bretagne		Chambre d'Agriculture du Morbihan	
		financement sollicité		financement sollicité		financement sollicité		financement	
	TOTAL sur 5 ans	%	€	%	€	%	€	%	€
AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénerf									
A1_5 Diagnostic des sièges d'exploitation agricole et du parcellaire									
Volet gouvernance et communication - Mise en place de la démarche, ciblage des agriculteurs, création des outils, promotion de l'action, commission agricole/comité d'acteurs du BASSIN VERSANT de la rivière de Pénerf en lien avec le SIAGM	10 000 €	50%	5 000 €	0%		30%	3 000 €	20%	2 000 €
Volet Diagnostic - diagnostic des exploitations qui ont leur siège d'exploitation sur les sous bassins versants prioritaires	55 000 €	50%	27 500 €	20%	11 000 €	10%	5 500 €	20%	11 000 €
Volet Diagnostic - diagnostic des exploitations n'ayant pas leur siège d'exploitation sur les sous bassins versants prioritaires	15 000 €	50%	7 500 €	20%	3 000 €	10%	1 500 €	20%	3 000 €
Volet suivi - suivi des exploitations dans la mise en place des décisions prises	27 500 €	50%	13 750 €	20%	5 500 €	10%	2 750 €	20%	5 500 €
Volet évaluation - Bilan de l'opération - rédaction synthèse	1 500 €	50%	750 €	0%	- €	30%	450 €	20%	300 €
TOTAL pour la Chambre d'Agriculture du Morbihan	109 000 €		54 500 €		19 500 €		13 200 €		21 800 €
Aide financière à l'investissement (aide expérimentale cg56)	18 458 €	0%	- €	100%	18 458 €	0%	- €	0%	- €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DETAILLE 2014 :

Actions sous maîtrise d'ouvrage SIAGM		Agence de l'eau Loire-Bretagne		Conseil Général du Morbihan		Conseil Régional de Bretagne		SIAGM	
		financement sollicité		financement sollicité		financement sollicité		financement	
	Budget 2014	%	€	%	€	%	€	%	€
Coordination, animation et réalisation de certaines actions	45 620 €	50%	22 810 €	20%	9 124 €	10%	4 562 €	20%	9 124 €
AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénérf					- €				
A1_1 Recherche contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial Etapes 1 & 2 prospection terrain exutoires et réseaux + analyse laboratoire	17 820 €	50%	8 910 €	20%	3 564 €	10%	1 782 €	20%	3 564 €
A1_3 : Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques	15 360 €	50%	7 680 €	20%	3 072 €	10%	1 536 €	20%	3 072 €
A1_4 Diagnostic des campings	-								
A1_6 Formation élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale	partenariat CNFPT	50%				30%		20%	
A1_7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire		50%	- €	20%	- €	10%	- €	20%	- €
A1_8 recherche de marqueurs bactériodales		50%	- €	20%	- €	10%	- €	20%	- €
AXE2 Contrat Territorial Milieux aquatiques									
A2 CTMA = poste de chargé de mission milieux aquatiques	31 500 €	50%	15 750 €	0%	- €	30%	9 450 €	20%	6 300 €
A2 CTMA = évaluation budget en attente de confirmation		60%	- €	20%	- €			20%	- €
AXE 3 Actions d'accompagnement									
A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces	16 900 €	50%	8 450 €	10%	1 690 €	20%	3 380 €	20%	3 380 €
A3_2 Objectif Zéro pesticide	12 000 €	30%	3 600 €	20%	2 400 €	30%	3 600 €	20%	2 400 €
A3_3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires	12 500 €	50%	6 250 €	20%	2 500 €	10%	1 250 €	20%	2 500 €
A3_4 le magazine de la rivière de Pénérf	14 000 €	50%	7 000 €	20%	2 800 €	10%	1 400 €	20%	2 800 €
TOTAL pour le SIAGM	165 700 €		80 450 €		25 150 €		26 960 €		33 140 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DETAILLE 2015 :

Actions sous maîtrise d'ouvrage SIAGM		Agence de l'eau Loire-Bretagne		Conseil Général du Morbihan		Conseil Régional de Bretagne		SIAGM	
		financement sollicité 2015		financement sollicité 2015		financement sollicité 2015		financement 2015	
	Budget 2015	%	€	%	€	%	€	%	€
Coordination, animation et réalisation de certaines actions	63 000 €	50%	31 500 €	20%	12 600 €	10%	6 300 €	20%	12 600 €
AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénérf					- €				
A1_1 Recherche contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial Etapes 1 & 2 prospection terrain exutoires et réseaux + analyse laboratoire	régie	-							
A1_3 : Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques	régie	-							
A1_4 Diagnostic des campings	régie								
A1_6 Formation élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale									
A1_7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire		50%	- €	20%	- €	10%	- €	20%	- €
A1_8 recherche de marqueurs bactériodales	9 000 €	50%	4 500 €	20%	1 800 €	10%	900 €	20%	1 800 €
AXE2 Contrat Territorial Milieux aquatiques									
A2 CTMA = poste de chargé de mission milieux aquatiques	31 500 €	50%	15 750 €	0%	- €	30%	9 450 €	20%	6 300 €
A2 CTMA = évaluation budget en attente de confirmation		60%	- €	20%	- €			20%	- €
AXE 3 Actions d'accompagnement									
A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces	16 900 €	50%	8 450 €	10%	1 690 €	20%	3 380 €	20%	3 380 €
A3_2 Objectif Zéro pesticide	12 000 €	30%	3 600 €	20%	2 400 €	30%	3 600 €	20%	2 400 €
A3_3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires	12 500 €	50%	6 250 €	20%	2 500 €	10%	1 250 €	20%	2 500 €
A3_4 le magazine de la rivière de Pénérf	14 000 €	50%	7 000 €	20%	2 800 €	10%	1 400 €	20%	2 800 €
TOTAL pour le SIAGM	158 900 €		77 050 €		23 790 €		26 280 €		31 780 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DETAILLE 2016 :

Actions sous maîtrise d'ouvrage SIAGM		Agence de l'eau Loire-Bretagne		Conseil Général du Morbihan		Conseil Régional de Bretagne		SIAGM	
		financement sollicité 2016		financement sollicité 2016		financement sollicité 2016		financement 2016	
	Budget 2016	%	€	%	€	%	€	%	€
Coordination, animation et réalisation de certaines actions	63 000 €	50%	31 500 €	20%	12 600 €	10%	6 300 €	20%	12 600 €
AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénérf					- €				
A1_1 Recherche contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial Etapes 1 & 2 prospection terrain exutoires et réseaux + analyse laboratoire	régie	50%		20%		10%		20%	
A1_3 : Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques	régie	50%		20%		10%		20%	
A1_4 Diagnostic des campings	régie								
A1_6 Formation élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale	partenariat CNFPT	50%				30%		20%	
A1_7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire		50%	- €	20%	- €	10%	- €	20%	- €
A1_8 recherche de marqueurs bactériodales		50%	- €	20%	- €	10%	- €	20%	- €
AXE2 Contrat Territorial Milieux aquatiques									
A2 CTMA = poste de chargé de mission milieux aquatiques	31 500 €	50%	15 750 €	0%	- €	30%	9 450 €	20%	6 300 €
A2 CTMA = évaluation budget en attente de confirmation	20 000 €	60%	12 000 €	20%	4 000 €			20%	4 000 €
AXE 3 Actions d'accompagnement									
A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces	16 900 €	50%	8 450 €	10%	1 690 €	20%	3 380 €	20%	3 380 €
A3_2 Objectif Zéro pesticide	12 000 €	30%	3 600 €	20%	2 400 €	30%	3 600 €	20%	2 400 €
A3_3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires	12 500 €	50%	6 250 €	20%	2 500 €	10%	1 250 €	20%	2 500 €
A3_4 le magazine de la rivière de Pénérf	14 000 €	50%	7 000 €	20%	2 800 €	10%	1 400 €	20%	2 800 €
TOTAL pour le SIAGM	169 900 €		84 550 €		25 990 €		25 380 €		33 980 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DETAILLE 2017 :

Actions sous maîtrise d'ouvrage SIAGM		Budget 2017	Agence de l'eau Loire-Bretagne		Conseil Général du Morbihan		Conseil Régional de Bretagne		SIAGM	
			financement sollicité 2017		financement sollicité 2017		financement sollicité 2017		financement 2017	
			%	€	%	€	%	€	%	€
Coordination, animation et réalisation de certaines actions		102 000 €	50%	51 000 €	20%	20 400 €	10%	10 200 €	20%	20 400 €
AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénerf						- €				
A1_1 Recherche contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial Etapes 1 & 2 prospection terrain exutoires et réseaux + analyse laboratoire	régie		50%		20%		10%		20%	
A1_3 : Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques	régie		50%		20%		10%		20%	
A1_4 Diagnostic des campings	régie									
A1_6 Formation élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale			50%				30%		20%	
A1_7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire		18 000 €	50%	9 000 €	20%	3 600 €	10%	1 800 €	20%	3 600 €
A1_8 recherche de marqueurs bactériodales		9 000 €	50%	4 500 €	20%	1 800 €	10%	900 €	20%	1 800 €
AXE2 Contrat Territorial Milieux aquatiques										
A2 CTMA = poste de chargé de mission milieux aquatiques			50%	- €	0%	- €	30%	- €	20%	- €
A2 CTMA = évaluation budget en attente de confirmation			60%	- €	20%	- €			20%	- €
AXE 3 Actions d'accompagnement										
A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces		16 900 €	50%	8 450 €	10%	1 690 €	20%	3 380 €	20%	3 380 €
A3_2 Objectif Zéro pesticide		12 000 €	30%	3 600 €	20%	2 400 €	30%	3 600 €	20%	2 400 €
A3_3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires		12 500 €	50%	6 250 €	20%	2 500 €	10%	1 250 €	20%	2 500 €
A3_4 le magazine de la rivière de Pénerf		14 000 €	50%	7 000 €	20%	2 800 €	10%	1 400 €	20%	2 800 €
TOTAL pour le SIAGM		184 400 €		89 800 €		35 190 €		22 530 €		36 880 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DETAILLE 2018 :

Actions sous maîtrise d'ouvrage SIAGM		Budget 2018	Agence de l'eau Loire-Bretagne		Conseil Général du Morbihan		Conseil Régional de Bretagne		SIAGM	
			financement sollicité 2018		financement sollicité 2018		financement sollicité 2018		financement 2018	
			%	€	%	€	%	€	%	€
Coordination, animation et réalisation de certaines actions		102 000 €	50%	51 000 €	20%	20 400 €	10%	10 200 €	20%	20 400 €
AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénerf						- €				
A1_1 Recherche contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial Etapes 1 & 2 prospection terrain exutoires et réseaux + analyse laboratoire	régie		50%		20%		10%		20%	
A1_3 : Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques	régie		50%		20%		10%		20%	
A1_4 Diagnostic des campings	régie									
A1_6 Formation élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale	partenariat CNFPT		50%				30%		20%	
A1_7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire			50%	- €	20%	- €	10%	- €	20%	- €
A1_8 recherche de marqueurs bactériodales			50%	- €	20%	- €	10%	- €	20%	- €
AXE2 Contrat Territorial Milieux aquatiques										
A2 CTMA = poste de chargé de mission milieux aquatiques			50%	- €	0%	- €	30%	- €	20%	- €
A2 CTMA = évaluation budget en attente de confirmation			60%	- €	20%	- €			20%	- €
AXE 3 Actions d'accompagnement										
A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces		16 900 €	50%	8 450 €	10%	1 690 €	20%	3 380 €	20%	3 380 €
A3_2 Objectif Zéro pesticide		12 000 €	30%	3 600 €	20%	2 400 €	30%	3 600 €	20%	2 400 €
A3_3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires		12 500 €	50%	6 250 €	20%	2 500 €	10%	1 250 €	20%	2 500 €
A3_4 le magazine de la rivière de Pénerf		14 000 €	50%	7 000 €	20%	2 800 €	10%	1 400 €	20%	2 800 €
TOTAL pour le SIAGM		157 400 €		76 300 €		29 790 €		19 830 €		31 480 €

Annexe 3

Rapport d'évaluation du Contrat Territorial du BASSIN VERSANT de la rivière de Pénerf 2010-2012



Rapport d'évaluation du contrat territorial de bassin versant - 2010-2012 - de la rivière de Pénerf



Photo : vue aérienne de la rivière de Pénerf août 2009

Crédit photo : SIAGM David Lédan

Ambon
Arradon
Auray
Arzon
Baden
Berric
Crac'h
Damgan
Elven
Île d'Arz
Île-aux-Moines
La Trinité-Surzur
Larmor-Baden
Lauzach
Le Bono
Le Hézo
Le Tour-du-Parc
Locmariaquer
Meucon
Monterblanc
Noyal
Ploeren
Plougoumen
Pluneret
Saint-Armel
Saint-Avé
Saint-Gildas-de-Rhuys
Saint-Nolff
Sarzeau
Séné
Sulniac
Surzur
Theix
Vannes



Établissement public du ministère
chargé du développement durable



Introduction.....	5
1. Enjeux territoriaux initiaux et structure du contrat.....	7
1.1 Principaux enjeux du territoire et état des ressources et milieux	7
1.2 Objectifs du contrat et structure du programme d'action.....	8
1.3 Les moyens humains et financier pour la mise en œuvre du contrat.....	14
1.3.1 Moyens financiers : analyse des équilibres budgétaires.....	14
1.3.2 Moyens humains : coordination et animation.	15
1.4 Outil de suivi du contrat.....	22
2. Gouvernance et animation du contrat.....	23
2.1 Les instances de gouvernance	23
2.1.1 Fonctionnement du dispositif de gouvernance.....	24
2.1.2 Eléments de réponses à la question évaluative	25
De façon quasiment unanime (un seul fait exception), les acteurs considèrent que le dispositif est un levier pour la concertation entre les différents acteurs et leur coordination.	27
2. 2 L'animation du contrat.....	28
2. 3 Les liens avec les acteurs territoriaux	29
2.4 Articulation avec le SIAGM.....	29
3. Réalisations physiques et financières du contrat et résultats territoriaux	30
3.1 Axe 1 Réduction des pollutions d'origine agricole	30
3.1.1 Action A1-1 Le groupe herbe	31
3.1.2 Action A1-2 L'expérimentation pour l'amélioration des sols agricoles littoraux	32
3.1.3 Action A1-3 La démonstration de désherbage mécanique sur maïs.....	34
3.1.4 Action A1-4 La mise en place d'un e-bulletin d'information.....	35
3.2 Axe 2 : Préservation des milieux aquatiques.....	36
3.3 Axe 3 : Réduction des pollutions d'origine urbaine.....	37
3.3.1 Action A3-1 Charte de désherbage des espaces communaux	37
3.3.2 Action 3-2 Accompagnement des syndicats de co-propriété et des paysagistes vers le zéro pesticide.....	41
3.3.3 Action 3-3 Suivi des projets menés par les collectivités dans le domaine de l'assainissement collectif des eaux usées.....	42
3.3.4 Action 3-4 Suivi des projets menés par les collectivités dans le domaine de l'assainissement individuel des eaux usées.....	42
3.3.5 Action 3-5 Etude de l'origine des contaminations bactériologiques.....	43
3.3.6 Action 3-6 Accompagnement des communes pour la recherche des sources de pollutions identifiées par les études sur la gestion des eaux pluviales.....	49
3.3.7 Action 3-7 Etudes sur la gestion des eaux pluviales pour Berric et Lauzach	51
3.3.8 Action 3-8 Diagnostic des entreprises : Hôtels de plein air.....	51
3.3.9 Action 3-9 Mise en place d'un partenariat avec les industries agro-alimentaires et la CCI pour des diagnostics environnementaux	52
3.3.10 Action 3-10 Nouvelles pratiques de carénage pour la plaisance	52
3.3.11 Action 3-11 Suivi de la qualité des eaux douces.....	52
3.4 Axe 4 : Sensibilisation et formation des citoyens à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques	61
3.4.1 Action 4-1 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires	62
3.4.2 Action 4-2 accompagner les écoles sur un agenda 21 scolaire et 4-3 accompagner les communes souhaitant mettre en place une restauration collective « Bio »	63

3.4.4 Action 4-4 Accompagner la création de jardins familiaux « zéro pesticides » dans les communes volontaires.....	63
3.4.5 Action 4-5 Organiser des journées maraîchage bio et jardin bio	63
3.4.6 Action 4-6 Journal de la rivière de Pénerf	65
3.4.7 Mise en ligne sur le site internet des informations relatives au contrat de bv.....	67
3.5 Axe 5 : Coordination	67
4. Synthèse des réponses aux questions évaluatives	67
5. Préparation du prochain contrat : recommandations pour la poursuite de l'action	68
5.1 Recommandations issues de l'évaluation	68
5.2 Proposition de structure du prochain contrat.....	70
LES ANNEXES	71
Annexe 1 : Structure du programme d'action	72
Annexe 2 : Liste des objectifs du SDAGE et du projet de PNR auxquels se réfère le contrat de BV	77
Annexe 3 Récapitulatif des moyens financiers prévus et dépensés	79
Annexe 4 : Synthèse des réponses aux questions évaluatives et préconisations	81
Annexe 5 : Bilans d'activités 2010, 2011, 2012.....	82

Introduction

Le **deuxième contrat territorial de bassin versant (CBV2) de Pénerf s'est achevé en 2012.**

2013, est une année de transition : les actions se poursuivent, tandis que comme pour une quarantaine d'autres bassins versants bretons, le CBV2 fait l'objet d'une évaluation accompagnée, à la demande du GP5¹.

Cette évaluation, a pour but d'améliorer le dispositif et de préparer la programmation d'un troisième contrat, débutant en 2014. Il s'agit d'un moment de prise de recul sur le contrat, ses objectifs, ses actions, ses apports et ses limites.

La méthode de travail repose sur un bilan technique et financier combiné à une approche évaluative, qui s'est déroulée entre avril et fin septembre 2013.

Cette approche a reposé sur **l'élaboration de questions évaluatives par le comité d'acteurs** (équivalent d'un comité de pilotage), à partir de l'arbre d'objectifs présenté par les chargés de mission du bassin versant, ceci afin de répondre au mieux aux attentes des acteurs du territoire.

8 questions ont été retenues par les acteurs du territoire présents à cette réunion. Celles-ci recouvrent les différents axes du contrat et sa gouvernance.

1. Est-ce que les actions de recherche des sources de contamination bactériologique sont les bonnes actions ?

- * Les outils « traceurs » (marqueurs bactériologiques) peuvent-ils être développés sur autre que l'eau douce (coquillages, sédiment) ?
- * Comment aller vers une recherche plus fine des sources de contamination ?

2. Est-ce que le volet agricole est pertinent dans le territoire ? Comment a évolué l'implication des agriculteurs dans l'ensemble du projet ?

- * Est-ce que l'objectif de réduction des intrants est le bon objectif ?

3. Est-ce que cette politique est faite de manière sobre et économique ?

4. Est-ce que le fait d'être dans une structure plus large est bénéfique ou pas sur le territoire ? (Coordination avec le projet de PNR et Natura 2000).

5. Est-ce que les politiques en matière d'assainissement portées par le SIAEP et les 2 communes d'Ambon et Damgan sont à la hauteur des enjeux du contrat ?

¹ GP5 : Grand Projet 5 du Contrat de Projet Etat-Région

6. Est-ce que le mode de fonctionnement (3 commissions thématiques ; comité d'acteurs) est approprié et favorise la mobilisation des acteurs ?

7. Quel est le ressenti des professeurs des écoles et le message retenu par les enfants suite à la participation au projet pédagogique ?

8. Quelle est la perception du journal ; son contenu est-il pédagogique ? Fait-on assez de communication pour intéresser les habitants ?

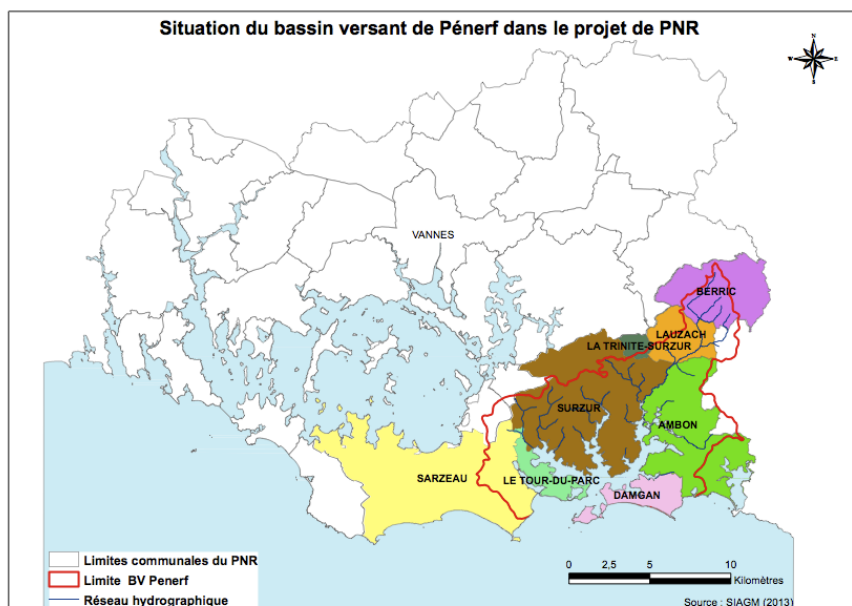
L'analyse du dispositif de gouvernance du contrat a fait l'objet d'un stage de fin d'études ingénieur de 6 mois.

Les chargés de missions ont apporté des éléments de réponse à ces questions, qui ont été discutés lors d'un second comité d'acteurs le 19 septembre 2013.

Le contrat de bassin versant de Pénerf est porté par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Golfe du Morbihan.

Il s'agit de la seule structure intercommunale qui regroupe l'ensemble des communes de l'entité "Golfe du Morbihan" (34 communes au total).

Créé en 1964 pour la réalisation d'opérations d'aménagement touristique, il a évolué depuis 1994 vers une instance de développement local, qui fédère les volontés locales en matière de protection, d'aménagement et de développement en accueillant de nouvelles missions. Cela se concrétise à travers le projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan, dont le SIAGM est porteur.



1. Enjeux territoriaux initiaux et structure du contrat

1.1 Principaux enjeux du territoire et état des ressources et milieux

Le contrat 2010-2012 est le deuxième contrat territorial de bassin versant de Pénerf. **Un diagnostic participatif du territoire a été réalisé en partenariat avec les acteurs locaux** (professionnels agricoles et conchylicoles, élus, habitants, représentants d'association...) avant la programmation du premier contrat en 2005. Ce diagnostic, réalisé à la demande des acteurs, a permis de **mettre en évidence les enjeux territoriaux, qui ont déterminé les axes et le contenu du premier et du deuxième contrat**. Ces enjeux sont régulièrement réactualisés et affinés au travers du dispositif de concertation du bassin versant, dont la finalité est le maintien d'une identité territoriale et d'un lien au territoire, communs aux différentes catégories d'acteurs et à l'appropriation du programme d'actions.

Ainsi, les enjeux du territoire de Pénerf sont de plusieurs ordres : le **maintien des activités primaires** (agriculture, conchyliculture, pêche), la **préservation des milieux aquatiques**, le maintien des **activités de loisir**, des **usages littoraux** et de **l'accueil de la population**. En effet, Pénerf est un bassin versant côtier, support d'activités multiples et parfois antagonistes (agriculture, conchyliculture, accueil de la population résidentielle et touristique...), qui impactent la qualité de l'eau et doivent pouvoir cohabiter.

Le premier contrat de bassin versant de Pénerf (2005-2009) a été évalué en 2009. L'évaluation des actions a été réalisée en interne et également avec les membres des commissions thématiques puis validée par le comité d'acteurs. **Le programme d'actions 2010-2012 a été construit sur la base de l'évaluation et avec la même démarche. Aussi, les actions jugées non pertinentes par les acteurs n'ont pas été reconduites.**

Tout au long de la mise en œuvre du programme d'actions 2010-2012 (comme c'était le cas pour le programme 2005-2009), la **démarche participative a été le fondement de l'animation du contrat de bassin versant**. Basée sur la concertation, elle s'appuie sur les **3 commissions thématiques** (agriculture, GIZC-Qualité de l'eau, citoyenneté) et sur le **comité d'acteurs**. Ce dernier est composé des membres des commissions thématiques, des 8 maires du bassin versant ou de leurs représentants, et des présidents des structures partenaires.

Le programme est renforcé par des actions particulièrement ciblées sur la bactériologie, qui est un **enjeu local fort**. Celle-ci constitue une problématique importante sur la rivière de Pénerf suite aux mauvais résultats relevés et au déclassement de la zone conchylicole en B. La prise en compte de cette problématique répond à une demande forte des professionnels de la conchyliculture, dont le maintien de l'activité dépend directement de la qualité de l'eau du bassin versant.

Le programme d'actions a été évalué en continu avec les membres des commissions, comme l'a été le premier. Des ajustements d'actions ont pu être proposés au comité d'acteurs, pour une validation finale avec les partenaires financiers.

La crainte des conchyliculteurs s'est révélée justifiée à l'été 2013, avec un passage du classement en catégorie B à C pour les coquillages fouisseurs, ce qui impose un traitement thermique approprié et complique leur commercialisation. L'importance d'agir sur cette problématique est donc plus que jamais d'actualité.

Il n'y a pas de données initiales, ce sont les contrats de bassin versant qui ont permis d'en référencer.

1.2 Objectifs du contrat et structure du programme d'action

Les objectifs du contrat de bassin versant de la rivière de Pénerf sont ceux identifiés par la DCE et le SDAGE Loire Bretagne, la directive Eaux de baignade et la directive Eaux conchylicole ; le SAGE Vilaine et la charte du projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan, dont le SIAGM est également la structure porteuse. Ces objectifs sont de deux types : objectifs de résultat et objectifs de changement.

Objectifs principaux de résultat :

- ✓ atteinte du bon état pour 2015 sur la masse d'eau FRGR1611 Pénerf,
- ✓ amélioration de la qualité des eaux sur le référentiel SEQ-EAU puisqu'il n'y a pas de production d'eau potable sur le bassin versant.
- ✓ non dégradation des eaux conchylicoles sur la base du classement sanitaire de février 2010.

Objectifs de changement : objectif d'évolution des pratiques.

La réussite du programme d'action passe essentiellement par des modifications de comportement et de pratique, qui reposent sur des prises de conscience et sur l'appropriation du programme par les acteurs.

- ✓ La prise en compte du territoire dans les exploitations agricoles,
- ✓ zéro pesticide sur les espaces communaux,
- ✓ gestion des eaux usées et pluviales
- ✓ sensibilisation des scolaires et du grand public
- ✓ journal de la rivière de Pénerf

Le programme d'actions de ce deuxième contrat de bassin versant a pour objectif d'agir sur quatre paramètres prioritaires: la bactériologie, l'azote, le phosphore et les pesticides.

Au vu des enjeux et des objectifs opérationnels, la structure du programme d'action 2010-2012 est donc la suivante :

Axe 1 : Réduction des pollutions d'origine agricole

Axe 2 : Préservation des milieux aquatiques

Axe 3 : Réduction des pollutions d'origine urbaine

Axe 4 : Sensibilisation et formation des citoyens à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques

Axe 5 : Coordination du contrat de bassin versant et du CRE

L'arbre d'objectifs élaboré pour cette évaluation (cf p.7, 8 et 9) reprend les enjeux et objectifs évoqués ci-dessus. Il retranscrit également les éléments issus du diagnostic de territoire et illustre le caractère multi-thématique du programme d'action.

Axe 1 : Réduction des pollutions d'origine agricole

Enjeux territoriaux	Objectifs opérationnels/ thèmes DCE	Actions & modalités	MO/ relais	Budget prévi	Dépenses réelles	Temps Passé Régie
---------------------	--	---------------------	------------	-----------------	---------------------	-------------------------

Maintien des activités primaires	Réduire les intrants /Objectif SEQ-Eau	Actions Agricoles		45 000€		6 %
agriculteurs	Nitrates : 50 mg/l Phosphore total 1mg/l Pesticides : 0,5 µg/l	Création et animation d'un groupe Herbe	Prestataire + régie	7 500 €		
		Expérimentation pour amélioration agronomiques des sols littoraux	Régie + partenariat agriculteur	3 000 €		
		Désherbage mécanique sur maïs	Prestataire+ régie	4 500€		
		Communication agricole	Ø	- €		
		Poste chargé de mission milieux aquatiques & agriculture		30 000€		

L'objectif de cet axe est **l'amélioration des pratiques agricoles et la réduction des pollutions**, en réponse à l'enjeu local du **maintien des activités primaires** ainsi qu'aux objectifs de la DCE et du SDAGE (articles 2C-1, 4A, 10D, 15)², à ceux du SAGE Vilaine et du Projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan (orientation 2, article 13.3 et orientation 7 article 27.2).

Il s'agit donc de mettre en place des actions qui permettent la réduction des pollutions agricoles, sans que le maintien de l'activité ne soit mis en péril. Leur choix s'est fait en fonction du type d'agriculture présent sur le territoire (principalement de l'élevage laitier) et des conditions agronomiques.

La création d'un groupe herbe vise directement un changement de pratique des agriculteurs. Dans le cas de la démonstration de désherbage mécanique sur maïs et de la communication agricole, il s'agit de sensibilisation.

L'expérimentation pour l'amélioration agronomiques des sols littoraux, répond à une demande des agriculteurs : un arrêté préfectoral leur interdit l'épandage de matière organique dans une bande de 0 à 200 m du rivage, à proximité des zones de production conchylicole. Cela les contraint à utiliser des engrais chimiques et conduit à un appauvrissement et à une déstructuration des sols, d'où une baisse importante des rendements et un risque accru de transfert des intrants chimiques épandus, que le sol ne retient plus. L'action répond donc à l'objectif du maintien de cette activité sur le littoral mais également à celui de la réduction des intrants.

² On trouvera la liste de ces articles en annexe

Axe 2 : Préservation des milieux aquatiques

Enjeux territoriaux	Objectifs opérationnels/ thèmes DCE	Actions & modalités	MO/ relais	Budget prévi	Dépenses réelles	Temps Passé Régie
Préservation des milieux aquatiques Tous les acteurs et habitants Maintien des activités de loisirs Pêche, chasse, accès au milieu naturel	Atteindre le Bon état écologique 2015	Actions milieux aquatiques		167536 2 €		31 %
		Contrat territorial milieux aquatiques	Régie +Prestataire pour travaux	BP sur 5 ans		
		Travaux de restauration		1 380 862 €		
		Indicateurs de suivi, sensibilisation		140 000€		
		Post chargé de mission milieux aquatiques & agriculture		150 000 €		
		Mise à jour des données « bocage »	Ø	4 500€		

Cet axe répond à l'objectif de la DCE de l'atteinte du bon état en 2015, aux articles SDAGE 1-8, 1-9, 1-11 et 3B³, au SAGE Vilaine et aux orientations du Projet de PNR du Golfe du Morbihan (orientation 1 article 7, orientation 2 article 12). Il correspond à la mise en place du Contrat Territorial Milieux Aquatiques (qui comprend l'animation du CTMA, les travaux de restaurations, le suivi, la sensibilisation). Les résultats attendus sont l'atteinte de 80 % du bon état sur la masse d'eau FRGR1611 Pénerf =Drayac ; et 70 % sur les sous unité hydrologique du BV de Pénerf.

La préservation des milieux aquatiques correspond également à un enjeu local et rejoint celui du maintien des activités de loisirs. Il a été diagnostiqué que 50% du linéaire de cours d'eau soit 41,5 km ont été recalibrés et surcreusés et pour atteindre l'objectif de bon état écologique, la moitié de ce linéaire dégradé sera restauré.

La mise à jour des données « bocage » visait à préparer la mise en place d'un programme Breizh Bocage. Cependant, il s'est avéré que ce type d'action n'est pas pertinent sur le bassin versant de la rivière de Pénerf, du fait de son fonctionnement pédologique. En effet, une étude sur la matière organique dans l'eau, menée par l'université de Rennes 1 à la demande du GP5, a montré que le bassin versant de Pénerf produit naturellement ce composé et que celui-ci n'est pas d'origine anthropique. Ainsi la mise en place d'un programme Breizh Bocage lourd n'était pas prioritaire, selon le rapport de l'université de Rennes 1. C'est pourquoi l'action n'a finalement pas été conduite.

³ On trouvera la liste de ces articles en annexe

Axe 3 : Réduction des pollutions d'origine urbaine

Enjeux territoriaux	Objectifs opérationnels/ thèmes DCE	Actions & modalités	MO/ relais	Budget prévi	Dépenses réelles	Temps Passé Régie
Maintien des activités primaires	Réduire des Pesticides	Actions collectives		225 500 €		22 %
		Objectifs Zéro Pesticide : communes et syndic de copropriété, paysagiste	Régie + Prestataire	43 500 €		
Agriculteurs, ostréiculteurs, pêcheurs	8 communes à Zéro					
		Etude de l'origine des contaminations bactériologiques & suivi des projets en AC et ANC des collectivités & Accompagnement des communes pour la recherche des sources de pollution identifiées lors des « études pluviales »	Régie + partenariat IFREMER -Comité Régional Conchylicole – syndicat local + prestataires pour les analyses	39 000 €		
Maintien des usages littoraux, et accueil de la population	Réduire des pollutions bactériologique	Identification des sources				
Conchyliculture,, pêche à pied, baignade, habitants, touristes		Gestion des eaux pluviales Lauzach et Berric	Prestataire en 2013	35 000 €		
		Diagnostic des entreprises : Hôtellerie de plein-air	Ø	43 000 €		
Préservation des milieux aquatiques : rivières, estuaire et marin	Améliorer la connaissance	Nouvelles pratiques de carénage pour la plaisance	Inclus à la démarche du projet de PNR	5 000 €		
		Suivi de la qualité des eaux douces	Régie + prestataire pour analyse	60 000€		
Tous les acteurs et habitants						

Ces actions visent à répondre aux objectifs du SDAGE Loire-Bretagne (articles 3D ; 6F ; 10 : 10B, 10C, 10D, 10G)⁴, du SAGE Vilaine et du projet de PNR (orientation 2, en particulier articles 13 et 14).

Les résultats attendus étaient une amélioration des pratiques pour une non-dégradation de la qualité de l'eau.

L'objectif concernant les pesticides était d'arriver à 100% des communes à zéro pesticide et de lancer la réflexion sur ces nouvelles pratiques avec les syndicats de co-propriété et les paysagistes, qui sont aussi amenés à en utiliser.

L'étude de l'origine des contaminations bactériologiques vise la réduction des pollutions. L'estuaire du bassin versant est en effet soumis à des concentrations en E. Coli, qui compromettent la qualité de l'eau et l'activité conchylicole. La difficulté principale est que l'origine de la pollution est diffuse et donc difficile à identifier, d'où la mise en œuvre de cette action pour améliorer la connaissance du fonctionnement de l'estuaire et des sous-bassins versants contributeurs en bactériologie.

La gestion des eaux pluviales, le diagnostic de l'assainissement des hôtelleries de plein-air, le travail sur les nouvelles pratiques de carénage pour la plaisance avaient aussi pour vocation de réduire les pollutions.

Enfin, le suivi de la qualité des eaux douces permet d'améliorer la connaissance sur le milieu et de prioriser les enjeux.

⁴ On trouvera la liste de ces articles en annexe

Axe 4 : Sensibilisation et formation des citoyens à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques

Enjeux territoriaux	Objectifs opérationnels/ thèmes DCE	Actions & modalités	MO/ relais	Budget prévi	Dépenses réelles	Temps Passé Régie
Préservation des milieux aquatiques : rivières, estuaire et marin	Former les générations futures Adhésion de l'ensemble des écoles Intégrer la préservation de l'eau dans un projet global Réduire les Pesticides sensibilisation Informers Sensibiliser, éduquer	Sensibilisation		75 900€		5 %
		Projet pédagogique avec les écoles primaires	Régie + Prestataire	25500		
		Accompagnement des écoles vers un agenda 21, accompagnement des communes vers restauration collective bio, accompagnement des communes vers des jardins familiaux en Zéro pesticide	Ø	- €		
		Organiser des journées maraichages bio ou jardin bio	Régie + prestataire	20400€		
		Journal de la rivière de Pénerf, site internet	Régie + prestataire	30000€		
		Animation gouvernance		57000€		
		Administratif, suivi financier, animation des commissions, bilan, SIG coordination Générale	Régie			30 %
		Relation acteurs du territoire et hors territoire : SAGE Vilaine partenariat, réunions institutionnelles locales & régionales, conseils aux communes et/ou intercommunalités	Régie			6 %

L'axe 4 répond à l'article 15⁵ du SDAGE Loire-Bretagne, au SAGE Vilaine et à l'orientation 8 du projet de PNR. Les résultats attendus sont l'information et la sensibilisation des publics.

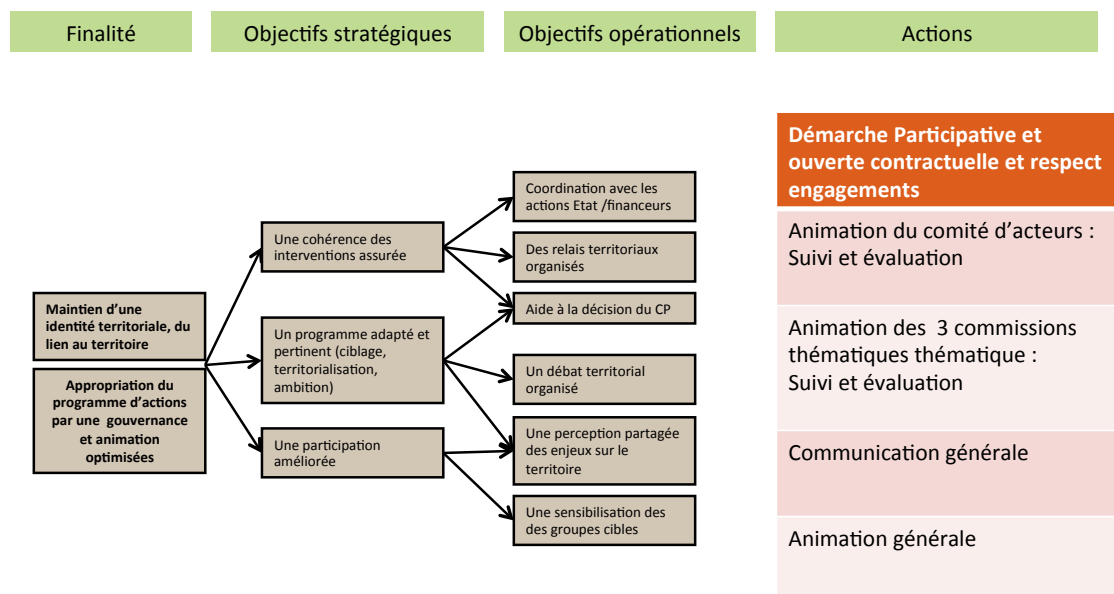
Il s'agit également d'une demande des acteurs du bassin versant, qui considèrent que chacun est concerné et susceptible d'impacter la qualité de l'eau. Les objectifs sont donc à long terme de former les générations futures via un projet pédagogique avec les écoles primaires, l'accompagnement des écoles vers un agenda 21, l'accompagnement des communes vers la restauration collective bio et vers des jardins familiaux en Zéro pesticide.

Il s'agit également d'améliorer les pratiques des citoyens via la sensibilisation, au travers de l'organisation de journées maraîchage ou jardin bio, la publication du journal de la rivière de Pénerf et l'animation du site internet.

Cet axe est celui qui permet de faire le lien entre la structure de bassin versant, les actions et la population du bassin versant au sens large.

⁵ On trouvera la liste de ces articles en annexe

Axe 5 : Coordination du contrat de bassin versant



Cet axe correspond à la gouvernance du contrat, qui sera détaillée dans la partie suivante.

Ainsi, les objectifs du contrat sont cohérents avec les enjeux « eaux » du territoire. Il répond également aux enjeux de sa structure porteuse, en terme de contenu mais également de gouvernance, puisque le dispositif vise à une gestion concertée et durable du territoire. Enfin, il intègre les enjeux identifiés à l'échelle supra-territoriale. L'articulation de ces enjeux est bien présente dans les différents axes.

1.3 Les moyens humains et financier pour la mise en œuvre du contrat

1.3.1 Moyens financiers : analyse des équilibres budgétaires

Ce chapitre se concentre sur l'aspect financier ; les détails concernant l'analyse du programme d'action lui-même sont présentés en partie 3 : Réalisations physiques et financières du contrat et résultats territoriaux.

Un tableau récapitulatif des moyens financiers prévus et dépensés est présenté en annexe 3.

L'axe 1 représente la plus petite part du budget, soit 9%. En effet, les actions du volet agricole du premier contrat n'avaient pas beaucoup mobilisé et il avait été envisagé de ne plus conduire ce type d'action. Cependant, les acteurs ont demandé à ce que l'agriculture soit toujours présente dans le contrat, d'où la programmation d'actions avec un budget relativement plus faible que celui des axes 3 et 4. De fait le budget dépensé est légèrement inférieur à ce qui était prévu, ce qui s'explique par le fait que certaines actions n'ont pas été réalisées jusqu'à leur terme pour cause de mobilisation difficile des professionnels.

Le budget de l'axe 2 est à part, puisqu'il concerne le Contrat Territorial Milieux Aquatiques (CTMA), qui est mis en place entre 2010 et 2015. La conduite du CTMA et sa gestion financière feront l'objet d'une évaluation qui leur sera propre en 2016.

Le budget de l'axe 3 (Réduction des pollutions d'origines urbaines) est le plus important : 43% du total prévu et 33% du total dépensé. Il correspond en effet à l'enjeu fort du territoire et par conséquent du contrat de bassin versant. L'équilibre financier entre le prévu et le réalisé est légèrement différent, du fait de la non-réalisation du diagnostic de l'hôtellerie de plein-air, dont le budget représentait 19% du financement prévu pour cet axe. Les actions A3-1 et A3-2 ont également nécessité un budget finalement légèrement inférieur à ce qui avait été prévu.

L'axe 4, lié à la sensibilisation, représente une part de 15% du budget prévu initialement. Le dépensé est légèrement inférieur à ce qui avait été prévu, notamment parce qu'il n'y a pas eu d'organisation de journée jardinage bio en 2010, par manque de maraîcher volontaire pour une porte ouverte.

Enfin, le financement du poste de coordination qui représentait 33% du budget prévu initialement représente finalement 43% du budget dépensé, du fait des rééquilibrages décrits ci-dessus.

Finalement, l'analyse montre que les équilibres budgétaires se tiennent par rapport à la force des différents axes. Il n'y a en effet que peu de différence entre le prévu et le réalisé et le budget a donc été correctement évalué et globalement respecté.

1.3.2 Moyens humains : coordination et animation.

Deux chargés de mission travaillent sur le bassin versant de la rivière de Pénerf : la chargée de mission eau assure la coordination (axe 5) et l'animation de l'axe 4 (sensibilisation) et le chargé de mission agriculture et milieux aquatiques, embauché en juin 2010, assure principalement la mise en place du CTMA et l'animation de l'axe 1 (volet agricole). Ils se partagent également l'animation et la conduite des actions de l'axe 3 (Réduction des pollutions d'origine urbaine), qui est l'axe le plus important du contrat en termes de budget et d'actions.

La coordination, assurée par la chargée de mission Eau, se divise en 4 activités : le bilan et l'administration du contrat, l'animation du dispositif de concertation, la coordination et la mise en oeuvre des actions et les relations avec les acteurs du territoire et hors territoire.

Sur les 3 années du contrat, le temps d'animation et de coordination de la chargée de mission a été partagé de la manière suivante :

2010 :

- 40 % au « Bilan évaluation et administration du contrat » et réparti entre :
 - le suivi administratif et bilan financier 2009 pour $\frac{3}{4}$ de ce temps,
 - la rédaction et mise en forme du second contrat administration du SIG pour $\frac{1}{4}$ de ce temps,
- 6% à l'animation des commissions thématiques, et du comité d'acteurs, 6%
- 34 % à la coordination et mise en œuvre des actions des 4 axes :
 - Recrutement d'un chargé de mission milieux aquatiques et agriculture :
 - Préparation des délibérations pour recrutement,
 - Rédaction du profil,
 - Préparation du recrutement : choix des 6 candidats reçus à l'entretien, participation à l'entretien
 - Temps de tuilage et d'explication du contrat de Bv et du CRE
 - Action 1-3 Expérimentation pour l'amélioration agronomique des sols des parties littorales:
 - présentation de l'objectif à Camille SIMON chargé de mission milieux aquatiques et agriculture,
 - mise en relation avec l'agriculteur,
 - coordination générale de cette action.
 - Action 2 CRE :
 - Suivi du bureau d'études
 - Organisation des réunions de la commission technique,

- Organisation des réunions avec les maires pour la clé de répartition des « 20% » maîtrise d'ouvrage
- Action A3-5 : recherche des contaminations bactériologiques
 - Préparation du partenariat avec le Comité Régional Conchylicole de Bretagne Sud, et IFREMER,
 - Elaboration de la méthodologie pour la recherche des sources de contaminations choix des points « eau douce » et « coquillage » complémentaires de prélèvements,
 - Choix des sites pour les points coquillers supplémentaires avec les professionnels
 - Installations des points de prélèvements et notamment celui de Pont Neuf qui a nécessité 1 journée avec l'ostréiculteur pour planter des pieux et une poche australienne reliée au pré-salé pour un prélèvement plus facile.
- Action A3-11 : Suivi de la qualité de l'eau douce
 - continuité du premier contrat, de janvier à juin 2010 en prestation de service,
 - Prélèvement en régie assurée par Camille SIMON pour une plus grande proximité compréhension et connaissance du territoire,
 - Co-rédaction du CCTP pour l'appel d'offre « analyse des prélèvements »,
 - aide à la pose de la station hydrologique,
 - participation au groupe régional pour les problématiques de matière organique.
- Action A4-1 Pédagogie avec les scolaires
 - préparation et organisation du projet pédagogique milieux aquatiques pour les écoles,
 - relance des écoles
 - projet de réajustement du déroulé du projet pédagogique avec le centre Nature d'Arzal
- Action A4-6 journal de la rivière :
 - rédaction de 2 CCTP,
 - choix des prestataires et coordination générale,
 - rédaction de certains articles, coordination et validation technique avant publication,
 - organisation de la distribution.
- et 20% aux relations avec les acteurs du territoire et hors territoire :

- participation au SAGE Vilaine (CLE ou comité d'estuaire, ou réunions technique),
- participation aux réunions départementales ou régionales liées au GP5 ou sur les thématiques du contrat (bactériologie pour les réunions CRC...)
- intervention au MASTER gestion intégrée des bassins versants de Rennes 1
- accueil du COPIL du bassin versant de l'Aber Wrach
- articulation avec le syndicat mixte du Loc'h et du Sal pour établir un partenariat et participation au comité de pilotage et technique de la rivière d'Auray.

2011

41,5 % au « Bilan évaluation et administration du contrat » et réparti entre :

- le suivi administratif et bilan financier 2010 pour 3/11 de ce temps,
- bilan d'activités 1/11 de ce temps,
- coordination générale (suivi des bureaux d'études pour des actions spécifiques du programme d'actions) et administratif 7/11 de ce temps.
- 11% à l'animation des commissions thématiques, et du comité d'acteurs,
- 35,5 % à la coordination et mise en œuvre des actions des 4 axes :
 - coordination de la mission « milieux aquatiques et agriculture » : AXE 1 et AXE 2 pour 1/8 de ce temps :
 - Coordination mise en oeuvre des actions de l'AXE 3 « pollution urbaine » pour 5/8 de ce temps
 - Action A3-1 & A3-2 charte de désherbage des espaces communaux et accompagnement des syndicats de copropriétés et des paysagistes vers le Zéro pesticide
 - Suivi et coordination de la mission du bureau d'étude
 - Action A3-5 : recherche des contaminations bactériologiques
 - Suivi et coordination de l'étude de recherche des contaminations bactériologiques et des marqueurs bactériens en partenariat avec IFREMER,
 - Choix des sites pour des nouveaux points eau douce complémentaire au premier réseau,
 - Prospection terrain des sources de contamination.
 - Action A3-6 Accompagnement des communes pour la recherche des sources de contamination identifiées lors des études pour la gestion du pluvial
 - Animation de l'action, terrain, lien avec les communes et le SIAEP de la Presqu'île de Rhuy,

- Action A3-11 : Suivi de la qualité de l'eau douce
 - Coordination et suivi,
 - Prélèvement en régie assurée par Camille SIMON pour une plus grande proximité compréhension et connaissance du territoire,
- Coordination mise en oeuvre des actions de l'AXE 4 « sensibilisation, pédagogie à l'environnement - communication » pour 2/8 de ce temps :
 - Action A4-1 Pédagogie avec les scolaires
 - préparation et organisation du projet pédagogique milieux aquatiques pour les écoles,
 - relance des écoles, gestion des inscriptions des écoles,
 - ajustement du calendrier avec le centre Nature d'Arzal,
 - Action A4-5 Organiser des journées maraîchage bio et jardinier bio
 - prise de contact avec Eaux et rivières de Bretagne pour l'organisation de « ma ville est belle sans pesticides »,
 - définition du contenu du programme avec ERB et la commune de Lauzach,
 - organisation de la communication (gestion de l'impression des affiches, et des programmes, distribution dans les communes, mailing...),
 - coordination du déroulé lors des 2 jours d'animation.
 - Action A4-6 journal de la rivière :
 - rédaction de certains articles, coordination et validation technique avant publication,
 - organisation de la distribution.
- et 12% aux relations avec les acteurs du territoire et hors territoire :
 - participation au SAGE Vilaine (CLE ou comité d'estuaire, ou réunions technique pour la révision du SAGE),
 - participation aux réunions départementales ou régionales liées au GP5 ou sur les thématiques du contrat.

2012

- 56 % au « Bilan évaluation et administration du contrat » et réparti entre :
 - le suivi administratif et bilan financier,
 - bilan d'activités,

- coordination générale (suivi des bureaux d'études pour des actions spécifiques du programme d'actions) et administratif.
- 3% à l'animation des commissions thématiques, et du comité d'acteurs,
- 32% à la coordination et mise en œuvre des actions des 4 axes :
 - coordination de la mission « milieux aquatiques et agriculture » : AXE 1 et AXE 2
 - Coordination mise en œuvre des actions de l'AXE 3 « pollution urbaine »
 - Action A3-1 & A3-2 charte de désherbage des espaces communaux et accompagnement des syndicats de copropriétés et des paysagistes vers le Zéro pesticide
 - Suivi et coordination de la mission du bureau d'étude
 - Action A3-5 : recherche des contaminations bactériologiques
 - Action A3-11 : Suivi de la qualité de l'eau douce
 - Coordination et suivi,
 - Prélèvement en régie assurée par Camille SIMON pour une plus grande proximité compréhension et connaissance du territoire,
 - Coordination mise en œuvre des actions de l'AXE 4 « sensibilisation, pédagogie à l'environnement » :
 - Action A4-1 Pédagogie avec les scolaires
 - préparation et organisation du projet pédagogique milieux aquatiques pour les écoles,
 - relance des écoles, gestion des inscriptions des écoles,
 - ajustement du calendrier avec le centre Nature d'Arzal,
 - Action A4-5 Organiser des journées maraîchage bio et jardinier bio
 - prise de contact avec Eaux et rivières de Bretagne pour l'organisation de « ma ville est belle sans pesticides »,
 - définition du contenu du programme avec ERB et la commune de Lauzach,
 - organisation de la communication (gestion de l'impression des affiches, et des programmes, distribution dans les communes, mailing...),
 - coordination du déroulé lors des 2 jours d'animation.
 - Action A4-6 journal de la rivière :
 - rédaction de certains articles, coordination et validation technique avant publication,
 - organisation de la distribution.

- et 10% aux relations avec les acteurs du territoire et hors territoire :
 - participation au SAGE Vilaine (CLE ou comité d'estuaire, ou réunions technique pour la révision du SAGE),
 - participation aux réunions départementales ou régionales liées au GP5 ou sur les thématiques du contrat.

Le tableau suivant illustre la répartition du temps de coordination entre les 4 activités :

	Bilan évaluation et administration du contrat	animation des commissions thématiques et du comité d'acteurs	coordination et mise en œuvre des actions des 4 axes	relations avec les acteurs du territoire et hors
2010	40%	12%	34%	20%
2011	41.5%	11%	35.5%	12%
2012	56%	3%	32%	10%

- Le temps de travail du chargé de mission milieux aquatiques et agriculture s'est organisé comme suit :

	Animation Axe 1	CTMA	Axe 3-5	Suivi eau	Rédaction d'articles pour le mag	Relations avec les partenaires	
2011	12	56	6	28	1	3	106
2012	9	56	6	17	1	3	92

* Analyse évaluative

On observe que le temps d'évaluation et d'administration du contrat a augmenté en 2012, qui correspond à la dernière année du contrat, d'où un temps plus important de bilan et de préparation de l'évaluation qui a eu lieu en 2013.

Cette augmentation est compensée par une diminution du temps d'animation des commissions thématiques et du comité d'acteurs et des relations avec les acteurs du territoire et hors territoire.

Ce différentiel s'explique également par l'embauche du chargé de mission agriculture et milieux aquatiques, qui prend aussi en charge du temps d'animation.

Cependant l'animation du CTMA prend énormément de temps or si l'on souhaitait avoir un volet agricole fort et qui fonctionne, la faible implication des agriculteurs du territoire dans les actions nécessiterait peut-être un temps d'animation plus important, afin de mieux mobiliser et d'avoir un conseil quasi individuel.

La répartition de l'animation du contrat entre les 2 chargés de missions leur permet d'être présents sur le terrain auprès des acteurs. De ce fait, ils sont bien identifiés comme des personnes référentes sur la thématique de l'eau, par les élus mais aussi les professionnels.

1.4 Outil de suivi du contrat

Le suivi du contrat est fait via les commissions thématiques et le comité d'acteurs. Les chargés de mission les réunissent plusieurs fois par an, pour faire le point sur les actions menées ou en attente de l'être et ajuster le déroulement du programme d'action si besoin.

Les indicateurs de suivi du contrat sont :

Action A1-1 : Création et animation du groupe herbe

- ➔ Nombre d'agriculteurs participants au groupe ; nombre d'exploitation passant au système herbe

Action A1-2 Expérimentation pour l'amélioration agronomique des sols des parcelles littorales

- ➔ Valeur agronomique des sols

Action A1-3 Démonstration de désherbage mécanique sur maïs

- ➔ Nombre d'agriculteurs participant aux démonstrations ; nombre d'agriculteurs mettant en œuvre cette pratique.

Axe 2 : CTMA

- ➔ Nombre de kilomètres de cours d'eau restaurés

Action A3-1 Charte de désherbage des espaces communaux

- ➔ Niveau d'engagement atteint dans la charte ; nombre de communes à zéro pesticides

Action A3-2 Accompagnement des syndicats de co-propriétés et des paysagistes vers le zéro pesticides

- ➔ Nombre de syndicats et de paysagistes impliqués

Action A3-4 Suivi des projets menés par les collectivités dans le domaine de l'assainissement individuel des eaux usées

- ➔ Evolution des ANC conformes.

Action A3-5 Etude de l'origine des contaminations bactériologiques

- ➔ Evolution des ANC conformes

* Analyse évaluative

Les indicateurs prévus, combinés au tableau de bord du GP5, étaient suffisants : nous n'avons pas ressenti de manque d'information lors de la conduite de cette évaluation.

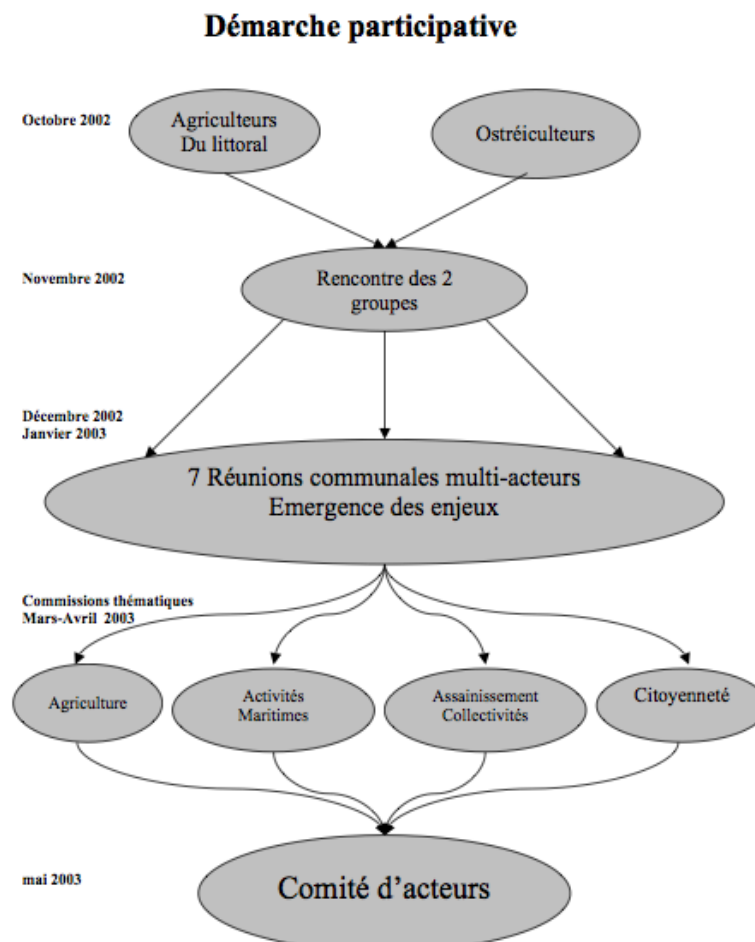
2. Gouvernance et animation du contrat

2.1 Les instances de gouvernance

La gouvernance du contrat de bassin versant a fait l'objet d'une question évaluative :

Est-ce que le mode de fonctionnement (3 commissions thématiques ; comité d'acteurs) est approprié et favorise la mobilisation des acteurs ?

Nous présenterons dans un premier temps le fonctionnement des instances avant d'apporter des éléments de réponse à cette question évaluative.



2.1.1 Fonctionnement du dispositif de gouvernance

La démarche de contrat de bassin versant de Pénerf est issue d'une demande des acteurs locaux, suite à un conflit entre agriculteurs et ostréiculteurs concernant la pollution bactériologique de l'eau. Elle regroupe des agriculteurs (conventionnels, bio, syndiqués ou non, élus ou non), des ostréiculteurs (élus du Comité Régional Conchylicole et de la Section Locale Conchylicole de Pénerf), des habitants, des représentants d'association, des élus, des pêcheurs (association et fédération de pêche), le SIAEP et le directeur d'une industrie agro-alimentaire.

Il est important d'observer qu'il s'agit bien à l'origine d'une démarche volontaire et ascendante. Le SIAGM, que certains acteurs avaient identifié comme référent pour le dialogue territorial, n'a fait que proposer un cadre, à la demande des acteurs locaux.

La figure précédente résume la succession de réunions qui ont abouti au dispositif de gouvernance actuel. Aujourd'hui subsistent **trois commissions thématiques** : agriculture, qualité de l'eau-GIZC et citoyenneté. Les sujets et les participants étant sensiblement les mêmes entre les commissions assainissement et collectivités et activités maritimes, elles ont été fusionnées. **Ces commissions sont réunies par les animateurs deux fois par an en moyenne, de même que le comité d'acteurs.** Il s'agit de ne pas mobiliser les acteurs s'il n'y a rien de nouveau à leur soumettre, mais de les solliciter suffisamment pour qu'ils ne perdent pas le fil de la démarche.

Les commissions thématiques correspondent à des groupes de travail, qui sont amenés à faire des propositions pour le programme d'action et à en faire le suivi. Elles mélangent les catégories d'acteurs et ne sont pas présidées : chaque participant est au même « niveau ». Il n'y a pas d'équilibre de répartition prédéfini, chaque catégorie d'acteurs est représentée par des volontaires, qui se sont inscrits dans les commissions qui les intéressaient. L'objectif est que les commissions soient plurielles : chaque catégorie d'acteurs ayant sa propre approche des enjeux « eau », leur permettre de se rencontrer permet une prise en compte des enjeux et priorités de chacun.

Le **Comité d'Acteurs** a un rôle de synthèse de ce qui est dit dans les commissions. Il est composé des maires des 8 communes ou de leur représentant, d'acteurs locaux (élus ou non), des différents partenaires et des financeurs.

Le **comité syndical** du SIAGM n'est pas représenté sur le schéma car il dépasse le cadre du bassin versant, mais il serait à placer au-dessus du comité d'acteurs, car les décisions finales lui reviennent. Les représentants du BV au Comité Syndical sont le Vice-président du SIAGM en charge du bassin versant de la rivière de Pénerf, les autres maires des communes du BV et/ou les délégués SIAGM des communes.

Manque également à ce schéma le **comité de rédaction**. Il émane de la commission citoyenneté et a en charge la rédaction du magazine de la rivière de Pénerf, dont deux numéros paraissent par an. Il est composé d'acteurs locaux issus des commissions et d'un responsable des services techniques d'une commune, qui a demandé à l'intégrer. La coordination du comité de rédaction est confiée à un bureau d'étude.

2.1.2 Eléments de réponses à la question évaluative

Cette question, pressentie par le SIAGM, a fait l'objet d'un stage de 6 mois (mars-septembre 2013). En effet, dans le cadre de cette évaluation, le SIAGM a souhaité faire le point sur le dispositif de participation et de concertation du bassin versant, c'est à dire sur le fonctionnement des commissions thématiques et du comité d'acteurs.

Pour cela, a été effectuée une **série d'entretiens auprès des acteurs participant au dispositif ainsi qu'auprès des financeurs et des partenaires.**

Puis, chaque entretien a été analysé de manière individuelle et transversale : chaque compte-rendu d'entretien a été recoupé avec les autres, afin d'obtenir une image la plus complète possible du dispositif.

Les résultats présentés ici constituent une synthèse, qui regroupe les points clés qui sont revenus le plus souvent au cours des entretiens. **Par conséquent, ne sont pas retranscrits les avis individuels et isolés.**

37 entretiens ont été effectués entre avril et juin 2013 :

- **30 acteurs du BV rencontrés**, soit presque tous les membres du comité d'acteurs et certains membres des commissions thématiques, parmi ceux qui sont venus le plus souvent aux réunions lors du deuxième contrat :

- 5 ostréiculteurs
- 5 agriculteurs (dont des élus)
- 10 élus (dont des agriculteurs)
- le Syndicat Intercommunal Assainissement et d'Eau Potable de la presqu'île de Rhuys⁶ (le directeur et le président)
- 3 représentants d'associations
- la fédération de pêche
- 1 industriel
- 3 habitants

- **7 entretiens avec les financeurs** (Agence de l'eau, Conseil Général, Région Bretagne) et **certains partenaires** (présents ou passés) du bassin versant :

- association Cap 2000
- CRC (Comité Régional Conchylicole)
- Chambre d'agriculture

⁶ SIAEP

- IAV (Institution d'Aménagement de la Vilaine)

L'objectif, était d'avoir une vision extérieure de ce qui est mis en place au niveau du bassin versant.

Principaux résultats :

a) Le degré de connaissance du fonctionnement du dispositif et de son histoire est inégal

Plusieurs explications :

- Les commissions du bassin versant regroupent des acteurs qui participent depuis plus ou moins longtemps.

- Tout le monde ne participe pas aux mêmes commissions ni avec la même assiduité.

→ Certains acteurs participent à une commission thématique, alors que d'autres participent à 2 ou 3 et au comité d'acteurs.

- Manque d'articulation entre les commissions thématiques.

Ex : quelqu'un qui ne participe qu'à la commission agriculture n'aura pas de retours sur ce que le comité d'acteurs décide ni sur ce que font les autres commissions.

b) Les avis divergent sur le rôle de la participation

Quelques acteurs (3 sur les 37 rencontrés) pensent que « tout est ficelé » pour les actions à mettre en oeuvre, d'autres non.

Eléments de réponse :

- Les chargés de mission doivent trouver un compromis entre obligations réglementaires, grilles de financement et attentes des participants.
- Il y a probablement une évolution de la nature de la participation : en 2003-2004 se mettait en place les commissions et le premier contrat de BV. Aujourd'hui, les commissions sont bien en place : il n'y a plus le même besoin de construction collective mais plus une attente vis-à-vis des actions.

c) Il y a une prise de conscience de la problématique et des difficultés des uns et des autres

- Bien que chacun garde son angle de vue.

- Pas de réels conflits, même s'il y a eu au départ quelques « désaccords » de certains élus et agriculteurs au sujet du CTMA (ex-CRE) pour le financement et la réalisation des travaux. Cependant, les élus ont finalement accepté la clé de répartition et 100% du linéaire prévu a été réalisé.

d) L'absence d'amélioration pour la bactériologie est source de déception

- Beaucoup de temps passé sur la discussion et la mise en place d'outils de recherche des sources de contamination et de suivi, mais il n'y a pas pour le moment d'effet direct sur la qualité de l'eau. Ces actions ont cependant amélioré la connaissance du fonctionnement de l'estuaire et de la contribution en bactériologie des sous bassins versants. Ainsi, la concertation a permis une prise de conscience et la mise en place d'actions adaptées, qui sont en cours.

e) Le bassin versant = un espace de rencontre et de dialogue important sur le territoire

De façon quasiment unanime (un seul fait exception), les acteurs considèrent que le dispositif est un levier pour la concertation entre les différents acteurs et leur coordination.

Cela est dû au fait qu'il est multi-acteurs et multithématiques depuis son origine.

La démarche participative du bassin versant est porteuse de changement dans les pratiques de dialogue au niveau du territoire. En effet, le fait que le dispositif (commissions thématiques et comité d'acteurs) constitue un espace de rencontre bien institué, facilite probablement la mise en place de nouvelles démarches.

f) Le rôle du dispositif vis-à-vis de l'agriculture est à redéfinir

Face à la démobilisation des agriculteurs faisant partie des commissions et à la faible participation au cours des actions agricoles, se pose la question suivante :

Quel positionnement par rapport aux organisations professionnelles agricoles ? Que peut apporter la démarche de bassin versant ?

Les avis divergent parmi les agriculteurs rencontrés. La majorité d'entre eux estime que les organisations professionnelles suffisent et qu'il n'y a pas d'actions particulières à mettre en œuvre dans le cadre du contrat de bassin versant. D'autres pensent au contraire, que le dispositif de bassin versant offre une alternative intéressante. De part sa « neutralité », il permet d'aller au-delà de certains clivages qui peuvent exister entre les agriculteurs défendant des systèmes de production et des pratiques différentes. De plus, il offre la possibilité d'intégrer l'agriculture à une stratégie de territoire cohérente et transversale, prenant en compte les autres activités.

h) L'essoufflement de la participation varie selon les commissions

- Certaines commissions semblent plus dynamiques donc certains pensent qu'il faut ré-ouvrir la démarche et d'autres qu'ils sont assez nombreux.

- Faible présence au comité d'acteurs des élus de certaines communes. Cela pose question sur leur appropriation du contrat de bassin versant et des ses actions.

Facteurs limitant la participation :

- La disponibilité : beaucoup d'acteurs sont également sollicités par d'autres démarches.
- Le langage technique : complexe pour les nouveaux participants ; certaines réunions techniques sont difficiles à suivre. Mais en même temps, la participation aux commissions permet l'acquisition de connaissances.
- Les aspects politiques et socio-géographiques : l'identification au territoire de bassin versant n'est pas évidente pour tout le monde, qu'il s'agisse d'acteurs de l'amont ou de façon plus surprenante d'acteurs de l'aval. Néanmoins ceux-ci sont minoritaires parmi les personnes rencontrées.
- La méconnaissance de la population de la démarche et de la problématique.

i) Satisfaction générale vis à vis du dispositif et de son animation

- Bon accompagnement technique
- Confiance envers les chargés de mission
- La plupart des acteurs rencontrés ont indiqué leur volonté de poursuivre leur participation.

2. 2 L'animation du contrat

L'animation des commissions thématiques et du comité d'acteurs constitue le fil conducteur du contrat. Elle permet une réelle implication des acteurs dans l'élaboration et le suivi des actions.

Cependant, la faible implication des agriculteurs dans la commission thématique qui leur est dédiée, remet en question la conservation d'un volet agricole développé dans le futur contrat. L'animation du groupe herbe est confiée à un prestataire ainsi que l'animation de la démonstration de désherbage mécanique (**GAB56**⁷).

D'autres animations font l'objet d'une prestation, **Eaux&Rivières de Bretagne** pour l'organisation de la journée « Ma ville est belle sans pesticides », le **bureau d'étude Kolibri** pour le suivi de l'action zéro pesticide avec les communes et l'animation du comité de rédaction du magazine du bassin versant.

L'action d'éducation à l'environnement est animée par les **PEP d'Arzal**.

L'animation a eu un rôle essentiel dans la mise en œuvre du CTMA. Le temps dévolu à la rencontre des agriculteurs et propriétaires fonciers et au suivi des travaux est important, mais il a permis la complète réussite de l'action. L'avancement du CTMA devance nettement celui de beaucoup d'autres BV bretons. Ce travail a par ailleurs été récompensé par les Trophées de l'eau 2013.

⁷ Groupement des Agriculteurs Biologiques du Morbihan

Pour mobiliser les agriculteurs, il aurait peut-être fallu des moyens d'animations plus importants.

2.3 Les liens avec les acteurs territoriaux

Les enquêtes menées ont montré clairement que le dispositif de concertation autour du contrat de bassin versant permet de créer du lien entre les acteurs du territoire.

Le contrat est né d'un sentiment d'appartenance à un même bassin. **Une identité a été créée autour de la démarche « contrat »**. Cependant, elle n'est pas partagée par tous les acteurs et **certains admettent difficilement l'impact des pratiques de l'amont sur l'aval. Cela explique que ces acteurs s'impliquent moins dans le dispositif de gouvernance, bien qu'ils soient systématiquement invités.**

2.4 Articulation avec le SIAGM

Une des questions évaluatives portait sur la coordination entre le contrat de bassin versant et les autres actions conduites par le SIAGM, notamment Natura 2000 pour l'estuaire de Pénerf. Les acteurs se sont posé la question suivante :

Est-ce que le fait d'être dans une structure plus large est bénéfique ou pas sur le territoire ?

D'après les entretiens, les acteurs considèrent qu'il y a une **synergie entre les actions du contrat de bassin versant et d'autres démarches accompagnées par le SIAGM** : PLU, natura 2000, trame verte et bleue... Ils observent que le fait d'être dans une structure plus large permet **une mutualisation de moyens (humains, financiers) et facilite le transfert d'informations entre des thématiques transversales** (eau et urbanisme ou eau et natura 2000 par exemple). En effet, le SIAGM possède une équipe pluridisciplinaire, où les chargés de mission se complètent les uns les autres.

C'est une grosse machine mais elle est perçue comme **efficace** et elle possède un poids politique important.

3. Réalisations physiques et financières du contrat et résultats territoriaux

Cette partie présente également les remarques et interrogations des membres du comité d'acteurs, lorsque les éléments de réponse aux questions évaluatives leur ont été présentés.

La première question, englobe les différents axes du contrat :

Est-ce que cette politique est faite de manière sobre et économique ?

Budget total prévu pour les 3 ans (CBV (hors budget CTMA))	Budget total dépensé pour les 3 ans (CBV (hors budget CTMA))
520 181,00 €	384 997,27 €

Ce tableau montre que les dépenses sont inférieures au prévisionnel pour la durée du contrat (cf. 1.3.1). Nous verrons par la suite les raisons qui peuvent l'expliquer.

Pour chaque axe, est présenté un bilan financier qui permet pour chaque action de faire le point sur le montant retenu, le montant dépensé pour chaque année d'action et d'observer le différentiel pour les 3 années du contrat.

3.1 Axe 1 Réduction des pollutions d'origine agricole

Question évaluative : Est-ce que le volet agricole est pertinent sur le territoire ? Comment a évolué l'implication des agriculteurs dans l'ensemble du projet ?

L'animation et la mise en œuvre des actions sont assurées par le chargé de mission milieux aquatiques et agriculture pour **9% de son temps de travail**.

	Total prévu	Total dépensé	% sur total prévu budget contrat
Axe 1 Réduction des pollutions d'origines agricoles	45 0000 €	31 773,55 €	9 %

3.1.1 Action A1-1 Le groupe herbe

Descriptif des actions		Montant retenu pour les 3 ans	Montant dépensé (3ans)	% total prévu Axe 1
A1-1	Création et animation d'un groupe herbe	7 500,00 €	4 985,25 €	17%

L'action est en cours depuis 2012. L'objectif est d'inciter les agriculteurs en élevage laitier ou allaitant du bassin versant de la rivière de Pénerf, à mettre en place des systèmes herbagers plus économes en utilisant au mieux les ressources de l'exploitation par la valorisation du pâturage. Cela permet notamment de réduire les consommations énergétiques et d'intrants chimiques, tout en restant performant et respectueux de la qualité de l'eau.

Un prestataire anime la réflexion collective à l'échelle du bassin versant et invite les agriculteurs du groupe herbe à réfléchir sur la possibilité de modifier leur système.

Deux fermes pilotes servent d'outils d'aide à la réflexion, situées l'une au nord du bassin versant et l'autre au sud, car les conditions agronomiques et climatologiques diffèrent.

Un suivi de ces deux fermes permet d'identifier les points forts et les points à améliorer. Ce travail est discuté avec le groupe herbe et est présenté en commission agriculture du bassin versant.

Pendant l'année 2012, deux visites d'exploitations proches de Pénerf et ayant un système herbager qui fonctionne ont été programmées, dans le but de sensibiliser les agriculteurs.

Le **bilan technique est positif**, puisque certaines pratiques culturales étudiées lors de ces visites seront testées sur le bassin versant, notamment les mélanges céréaliers. **Cependant, la question du faible engagement des agriculteurs** dans le groupe herbe, a été soulevée en commission agriculture. Malgré l'invitation individuelle des 120 agriculteurs du territoire de Pénerf et les relances téléphoniques, seuls 2 à 4 ont été présents aux 2 visites organisées. Pour 2013, une dizaine d'agriculteurs s'étaient dits intéressés, mais il a été décidé en commission agriculture de se rapprocher du groupe herbe existant depuis plusieurs années sur le canton de Questembert.

La faible participation au groupe herbe, s'explique peut-être par le fait que beaucoup d'agriculteurs ont déjà des systèmes tournés vers l'herbe et que les GVA travaillent depuis plusieurs années sur cette question. Cependant le GVA de Questembert n'intègre pas forcément les caractéristiques de l'agriculture littorale, dont les conditions de production diffèrent.

Il semble que tous les agriculteurs ne reconnaissent pas au dispositif de bassin versant un rôle technique pour l'agriculture.

3.1.2 Action A1-2 L'expérimentation pour l'amélioration des sols agricoles littoraux

Descriptif de l'action		Montant retenu pour les 3 ans	Montant dépensé (3ans)	% sur le budget total prévu Axe 1
A1-2	Expérimentation pour l'amélioration agronomique des sols des parcelles littorales	3 000,00 €	1 708,51 €	6,67%

Lors de l'élaboration du 2^{ème} contrat de bassin versant de la rivière de Pénerf, nous avons été alertés par les agriculteurs sur la faiblesse agronomique des sols littoraux qui s'appauvrissent.

Aussi cette demande a été traduite comme une nouvelle action du 2^{ème} contrat de bassin versant.

En effet, sur la bande des 500 mètres du littoral à proximité des zones de production conchylicoles, tout apport en matière organique d'origine animale est interdit excepté par dérogation sur la bande située entre 200 et 500 mètres où il est possible d'épandre du compost ou du fumier de bovin issu de l'exploitation mais seulement après signature d'une convention entre les agriculteurs et les ostréiculteurs de la commission locale animée par l'association Cap 2000. Ces pratiques sont étudiées, car elles sont susceptibles d'être des sources de pollutions ponctuelles pour l'estuaire. Une pollution bactériologique pourrait entraîner des contraintes supplémentaires sur le classement sanitaire des zones conchylicoles.

Ainsi, les parcelles situées entre 0 et 200 mètres nécessitent des apports en engrais minéraux et autres intrants chimiques pour la culture ce qui entraîne à long terme un appauvrissement de ces sols.

Les objectifs de l'action sont multiples et à long terme:

- ✓ amélioration qualitative des sols littoraux,
- ✓ réduction des intrants minéraux et chimiques,
- ✓ maintien de l'agriculture littorale respectueuse du milieu marin et des activités conchylicoles,
- ✓ réduction de la déprise des surfaces agricoles sur les zones littorales.

Pour ce faire, l'utilisation de BRF (Bois Raméal Fragmenté) a été expérimentée sur une parcelle littorale à Ambon. Il s'agit d'une méthode habituellement développée par Claude Bourguignon pour la restauration des sols morts et elle a été mise en œuvre à grande échelle au Canada. Le bois est issu de branchage (rameaux) d'arbres feuillus uniquement.

Un seul apport de BRF (300 m³/ HA) permet de restructurer partiellement les 10 premiers centimètres de sol durant cinq ans. En effet, cette pratique crée des conditions favorables, afin d'abriter toute la microfaune et flore (champignons) nécessaire à stimuler la vie du sol. Ces microorganismes peuvent alors capter l'azote minéral et la transformer en azote organique dans l'humus, sur les premiers centimètres du sol.

L'évaluation de cette expérimentation s'appuie sur des bio-indicateurs via un observatoire des lombrics (protocole de l'UMR Ecobio, Université de Rennes 1) et des analyses de sols qui ont lieu tous les ans sur la durée de l'expérimentation (5 ans).

La 1^{ère} année, 2010, nous aura permis :

- ✓ De passer une convention avec un agriculteur volontaire pour la mise à disposition d'une parcelle adéquate,
- ✓ de rechercher des volumes de bois conséquents pour mener à bien l'expérimentation.
- ✓ de mettre en place un partenariat avec une entreprise forestière locale, pour la transformation de la matière ligneuse en BRF.

Des analyses de terre et de la biomasse microbienne ont été réalisées en mars 2011 afin d'établir l'état initial du sol de la parcelle avant l'épandage de BRF. Les résultats ont confirmé un mauvais état.

L'ensemble des agriculteurs du bassin versant et les élus ont été conviés le jour de l'épandage du BRF et donc du lancement de l'expérimentation.

En 2012, les conditions climatiques hivernales exceptionnellement sèches, ne nous ont pas permis de comptabiliser correctement les vers de terre. Les analyses de sol montrent une évolution sensible de la Capacité d'Echange Cationique (CEC) qui est passée, un an après l'épandage du BRF, de faible (6,5 meq/100mg) à moyen (9,1 meq/100mg). La biomasse microbienne est quant à elle restée faible.

Sur 3 ans, le sol semble s'être amélioré sans être encore bien productif et les vers de terre se sont multipliés et diversifiés en espèces et âges (résultats de 2013). De visu, la biodiversité et la structure du sol semblent aujourd'hui être meilleurs que sur les parcelles voisines. La productivité est identique à celle des parcelles voisines, sans apports d'intrants.

Il faudra voir dans les années qui suivront si cela se confirme. Si c'est le cas, l'expérimentation pourrait-être plébiscitée par d'autres agriculteurs, ce qui poserait la question de sa reproductibilité.

Au delà des éventuels bénéfices techniques qui semblent se profiler, la communication autour de cette action a un rôle important en terme de sensibilisation, sur la problématique

du maintien de l'agriculture littorale et des pratiques des agriculteurs. Des articles sont en effet diffusés dans le journal du bassin versant. Il n'est pas possible de mesurer précisément la portée de cette sensibilisation mais il apparaît que si la plupart des agriculteurs étaient sceptiques au départ, ils sont aujourd'hui dans l'attente des résultats.

L'évaluation finale de cette action se fera donc en 2015 puisque l'expérimentation court sur 5 ans. A ce terme, nous saurons si elle est bénéfique pour la valeur agronomique du sol et se posera alors la question de sa reproductibilité.

3.1.3 Action A1-3 La démonstration de désherbage mécanique sur maïs

Descriptif de l'action		Montant retenu pour les 3 ans	Montant dépensé (3ans)	% sur le budget total prévu Axe 1
A1-3	Démonstration de désherbage mécanique sur maïs	4 500,00 €	2 068,38 €	10%

Le SIAGM en **partenariat avec le GAB** (Groupement d'Agriculteurs Biologique) du Morbihan, a organisé en 2011 une démonstration de désherbage mécanique sur maïs, sur la parcelle jouxtant l'expérimentation de BRF.

La démonstration avait un **double objectif** :

- ✓ **informer** sur ce type de technique,
- ✓ **s'assurer que l'agriculteur n'utilisera pas de pesticides à proximité de l'expérimentation BRF** dont l'objectif est de recréer de la vie dans le sol.

Deux types de matériels ont été présentés : la herse étrille et la bineuse.

Sur 120 agriculteurs du bassin versant de la rivière de Pénerf 18 sont venus observer les techniques et le matériel de désherbage mécanique, soit 15% des agriculteurs.

Il a également été question de tester la houe rotative ultérieurement, la commission agricole ne l'a finalement pas souhaité. En revanche, les membres ont suggéré de mettre en place une réunion technique avec les agriculteurs du BV et de présenter les techniques sous forme de diaporama. Ceci n'a pas été réalisé pour le moment.

Une discussion a suivi pour évaluer une possible utilisation groupée avec plusieurs agriculteurs du secteur. Ce désherbage mécanique n'est pas uniquement fait pour l'agriculture biologique, il est applicable à tous les systèmes de production et peut être ajusté en utilisation mixte.

Cette action a permis de démontrer aux agriculteurs présents que ces outils de désherbage mécanique sur une parcelle en maïs ont une efficacité réelle. De plus, sur des sols séchant, l'outil a permis un décroutage favorisant l'aération du sol et la croissance de la culture. L'utilisation de la herse étrille, avec différents réglages, a prouvé qu'il n'y a pas eu de déracinement important des jeunes plants impactant les rendements attendus.

La parcelle devait faire l'objet d'un suivi pour comparer l'efficacité de la méthode avec d'autres parcelles similaires désherbées avec des pesticides, mais deux aléas sont intervenus lors de cette démonstration. Le premier, a été la fréquentation sur la partie haute de la parcelle par les gens du voyage durant la période estivale. L'autre point, concerne le piétinement du reste de la culture par la divagation du bétail voisin avant l'ensilage.

Ces deux points n'ont pas permis de faire des estimations du volume des matières sèches sorties par hectare pour les comparer à une autre parcelle de maïs (semence identique) littorale désherbée chimiquement.

Il n'y a pas eu de demande particulière de la part des agriculteurs suite à cette action, qui est aujourd'hui terminée. Elle ne sera pas reconduite, car ne parvenant pas à mobiliser malgré l'effort fait pour contacter les agriculteurs, elle n'a pas les effets escomptés en terme de sensibilisation et il n'existe pas de demande dans ce domaine.

Pour que la sensibilisation ait de l'effet, il faudrait des moyens pour pouvoir faire du conseil individuel à chaque exploitant venu à la démonstration or ce n'est pas finançable.

3.1.4 Action A1-4 La mise en place d'un e-bulletin d'information

Descriptif de l'action		Montant retenu pour les 3 ans	Montant dépensé (3ans)	% sur le budget total prévu Axe 1
A1-4	Communication agricole : création d'un e-bulletin	Régie	0	-

Après débat en commission agricole, il a été décidé de ne pas réaliser de e-bulletin technique mais de proposer à la commission citoyenneté d'insérer un article spécifique dans le journal de Pénerf.

Ceci a été débattu en commission citoyenneté qui n'a pas souhaité en insérer car il a été estimé que :

- ✓ les structures professionnelles éditent suffisamment d'informations techniques à destination de la profession agricole,
- ✓ il faudrait une équité dans les articles à proposer pour les différents acteurs mais dans ce cas le changement de la maquette du journal serait à envisager ce qui n'est financièrement pas possible dans le cadre du contrat actuel.

Quelques articles sur la thématique de l'agriculture ont néanmoins été publiés dans le magazine.

* Analyse évaluative

Le maintien d'une activité agricole littorale, enjeu territorial identifié lors du diagnostic, est toujours d'actualité mais ne parvient pas à mobiliser. Il y a bien une démobilisation des agriculteurs qui prenaient part au dispositif. L'expérimentation BRF suit son chemin et semble fonctionner au niveau technique, il faudra voir ce que cela donne en terme de sensibilisation des agriculteurs.

Financièrement, toutes les actions ont consommé moins que ce qui avait été budgétisé. Une partie s'explique par le décalage dans le temps, 2 actions se poursuivant encore. Le manque d'implication des professionnels fait également que les actions n'ont pas été reconduites. Ainsi, la commission agriculture a fait le choix de ne pas reconduire la démonstration de désherbage mécanique.

3.2 Axe 2 : Préservation des milieux aquatiques

2013, est la troisième année du Contrat Territorial Milieux Aquatiques (CTMA, ex-CRE), qui se termine en 2015. La différence entre le budgetisé et le réalisé s'explique par les réponses aux appels d'offre en dessous des coûts estimés par le bureau d'étude. Les travaux ont été réalisés sur **100% du linéaire prévu**, bien qu'en raison de quelques refus et pour pouvoir effectuer le linéaire prévu, certaines actions aient été avancées sur d'autres cours d'eau que ceux prévus initialement pour les premières années du contrat.

La communication sur les travaux va croître dans les mois qui viennent. Après 2015 se posera la question de la suite à donner à cette action et de son évaluation.

L'évaluation du CTMA en terme d'effet direct sur le bon état écologique sera réalisée uniquement à la fin des 5 ans de travaux. Cependant, quelques éléments visuels nous permettent de dire que sur le Tremeret par exemple, la présence de vairons et d'épreintes de loutre 1 an après les travaux sont signes d'une amélioration de la qualité écologique du milieu.

La mise à jour des données bocage n'a pas été faite, car il ne s'agit pas d'une action prioritaire pour le bassin versant. En effet, celui-ci est producteur de matière organique et le maillage bocager n'a donc que peu d'effet sur sa teneur.

3.3 Axe 3 : Réduction des pollutions d'origine urbaine

Questions évaluatives :

→ Est-ce que les actions de recherche des sources de contamination bactériologique sont les bonnes actions ?

→ Est-ce que les politiques d'assainissement portées par le SIAEP et les 2 communes d'Ambon et Damgan sont à la hauteur des enjeux du contrat ?

	<i>Total prévu</i>	<i>Total dépensé</i>	<i>% sur total prévu budget contrat</i>
Axe 3 Réduction des pollutions d'origines urbaines	223 781,00 €	128 841,62 €	43%

3.3.1 Action A3-1 Charte de désherbage des espaces communaux

Descriptif de l'action		<i>Montant pour les 3 ans</i>	<i>Montant de la dépense (3ans)</i>
A3-1	Charte de désherbage des espaces communaux : vers le zéro pesticide	30 000,00 €	19 236,40 €

En 2010 a été élaboré le contenu de la prestation souhaitée et il a été mis en forme pour un cahier des charges. L'action a débuté en 2011.

En début d'année 2011 et 2012, le bureau d'étude mandaté pour l'accompagnement des communes sur la mise en oeuvre des chartes de désherbage des espaces communaux, a réalisé le bilan pour les 8 communes de Pénerf. Ce bilan permet chaque année de déterminer où se situe la commune, au regard des 5 niveaux de la charte pour atteindre le Zéro pesticide. Pour ce faire, une rencontre sur site avec chaque service technique est réalisée. Les bilans sont présentés aux communes lors d'une réunion annuelle.

Depuis plusieurs années, toutes les communes du SIAGM sont conviées à la réunion annuelle et aux ateliers techniques mis en place dans ce second contrat.

La réunion annuelle se déroule en deux temps : la matinée a été consacrée au bilan des communes avec des échanges sur les méthodes, et les freins pour l'atteinte du zéro pesticide ; l'après-midi les échanges se sont poursuivis sur les matériels de désherbage alternatif, l'évolution des pratiques, les aménagements, les cimetières et les terrains de sport. En 2012, la commune de Damgan et ses services techniques ont accueilli l'ensemble

du groupe pour des échanges techniques : essai de la désherbeuse vapeur « Auxigreen », présentation du paillage béton, échange sur les techniques d'entretien sans pesticides des cimetières en gravillonnés et du terrain de foot, échanges sur l'organisation des tontes.

Le 21 octobre 2011, nous avons organisé un atelier technique d'une demi-journée à Locmariaquer où les élus et les services techniques ont fait partager aux communes du Golfe et de Pénerf les méthodes qui leur ont permis d'atteindre le Zéro pesticide.

Un **atelier sur la gestion différenciée des espaces communaux** a été également organisé le 27 septembre 2012. La formation a été assurée par Monsieur Louis Diard, ancien responsable du jardin botanique de la ville de Rennes. L'objectif était de présenter aux participants la démarche de la gestion différenciée, afin de leur permettre :

- d'être mieux sensibilisés à la démarche écologique, prenant en compte également les critères économiques et sociaux,
- de mettre en place des actions concrètes dans leur collectivité permettant une plus grande diversité des paysages de la flore et de la faune, d'adopter de nouvelles pratiques d'entretien de manière à réduire fortement, voire abandonner, l'utilisation des produits phytosanitaires,
- de mieux informer le public sur la démarche de la gestion différenciée des espaces verts.

Lors de cette formation 30 personnes de 17 communes du territoire du SIAGM ont participé.

La communication sur le zéro pesticide se fait via une charte graphique et la conception de panneaux d'information pour les 8 communes du BV de Pénerf ainsi que pour celles du projet de PNR.

2 types d'information :

Commune à zéro pesticide par affiche en A0 et autocollant à apposer sur les véhicules des services techniques

Panneaux, en format A2 informant sur les dangers des pesticides et un autre sur l'acceptation des herbes folles

Ces panneaux ont été commandés par les communes fin 2012 et une conférence de presse en février 2013 a été organisée pour le lancement de la campagne d'information.

Ainsi, en 2013, 4 communes du bassin sont à zéro pesticide : Ambon, Lauzach, Damgan et Surzur.



* Analyse évaluative

Malgré l'engagement des communes du bassin versant vers une réduction ou un arrêt de l'utilisation de pesticides (la moitié d'entre elles sont à 0 pesticides et les autres sont assez bien placées), la concentration en glyphosate (ainsi que celle de sa molécule de dégradation l'AMPA) dans l'eau ne baisse pas. 3 communes à zéro pesticide sont en aval du point de prélèvement bilan pour les phytosanitaires. Aussi, l'effet direct de l'engagement des communes de l'estuaire ne se fera jamais ressentir sur le point bilan de la masse d'eau FRGR1611. 2 communes se situent à l'amont de ce point dont une seule est à zéro pesticides, et l'amont de ce point bilan est majoritairement agricole.

La traduction de cette action en termes de qualité de l'eau n'est donc pas évidente.

En revanche, la quantité totale de pesticides retrouvés à l'exutoire de la Drayac est en baisse.

Certains acteurs remarquent que **des particuliers se substituent parfois à la commune et traitent eux-mêmes devant chez eux**, c'est à dire sur l'espace communal ce qui est interdit.

Ils se demandent également si la présence de diuron dans certains anti-fouling pourrait expliquer que l'on retrouve toujours cette molécule, qui est interdite en agriculture.

L'action auprès des communes fonctionne bien, la journée d'échange avec les services techniques semble être appréciée et aujourd'hui la moitié des communes du bassin versant sont à zéro pesticide ce qui est un très bon résultat.

3.3.2 Action 3-2 Accompagnement des syndicats de co-propriété et des paysagistes vers le zéro pesticide

Descriptif de l'action		<i>Montant retenu pour les 3 ans</i>	<i>Montant de la dépense (3ans)</i>
A3-2	Charte de désherbage des espaces communaux : vers le zéro pesticide	13 500,00 €	- €

Dans le cadre de l'action d'accompagnement des communes vers le zéro pesticide, une action envers les paysagistes et les syndicats de copropriété a été lancée.

Une rencontre avec le président départemental de l'Union Nationale des Entreprises du Paysage s'est déroulée en 2012 : l'objectif étant de savoir comment procéder avec les professionnels pour atteindre cet objectif avec comme action la possibilité de créer une charte de qualité avec les professionnels.

La rencontre s'est déroulée en 2 temps : prise de contact avec explication du métier et du type d'intervention puis un temps de rencontre sur le terrain avec une commune à zéro pesticide, afin de montrer concrètement les avancées des communes dans ce domaine.

Le président de l'UNEP nous a précisé que la charte n'était pas forcément la première priorité à mettre en œuvre puisque il fallait aussi se poser la question du suivi dans les entreprises, sans toutefois en écarter d'emblée l'idée.

En revanche pour lui, **c'est par les syndicats de copropriété ou association de lotissement que la démarche doit commencer** car ce sont les clients et donc les donneurs d'ordre et que de là les entreprises suivront. De plus au vu du plan eco-phyto, les entreprises suivent la réglementation et notamment les procédures de formation et qu'un certain nombre ont réduit leur utilisation en pesticide.

Concernant les associations de lotissement, il a été décidé de trouver une ou 2 associations de lotissements volontaires pour mettre en œuvre une charte de zéro pesticide, aussi bien dans les espaces communs que dans les parties privées. Cette action est encore en cours, les prises de contact ont été établies avec un lotissement, dont la présidente de l'association doit présenter l'objectif lors de sa prochaine assemblée générale en mars 2014. Cette charte serait assez simple, dans la même idée que celle mise en place par Cap Atlantique.

3.3.3 Action 3-3 Suivi des projets menés par les collectivités dans le domaine de l'assainissement collectif des eaux usées

Action menée en régie (animation axe 5).

Descriptif de l'action		<i>Montant retenu 3ans pour les 3 ans</i>	<i>Montant de la dépense (3ans)</i>
A3-3	Suivi des projets menés par les collectivités dans le domaine de l'assainissement collectif des eaux usées	<i>Régie</i>	

3.3.4 Action 3-4 Suivi des projets menés par les collectivités dans le domaine de l'assainissement individuel des eaux usées

Action menée en régie (animation axe 5).

Descriptif de l'action		<i>Montant retenu 3ans pour les 3 ans</i>	<i>Montant de la dépense (3ans)</i>
A3-4	Suivi des projets menés par les collectivités dans le domaine de l'assainissement individuel	<i>Régie</i>	

3.3.5 Action 3-5 Etude de l'origine des contaminations bactériologiques

Descriptif de l'action		Montant retenu pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A3-5	Etude de l'origine des contaminations bactériologiques	37 281,00 €	24 435,63 €

Cette action est co-animée avec le chargé de mission milieux aquatiques et agriculture qui y consacre 6% de son temps.

a) Historique de l'action

Suite au déclassement sanitaire en zone B de l'estuaire de Pénerf, il a été décidé de mener une recherche sur les sources de contaminations bactériologiques du milieu. L'action est faite en partenariat avec Ifremer (et plus particulièrement le Laboratoire Environnement Ressources de la station de la Trinité sur Mer) et le Comité Régional Conchylicole de Bretagne Sud.

- Dans un premier temps (2010), un rapport a été rédigé, afin de mettre en corrélation les résultats bactériologiques avec différents paramètres, ceci uniquement sur les données existantes et produites par Ifremer (REMI), la DDTM, Cap 2000 et le SIAGM.

Les premières conclusions du rapport d'Ifremer de 2010 sont les suivantes :

Pour les points suivis par le SIAGM :

- Sur la Drayac :
 - ✓ La variance est expliquée par la **pluie de la veille** et le **mois**, excepté sous l'influence de la station d'épuration de Berric,
 - ✓ La **saisonnalité est très marquée** sur tous les points avec un maximum de **mai à juillet**,
 - ✓ Les concentrations en *E.coli* sont en augmentation de l'amont vers l'aval, sauf entre D4 et D5, où l'on observe une légère diminution,
 - ✓ Les concentrations sur le point D5 sont autour de **1 000 *E.coli*/100 ml**.
- Sur l'Epinay :
 - ✓ Le point est sous l'influence de la station d'épuration de Surzur,
 - ✓ Il n'y a pas d'effet de la pluie et peu de variation saisonnière,
 - ✓ Les concentrations sont autour de **10 000 *E.coli*/100ml d'eau**

- Sur Le Loc :
 - ✓ **L'effet pluie est très significatif,**
 - ✓ L'effet mois est non mis en évidence,
 - ✓ Les concentrations autour de **1 000 *E.coli*/100 ml d'eau**

Pour les points suivis par la DDTM (avant CQEL)

- Dans l'estuaire :
 - ✓ L'effet du mois disparaît en raison de la dilution,
 - ✓ L'effet pluie reste significatif (pluies cumulées sur 2 jours)
 - ✓ Les concentrations sont autour de **10 000 *E.coli*/100ml d'eau**
 - ✓ Point amont : concentrations comparables à celles observées sur la Drayac au point D5
 - ✓ Points aval : concentrations autour de 80 *E.coli*/100ml d'eau
 - ✓ Point estuaire : concentrations autour de 35 *E.coli*

Pour les points suivis par Ifremer pour le REMI :

- ✓ Saisonnalité très marquées sur les points les plus contaminés avec des contaminations fin-été et automne,
- ✓ L'effet pluie (cumulées sur 2 jours) reste significatif sauf sur les palourdes,
- ✓ Le profil est différent sur les points Pentes et Port Groix,
- ✓ Le facteur de concentration dans les huîtres est de 4 environ.

- En parallèle, un réseau complémentaire de 6 points de suivi sur le paramètre E. Coli a été mis en place autour de l'estuaire de Pénerf, sur les exutoires d'eau douce et sur des points coquillages. Les prélèvements ont été réalisés en régie par le SIAGM et les analyses confiées au LDA⁸. La campagne de prélèvements a débuté en août 2010 et s'est achevée en septembre 2011.

⁸ Laboratoire Départemental d'Analyse



Les points de prélèvements ont été choisis avec la commission qualité de l'eau-GIZC.

Type de prélèvements	Lieu	Fréquence
6 points eau douce	pluviaux ou exutoires de cours d'eau de P1 à P6	2 fois par mois
3 nouveaux points coquillages	Pont neuf, Epinay et Pénert Amont	2 fois par mois
2 points REMI existants	Pentes et Port Groix	1 fois par mois en plus du suivi mensuel Ifremer

Remarque : Le point P1 initialement positionné sur la commune du Tour du Parc est devenu un point « volant ». Ce point de rejet du pluvial avait été identifié dans l'étude de gestion des eaux pluviales de la commune en 2009-2010. Après travaux, ce rejet n'existe plus directement vers le marais. Aussi, nous assurons des prélèvements sur d'autres exutoires selon les constats sur le terrain.

- Dans le même temps, 3 points de suivi coquillage complémentaires au point du réseau REMI ont été mis en place. Les prélèvements ont été également assurés en régie et les analyses des coquillages confiées à IFREMER. A ces nouveaux suivis, a été rajouté un second prélèvement sur le suivi mensuel du réseau REMI. L'ensemble de ce suivi a été réalisé sur une fréquence bimensuelle pendant 1 an.

- Couplé à ce réseau de suivi bactériologique, une station hydrologique a été installée sur le point exutoire de la Drayac au lieu-dit le Scloff (point D5). Cette station nous permet d'obtenir les débits et de calculer des flux et via un rapport de bassin, ils sont ensuite extrapolés aux autres sous bassins versants de Pénerf.

Deux sondes de mesure de température et de salinité à proximité des points Pentes et Port Groix ont été également installées par IFREMER. Les mesures sont effectuées toutes les 20 minutes, et la récupération des données se fait tous les 15 jours. Le traitement de ces données a été réalisé par IFREMER.

Les premiers résultats (2010-2011) n'ont pas permis de tirer des conclusions sur l'origine géographique ni l'origine humaine ou animale des contaminations. C'est pourquoi il a été décidé pour 2011, de continuer à cerner les sous secteurs de contribution avec un nouveau suivi complémentaire de recherche de contamination fécale sur des arrivées d'eau douce secondaires pendant 1 an avec une fréquence d'une fois par mois. 4 nouveaux points (P7, P8, P10 et P12) ont été suivis pour affiner les connaissances de terrain en termes d'arrivées d'eau douces vers l'estuaire. Ces 4 points remplacent les 6 points bactériologiques précédemment suivis (P1 à P6).

Ce travail de suivi a été complété en 2012 par une recherche de marqueurs bacteroidales, afin de déterminer l'origine animale (porcs/ruminants –bovin et ovin) ou humaine de la pollution. 6 points sont suivis et pour chacun de ces points, 5 analyses minimum sont réalisées. Le choix des points a été fait en croisant les périodes de mauvais résultats obtenus sur l'année précédente, et leur localisation géographique. Pour qu'une recherche de marqueurs soit possible, le prélèvement doit présenter une concentration de 1000 E.Coli/100ml. 5 prélèvements à 1000 E.coli/100ml sont nécessaires pour déterminer statistiquement l'origine de la contamination de fond au point de prélèvement.

Le tableau suivant synthétise les résultats obtenus⁹ :

Le code couleur du tableau représente l'intensité de la contamination :

<1000 1000 – 5000 >5000 E.coli/1000ml

Faute d'avoir atteint la concentration minimum pour 5 prélèvements, la contamination de fond n'a pu être déterminée pour le Caden et le Penbulzo. En effet, le Caden n'a présenté qu'un seul épisode de contamination et de faible intensité (pic de contamination en porc et ruminant). Le Penbulzo a subi plusieurs épisodes de contamination fécale, avec la mise en évidence de présence récurrente du marqueur ruminant, ponctuelle pour le marqueur

⁹ Source : Rapport du laboratoire Eurofins

humain et nulle pour le porc. En revanche, le premier présente des pics de contamination en porc et ruminant et le second en ruminant et en humain.

Tous les prélèvements effectués sur l'Epinay montre une concentration en E. coli supérieure au seuil. Ce résultat est lié au rejet de la STEP de Surzur situé en amont. Cela arrive également très régulièrement sur le Loc et Lambre présente 66% de tests positifs avec plusieurs épisodes de contamination marquée.

L'Epinay et le Loc sont tous deux soumis à une contamination de fond d'origine humaine et à des pics de contamination en ruminant et porc.

La contamination du Lambre est essentiellement animale, avec une contamination de fond en porc et un pic en ruminant.

	% POSITIF	CONTAMINATION DE FOND	PIC DE CONTAMINATION
EPINAY	100	HUMAINE	RUMINANT PORC
Le LOC	100	HUMAINE	RUMINANT PORC
LAMBRE	63	PORC	RUMINANT
LE SCLOFF	67	RUMINANT HUMAIN	RUMINANT PORC
PEMBULZO	30	/	RUMINANT HUMAIN
CADEN	13	/	PORC RUMINANT

- De plus, le suivi bactériologique mis en place et la bathymétrie réalisée par la DDTM et mise à disposition en novembre 2010, couplés avec les flux relevés à la station hydrologique, ont permis à Ifremer de mettre au point un **modèle hydrodynamique** donnant des indications sur les mouvements des courants et les panaches de diffusion des pollutions. Pour cela, les concentrations en Escherichia coli ont été transformées en flux liés aux débits de chaque cours d'eau. Les premières simulations ont été présentées à la commission GIZC-qualité de l'eau et au comité d'acteurs au second semestre 2012. Ces flux nous permettent de déterminer la contribution respective de chaque arrivée d'eau douce à l'estuaire.

Ci-dessous le résumé du rapport de l'Ifremer¹⁰ :

« La contamination des points de prélèvement coquillage situés plus en amont s'avère être supérieure, en moyenne, à la contamination des points REMI situés en aval. Cependant,

¹⁰ Treguier Cathy, Hitier Benoist, Recherche de l'origine de la contamination microbiologique en rivière de Pénerf, Partie 2-Hierarchisation des flux et modélisation de la contamination (2013-RST/LER/MPL/13.03)

aucune relation statistique significative n'a pu être mise en évidence entre les résultats de colorimétrie de ces différents points.

La hiérarchisation de ces flux a permis d'identifier les secteurs les plus contributifs, l'Epinay et la Drayac. Cependant, les proportions observées sur ces deux exutoires varient en fonction des mois de l'année et de la pluviométrie. Ainsi, l'Epinay représente près de 50% des apports par temps sec et la Drayac contribue à 40% du flux total par temps de pluie.

Un **modèle hydrodynamique de l'estuaire de Pénerf** a été construit afin de modéliser les flux issus des différents exutoires.

Ce modèle permet d'estimer correctement les concentrations en E. Coli dans l'estuaire durant la période hivernale, mais les sous-estime en été. Ce résultat peut être dû à des sources de contamination saisonnières, non prises en compte par le modèle.

Enfin, le panache maximum de chaque rejet a pu être représenté géographiquement afin de connaître son impact sur les zones conchylicoles. Les contaminations les plus significatives sont observées, pour le point Pentes par le rejet du Born, et sur le point Port Groix, par le Loc et la Drayac ».

* Analyse évaluative

Beaucoup de partenariats ont été engagés (CRC, Ifremer, MISE), afin de déterminer notamment l'origine géographique et biologique (humaine ou animale) de la pollution et d'améliorer la connaissance de l'estuaire. Le travail de recherche porte ses fruits et a effectivement permis de définir les points sensibles.

Ces outils permettent de définir la priorisation géographique et le type d'actions à initier en fonction de l'origine humaine ou animale de la contamination de fond et des pics de contamination. Ce travail était nécessaire étant donnée l'absence de données initiales.

Grâce à ce travail, le programme d'action du troisième contrat de bassin versant pourra se baser sur des observations concrètes et des actions ciblées pourront-être mise en œuvre.

3.3.6 Action 3-6 Accompagnement des communes pour la recherche des sources de pollutions identifiées par les études sur la gestion des eaux pluviales

Question évaluative : *Est-ce que les politiques en matière d'assainissement portées par le SIAEP et les 2 communes d'Ambon et Damgan sont à la hauteur des enjeux du contrat ?*

Descriptif de l'action		Montant retenu 3ans pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A3-6	Accompagnement des communes pour la recherche des sources de pollutions identifiées par les études sur la gestion des eaux pluviales	Régie cf Axe 5	

En 2011, des prospections de terrain ont été réalisées sur les communes suivantes suite aux mauvais résultats en bactériologie relevés lors des études de gestion des eaux pluviales.

DAMGAN :

Une convention a été signée entre le SIAGM et la mairie de Damgan pour réaliser un complément de recherche de contamination bactériologique sur des exutoires de pluviaux. Au delà de l'objectif de recherche, s'ajoute un objectif de sensibilisation auprès des services techniques et des élus à cette problématique de recherche de contamination. Dans un premier temps, le SIAGM a effectué les prélèvements lors de sa tournée habituelle. Les analyses ont été prises en charge directement par la commune. Puis, un bilan a été adressé à la commune ainsi que qu'une feuille de route méthodologique expliquant comment à partir d'un point de prélèvement le réseau doit être « remonter », et quels types d'actions doivent être mise en œuvre (contrôle colorant...). Le but est que la municipalité continue la recherche de contamination avec ses propres moyens techniques.

Une pollution bactériologique par identification visuelle sur le réseau a été détectée, liée à un bâtiment collectif municipal. La mairie en a été informée et une procédure de réhabilitation a été mise en place par la municipalité avec les entreprises concernées.

AMBON :

Une pollution bactériologique par identification visuelle sur le réseau a été détectée liée à un bâtiment collectif intercommunal. Des tests au colorant ont été réalisés par la commune et le SIAGM sur le bâtiment : 3 appartements raccordés au pluvial. La commune a saisi le propriétaire et la procédure est en cours

La commune a également réalisé un contrôle au colorant sur le centre bourg après une sectorisation réalisée par le SIAGM grâce au plan de réseau de l'étude de gestion des eaux pluviales.

De plus, suite aux pollutions bactériologiques détectées sur le réseau d'eau pluvial, un accompagnement personnalisé a été mis en place sur le secteur du bourg. Une demi journée

a été consacrée à la remontée du réseau, par temps sec, de l'exutoire jusqu'en amont du bassin versant de pluvial afin de déterminer les secteurs contributeurs. Une détermination des points à prélever a été effectuée avec les agents communaux et les élus. Puis, le secteur devant faire l'objet d'un contrôle de branchement a été identifié en concertation avec les élus au vu des résultats des analyses. La municipalité a ensuite fait procéder à une campagne de contrôle des branchements.

LE TOUR DU PARC :

Le 4 août 2011, une prospection du réseau d'eaux pluviales par temps de pluie a été réalisée sur des secteurs identifiés lors de l'étude de gestion des eaux pluviales. Une contamination bactériologique sur 2 points a été déjà confirmée et une nouvelle contamination a été identifiée. Un courrier d'information a été envoyé à la commune et au SIAEP de la presqu'île de Rhuys.

SURZUR :

Le 12 septembre 2011, une contamination a été identifiée sur un fossé. Un courrier d'information a été envoyé à la commune et au de la presqu'île de Rhuys.

- **Des fiches techniques ont été réalisées** par Sophie Giraud et Camille Simon pour aider les communes à traiter les mauvais branchements des eaux usées vers le pluvial.

* Analyse évaluative

Le SIAEP a fait une étude sur l'étanchéité des réseaux à Surzur, notamment sur les campings. Il y aura application de pénalités en cas de dysfonctionnement constaté s'il n'y a pas de rectification apportée.

Le SIAEP a pris une délibération concernant le contrôle obligatoire en cas de vente d'une habitation. Les notaires et les agences ont été informés.

Il n'y a pas suffisamment de communication, sur les actions réalisées et les montants investis par le SIAEP pour améliorer l'assainissement sur le bassin versant. Il y a une prise de conscience et une prise en main des problèmes par le SIAEP. C'est le dispositif de concertation qui permet l'émergence des enjeux, la priorisation des actions et cette prise de conscience. Il s'agit donc d'une réussite et il existe aujourd'hui un vrai partenariat avec le SIAEP.

Le SIAEP dans son plan quinquennal d'investissement -2011-2015 - a prévu d'investir dans l'assainissement collectif sur le bassin versant de Pénerf (6 communes du SIAEP) 5 926 857 € soit 16% de son budget d'investissement à l'échelle de son territoire d'actions de 19 communes. Cet investissement se répartit entre la réhabilitation des réseaux pour 21,5 % du budget, le renforcement et la fiabilisation des réseaux pour 19,5% du budget et l'extension des stations d'épuration pour 59 % du budget investi sur le Bv de Pénerf.

Les communes accompagnées ont pu régler le problème identifié, grâce à l'accompagnement du SIAGM.

3.3.7 Action 3-7 Etudes sur la gestion des eaux pluviales pour Berric et Lauzach

Descriptif de l'action		Montant retenu 3ans pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A3-7	Etudes sur la gestion des eaux pluviales pour Berric et Lauzach	35 000,00 €	35 000,00 €

2 études de gestion des eaux pluviales ont été lancées en 2009 et ont été finalisées en 2010: 1 sur les communes de Le Tour du Parc et Sarzeau sur la partie Penvins Banastère et 1 pour Damgan. 8 réunions ont été organisées pour le suivi des études.

Il restait à réaliser les études pour Berric et Lauzach, qui vont démarrer, en 2013.

* Analyse évaluative

Maintenant qu'elles sont terminées, il convient de voir comment ces études pourront-être utilisées. Dans le cas de l'action 3-6, les études réalisées dans les communes concernées ont permis de localiser précisément les exutoires concernés.

3.3.8 Action 3-8 Diagnostic des entreprises : Hôtelleries de plein air

Descriptif de l'action		Montant retenu 3ans pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A3-8	Diagnostic des entreprises: Hôtelleries de plein air	43 000,00 €	-

L'action n'a **pas été réalisée faute de bouclage financier**. Le syndicat de l'Hôtellerie de plein air était totalement favorable, mais seule l'AELB finançait l'action à 50%, il restait donc 50% à trouver. L'ADEME a été contactée et acceptait de financer 30%, si on intégrait tout ce qui tient du concept des économies d'énergie et d'eau, mais il restait 20% à trouver, que ni le syndicat de l'hôtellerie de plein air, ni la CCI ne pouvaient fournir.

* Analyse évaluative

Les hôtelleries de plein-air sont très présentes sur les communes littorales. Elles accueillent énormément de touristes à la saison estivale (9000 à 10 000 personnes à Ambon, pour une population communale de 1726 habitants (recensement de 2012)).

L'enjeu de cette action est donc important.

3.3.9 Action 3-9 Mise en place d'un partenariat avec les industries agro-alimentaires et la CCI pour des diagnostics environnementaux

Descriptif de l'action		Montant retenu 3ans pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A3-9	Mise en place d'un partenariat avec les industries agro-alimentaires et la CCI pour des diagnostics environnementaux	Régie cf Axe 5	

Actions non réalisées par le SIAGM car la CCI travaille déjà sur ces questions.

3.3.10 Action 3-10 Nouvelles pratiques de carénage pour la plaisance

Descriptif de l'action		Montant retenu 3ans pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A3-10	Nouvelles pratiques de carénage pour la plaisance	5 000,00 €	-

Cette action a finalement été réalisée et financée à 100% dans le cadre du projet de PNR. Cela illustre l'intérêt que peut avoir le fait que le contrat soit porté par une structure plus large, compétente dans différents domaines.

3.3.11 Action 3-11 Suivi de la qualité des eaux douces

Descriptif de l'action		Montant retenu pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A3-11	Suivi de la qualité des eaux douces	60 000,00 €	50 169,59 €

Le prélèvement des échantillons a été effectué par un bureau d'études, jusqu'à la fin du mois de juillet 2010. **Depuis août 2010, cette action est totalement assurée en régie par le chargé de mission milieux aquatiques et agriculture, ce qui explique les dépenses moins élevées que les années précédentes. Elle représente 17% de son temps de travail.**

Les analyses ont été confiées au LDA 56. Un cahier des charges a été rédigé sur la base du protocole régional pour l'appel d'offre.

13 points de suivi nous permettent d'évaluer la qualité de l'eau sur les paramètres physico-chimiques ainsi que sur le paramètre microbiologique. Les prélèvements pesticides sont effectués au point bilan : D5.

Le Minyvel (station de prélèvement automatique) nous permet de prélever la 1^{ère} lame d'eau drainante consécutive à un cumul de pluie supérieur à 10 mm en 24H. Sur les 3 premières semaines des mois prévus pour rechercher les pesticides, si la lame d'eau est insuffisante pour prélever avec le Mynivel, un prélèvement manuel est effectué la dernière semaine en même temps que les paramètres physico-chimiques.

Désignation	Paramètres	Fréquences	Année 2010 juillet à décembre (6mois)	Nombre d'analyse totales	Points	Code Agence BEA	cours d'eau	Lieu
Exutoire Drayac	Nitrates	1 fois/mois	6	6	D5	PN05	Drayac	Le Scloff
	Ammonium	1 fois/mois	6	6				
	Phosphore (Ptot)	1 fois/mois	6	6				
	Orthophosphates	1 fois/mois	6	6				
	MES	1 fois/mois	6	6				
	Escherichia Coli	1 fois/mois	6	6				
	Glyphosate	Nov, Fév, Mars, Avr, Mai, juin	1	1				
	AMPA		1	1				
	Pesticides		1	1				
Points de suivi BV Drayac	Nitrates	1 fois/mois	6	6	D1	PN01	Drayac	pont de la D7 à Berric
	Ammonium	1 fois/mois	6	6	D2	PN02	Flahec	300 m aval station epuration Berric
	Phosphore (Ptot)	1 fois/mois	6	6				
	Orthophosphates	1 fois/mois	6	6	D4	PN04	Drayac	Aval rejet de Procanar
	MES	1 fois/mois	6	6				
	Escherichia Coli	1 fois/mois	6	6				
Points de suivi BV Epinay	Nitrates	1 fois/mois	6	6	E1	PN06	Epinay	150 m aval station épuration Surzur
	Ammonium	1 fois/mois	6	6				
	Phosphore (Ptot)	1 fois/mois	6	6				
	Orthophosphates	1 fois/mois	6	6		-		Digue du marais de l'Epinay
	MES	1 fois/mois	6	6				
	Escherichia Coli	1 fois/mois	6	6				
	Escherichia Coli	1 fois/mois	6	6	E2			
Points de suivi BV Loc	Nitrates	1 fois/mois	6	6	L1	P07	Loc	Passerelle Kerlann
	Ammonium	1 fois/mois	6	6				
	Phosphore (Ptot)	1 fois/mois	6	6				
	Orthophosphates	1 fois/mois	6	6				
	MES	1 fois/mois	6	6				
Suivi estuaire, recherche de contamination bactériologique	Escherichia Coli	2 fois/mois sur 6 points de août à décembre	12	12	P1; P2;P3;P4; P5;P6	-	estuaire de Pénerf	Le Mar, Etier de Caden, Etier de Lambré, Pambulzo, étier du lic, étier de Damgan

Les Nitrates :

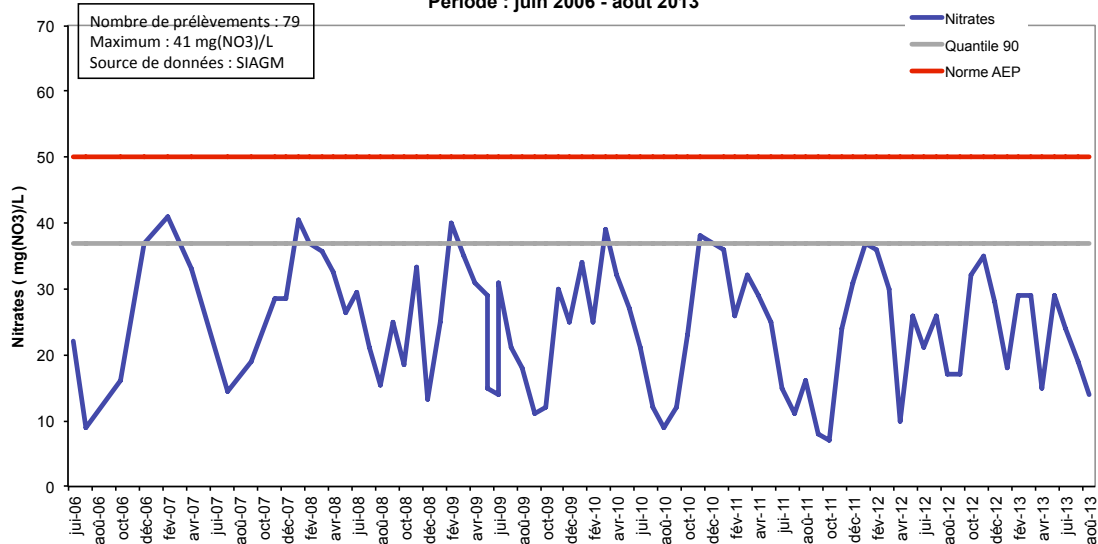
Année hydrologique	Concentration minimale (mg/l)	Quantile 90 (mg/l)	Concentration maximale (mg/l)
2010	11	38	38
2011	7	36	37
2012	14	32	35

Les concentrations maximales en nitrates sont relevées en période hivernale contrairement aux concentrations minimales qui se situent en période d'été.

Aucun dépassement de la norme en eau potable (50 mg/l) n'a été enregistré depuis 2006 sur le bassin versant de la Drayac.



BASSIN VERSANT : Rivière de Pénerf
Evolution des teneurs en Nitrates
à la station de mesure : 04217090
Cours d'eau : Drayac - Lieu-dit : Rivière du Drayac - Le Scloff
Période : juin 2006 - août 2013



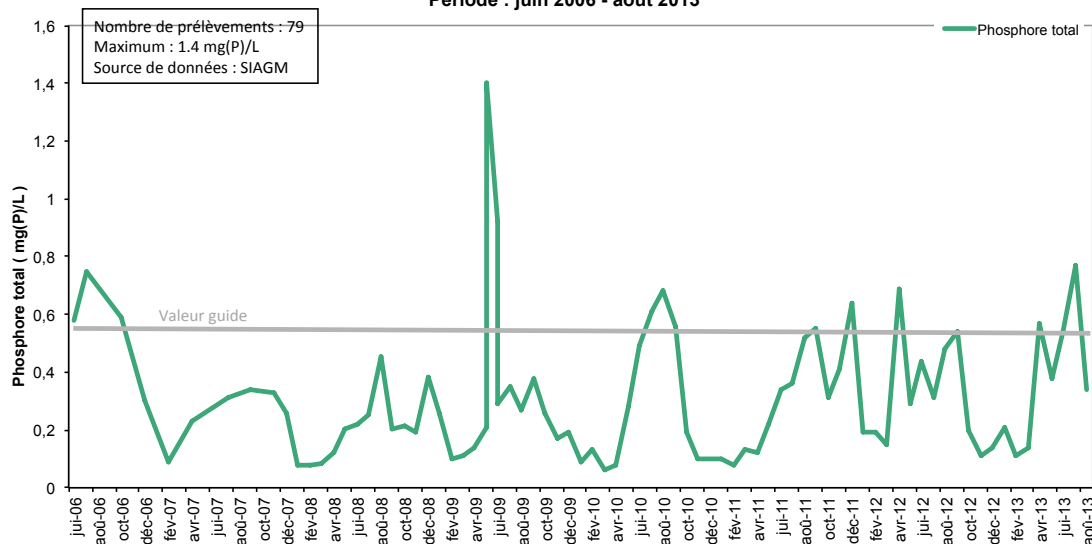
Le Phosphore total :

La concentration maximale en Phosphore total au point bilan (D5) est de 0,68 mg/l pour l'année 2010, 0,64 mg/l pour l'année 2011 et 0,69 mg/l en 2012. Les concentrations maximales pour le Phosphore total se situent en période d'été.

En 2011, 8 analyses sur 12 dépassent la valeur fixée pour le bon état des eaux (valeurs inférieures à 0.2 mg/l.). C'était toujours le cas pour 6 analyses sur 12 en 2012.



BASSIN VERSANT : Rivière de Pénérf
Evolution des teneurs en Phosphore total
à la station de mesure : 04217090
Cours d'eau : Drayac - Lieu-dit : Rivière du Drayac - Le Scloff
Période : juin 2006 - août 2013



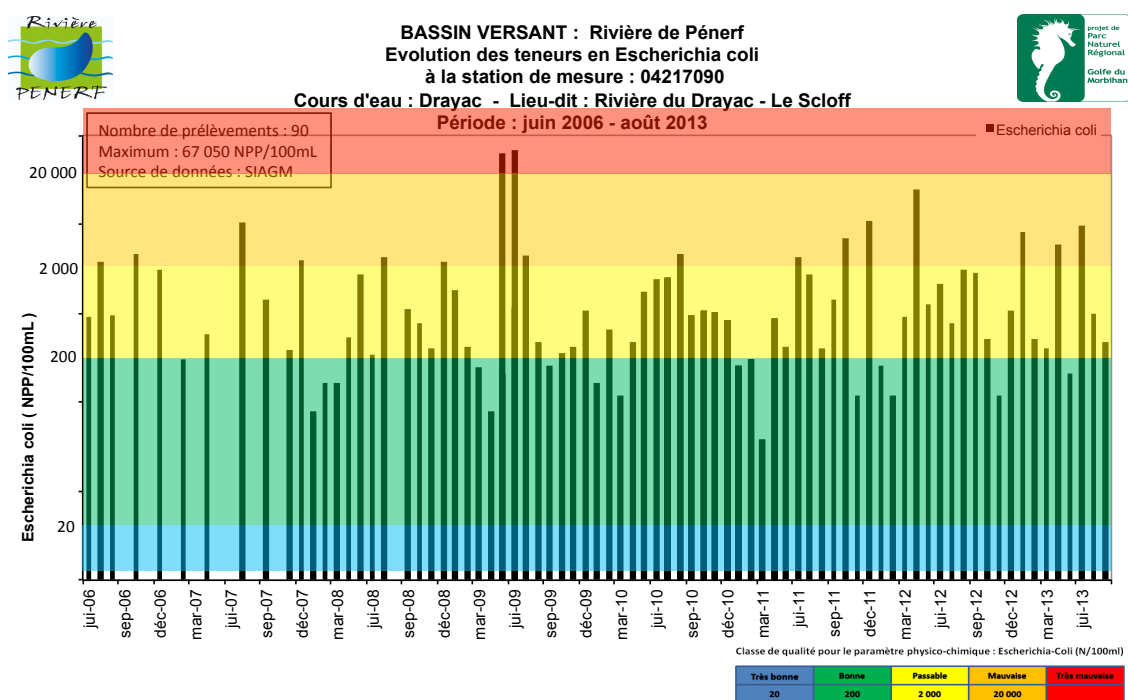
La bactériologie (Escherichia-Coli) :

Le paramètre Escherichia-Coli est essentiel pour analyser et rechercher les contaminations bactériologiques, qui ont un impact sur l'estuaire de la rivière de Pénerf. Ce suivi est donc complémentaire de l'action A3-5.

C'est généralement durant cette période estivale, que sont retrouvés les pics de contaminations bactériologiques sur les points REMI dans l'estuaire.

Le tableau suivant présente les concentrations maximales relevées au point bilan D5 :

Année	Concentrations minimale (N/100ml)	Quantile 90	Concentration maximale (N/100ml)
2010 - 2011	38	2 734	4 365
2011 - 2012	117	10 790	24 440
2012 – 2013	119	8 110	9 810



Les pesticides :

36 molécules sont recherchées à l'exutoire de la Drayac sur le bassin versant de la rivière de Pénerf.

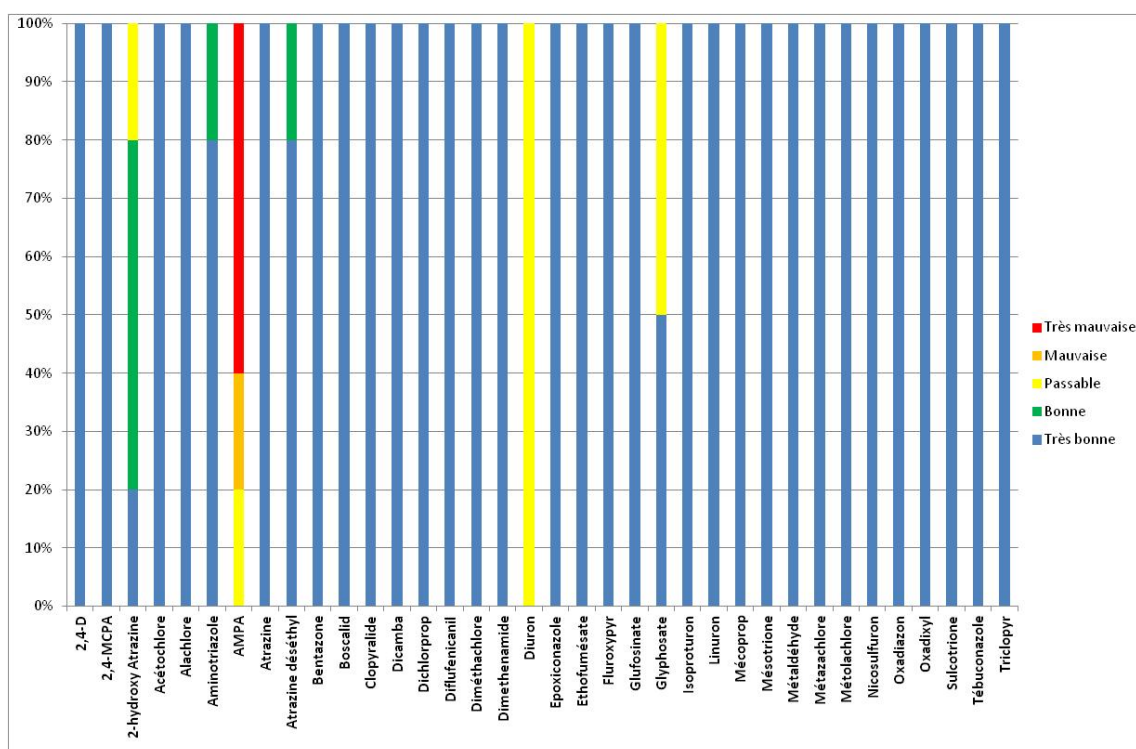
2010

5 molécules sur 36 sont détectées au dessus de la norme pour l'eau potable (0,1 µg/L.).

Il s'agit du **glyphosate et de l'AMPA, 2 Hydroxy-Atrazine, du diuron et du nicosulfuron**.

Sur ces 5 molécules, deux sont retrouvées à une concentration largement supérieure au seuil de détection : le glyphosate et l'AMPA. Les autres sont détectées de 1 à 8 fois la norme pour l'eau potable.

2011



6 matières actives ont été détectées sur les 6 analyses pesticides effectuées. Il s'agit de 2 Hydroxy-Atrazine, AMPA, Atrazine Déséthyl, Diuron, Glyphosate et Nicosulfuron.

Deux substances actives sont retrouvées systématiquement en dépassement de la norme AEP (0,1µg/l) :

- l'AMPA (métabolite du glyphosate) a une concentration maximale de 23,7 µg/l (27 novembre 2011),

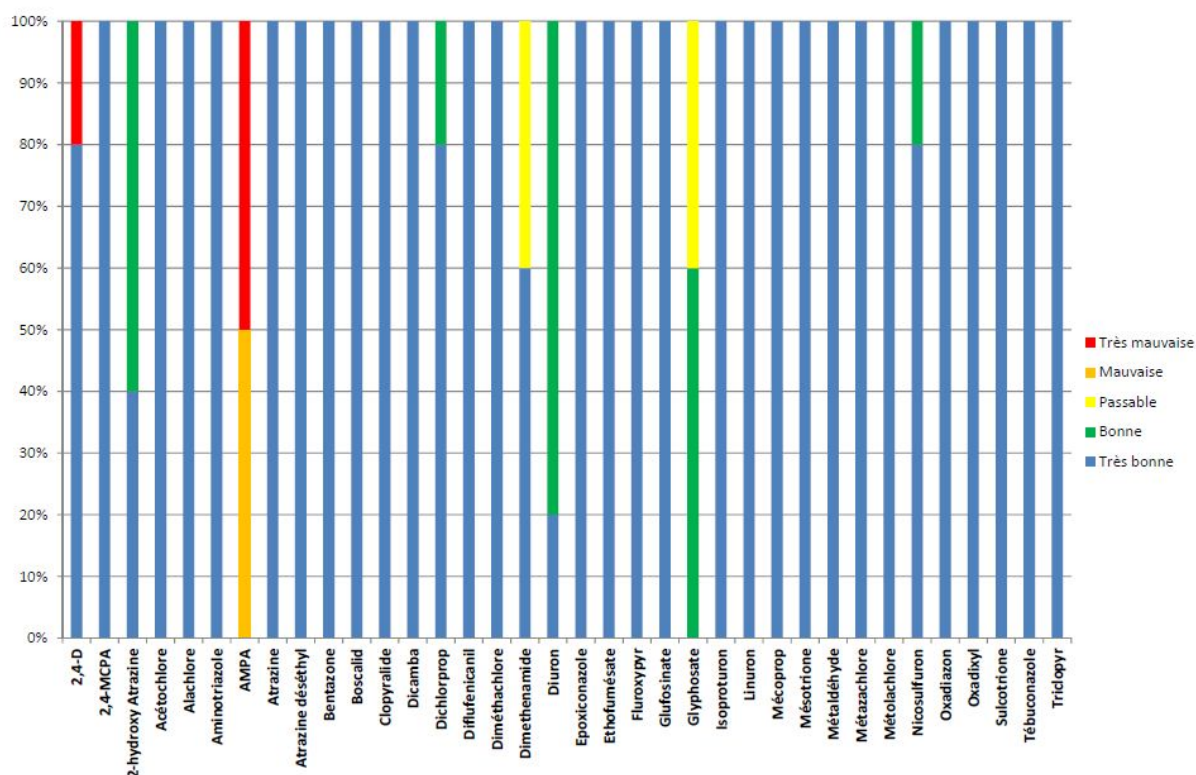
- le diuron (interdit d'utilisation depuis 2008) avec une concentration maximale de 0,11 µg/l (17 février 2011).

Ces résultats classent le cours d'eau dans les catégories mauvaises à très mauvaise au regard du SEQ-EAU.

Le Glyphosate est retrouvé en dépassement 50% du temps avec une concentration maximale de 0,81 µg/l. Les épisodes pluvieux 2011, ont été moins nombreux que les années passés ce qui explique l'amélioration en terme de fréquence de dépassement.

La fréquence de dépassement pour la molécule 2 Hydroxy-Atrazine est de 80%, mais seulement 20% de ces dépassements sont de qualité passable.

2012



8 matières actives ont été détectées sur les 4 analyses pesticides effectuées au cours des mois d'avril, mai, juin et novembre 2012. Il s'agit de 2,4D, 2 Hydroxy-Atrazine, AMPA, Dichlorprop, Dimethenamide, Diuron, Glyphosate et Nicosulfuron.

Comme en 2011, deux substances actives sont retrouvées systématiquement en dépassement de la norme AEP (0,1µg/l) :

- l'AMPA (métabolite du glyphosate) a une concentration maximale de 10,44 µg/l (6 juin 2012),
- le glyphosate

Ces résultats classent une nouvelle fois le cours d'eau dans les catégories mauvaises à très mauvaise au regard du SEQ-EAU.

Le Glyphosate est retrouvé en dépassement du bon état 40% du temps avec une concentration maximale de 0,65 µg/l. les épisodes pluvieux hivernaux pour l'année 2012, ont été moins nombreux que les années passés ce qui explique l'amélioration en terme de fréquence de dépassement.

La fréquence de dépassement pour la molécule 2,4D (récemment homologuée en association avec le glyphosate pour des traitements en interculture) est de seulement 20%, mais ces dépassements sont de très mauvaises qualités avec une concentration maximale de 0,22 µg/l relevée le 6 juin 2012.

Le suivi quantitatif :

Une station hydrologique a été installée au mois d'octobre 2010, au point bilan du bassin versant, D5. Son installation a été réalisée en régie : achat des sondes, des matériaux, construction et pose.

Les variations de hauteurs d'eau sont enregistrées en temps réel, ce qui nous permet d'estimer les flux pour différents paramètres, à tous les points de prélèvements sur le bassin versant de la rivière de Pénerf par des rapports de zones de contributions calés sur la station hydrologique de référence.

La station hydrologique est essentielle pour l'évaluation des actions menées sur le bassin versant, ainsi que pour les travaux de restauration des cours d'eau.

Les données ainsi collectées à la station hydrologique du Scloff (D5) sont intégrées à l'outil Bassin Evaluation Action (BEA) pour les calculs de flux azotés. Il sera nécessaire de développer un outil interne au SIAGM pour calculer le flux sur d'autres paramètres.

La surface du bassin versant attribuée à cet endroit représente une surface de 3312 hectares.

Les résultats sont analysés par le SIAGM, à la demande.

L'estimation des flux en azote (N-NO₃) sur le bassin versant de la rivière de Pénerf pour les années hydrologiques 2010-2011 et 2011-2012, a été calculée avec les données enregistrées à la station de mesures gérée par le SIAGM.

Résultats sur la première année hydrologique, d'octobre 2010 à septembre 2011 :

- 9,4 millions de m³ d'eau se sont écoulés de la Drayac,
- Le quantile 90 en nitrates observé est de 38 mg/l, avec un minimum de 11 mg/l au mois de septembre 2011 et un maximum de 38 mg/l au mois de novembre 2010,
- le flux en azote est de 27,7 kg/ha/an de N-NO₃, ce qui représente environ 92 tonnes d'azote exportées par la rivière de la Drayac vers l'estuaire de Pénerf,
- près de la moitié de ces flux en azote a été relevé en 2 mois : décembre 2010 et janvier 2011.

Résultats sur la deuxième année hydrologique, d'octobre 2011 à septembre 2012 :

- 10,3 millions de m³ d'eau se sont écoulés de la Drayac,
- le quantile 90 en nitrates observée est de 36 mg/l, avec un minimum de 7 mg/l au mois d'octobre 2011 et un maximum de 37 mg/l au mois de janvier 2012,
- le flux en azote est de 29,8 kg/ha/an de N-NO₃, ce qui représente environ 99 tonnes d'azote exportées par la rivière de la Drayac vers l'estuaire de Pénerf, soit 7 tonnes de plus que l'année hydrologique précédente,
- plus de la moitié de ces flux en azote a été relevé en 3 mois : janvier à mars 2012.

* Analyse évaluative

Le quantile 90 pour les nitrates est de 25-27mg et les pics ne dépassent jamais la norme. Il ne s'agit donc pas du paramètre posant le plus de problèmes sur le bassin versant.

En revanche, pour le phosphore total comme pour l'ammonium, l'existence de pics de rejets à l'amont pose problème. De même, les résultats du suivi des pesticides, classent le cours d'eau dans les catégories mauvaises à très mauvaise au regard du SEQ-EAU.

Le suivi permet d'accumuler des données permettant de mieux connaître et comprendre le milieu.

3.4 Axe 4 : Sensibilisation et formation des citoyens à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques

Questions évaluatives :

→ *Quel est le ressenti des professeurs des écoles et le message retenu par les enfants suite à la participation au projet pédagogique ?*

→ *Quelle est la perception du journal ; son contenu est-il pédagogique ? Fait-on assez de communication pour intéresser les habitants ?*

	<i>Total prévu</i>	<i>Total dépensé</i>	<i>% sur total prévu budget contrat</i>
Axe 4 - Sensibilisation et formation des citoyens à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques	75 900,00 €	59 864,35 €	15%

3.4.1 Action 4-1 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires

Descriptif de l'action		Montant retenu pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A4-1	projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires	25 500,00 €	25 000,00 €

2012 est la septième année consécutive de participation des écoles du bassin versant au projet pédagogique de sensibilisation aux activités et milieux aquatiques du bassin versant de Pénerf. Ce programme se déploie en début d'année scolaire pour permettre aux professeurs d'avoir une base pédagogique à développer tout au long de l'année scolaire.

159 élèves y ont participé en 2010, 109 en 2011 et 177 en 2012 représentant des classes des écoles publiques et privées de 7 communes du bassin versant.

Pendant deux jours et demi, les enfants partent à la découverte de la Drayac, des sources jusqu'à l'estuaire, s'exercent à la lecture du paysage, observent l'avifaune des marais et les plantes des prés-salés, appréhendent les activités humaines (agriculture, ostréiculture, industries) et s'initient à l'épuration de l'eau avant la visite d'une station d'épuration ou de la station d'eau potable de Férel.

Le temps d'animation est consacré :

- à la mise à jour du contenu pédagogique avec le prestataire,
- aux contacts avec chacune des écoles présentes sur le territoire afin de leur présenter le contenu pédagogique,
- à l'organisation du calendrier des journées d'intervention après réponses des écoles participantes,
- au bilan après participation.

* Analyse évaluative

Le projet est en cours depuis 2006, il **fonctionne très bien et est plébiscité par les enseignants**. Toutes les communes du bassin versant sont concernées et cette action est très demandée. 3 écoles sont déjà inscrites cette année.

3.4.2 Action 4-2 accompagner les écoles sur un agenda 21 scolaire et 4-3 accompagner les communes souhaitant mettre en place une restauration collective « Bio »

Descriptif de l'action		Montant retenu pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A4-2 et A4-3	<ul style="list-style-type: none"> - accompagner les écoles sur un agenda 21 scolaire - accompagner les communes souhaitant mettre en place une restauration collective « Bio » 	<i>Régie cf Axe 5</i>	

Actions non-réalisées car elles ne rentrent pas dans la programmation des financeurs.

3.4.4 Action 4-4 Accompagner la création de jardins familiaux « zéro pesticides » dans les communes volontaires

Descriptif de l'action		Montant retenu pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A4-4	accompagner la création de jardins familiaux « zéro pesticides » dans les communes volontaires	<i>Régie cf Axe 5</i>	

Action non-réalisée car ne rentre pas dans la programmation des financeurs

3.4.5 Action 4-5 Organiser des journées maraîchage bio et jardin bio

Descriptif de l'action		Montant retenu pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A4-5	organiser des journées maraîchage bio et jardin bio	20 400,00 €	9 818,21 €

Cette action n'a pas été mise en place dans le cadre du deuxième contrat, car il n'a pas été possible de trouver un maraîcher disponible pour accueillir l'évènement sur le territoire (deux journées avait pu être organisées lors du premier contrat).

En 2011, la commission citoyenneté a choisi comme moyen de sensibilisation sur le Zéro pesticide dans les jardins et espaces communaux, de mettre en œuvre l'animation « Ma ville est belle sans pesticides » de l'association Eaux et Rivière de Bretagne.

En 2011, La commission a proposé que la manifestation se passe sur la commune de Lauzach, qui est à Zéro pesticide. L'organisation de cette action a nécessité du temps de préparation avec l'association et les élus de la commune. Elle s'est déroulée sur deux jours les 4 et 5 octobre avec une première journée pour les deux écoles de Lauzach et une seconde journée pour les habitants de la commune.

Le vendredi, autour de l'exposition « Jardiner au naturel », 49 enfants des deux écoles de Lauzach ont pu explorer les différentes voies du jardinage sans pesticide avec une animation ludique de l'exposition par l'association Eaux et Rivières de Bretagne. Une exposition de leurs dessins exprimant leurs perceptions sur ce thème était visible dès le lendemain lors de l'animation pour les habitants

Le vendredi soir était diffusé le film « Guerre et paix dans le potager » devant 74 personnes dont 34 enfants.

Une cinquantaine de Lauzachoises ou habitants du bassin versant ont participé à la journée du samedi consacrée à la découverte des espaces communaux sans pesticide, à un troc aux plantes et aux graines, à des ateliers de démonstration d'outils de désherbage manuel tels que le pic bêche ou la binette-griffe, à des semis pour bordures de murs fleuries, à des ateliers destinés aux enfants pour réaliser des abris pour les insectes auxiliaires du jardinier et à l'exposition « Jardiner au naturel » .

Le temps fort a été la randonnée botanique et l'atelier de « cuisine sauvage » avec Frédéric Audran. 19 personnes l'ont suivi d'une oreille attentive et les papilles impatientes de découvrir les recettes mitonnées avec les plantes sauvages cueillies pendant la balade !

En 2012, la commission a proposé que la manifestation se passe sur la commune d'Ambon. Elle s'est déroulée le 31 août et 1er septembre 2012 en même temps que le forum des associations de la commune. La première journée, une animation assurée par « Eaux et Rivière de Bretagne » a été proposée aux enfants du centre de loisirs, autour de l'exposition « Jardiner au naturel », les enfants ont pu explorer les différentes voies du jardinage sans pesticides avec une animation ludique de l'exposition. Une exposition de leurs dessins exprimant leurs perceptions sur ce thème a été présentée dès le lendemain lors de l'animation pour les habitants.

Le vendredi soir était diffusé le film « Guerre et paix dans le potager » ; 10 personnes étaient présentes.

La seconde journée a été adossée au forum des associations de la commune, avec l'exposition « jardiner au naturel », un atelier de démonstration de désherbage mécanique (pic-bêche, binette griffe...), de semis pour bordures fleuries en pied de murs, et un mini-marché de producteurs bio.

Une cinquantaine de personnes ont été sensibilisés à cette occasion.

* Analyse évaluative

La préparation de cette action demande énormément de temps pour un résultat peu tangible, une très faible participation alors que les participants sont déjà sensibilisés et réceptifs à ces thématiques.

3.4.6 Action 4-6 Journal de la rivière de Pénerf

Descriptif de l'action		Montant retenu pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A4-6	journal de la rivière de Pénerf	30 000,00 €	25 496,14 €

Pour l'édition du journal, nous faisons appel à un bureau d'études qui est le rédacteur en chef et à une graphiste pour la mise en page du journal, d'un imprimeur. Pour la distribution, elle est effectuée soit par les mairies volontaires soit par un prestataire spécialisé dans la distribution.

La ligne éditoriale est donnée par le Vice-Président du SIAGM en charge du contrat de bassin versant. Le pré-choix des articles est réalisé ensuite avec le bureau d'études qui est chargé de le présenter au comité de rédaction composé par des membres de la commission citoyenneté du bassin versant.

Le temps d'animation se partage entre la pré-rédaction ou rédaction d'articles, le choix des illustrations, le suivi du bureau d'études, la réalisation du rétro-planning avec le Bureau d'études et la graphiste, la distribution des journaux pour les communes distributrices et la présence au comité de rédaction si nécessaire.

En 2010, il n'y a pas eu d'édition du journal en juin parce que le territoire faisait l'objet de l'enquête publique du projet de PNR, et toute publication sur des actions portées par le SIAGM aurait pu être considérée comme une publicité pour le projet de PNR.

2 magazines ont été édités en 2011. Le numéro 12, paru en juin, présente le bilan des démarches communales vers le «zéro pesticide», et l'expérimentation du BRF. Le numéro 13 est paru en décembre, avec une présentation du suivi bactériologique sur l'estuaire de Pénerf et une présentation des travaux de restauration du CTMA (CRE à l'époque) . Ces magazines ont été édités en 6 300 exemplaires et ont été distribués dans les boîtes aux lettres des habitants des 8 communes du bassin-versant.

En 2012, la rédaction des magazines semestriels «Du journal de la Rivière de Pénérf» a été poursuivie. Ces magazines ont été édités en 7 000 exemplaires et ont été distribués dans les boîtes aux lettres des habitants des 8 communes du bassin versant. Le nombre d'exemplaires a été augmenté pour répondre à la demande des communes. L'ensemble des magazines est téléchargeable sur le site internet : <http://www.golfe-morbihan.fr/riviere-de-penerf.htm>.

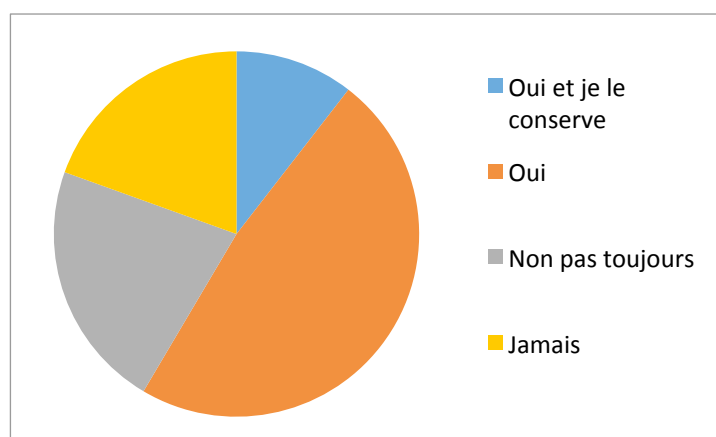
Le tableau suivant recense le nombre d'exemplaire pour chaque numéro publié dans la durée du contrat :

Tirages	2010	2011	2012
Juin		6 000	7300
Décembre	6 300	6 300	7000
Total	6 300	12 300	14 300

* Analyse évaluative :

La mairie d'Ambon a consulté ses habitants sur ses actions au travers d'un questionnaire distribué avec le bulletin municipal. Ce questionnaire, auquel 161 personnes ont répondu (sur 1700 habitants) comportait des questions sur le bassin versant de la rivière de Pénerf.

A la question « lisez-vous le magazine du bassin versant ? », plus de la moitié des personnes interrogées ont répondu oui et certains le conserve.



Le comité d'acteurs fait l'hypothèse que les habitants ne font peut-être pas bien le lien entre le journal du bassin versant, le SIAGM et le projet de Parc.

3.4.7 Mise en ligne sur le site internet des informations relatives au contrat de bv

Descriptif de l'action		Montant retenu pour les 3 ans	Montant de la dépense (3ans)
A4-7	Mise en ligne sur le site internet des informations relatives au contrat de bv	Régie cf Axe 5	

3.5 Axe 5 : Coordination

Cf 1.3 Moyens humains et financiers

4. Synthèse des réponses aux questions évaluatives

cf tableau annexe 4

5. Préparation du prochain contrat : recommandations pour la poursuite de l'action

5.1 Recommandations issues de l'évaluation

* Agriculture

Les acteurs présents lors de la restitution des éléments de réponse aux questions évaluatives (deuxième comité de pilotage de l'évaluation), ont estimé qu'il est important de garder le contact avec les agriculteurs, en apportant un accompagnement au cas par cas plutôt que mettre en place des actions collectives qui mobilisent peu.

La difficulté de mobiliser les agriculteurs n'est pas propre à Pénerf. Une piste pourrait-être de travailler plus concrètement avec les organisations professionnelles agricoles (chambre d'agriculture ou GVA), en leur déléguant la maîtrise d'ouvrage de certaines actions par exemple.

Pour ce qui est de l'expérimentation BRF, les acteurs proposent de faire chaque année, en parallèle des analyses faites sur la parcelle BRF, des **analyses sur la parcelle voisine pour pouvoir comparer**. Il a également estimé qu'il serait intéressant de **comparer les résultats avec d'autres parcelles**. Il serait peut-être envisageable de mutualiser cela avec l'association Cap 2000. La question de l'évolution de cette expérimentation a également été soulevée. Peut-on envisager un partenariat avec les plates-formes de déchets verts ?

Si l'expérimentation devait être développée, un partenariat avec les paysagistes serait peut-être envisageable. Ils pourraient-être intéressés par une solution pour leurs déchets verts.

Cependant, avant de développer l'action, il faudrait considérer les différentes demandes en déchets verts sur le département et voir quels autres agriculteurs seraient intéressés.

Enfin, pour communiquer sur les résultats de l'action il faudrait communiquer par d'autres voies que le magazine du bassin versant pour toucher d'autres agriculteurs que ceux qui se sentent déjà concernés.

* Zéro pesticide

Il faut continuer d'élargir l'action aux autres utilisateurs que les communes : services départementaux pour l'entretien des routes, développer l'action avec les syndicats de copropriétés...

* Assainissement

- S'assurer que le réseau est étanche constitue déjà une partie du travail qui peut être fait. Ce n'est pas intrusif car il suffit de regarder la boîte de branchement qui est sur le domaine public.

Il est important de faire le bilan de ce qui a été fait pour l'assainissement, car ce sera l'enjeu du prochain contrat de bassin versant. De plus, cela permettra de montrer que même si la qualité bactériologique de l'eau ne s'améliore pas encore, des actions sont en cours. Mais il faut voir jusqu'où on va, car des investissements importants ont déjà été faits et les charges et le prix de l'eau grimpent.

- Il y a un **besoin de territorialisation des actions** à venir car beaucoup de choses ont déjà été faites. Il serait intéressant de **mutualiser les données sur les points analysés via une base SIG commune**.

- Concernant l'hôtellerie de plein air, le comité d'acteurs souhaiterait que cette action soit relancée. Cela nécessiterait de trouver un arrangement financier autre qu'un camping volontaire, qui pourrait « donner l'exemple ». Il faudrait parvenir à les sensibiliser sur le fait que la qualité de l'eau les impacte aussi (interdictions de baignade...).

* **Projet pédagogique**

Il n'y a pas actuellement de retour direct des enfants. Pour avoir une idée de leur perception du projet pédagogique, on pourrait leur proposer à l'avenir un petit questionnaire de 4 ou 5 questions à la fin de leur séjour.

* **Dispositif de gouvernance**

En ce qui concerne le dispositif, il va falloir réfléchir avec les acteurs à son mode de fonctionnement et à l'implication des membres des commissions thématiques : actualiser la liste des participants, déléguer certaines « actions » (compte-rendu de réunions...), renforcer le lien comité d'acteurs-commissions thématiques. Plusieurs leviers ont été identifiés :

Eclaircir l'organisation du dispositif et renforcer sa transversalité :

- Envoyer le bilan annuel à l'ensemble des participants et pas uniquement aux membres du comité d'acteurs ;

- Organiser une « assemblée générale », qui permettrait aux commissions de présenter leur travail et d'échanger.

- Des personnes volontaires participant au comité d'acteurs et à une commission thématique pourraient faire un bref compte-rendu oral en début de réunion.

Créer de nouveaux liens : mobiliser et s'ouvrir :

- La préoccupation de Pénerf pour la qualité bactériologique de l'eau n'est pas un cas unique, **il pourrait-être motivant pour les acteurs d'interagir avec des dispositifs confrontés aux mêmes problèmes**. Le Comité d'estuaire animé par l'IAV permet par exemple d'échanger avec Cap Atlantique, qui fait face à des problématiques proches de celles de Pénerf.

- De nouvelles personnes pourraient être invitées : services techniques pour le pluvial ; particuliers ; agriculteurs.

- Renforcer la communication avec les conseils municipaux pour les impliquer d'avantage. La question du rôle des délégués SIAGM des communes se pose. Il faudrait qu'ils investissent pleinement ce rôle de relais.

- Il pourrait être organisée une journée technique sur le pluvial comme c'est le cas pour les pesticides.

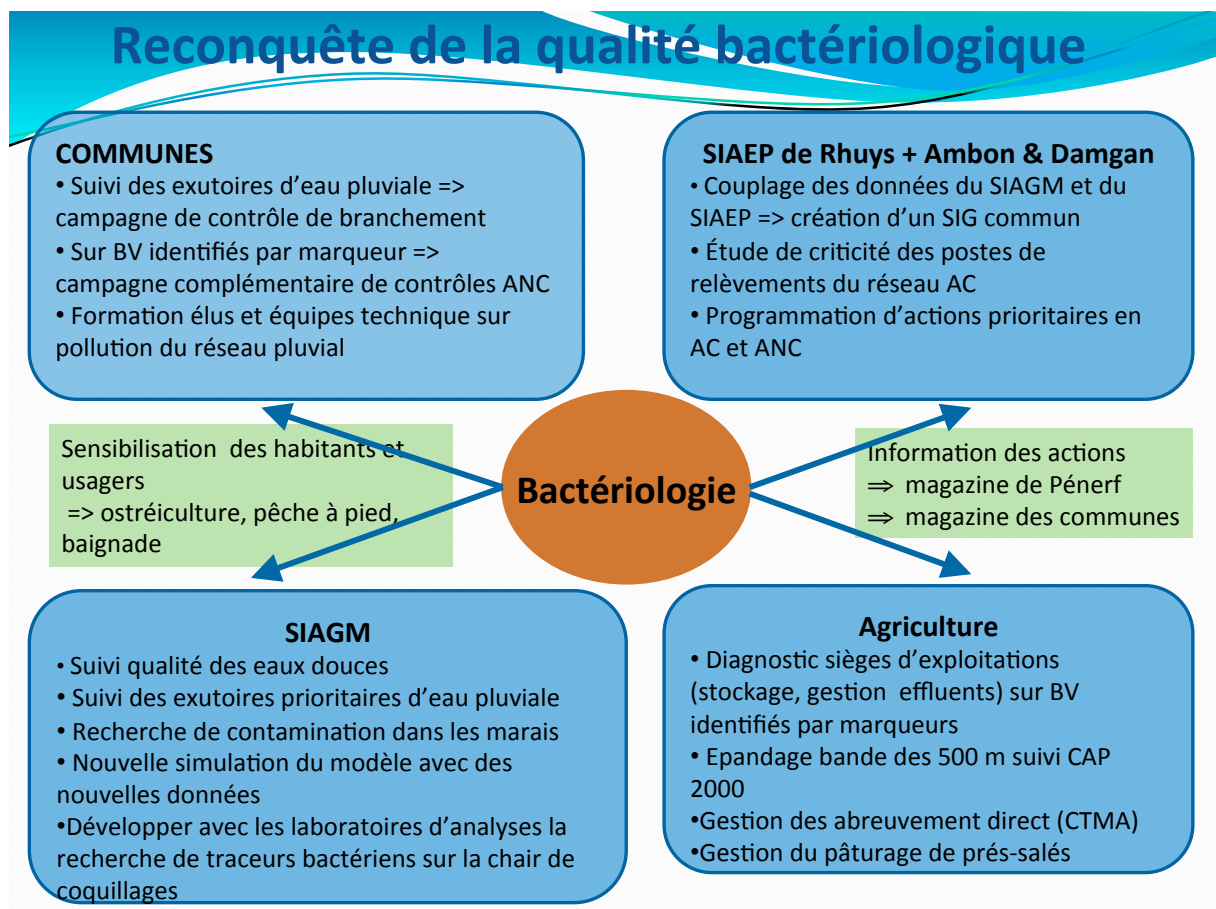
* **Pollution bactériologique**

Il s'agit de l'enjeu le plus critique du bassin versant. Le prochain contrat pourrait être centré sur cette problématique, tout en maintenant les actions d'accompagnements qui fonctionnent bien et les partenariats actuels. Ainsi, le troisième contrat de bassin versant

peut se baser sur les acquis du second pour définir et mettre en œuvre les actions nécessaires.

5.2 Proposition de structure du prochain contrat

Cette figure représente une structure possible du prochain contrat, à partir des résultats de l'évaluation. Il est centré sur la bactériologie, amène la possibilité du développement de partenariats avec de nouvelles maîtrises d'ouvrages et conserve des actions « d'accompagnement », qui ont fonctionné ou sont en cours et sont plébiscitées par les acteurs :



- **Objectif Zéro pesticide** : 4 communes sur 8 en 2013 soit 50% de l'objectif atteint
- **Projet pédagogique avec les scolaires** : continuité ou essai d'une nouvelle formule ?
- **CTMA** : il reste 2 années de mise en œuvre du contrat (2016 : évaluation et perspectives)
- **Action expérimentale avec les agriculteurs** :
 Le BRF élargissement ?
 => travail avec les déchetteries pour une valorisation en locale des déchets verts
 => valorisation des résidus de coupe de bocage

LES ANNEXES

Annexe 1 : Structure du programme d'action

A1 Réduction des pollutions d'origine agricole	
<i>DCE/SDAGE Loire-Bretagne</i>	Articles du SDAGE : 2C-1; 4A; 4E; 10D; 15
<i>SAGE</i>	Vilaine
<i>Local</i>	Projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan orientation 2, article 13.3 et orientation 7 article 27.2
<i>Masse(s) d'eau(x) / paramètre(s)</i>	Drayac : nitrate, bactériologie, phosphore, pesticides,
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	Amélioration des pratiques agricoles, réduction des pollutions
A1-1	Création et animation d'un groupe herbe
A1-2	Expérimentation pour l'amélioration agronomique des sols des parcelles littorales
A1-3	Démonstration de désherbage mécanique sur maïs
A1-4	communication agricole: création d'un e-bulletin
	Poste chargé de mission « milieux aquatiques et agriculture » animation collective agricole

Axe 2 Préservation des milieux aquatiques	
<i>DCE/SDAGE Loire-Bretagne</i>	Atteinte du bon état en 2015; Articles SDAGE : 1; 8 ; 9; 11 et 3B
<i>SAGE</i>	Vilaine
<i>Local</i>	Projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan orientation1 article7; orientation 2 article 12
<i>Masse(s) d'eau(x) / paramètre(s)</i>	FRGR1611 Pénerf =Drayac ; morphologie
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	80 % du bon état sur la masse d'eau FRGR1611 Pénerf =Drayac ; et 70 % sur les sous unité hydrologique du BV de Pénerf
A2-1	Contrat restauration entretien de rivières et zones humides
	Travaux du CRE
	poste de chargé de mission milieux aquatiques agriculture
	Sensibilisation-communication du CRE
A2-2	Etat des lieux mise à jour des données bocages

Axe 3 Réduction des pollutions d'origine urbaine	
<i>DCE/SDAGE</i> <i>Loire-Bretagne</i>	Articles du SDAGE : 3D; 6F; 10: 10B, 10C, 10D, 10G
<i>SAGE</i>	Vilaine
<i>Local</i>	Projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan orientation 2, en particulier articles 13 et 14
<i>Masse(s) d'eau(x)</i>	bassin versant de Pénerf
<i>Résultat(s) attendu(s)</i>	amélioration des pratiques pour une non dégradation de la qualité de l'eau
A3-1	Charte de désherbage des espaces communaux : vers le zéro pesticide
A3-2	Accompagnement des syndicats de co-propriétés et des paysagistes vers le zéro pesticides
A3-3	Suivi des projets menés par les collectivités dans le domaine de l'assainissement collectif des eaux usées
A3-4	Suivi des projets menés par les collectivités dans le domaine de l'assainissement individuel des eaux usées
A3-5	Etude de l'origine des contaminations bactériologiques
A3-6	Accompagnement des communes pour la recherche des sources de pollutions identifiées par les études sur la gestion des eaux pluviales
A3-7	Etudes sur la gestion des eaux pluviales pour Berric et Lauzach
A3-8	Diagnostic des entreprises: Hôtelleries de plein air
A3-9	Mise en place d'un partenariat avec les industries agro-alimentaires et la CCI pour des diagnostics environnementaux
A3-10	Nouvelles pratiques de carénage pour la plaisance
A3-11	Suivi de la qualité des eaux douces

Axe 4 Sensibilisation et formation des citoyens à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques	
DCE/SDAGE	Article 15 du SDAGE
SAGE	Vilaine
Local	Projet de Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan orientation 8
Masse(s) d'eau(x)	Bassin versant de Pénerf
Résultat(s) attendu(s)	information, sensibilisation des publics
A4-1	projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires
A4-2	accompagner les écoles sur un agenda 21 scolaire
A4-3	accompagner les communes souhaitant mettre en place une restauration collective « Bio »
A4-4	accompagner la création de jardins familiaux « zéro pesticide » dans les communes volontaires
A4-5	organiser des journées maraichage bio et jardin bio
A4-6	journal de la rivière de Pénerf
A4-7	Mise en ligne sur le site internet des informations relatives au contrat de bv

Axe 5 Coordination du contrat de bassin versant et du CRE

Liste des actions

	coordination du volet agricole
	coordination du volet milieux aquatiques
	coordination du volet urbain
	coordination de la sensibilisation
	suivi administratif
	animation des commissions thématiques
	animation du comité d'acteurs
	relation acteurs du territoire et hors territoire (mise en œuvre partenariat, réunions institutionnelles locales et régionales, conseil aux communes et/ou intercommunalités)
	administration du SIG bassin versant de Pénerf
	réalisation d'actions
	bilan fin de contrat

Annexe 2 : Liste des objectifs du SDAGE et du projet de PNR auxquels se réfère le contrat de BV

* SDAGE

Article 1 : Repenser les aménagements de cours d'eau	
Article 2 : Lutter contre les pollutions	2C-1 : En dehors des zones vulnérables, développer l'incitation sur les territoires prioritaires
Article 3 : Maîtriser la ressource en eau	3D
Article 4 Maîtriser la pollution par les pesticides	4A Réduire l'utilisation des pesticides à usage agricole
Article 6 : Protéger la santé en protégeant l'environnement	6F Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade en eaux continentales et littorales
Article 8 : Préserver les zones humides et la biodiversité	
Article 9 : Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs	
Article 10 : Préserver le littoral	10B Limiter ou supprimer certains rejets en mer 10C Maintenir et /ou améliorer la qualité des eaux de baignade 10D Maintenir et/ou améliorer la qualité sanitaire des zones et eaux conchyliques
Article 11 : Préserver les têtes de bassin versant	
Article 15 : Informer, sensibiliser, favoriser les échanges	

* Charte du projet de PNR

Orientation 1 : Préserver, sauvegarder et améliorer la biodiversité du « golfe du Morbihan »	7 : Préserver et gérer la trame verte et bleue, les corridors écologiques et les maillages naturels
Orientation 2 : Préserver l'eau, patrimoine universel	<p>12 Contribuer au maintien et à la restauration des milieux liés aux écosystèmes aquatiques</p> <p>13 Veiller à des pratiques non polluantes, en chaîne, sur l'ensemble du bassin versant de la source au milieu récepteur</p> <p>14 intégrer le principe de l'utilisation rationnelle de l'eau dans chaque geste et chaque projet</p>
Orientation 7 : Promouvoir un développement économique respectueux des équilibres	27 accompagner les activités primaires pour un respect des équilibres naturels et un aménagement cohérent du territoire
Orientation 8 : Développer l'école du Parc ouverte sur le monde	

Annexe 3 Récapitulatif des moyens financiers prévus et dépensés

	<i>Total 3 ans prévu</i>	<i>Total 3 ans dépensé</i>	<i>part de chaque Axe dans le budget total prévu</i>	<i>part de chaque Axe dans le budget total dépensé</i>
Axe 1 Réduction des pollutions d'origines agricoles	45 000,00 €	31 773,55 €	9%	8%
Axe 2 Préservation des milieux aquatiques	4 500,00 €	- €	1%	0%
Axe 3 Réduction des pollutions d'origines urbaines	223 781,00 €	128 841,62 €	43%	33%
Axe 4 - Sensibilisation et formation des citoyens à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques	75 900,00 €	60 314,35 €	15%	16%
Axe 5 Coordination, Animation	171 000,00 €	164 067,75 €	33%	43%
	520 181,00 €	384 997,27 €	100%	100%

			Total 3 ans prévu	Total 3 ans dépensé	part des actions au sein de son AXE sur le budget prévu	part des actions au sein de son AXE sur le dépensé
Axe 1 Réduction des pollutions d'origines agricoles	A1-1	Création et animation d'un groupe herbe	7 500,00 €	4 985,25 €	17%	16%
	A1-2	Expérimentation pour l'amélioration agronomique des sols des parcelles littorales	3 000,00 €	1 708,51 €	7%	5%
	A1-3	Démonstration de désherbage mécanique sur maïs	4 500,00 €	2 068,38 €	10%	7%
	A1-4	communication agricole: création d'un e-bulletin	Régie	0	0%	0%
		Poste chargé de mission - milieux aquatiques et agriculture - animation collective agricole	30 000,00 €	23 011,41 €	67%	72%
	TOTAL		45 000,00 €	31 773,55 €	100%	100%
Axe 2 Préservation des milieux aquatiques	A2-1 CRE	poste de chargé de mission milieux aquatiques agriculture	- €	- €	100%	100%
	0	Travaux	- €	0	0%	0%
	0	Sensibilisation-communication du CRE	- €	- €	0%	0%
	A2-2	Etat des lieux mise à jour des données bocages	4 500,00 €	- €	100%	-
	TOTAL		4 500,00 €	- €	0%	0%
Axe 3 Réduction des pollutions d'origines urbaines	A3-1	Charte de désherbage des espaces communaux : vers le zéro pesticides	30 000,00 €	19 236,40 €	19%	15%
	A3-2	Accompagnement des syndicats de co-propriétés et des paysagistes vers le zéro pesticides	13 500,00 €	- €	0%	0%
	A3-3	Suivi des projets menés par les collectivités dans le domaine de l'assainissement collectif des eaux usées	- €	- €	0%	0%
	A3-4	Suivi des projets menés par les collectivités dans le domaine de l'assainissement individuel des eaux usées	- €	- €	0%	0%
	A3-5	Etude de l'origine des contaminations bactériologiques	37 281,00 €	24 435,63 €	17%	19%
	A3-6	Accompagnement des communes pour la recherche des sources de pollutions identifiées par les études sur la gestion des eaux pluviales	- €	- €	0%	0%
	A3-7	Etudes sur la gestion des eaux pluviales pour Berric et Lauzach	35 000,00 €	35 000,00 €	16%	27%
	A3-8	Diagnostic des entreprises: Hôtels de plein air	43 000,00 €	- €	19%	0%
	A3-9	Mise en place d'un partenariat avec les industries agro-alimentaires et la CCI pour des diagnostics environnementaux	- €	- €	0%	0%
	A3-10	Nouvelles pratiques de carénage pour la plaisance	5 000,00 €	- €	2%	0%
	A3-11	Suivi de la qualité des eaux douces	60 000,00 €	50 169,59 €	27%	39%
	Total		223 781,00 €	128 841,62 €	100%	100%
Axe 4 - Sensibilisation et formation des citoyens à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques	A4-1	projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires	25 500,00 €	25 000,00 €	34%	41%
	A4-2	accompagner les écoles sur un agenda 21 scolaire	- €	- €	0%	0%
	A4-3	accompagner les communes souhaitant mettre en place une restauration collective - Bio -	- €	- €	0%	0%
	A4-4	accompagner la création de jardins familiaux - zéro pesticides - dans les communes volontaires	- €	- €	0%	0%
	A4-5	organiser des journées maraichage bio et jardin bio	20 400,00 €	9 818,21 €	27%	16%
	A4-6	Journal de la rivière de Pénerf	30 000,00 €	25 496,14 €	40%	42%
	A4-7	Mise en ligne sur le site Internet des informations relatives au contrat de bv	- €	- €	0%	0%
	TOTAL		75 900,00 €	60 314,35 €	100%	100%
Axe 5 Coordination, Animation			171 000,00 €	164 067,75 €	0%	96%

Annexe 4 : Synthèse des réponses aux questions évaluatives et préconisations

Intitulé de la question	Éléments de réponse	Préconisations
Est-ce que les actions de recherche des sources de contamination bactériologique sont de bonnes actions?	Oui. Mais il n'est pas évident de faire comprendre aux acteurs que rechercher la source n'induit pas directement un effet sur le milieu.	Maintenant que la phase d'étude est faite, il va être possible d'agir sur le terrain, en fonction des priorités que cette action aura permis de définir.
Est-ce que le volet agricole est pertinent dans le territoire? Comment a évolué l'implication des agriculteurs dans l'ensemble du projet?	Oui, le maintien de l'agriculture littorale est un vrai enjeu, en lien avec la qualité de l'eau. Mais le contrat de BV n'est peut-être pas le meilleur outil pour accompagner les agriculteurs dans un changement de pratiques.	Faire porter la maîtrise d'ouvrage par d'autres structures (chambre d'agriculture, GVA.....). Poursuivre l'expérimentation BRP, qui commence à montrer des effets positifs et à intéresser les agriculteurs.
Est-ce que cette politique est faite de manière sobre et économique?	Les dépenses sont inférieures au budget prévu. Cela s'explique par une bonne gestion mais aussi par la non-réalisation de certaines actions.	Recentrer le prochain contrat sur des actions clés.
Est-ce que le fait d'être dans une structure plus large est bénéfique ou pas?	Oui. Cela permet d'accompagner facilement les acteurs sur des thématiques complémentaires.	La gestion du site natura 2000 de l'estuaire de Pénérif (porté par le SIAGM) est en cours de préparation. S'assurer d'une bonne coordination avec le dispositif de concertation du BV.
Est-ce que les politiques en matière d'assainissement portées par le SIAEP, Ambon et Damgan sont à la hauteur des enjeux du contrat?	La concertation réalisée autour du contrat a permis une prise de conscience et une priorisation des actions du SIAEP sur le BV (alors que le territoire du SIAEP dépasse le BV). L'accompagnement des communes a permis de régler des problèmes constatés sur le terrain, chose qu'elles n'auraient pas fait par elles-mêmes.	Renforcer l'accompagnement sur les points identifiés grâce à l'action de recherche des sources de contamination. Cela permet à la fois une prise de conscience des communes et une appropriation de leur compétence sur le pluvial. Mettre en place une formation sur le sujet avec le CNFPT pour les élus et les services techniques permettrait de renforcer leur compréhension de la problématique.
Est-ce que le mode de fonctionnement est approprié et favorise la mobilisation des acteurs?	Le dispositif est perçu comme un espace de rencontre et de dialogue unique sur le territoire, la concertation a porté ses fruits et les acteurs sont satisfaits. En revanche, il y a bien une démobilité des participants et son fonctionnement pourrait être amélioré.	Eclaircir l'organisation du dispositif et renforcer sa transversalité ; créer de nouveaux liens.
Quel est le ressenti des professeurs des écoles et le message retenu par les enfants suite à la participation au projet pédagogique ?	L'action fonctionne bien et est plébiscitée par les écoles et par les élus.	Poursuivre l'action. Faire un petit questionnaire pour avoir le ressenti des enfants à la fin du séjour.
Quelle est la perception du journal? Son contenu est-il pédagogique? Fait-on assez de communication pour intéresser les habitants?	Pas d'éléments de réponse à l'échelle du BV. A Ambon, il semble que la perception du journal est plutôt positive. La communication auprès des habitants est jugée par certains acteurs. Il est difficile de toucher des personnes qui ne sont pas déjà concernées par le problème.	Les communes pourraient avoir un rôle de relais et de sensibilisation des habitants (bulletins municipaux...). Communiquer pour les camping-caristes de passage, qui n'ont pas tous des bonnes pratiques d'assainissement. Voir s'il est possible de communiquer auprès des touristes, plaisanciers et résidents secondaires et comment.

Annexe 5 : Bilans d'activités 2010, 2011, 2012

CONTRAT DE BASSIN VERSANT DE LA RIVIÈRE DE PÉNERF



BILAN D'ACTIVITÉS



DES ACTIONS PROGRAMMÉES EN 2010



Figure 1: Pré - salé - Commune d'Ambon



Ministère
de l'Écologie, de l'Énergie,
du Développement durable
et de l'Aménagement
du territoire

Établissement public du ministère
chargé du développement durable





Contrat de bassin versant de la rivière de Pénérf

Bilan d'activités des actions programmées en 2010



L'animation et la coordination sont réparties entre des actions directes présentées ci-dessous et entre l'animation générale présentée dans l'axe 5 : coordination.

AXE 1 RÉDUCTION DES POLLUTIONS D'ORIGINE AGRICOLE

Action 1-1 Création et animation d'un groupe herbe

Il n'y a pas eu d'action spécifique menée en 2010 pour cette action, toutefois la commission agricole du bassin versant souhaite créer une dynamique autour de ce thème.

En effet la partie aval du bassin versant de la rivière de Pénérf est en grande partie constituée de sols hydromorphes en période hivernale et séchant dès le printemps avec une pousse précoce des cultures, ce qui induit un besoin d'accompagnement des agriculteurs pour changer des pratiques agricoles, valoriser et réussir au mieux ses cultures, d'affiner le choix des semences...

Cette action sera reportée dès 2011, pour répondre aux attentes locales.

Action 1-2 Expérimentation pour l'amélioration agronomique des sols des parties littorales

Lors de l'élaboration du 2^{ème} contrat de bassin versant de la rivière de Pénérf, nous avons été alertés par les agriculteurs sur la faiblesse agronomique des sols littoraux.

Aussi cette demande a été traduite comme une nouvelle action du 2^{ème} contrat de bassin versant.

➤ Le rappel du contexte :

Sur la bande des 500 mètres du littoral tout apport en matière organique d'origine animale est interdit excepté par dérogation sur la bande située entre 200 et 500 mètres où il est possible d'épandre du compost ou du fumier de bovin issu de l'exploitation mais seulement après signature d'une convention entre les agriculteurs et les ostréiculteurs de la commission locale animée par l'association Cap 2000. Ces pratiques sont étudiées car elles sont susceptibles d'être des sources de pollutions ponctuelles pour l'estuaire. Une pollution bactériologique pourrait entraîner des contraintes supplémentaires sur le classement sanitaire des zones conchyliques.

Ainsi, les parcelles situées entre 0 et 200 mètres nécessitent des apports en engrais minéraux et autres intrants chimiques pour la culture ce qui entraîne à long terme un appauvrissement de ces sols.

Les objectifs de l'action sont multiples et à long terme:

- ✓ amélioration qualitative des sols littoraux,
- ✓ réduction des intrants minéraux et chimiques,
- ✓ maintien de l'agriculture littorale respectueuse du milieu marin et des activités conchyliques,
- ✓ réduction de la déprise des surfaces agricoles sur les zones littorales.

Pour ce faire, l'utilisation de BRF (Bois Raméal Fragmenté) a été expérimenté sur une parcelle littorale à Ambon. Le bois est issu de branchage (rameaux) d'arbres feuillus uniquement.



Contrat de bassin versant de la rivière de Pénerf

Bilan d'activités

des actions programmées en 2010



➤ La méthode :

Il faut environ 2 à 3 cm d'épaisseur de BRF, épandu sur la parcelle, ce qui représente un volume hectare d'environ 200 à 300 M³, pour un poids de 50 à 60 Tonnes par hectare. Le BRF restera en place environ 3 mois sur la parcelle.

La mise en œuvre du BRF sur la parcelle doit être faite entre le mois de novembre et le mois de mars pour laisser le temps à la microfaune de s'implanter à l'air libre sur le végétal avant la mise en culture de la parcelle. Un retournement ou un simple hersage de la parcelle sera impératif 3 mois après.

Un seul apport de BRF permettra de restructurer partiellement les 10 premiers centimètres de sol durant cinq ans. En effet, cette pratique créera des conditions favorables afin d'abriter toute la microfaune et flore (champignons) nécessaire à stimuler la vie du sol pour capter l'azote minéral et la transformer en azote organique dans l'humus sur les premiers centimètres du sol.

Les effets attendus sont nombreux et répondent pleinement aux objectifs de développement durable préconisés dans la charte du projet de Parc Naturel Régional (PNR), à savoir :

- La valorisation des déchets verts locaux dans un cycle court
- L'amélioration agronomique des sols dans la bande littorale des 500 mètres
- La diminution, voir l'arrêt des traitements phytosanitaires
- La gestion de la ressource en eau
- La lutte contre l'érosion des sols (pollutions azotées et phosphores)
- La pérennisation de l'activité agricole sur le littoral
- Et bien évidemment la biodiversité

Un suivi agronomique (analyse de terre pour les paramètres Azote, Phosphore et potasse) et microbiologique des sols (analyse de la biomasse microbienne et de la macrofaune notamment les vers de terre) seront réalisés sur la durée de l'expérimentation afin de mesurer l'évolution du sol et les bénéfices. Les résultats obtenus seront communiqués aux autres agriculteurs du bassin versant de la rivière de Pénerf et au-delà.

➤ L'expérimentation :

Elle est menée sur une parcelle située dans la bande littorale des 0-200 mètres avec le GAEC de Kermadec sur la commune d'AMBON. Elle sera reconduite sur plusieurs années.

La 1^{ère} année, 2010, nous aura permis de passer :

- ✓ une convention pour la mise à disposition d'une parcelle adéquate,
- ✓ de rechercher des volumes de bois conséquents pour mener à bien l'expérimentation. Le bois est issu d'une parcelle du périmètre de captage du SIAEP d'Elven et de la taille d'une haie bocagère sur une parcelle agricole de Surzur.
- ✓ de mettre en place un partenariat avec une entreprise forestière locale pour la transformation de la matière ligneuse en BRF. Celle-ci a fait intervenir une société spécialisée avec mise à disposition d'un broyeur à grand volume et capable de fragmenter le bois dans la taille voulue.

La 1^{ère} année permet d'avoir l'état initial de la valeur agronomique de la parcelle.

L'épandage du BRF est prévu sur 2011.



Contrat de bassin versant de la rivière de Pénérf

Bilan d'activités

des actions programmées en 2010



Action 1-3 Démonstration de désherbage mécanique sur maïs

Cette action reportée sur l'année 2011 est à ce jour contractualisée en partenariat avec le GAB 56. L'action sera menée en parallèle avec l'action 1-2 sur 1 hectare situé sur l'autre partie de la parcelle faisant l'objet de l'expérimentation du BRF.

Action 1-4 Communication agricole : Création d'un e-bulletin

Ce e-bulletin est encore en phase de réflexion concernant la conception ainsi que la création d'une base de données liée à la collecte des adresses e-mail des agriculteurs du bassin versant.

Cette dernière étape nous amène à concevoir une autre vision de l'information technique et spécifique pour le monde agricole en étudiant la possibilité de développer une page d'actualités agricoles sur le site internet du SIAGM. Ce serait une méthode simple et rapide dans un premier temps pour communiquer sur différents thèmes, avant d'avoir un travail concret pour la collecte des coordonnées e-mail.

AXE 2 AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE

Action 2-1 Contrat Restauration Entretien de rivière et de zones humides

La prise de fonction du chargé de mission milieux aquatiques et agriculture Camille Simon s'est faite le 14 juin 2010. Les premiers mois lui ont permis de s'imprégner du dossier de Contrat Restauration Entretien (CRE) afin de préparer :

- ✓ la phase de concertation avant travaux,
- ✓ la mise en œuvre des indicateurs de suivi (cahier des charges, choix des prestataires).

Dans un premier temps, il a été nécessaire de s'approprier les connaissances géographiques et historiques du milieu.

La commission technique du CRE a été réunie une dernière fois en juin 2010 afin de réaliser les derniers ajustements sur le dossier DIG/DLE et d'établir le relais entre le bureau d'études et le chargé de mission Camille Simon.

Après ajustements sur le dossier DIG/DLE, ainsi que sur les bases de données informatiques, en collaboration avec le Bureau d'Etudes Technique, le dossier a été transféré, dès le mois d'août 2010, aux services de la police de l'eau (DDTM 56) pour l'instruire avant sa mise en enquête publique.

La concertation est une des priorités pour mener à bien un tel programme. Différentes phases d'information ont été réalisées au cours du dernier trimestre 2010 sur l'ensemble du territoire pour informer les usagers des actions futures à venir :

- ✓ le 21 septembre 2010, Réunion de la commission agriculture, composée de nombreux agriculteurs et tous invités par courrier individuel, exposant le programme des travaux et l'ampleur du projet.
- ✓ Novembre 2010, le magazine N°11 consacrait un article détaillé du Contrat Restauration Entretien du bassin versant de Pénérf. (6300 exemplaires distribués dans les boîtes aux lettres sur le territoire des 8 communes)
- ✓ Le 4 novembre 2010, Réunion de présentation aux exploitants agricoles du territoire du bassin versant. (129 courriers individuels ont été postés pour les invités) 27 exploitants présents



Contrat de bassin versant de la rivière de Pénérf

Bilan d'activités des actions programmées en 2010



- ✓ le 10 novembre 2010, parution d'un article dans les pages locales de Ouest-France, résumant le programme du Contrat Restauration Entretien.
- ✓ Le programme technique et financier a été discuté à maintes réunions avec les maires et adjoints des 8 communes du bassin versant soit lors de réunions dédiées soit lors des comités d'acteurs.
- ✓ Le site internet du SIAGM met en avant dans ses pages d'actualités un article entièrement dédié au Contrat Restauration Entretien de la rivière de Pénérf...

La partie administrative suit son cours, en 2011 pour la mise en enquête publique au mois d'avril 2011.

AXE 3 RÉDUCTION DES POLLUTIONS D'ORIGINE URBAINE

Action 3-1 charte de désherbage des espaces communaux et A3-2 accompagnement des syndicats de copropriétés et des paysagistes vers le Zéro pesticide

La mise en œuvre de cette action a pris du retard. Le contenu de la prestation souhaitée a été élaboré et mise en forme pour un cahier des charges.

Action 3-5 Etude pour la recherche des contaminations bactériologiques

Cette étude fait l'objet d'un partenariat avec Ifremer et plus particulièrement le Laboratoire Environnement Ressources de la station de la Trinité sur Mer.

Suite au déclassement sanitaire en zone B de l'estuaire de Pénérf, il a été décidé de mener une recherche sur les sources de contaminations bactériologiques de l'estuaire.

Dans le cadre du partenariat avec Ifremer, un premier rapport a été rédigé dont l'objectif est mettre en corrélation les résultats bactériologiques avec différents paramètres, ceci uniquement sur les données existantes et produites par Ifremer (REMI), la DDTM, Cap 2000 et le SIAGM.

En parallèle, un réseau de points de suivi complémentaire a été mis en place autour de l'estuaire de Pénérf sur les exutoires d'eau douce et sur des points coquillages ([Carte 1](#)). La campagne de prélèvements a débuté en août 2010.

Couplé à ce réseau, une station hydrologique a été installée sur le point exutoire de la Drayac au lieu-dit le Scloff (point D5). Cette station nous permettra d'obtenir les débits les flux et via un rapport de bassin, ils seront extrapolés aux autres sous bassins versants de Pénérf.

Deux sondes de mesure de température et de salinité à proximité des points Pentes et Port Groix ont été également installées. Les mesures sont effectuées toutes les 20 minutes, et récupération des données se fait tous les 15 jours.

A terme (2011), un modèle hydrodynamique sera élaboré par IFREMER sur la base de la bathymétrie réalisée par la DDTM et mise à disposition en novembre 2010. Ce modèle couplé avec les flux permettra une meilleure compréhension des panaches de bactériologie dans l'estuaire. De plus, des échantillons seront également analysés pour déterminer l'origine humaine ou animale des contaminations.

Carte 1



Les points de prélèvements ont été choisis avec la commission qualité de l'eau-GIZC.

Type de prélèvements	Lieu	Fréquence
6 points eau douce	pluviaux ou exutoires de cours d'eau de P1 à P6	2 fois par mois
3 nouveaux points coquillages	Pont neuf, Epinay et Pénerf Amont	2 fois par mois
2 points REMI existants	Pentes et Port Groix	1 fois par mois en plus du suivi mensuel Ifremer

Le point P1 initialement positionné sur la commune du Tour du Parc est devenu un point « volant ». Ce point de rejet du pluvial avait été identifié dans l'étude de gestion des eaux pluviales de la communes en 2009-2010. Après travaux, ce rejet n'existe plus directement vers le marais. Aussi, nous assurons des prélèvements sur d'autres exutoires selon les constats sur le terrain.

Les premières conclusions du rapport d'Ifremer sont les suivantes :

Pour les points suivis par le SIAGM :

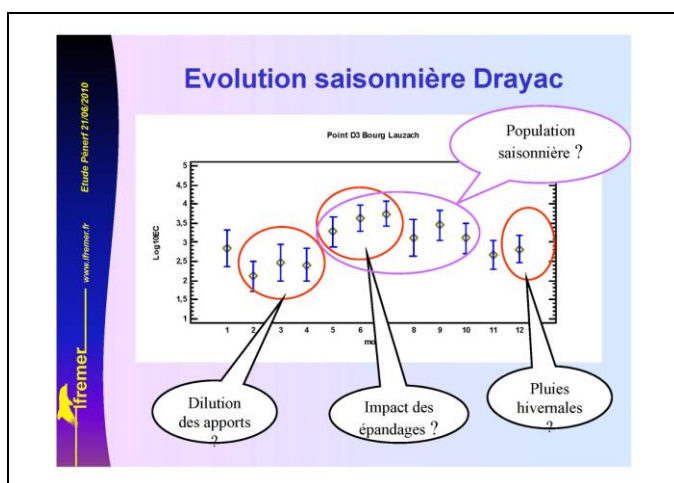
- Sur la Drayac :
 - ✓ La variance est expliquée par la **pluie de la veille** et le **mois**, excepté sous l'influence de la station d'épuration de Berric,
 - ✓ La **saisonnalité est très marquée** sur tous les points avec un maximum de **mai à juillet**,
 - ✓ Les concentrations en *E.coli* sont en augmentation de l'amont vers l'aval, sauf entre D4 et D5, où l'on observe une légère diminution,
 - ✓ Les concentrations sur le point D5 sont autour de **1 000 *E.coli*/100 ml**.
- Sur l'Epinais :
 - ✓ Le point est sous l'influence de la station d'épuration de Surzur,
 - ✓ Il n'y a pas d'effet de la pluie et peu de variation saisonnière,
 - ✓ Les concentrations sont autour de **10 000 *E.coli*/100ml d'eau**
- Sur Le Loc :
 - ✓ **L'effet pluie est très significatif**,
 - ✓ L'effet mois est non mis en évidence,
 - ✓ Les concentrations autour de **1 000 *E.coli*/100 ml d'eau**

Pour les points suivis par la DDTM (avant CQEL)

- Dans l'estuaire :
 - ✓ L'effet du mois disparaît en raison de la dilution,
 - ✓ L'effet pluie reste significatif (pluies cumulées sur 2 jours)
 - ✓ Les concentrations sont autour de **10 000 *E.coli*/100ml d'eau**
 - ✓ Point amont : concentrations comparables à celles observées sur la Drayac au point D5
 - ✓ Points aval : concentrations autour de **80 *E.coli*/100ml d'eau**
 - ✓ Point estuaire : concentrations autour de **35 *E.coli***

Pour les points suivis par Ifremer pour le REMI :

- ✓ Saisonnalité très marquée sur les points les plus contaminés avec des contaminations fin-été et automne,
- ✓ L'effet pluie (cumulées sur 2 jours) reste significatif sauf sur les palourdes,
- ✓ Le profil est différent sur les points Pentes et Port Groix,
- ✓ Le facteur de concentration dans les huîtres est de 4 environ.



Extrait du rapport de présentation

Action 3-12 suivi de la qualité des eaux douces

Le prélèvement des échantillons a été effectué par un bureau d'études comme pour les années précédentes jusqu'à la fin du mois de juillet 2010. Ce bureau d'études nous a remis un rapport complet depuis le début de la mise en œuvre du suivi.

A partir du mois d'août 2010, le suivi de la qualité de l'eau est fait en régie par le chargé de mission milieux aquatiques et agriculture. Les analyses ont été confiées au LDA 56. Un cahier des charges a été rédigé sur la base du protocole régional pour l'appel d'offre.

Sur le bassin versant de la rivière de Pénerf, 13 points de suivi nous permettent d'évaluer la qualité de l'eau sur les paramètres physico-chimiques ainsi que sur le paramètre microbiologique. ([Carte 1](#))

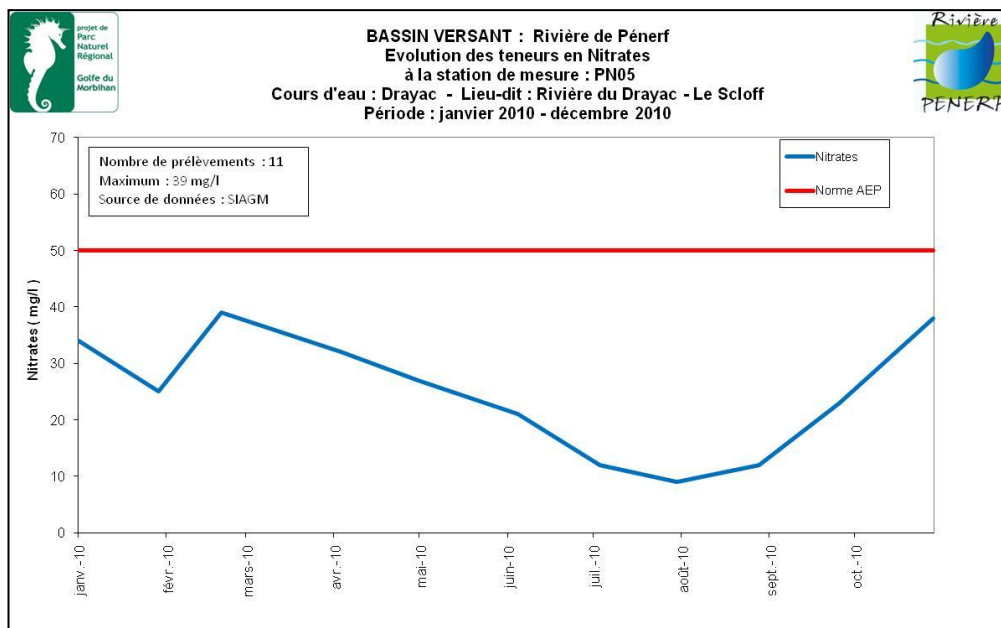
Désignation	Paramètres	Fréquences	Année 2010 juillet à décembre (6mois)	Nombre d'analyse totales	Points	Code Agence BEA	cours d'eau	Lieu
Exutoire Drayac	Nitrates	1 fois/mois	6	6	D5	PN05	Drayac	Le Scloff
	Ammonium	1 fois/mois	6	6				
	Phosphore (Ptot)	1 fois/mois	6	6				
	Orthophosphates	1 fois/mois	6	6				
	MES	1 fois/mois	6	6				
	Escherichia Coli	1 fois/mois	6	6				
	Glyphosate		1	1				
	AMPA	Nov, Fév, Mars, Avr, Mai, juin	1	1				
	Pesticides		1	1				
Points de suivi BV Drayac	Nitrates	1 fois/mois	6	6	D1	PN01	Drayac	pont de la D7 à Berric
	Ammonium	1 fois/mois	6	6	D2	PN02	Flahec	300 m aval station épuration Berric
	Phosphore (Ptot)	1 fois/mois	6	6				
	Orthophosphates	1 fois/mois	6	6	D4	PN04	Drayac	Aval rejet de Procanar
	MES	1 fois/mois	6	6				
	Escherichia Coli	1 fois/mois	6	6				
Points de suivi BV Epinay	Nitrates	1 fois/mois	6	6	E1	PN06	Epinay	150 m aval station épuration Surzur
	Ammonium	1 fois/mois	6	6				
	Phosphore (Ptot)	1 fois/mois	6	6				
	Orthophosphates	1 fois/mois	6	6		-		Digue du marais de l'Epinay
	MES	1 fois/mois	6	6				
	Escherichia Coli	1 fois/mois	6	6				
Points de suivi BV Loc	Escherichia Coli	1 fois/mois	6	6	E2			
	Nitrates	1 fois/mois	6	6	L1	P07	Loc	Passerelle Kerlann
	Ammonium	1 fois/mois	6	6				
	Phosphore (Ptot)	1 fois/mois	6	6				
	Orthophosphates	1 fois/mois	6	6				
	MES	1 fois/mois	6	6				
Suivi estuaire, recherche de contamination bactériologique	Escherichia Coli	1 fois/mois	6	6				
		2 fois/mois sur 6 points de août à décembre	12	12	P1; P2;P3;P4; P5;P6	-	estuaire de Pénerf	Le Mar, Etier de Caden, Etier de Lambré, Pembrulzo, étier du lic, étier de Damgan

Les prélèvements pesticides sont effectués au point bilan : D5

Le Minyvel (station de prélèvement automatique) nous permet de prélever la 1^{ère} lame d'eau drainante consécutive à un cumul de pluie supérieur à 10 mm en 24H. Sinon les prélèvements phytosanitaires sont effectués manuellement aux dates fixés pour les autres paramètres.

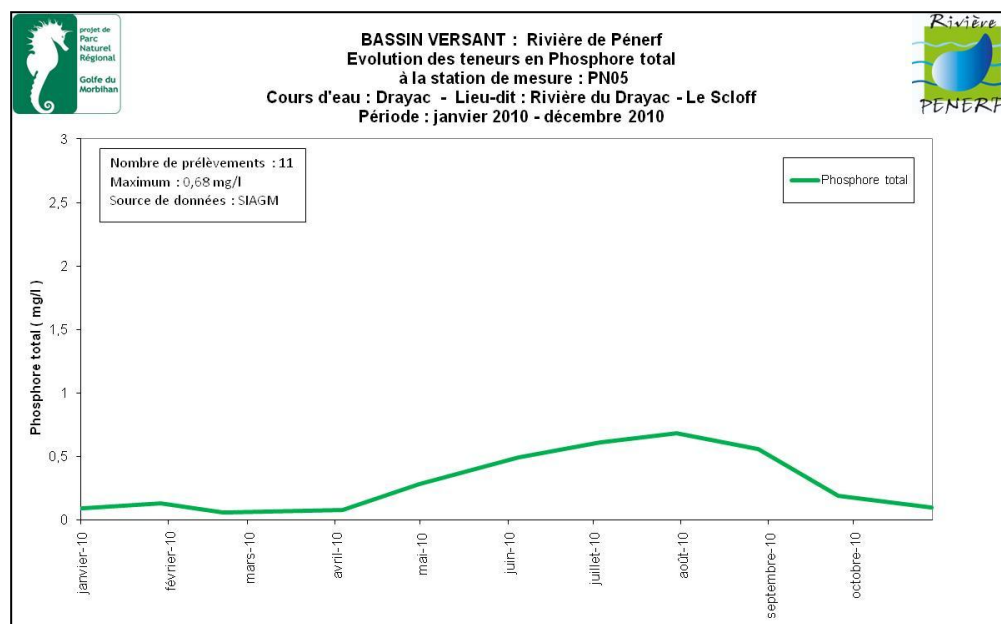
Résultats

Les Nitrates : La concentration maximale en nitrates au point bilan (D5) du bassin versant de la rivière de Pénérf pour l'année 2010 est de 39 mg/l., cette concentration a été enregistrée le 17 mars 2010. Les concentrations maximales en nitrates sont relevées en période hivernale contrairement aux concentrations minimales qui se situent en période d'été. La concentration la plus faible, 9 mg/l, a été enregistrée le 24 août 2010.



Le Phosphore total :

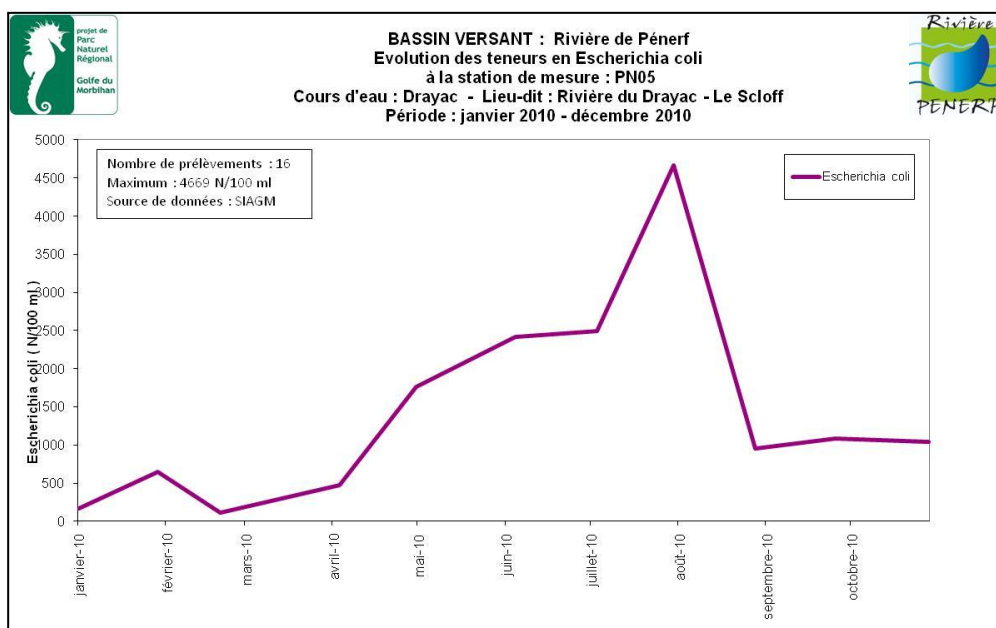
La concentration maximale en Phosphore total au point bilan (D5) pour l'année 2010 est de 0,68 mg/l. Elle a été enregistrée le 24 août 2010. Les concentrations maximales pour le Phosphore total se situent en période d'été.




La bactériologie (Escherichia-Coli) :

Le paramètre Escherichia-Coli est essentiel pour analyser et rechercher les contaminations bactériologiques qui ont un impact sur l'estuaire de la rivière de Pénerf.

La concentration maximale au point bilan (D5) est de 4669 N/100ml., elle est enregistrée le 24 août 2010. C'est généralement durant cette période estivale que sont retrouvés les pics de contaminations bactériologiques sur les points REMI dans l'estuaire.



Les pesticides :

	2,4,5-T	2,4-D	2,4-DB	2,4-MCPA	2,4-MCPB
2-hydroxy atrazine	Acétochlore	Alachlore	Aldicarbe	Amétryne	Aminotriazole
AMPA	Atrazine	Atrazine déisopropyl	Atrazine déséthyl	Bentazone	Boscalid
Bromoxynil	Buturon	Carbendazime	Carbétamide	Carbofuran	Chlortoluron
Clopyralide	Cyanazine	Dicamba	Dichlorprop	Diflufenzuron	Diflufenicanil
Diméthachlore	Dimethenamide	Diuron	Epoxiconazole	Ethofumésate	Fluroxypyr
Flurtamone	Flusilazole	Glufosinate	Glyphosate	Imazamethabenz-méthyl	Ioxynil
Isoproturon	Linuron	Mécoprop	Mésotrione	Métaldéhyde	Métazachlore
Méthabenzthiazuron	Métobromuron	Métolachlore	Métoxuron	Métribuzine	Metsulfuron méthyle
Monolinuron	Monuron	Néburon	Nicosulfuron	Oxadiazon	Oxadixyl
Piclorame	Prochloraz	Prométone	Prométryne	Propazine	Propiconazole
Silvex	Simazine	Sulcotrione	Tébuconazole	Terbutylazine	Terbutylazine déséthyl
Terbutryne	Triclopyr				

Sur les 73 molécules recherchées au point D5 au cours de l'année 2010, seules 5 molécules sont détectées au dessus de la norme pour l'eau potable (0,1 µg/L.).

Il s'agit du glyphosate et de l'AMPA, de l'atrazine 2 hydroxy, du diuron et du nicosulfuron.

Sur ces 5 molécules, deux sont retrouvées à une concentration largement supérieure au seuil de détection : le glyphosate et l'AMPA. Les autres sont détectées de 1 à 8 fois la norme pour l'eau potable.

Le suivi quantitatif :

Une station hydrologique a été installée au mois d'août 2010, au point bilan du bassin versant, D5. Son installation a été réalisée en régie : achat des sondes, des matériaux, construction et pose.



Les variations de hauteurs d'eau sont enregistrées en temps réel, ce qui nous permettra d'estimer les flux pour différents paramètres, à tous les points de prélèvements sur le bassin versant de la rivière de Pénérf par des rapports de zones de contributions calés sur la station hydrologique de référence.

La station hydrologique est essentielle pour l'évaluation des actions menées sur le bassin versant, ainsi que pour les travaux de restauration des cours d'eau.

Les données ainsi collectées à la station hydrologique du Scloff (D5) seront intégrées à l'outil Bassin Evaluation Action (BEA) pour les calculs de flux azotés. Il sera nécessaire de développer un outil interne au SIAGM pour calculer le flux sur d'autres paramètres.

Les résultats sont analysés par le SIAGM, à la demande. Ce qui permet d'être très réactif sur de nombreuses problématiques liées à la qualité des eaux douces et estuariennes.

Action3-6 Accompagnement des communes pour la recherche des sources de contamination identifiées lors des études pour la gestion du pluvial

2 études de gestion des eaux pluviales ont été lancées en 2009 et ont été finalisées en 2010: 1 sur les communes de Le Tour du Parc et Sarzeau sur la partie Penvins Banastère et 1 pour Damgan. 8 réunions ont été organisées pour le suivi des études.

Pour la commune d'Ambon, suite aux pollutions bactériologiques détectées sur le réseau d'eau pluvial, un accompagnement personnalisé a été mis en place sur le secteur du bourg. Une demi journée a été consacrée à la remontée du réseau, par temps sec, de l'exutoire jusqu'en amont de bassin versant de pluvial afin de déterminer les secteurs contributeurs. Une détermination des points à prélever a été effectuée avec les agents communaux et les élus. Puis, le secteur devant faire l'objet d'un contrôle de branchement a été identifié en concertation avec les élus au vu des résultats des analyses. La municipalité a ensuite fait procéder à une campagne de contrôle des branchements.



Contrat de bassin versant de la rivière de Pénerf

Bilan d'activités des actions programmées en 2010



AXE 4 SENSIBILISATION ET PÉDAGOGIE À L'ENVIRONNEMENT

Action 4-1 pédagogie auprès des scolaires

Pour la cinquième année consécutive, cette action a été proposée aux écoles du bassin versant. 159 élèves y ont participé.

Le temps d'animation est consacré :

- ✓ à la mise à jour du contenu pédagogique avec le prestataire
- ✓ aux contacts avec chacune des écoles présentes sur le territoire afin de leur présenter le contenu pédagogique,
- ✓ à l'organisation du calendrier des journées d'intervention après réponses des écoles participantes,
- ✓ au bilan après participation.

Action 4-5 Organiser des journées maraîchage bio et jardiner bio

Cette action n'a pas été mise en place parce qu'il n'a pas été possible de trouver un maraîcher disponible pour accueillir l'évènement sur le territoire.

Cette action sera reconduite en 2011.

Action 4-6 journal d'information de la rivière de Pénerf

1 journal a été édité en décembre 2010. Pour l'édition du journal, nous faisons appel à un bureau d'études qui est le rédacteur en chef et à une graphiste pour la mise en page du journal, d'un imprimeur. Pour la distribution, elle est effectuée soit par les mairies volontaires soit par un prestataire spécialisé dans la distribution.

La ligne éditoriale est donnée par le Vice-Président du SIAGM en charge du contrat de bassin versant. Le pré-choix des articles est réalisé ensuite avec le bureau d'études qui est chargé de le présenter au comité de rédaction composé par des membres de la commission citoyenneté du bassin versant.

Le temps d'animation se partage entre la pré-rédaction ou rédaction d'articles, le choix des illustrations, le suivi du bureau d'études, la réalisation du rétro-planning avec le Bureau d'études et la graphiste, la distribution des journaux pour les communes distributrices et la présence au comité de rédaction.

Cette année 2010, il n'y a pas eu d'édition du journal en juin parce que le territoire faisait l'objet de l'enquête publique du projet de PNR, et toute publication sur des actions portées par le SIAGM aurait pu être considérée comme une publicité pour le projet de PNR.

AXE 5 COORDINATION DU CONTRAT DE BASSIN VERSANT

L'année 2010 est la première année d'actions du second contrat de bassin versant. C'est également une année d'achèvement d'actions du premier contrat.

Le temps d'animation et de coordination de la chargée de mission a été partagé de la manière suivante :

- ✓ 40 % au « Bilan évaluation et administration du contrat » et réparti entre :
 - le suivi administratif et bilan financier 2009 pour $\frac{3}{4}$ de ce temps,
 - la rédaction et mise en forme du second contrat administration du SIG pour $\frac{1}{4}$ de ce temps,
- ✓ 6% à l'animation des commissions thématiques, et du comité d'acteurs, 6%
- ✓ 34 % à la coordination et mise en œuvre des actions des 4 axes :
 - Recrutement d'un chargé de mission milieux aquatiques et agriculture :
 - Préparation des délibérations pour recrutement,
 - Rédaction du profil,
 - Préparation du recrutement : choix des 6 candidats reçus à l'entretien, participation à l'entretien
 - Temps de tuilage et d'explication du contrat de Bv et du CRE
 - Action 1-3 Expérimentation pour l'amélioration agronomique des sols des parties littorales:
 - présentation de l'objectif à Camille SIMON chargé de mission milieux aquatiques et agriculture,
 - mise en relation avec l'agriculteur,
 - coordination générale de cette action.
 - Action 2 CRE :
 - Suivi du bureau d'études
 - Organisation des réunions de la commission technique,
 - Organisation des réunions avec les maires pour la clé de répartition des « 20% » maîtrise d'ouvrage
 - Action A3-5 : recherche des contaminations bactériologiques
 - Préparation du partenariat avec le Comité Régional Conchylicole de Bretagne Sud, et IFREMER,
 - Elaboration de la méthodologie pour la recherche des sources de contaminations choix des points « eau douce » et « coquillage » complémentaires de prélèvements,
 - Choix des sites pour les points coquilliers supplémentaires avec les professionnels
 - Installations des points de prélèvements et notamment celui de Pont Neuf qui a nécessité 1 journée avec l'ostréiculteur pour planter des pieux et une poche australienne reliée au pré-salé pour un prélèvement plus facile.
 - Action A3-11 : Suivi de la qualité de l'eau douce
 - continuité du premier contrat, de janvier à juin 2010 en prestation de service,
 - Prélèvement en régie assurée par Camille SIMON pour une plus grande proximité compréhension et connaissance du territoire,
 - Co-rédaction du CCTP pour l'appel d'offre « analyse des prélèvements »,
 - aide à la pose de la station hydrologique,
 - participation au groupe régional pour les problématiques de matière organique.



Contrat de bassin versant de la rivière de Pénerf

Bilan d'activités des actions programmées en 2010



- Action A4-1 Pédagogie avec les scolaires
 - préparation et organisation du projet pédagogique milieux aquatiques pour les écoles,
 - relance des écoles
 - projet de réajustement du déroulé du projet pédagogique avec le centre Nature d'Arzal
- Action A4-6 journal de la rivière :
 - rédaction de 2 CCTP,
 - choix des prestataires et coordination générale,
 - rédaction de certains articles, coordination et validation technique avant publication,
 - organisation de la distribution.
- ✓ et 20% aux relations avec les acteurs du territoire et hors territoire :
 - participation au SAGE Vilaine (CLE ou comité d'estuaire, ou réunions technique),
 - participation aux réunions départementales ou régionales liées au GP5 ou sur les thématiques du contrat (bactériologie pour les réunions CRC...)
 - intervention au MASTER gestion intégrée des bassins versants de Rennes 1
 - accueil du COFIL du bassin versant de l'Aber Wrach
- ✓ articulation avec le syndicat mixte du Loc'h et du Sal pour établir un partenariat et participation au comité de pilotage et technique de la rivière d'Auray.



CONTRAT DE BASSIN VERSANT DE LA RIVIERE DE PENERF

BILAN D'ACTIVITES

DES ACTIONS PROGRAMMEES EN 2011



Figure 1: La Rivière de Pénérf



Ministère
de l'Énergie, de l'Énergie,
du Développement durable
et de l'Aménagement
du territoire

Établissement public du ministère
chargé du développement durable



TABLE DES MATIERES

AXE 1 RÉDUCTION DES POLLUTIONS D'ORIGINE AGRICOLE	3
<i>Action 1-1 Création et animation d'un groupe herbe</i>	<i>3</i>
<i>Action 1-2 Expérimentation pour l'amélioration agronomique des sols LITTORAUX</i>	<i>3</i>
<i>Action 1-3 Démonstration de désherbage mécanique sur maïs</i>	<i>4</i>
<i>Action 1-4 Communication agricole : Création d'un e-bulletin</i>	<i>5</i>
AXE 2 AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE	5
<i>Action 2-1 Contrat Restauration Entretien de rivière et de zones humides.....</i>	<i>5</i>
AXE 3 RÉDUCTION DES POLLUTIONS D'ORIGINE URBAINE	14
<i>Action 3-1 charte de désherbage des espaces communaux et A3-2 accompagnement des syndicats de copropriétés et des paysagistes vers le Zéro pesticide</i>	<i>14</i>
<i>Action 3-5 Etude pour la recherche des contaminations bactériologiques.....</i>	<i>14</i>
AXE 4 SENSIBILISATION ET PÉDAGOGIE À L'ENVIRONNEMENT	22
<i>Action 4-1 pédagogie auprès des scolaires.....</i>	<i>22</i>
<i>Action 4-5 Organiser des journées maraîchage bio et jardiner bio</i>	<i>22</i>
<i>Action 4-6 journal d'information de la rivière de Pénerf.....</i>	<i>23</i>
AXE 5 COORDINATION DU CONTRAT DE BASSIN VERSANT	23

L'animation et la coordination sont réparties entre des actions directes présentées ci-dessous et entre l'animation générale présentée dans l'axe 5 : coordination.

AXE 1 RÉDUCTION DES POLLUTIONS D'ORIGINE AGRICOLE

L'animation et la mise en œuvre des actions sont assurés par le chargé de mission milieux aquatiques et agriculture pour 12% de son temps de travail.

ACTION 1-1 CREATION ET ANIMATION D'UN GROUPE HERBE

Il n'y a pas eu d'action spécifique menée en 2011 pour cette action, toutefois la commission agricole du bassin versant souhaite créer une dynamique autour de ce thème.

Cependant, le travail de réflexion a été mené avec la commission agriculture et territoire pour une mise en œuvre en 2012.

ACTION 1-2 EXPERIMENTATION POUR L'AMELIORATION AGRONOMIQUE DES SOLS LITTORAUX

Lors de l'élaboration du 2^{ème} contrat de bassin versant de la rivière de Pénérf, nous avons été alertés par les agriculteurs sur la faiblesse agronomique des sols littoraux.

Aussi, cette demande a été traduite comme une nouvelle action du 2^{ème} contrat de bassin versant.

- Le rappel du contexte et méthodologie : CF bilan 2010
- L'expérimentation :

Elle est menée sur une parcelle située dans la bande littorale des 0-200 mètres avec le GAEC de Kermadec sur la commune d'AMBON. Elle sera reconduite sur plusieurs années.

La 1^{ère} année, 2010, nous aura permis :

- ✓ de passer une convention pour la mise à disposition d'une parcelle adéquate,
- ✓ de rechercher des volumes de bois conséquents pour mener à bien l'expérimentation. Le bois est issu d'une parcelle du périmètre de captage du SIAEP d'Elven et de la taille d'une haie bocagère sur une parcelle agricole de Surzur,
- ✓ de mettre en place un partenariat avec une entreprise forestière locale pour la transformation de la matière ligneuse en BRF. Celle-ci a fait intervenir une société spécialisée avec mise à disposition d'un broyeur à grand volume et capable de fragmenter le bois dans la taille voulue.

Des analyses complètes de terre et un suivi biologique de la faune, notamment des vers de terre, nous permettent d'avoir un état initial de la parcelle avant l'expérimentation.

Des analyses de terre et de la biomasse microbienne ont été réalisées le 24 mars 2011 afin d'établir l'état initial du sol de la parcelle dont le type de sol est limon-sableux. Les résultats ont établi et confirmé un mauvais état :

- ✓ sol tassé, hydromorphe (saturé régulièrement en eau), acide Ph : 6,8,
- ✓ faible biomasse microbienne, elle est de 1,69% du carbone organique du sol,
- ✓ manque de certains éléments nutritifs majeurs (phosphore 19ppm et potasse 67ppm),
- ✓ capacité d'échange cationique faible CEC=6.8 meq/100g.

Tous les ans, nous suivons l'amélioration agronomique afin de diffuser l'information à un large public dans le but de développer cette technique. Les résultats sont publiés dans le journal de Pénérf

Le BRF a été épandu le 29 mars 2011 et a été produit le même jour ce qui a nécessité de mettre en place une logistique de transport entre les 2 sites de production et la parcelle expérimentale. Nous n'avons pas loué de broyeuse mais avons pu bénéficier d'une démonstration par le revendeur de la société TIPMAT, auprès de la société forestière avec laquelle nous avons travaillé pour le transport. Ainsi, l'expérimentation s'est réalisée à moindre coût. A cette occasion, l'ensemble des agriculteurs du bassin versant et les élus ont été conviés.

ACTION 1-3 DEMONSTRATION DE DESHERBAGE MECANIQUE SUR MAÏS

Le SIAGM en partenariat avec le GAB (Groupement d'Agriculteurs Biologique) du Morbihan, a organisé une démonstration de désherbage mécanique sur maïs sur la parcelle jouxtant l'expérimentation de BRF du GAEC de Kermadec sur la commune de Damgan.

La démonstration a eu un double objectif :

- ✓ informer sur ce type de technique,
- ✓ s'assurer que l'agriculteur n'utilisera pas de pesticides à proximité de l'expérimentation BRF dont l'objectif est de recréer de la vie dans le sol.

Deux types de matériels ont été présentés : la herse étrille et la bineuse :

- ✓ un passage de herse étrille a été réalisé en pré-levée afin d'empêcher les adventices de se développer,
- ✓ la bineuse est passée au stade 6 feuilles pour avoir un résultat optimum sur le désherbage.

18 agriculteurs du bassin versant de la rivière de Pénérf sont venus observer les techniques et le matériel de désherbage mécanique. Il a également été question de tester la houe rotative ultérieurement, mais en commission agricole du 4 octobre 2011 ceci a été annulé. En revanche, les membres ont suggéré de mettre en place une réunion technique avec les agriculteurs du BV et de présenter les techniques sous forme de diaporama.

Une discussion a suivi pour évaluer une possible utilisation groupée avec plusieurs agriculteurs du secteur. Ce désherbage mécanique n'est pas uniquement fait pour l'agriculture biologique, il est applicable à tous les systèmes de production et peut être ajusté en utilisation mixte.

Cette action a permis de démontrer aux agriculteurs présents que ces outils de désherbage mécanique sur une parcelle en maïs ont une efficacité réelle. De plus, sur des sols séchant, l'outil a permis une décroutage favorisant l'aération du sol et la croissance de la culture. L'utilisation de la herse étrille, avec différents réglages, a prouvé qu'il n'y a pas eu de déracinement important des jeunes plants impactant les rendements attendus.

La parcelle devait faire l'objet d'un suivi pour comparer l'efficacité de la méthode avec d'autres parcelles similaires désherbées avec des pesticides mais deux aléas sont intervenus lors de cette démonstration. Le premier a été la fréquentation sur la partie haute de la parcelle par les gens du voyage qui s'en sont servi comme toilettes, durant la période estivale. L'autre point concerne le piétinement du reste de la culture par la divagation du bétail voisin avant l'ensilage.

Ces deux points n'ont pas permis de faire des estimations du volume des matières sèches sorties par hectare pour les comparer à une autre parcelle de maïs (semence identique) littorale désherbée chimiquement.

ACTION 1-4 COMMUNICATION AGRICOLE : CREATION D'UN E-BULLETIN

Après débat en commission agricole, il a été décidé de ne pas réaliser de e-bulletin technique mais de proposer à la commission citoyenneté d'insérer un article spécifique dans le journal de Pénérf.

Ceci a été débattu en commission citoyenneté qui n'a pas souhaité en insérer car il a été estimé que :

- ✓ les structures professionnelles éditent suffisamment d'informations techniques à destination de la profession agricole,
- ✓ il faudrait une équité dans les articles à proposer pour les différents acteurs mais dans ce cas le changement de la maquette du journal serait à envisager ce qui n'est financièrement pas possible dans le cadre du contrat actuel.

AXE 2 AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE

ACTION 2-1 CONTRAT RESTAURATION ENTRETIEN DE RIVIERE ET DE ZONES HUMIDES

Le Contrat Territorial Milieux Aquatiques (anciennement CRE) sur la rivière de Pénérf a été inclus au présent contrat territorial de bassin versant pour répondre aux enjeux et objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau qui fixe un objectif de bon état écologique d'ici 2015 sur le territoire.

Il s'agit d'un programme quinquennal (2011-2015) qui porte essentiellement sur la remontée de fond de cours d'eau, ce qui engendrera un soutien des débits en période sèche et la reconnexion des zones humides avec le cours d'eau.

L'année 2011 est la première année de mise en œuvre des travaux sur le bassin versant.

Le chargé de mission « Milieux aquatiques et agriculture » a passé 56 % de son temps de travail total pour le CTMA réparti comme suit :

- ✓ 35 % pour le suivi administratif préalable aux travaux dont 12% pour l'enquête publique, 23 % pour l'extraction des données du dossier DIG/DLE pour du suivi financier et administratif, pour de la préparation et la rédaction du cahier des charges des travaux, le suivi administratif du marché, et le choix de l'entreprise,
- ✓ 22% pour la concertation pour l'acceptation des travaux : rencontres individuelles, préparation des conventions individuelles, réunion avec des agriculteurs et des élus de la commune de Surzur,
- ✓ 23 % pour le suivi des travaux,
- ✓ 8 % pour les indicateurs de suivi,
- ✓ 5% pour la communication : pose de la 1^{ère} pierre, réception des travaux en décembre 2011,
- ✓ 4 % pour les partenaires : réunion groupe de travail révision du SAGE Vilaine, carrefour de l'eau...
- ✓ 3 % pour la cellule ASTER du Morbihan,

SUIVI ADMINISTRATIF PRÉALABLE AUX TRAVAUX :

Au préalable, l'instruction par les services de l'Etat ayant démarré en 2010 s'est poursuivie en 2011. Début mars 2011, nous avons reçu le courrier de la préfecture indiquant l'engagement de l'enquête publique conformément à l'arrêté préfectoral du 28 février 2011. L'enquête publique a débuté le 29 mars et s'est achevée le 16 avril 2011. Elle s'est déroulée sur les 8 communes du bassin versant. Le commissaire enquêteur nous a sollicité pour les réponses à apporter aux pétitionnaires. Le passage en CODERST (Le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques) s'est déroulé le 5 juillet 2011, et a nécessité du temps de préparation.

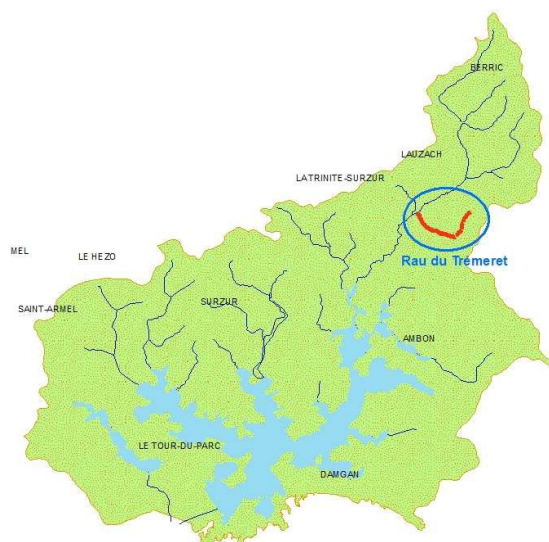
Sur l'ensemble de l'instruction, un avis favorable sans observation a été émis. L'arrêté préfectoral autorisant la mise en oeuvre du programme d'actions du CRE a été signé le 30 août 2011.

CONCERTATION POUR L'ACCEPTATION DES TRAVAUX :

Un travail d'explication et de négociation important a été nécessaire avec les agriculteurs et/ou propriétaires afin de signer une convention entre les différentes parties nous permettant d'engager les travaux de restauration du cours d'eau. Pour obtenir un accord quasi unanime sur ce cours d'eau, les 10 propriétaires ont été rencontrés individuellement au minimum deux fois jusqu'à un accord. Un seul n'a pas souhaité accepter ces travaux, malgré trois rencontres.

La concertation a continué en filigrane pendant la phase travaux pour en partie rassurer sur les inquiétudes liées au déroulé des travaux. Ce temps a été comptabilisé au temps de travail du suivi des travaux.

TRAVAUX DE RESTAURATION SUR LE RUISSEAU DU TRÉMERET :



Les premiers travaux ont débuté dès septembre 2011 sur le ruisseau du « Trémeret » avec l'entreprise TSR (Travaux Spéciaux Raisonnés) de Saint-Guyomard (56).

Le ruisseau du Trémeret, affluent de la Drayac, a un linéaire de 2, 620 km, 10 propriétaires (8 agriculteurs) se partagent les parcelles cadastrales riveraines au cours d'eau.

L'entreprise a œuvré pendant 2 mois pour remonter les 2330 mètres du ruisseau de Trémeret, avec une moyenne de 100 mètres de cours d'eau restaurés par jour. 1200 m³ de granulats granitiques (blocs, cailloux, graviers et sable) auront été nécessaires pour remonter les niveaux d'eau.

La coordination des travaux s'est déroulée 2 à 3 fois par semaine. L'objectif est de concilier les usages essentiellement agricoles de la parcelle et la mise en oeuvre des travaux. Des points techniques ont été également réalisés au cas par cas avec le responsable de l'entreprise afin d'ajuster certaines réalisations.

Le chantier s'est achevé le 31 octobre 2011.

Exemple type de réalisation sur le Trémeret

Aménagement de passage busé



Etat des lieux du cours d'eau avant

travaux :

Buses 600 mm

Longueur 4 m

Buses envasées, sous-
dimensionnées et décalées du
courant



Après travaux :

Buses « écopal » 1000 mm

6 mètres de long

Calage du fond de buse à – 30 cm

Pente intérieure inférieure à 1 %



Continuité :

Recharge de blocs >250 dans la buse,
puis par du granulat 0-30 mm

But : garder une continuité
sédimentaire sur le tronçon



Après travaux :

Continuité de la pente du cours
d'eau (pas de chute)

Continuité sédimentaire et piscicole
nettement améliorée

Fosse de dissipation quasi-
inexistante

Remontée de fond de cours d'eau



Etat des lieux du cours d'eau avant travaux :

largeur fond du lit = 1 m

Largeur haut du lit = 2 m

Profondeur = +1 m en moyenne

Envasement prononcé, pas de substrat différencié, prolifération de plantes hygrophiles (jonc diffus, agrostis, salicaire, ombellifères, saules...)



Remontée du fond du cours d'eau :

Préconisation bureau d'études :

pierres : 85 %

Cailloux : 5 %

Graviers : 10 %

Etape 1 : positionnement pierres supérieures à 250 mm pour un rehaussement prévisionnel de 0,50 m



Remontée du fond du cours d'eau :

Etape 2 : habillage des pierres par du granulats de 0 à 30 mm

Le fond du lit est relevé de 0,50 m en moyenne sur ce secteur.

Chargement des granulats avec un camion benne équipé d'un bras articulé avec un godet pour permettre d'ajuster au plus près la dépose des granulats



Remontée du fond du cours d'eau :

Premier écoulement superficiel après une pluie automnale de faible importance !

L'aspect du cours d'eau à ce jour semble artificialisé, il faudra attendre un hiver pour que les hautes eaux façonnent naturellement son lit mineur et que la végétation aquatique prenne place.

Coût remontée de fond de cours d'eau :

De 19,45 à 22,53 € HT

Matériels utilisés pour les travaux de restauration du milieu :



Préparation manuelle des chantiers (équipe de 2 à 3 personnes : 6 jours de travail sur les 2,5 km). Utilisation d'huile PANOLIN « biodégradable » pour les mélanges 2T et matériels hydrauliques. Graisse PANOLIN des engins également « biodégradable » et kit de dépollution sur site.



Piquetage des remontées de fond de cours d'eau tous les 10 mètres (environ). Pente maxi = 1% en moyenne, en fonction des possibilités rencontrées : buses, drains, affluents...)



Préparation des aires de stockage pour l'approvisionnement des granulats avec des semi-remorques. Rotations des camions carrière de Luhan (St Nolff) et Trémeret. Préparation des accès aux chantiers (chemins ré-ouverts par TSR à l'aide d'un broyeur à marteaux hydraulique sur « Takeushi pour l'accès des camions à l'aire de stockage).



Apports des granulats (blocs, pierres, cailloux, sable) par chargeur frontal de type « dumper » et Takeushi sur chenilles, équipé d'un chargeur. Positionnement des blocs avec mini-pelle 5.5 T, le « 0-30 » est déversé directement du camion à l'aide d'un bras articulé.

Le Loutrodoc : partenariat avec la DIRO propriétaire de l'ouvrage



Etat des lieux :

Le passage de l'eau se fait par un pont cadre et 2 buses en période de hautes eaux. En période plus sèche, le passage se fait uniquement par les buses.

Problématique :

Atterrissement sous le pont cadre et continuité écologique défavorable.



Travaux :

Pose d'un épi sur une hauteur de 1 mètres (2 rangées de blocs), calé sur le tablier du pont cadre.

Objectif :

Réorienter le courant principal vers le pont cadre pour chasser l'atterrissement de façon naturelle.



Travaux :

Un passage est conservé pour le délestage des crues par les buses (calées à + 1 mètre par rapport au tablier du pont cadre)

Continuité :

Continuité écologique restaurée et favorable à la Loutre d'Europe

Aménagement d'abreuvoirs :

Deux aménagements d'abreuvoir ont été réalisés pour éviter l'accès direct du bétail au cours d'eau. Les agriculteurs concernés ont souhaité aménager des bacs gravitaires pour continuer à bénéficier d'une alimentation en eau liée à la ressource naturelle. Ces aménagements ont pu être réalisés car la pente naturelle sur les parcelles était suffisante. Un tressage de fascine de saules entre des pieux de châtaignier a été réalisé pour restaurer les 12 mètres de berge décaissés pour créer cet abreuvoir dans le cours d'eau.



Aménagement d'un bac gravitaire sur la Drayac (Kerglérec)

Installation d'une grille sur le trop plein de l'étang communal de Lauzach :

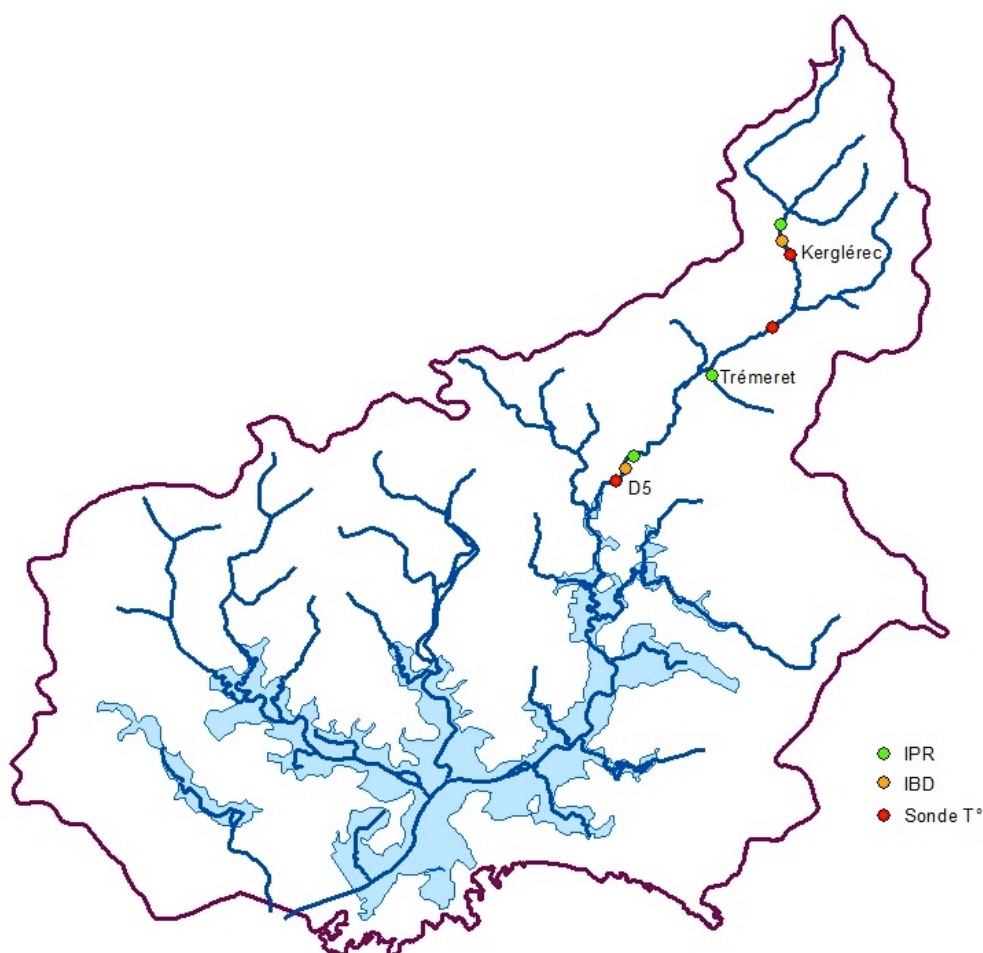


Aménagement d'une grille sur le trop plein de l'étang communal de Lauzach_

L'association communale de pêche de la Truite Lauzachoise a installé cette grille pour éviter le transfert de poissons « exotiques » vers la Drayac, conformément aux préconisations de l'étude préalable au CRE de la rivière de Pénerf.

LES INDICATEURS DE SUIVI

Conformément aux préconisations de l'étude préalable, des indicateurs de suivi ont été mis en place pour évaluer l'impact de ces travaux sur le milieu :



L'Indice Poisson Rivière (IPR) :

La Fédération de Pêche du Morbihan a été retenue, suite à un appel d'offre, pour réaliser les IPR sur le programme quinquennale du CRE. 2 stations ont été prospectées en 2011 sur le bassin versant, la station de référence au point D5 et la partie amont de la Drayac (Kerglérec). Les très faibles débits sur le ruisseau du Trémeret ne nous ont pas permis d'étudier la 3^{ème} station programmée dans le cadre des indicateurs de suivi du programme. Afin d'avoir un état des lieux sur la communauté piscicole du Trémeret avant travaux, la Fédération de Pêche du Morbihan a pu nous fournir des indices truites réalisés sur le cours d'eau en 2006. Ces données nous serviront de référence pour évaluer l'état piscicole après travaux.

Les notes IPR calculées sur les 2 stations représentent une classe de bonne qualité, même si certaines espèces de poissons ne sont pas présentes sur la Drayac (Chabot, Lamproie de Planer). Le Saumon Atlantique est également absent. Les faibles débits de la Drayac ne sont pas suffisamment attrayants malgré l'absence d'obstacle à la continuité. L'Anguille est la seule espèce qui représente les grands migrateurs sur le bassin versant. La présence de juvéniles atteste du bon état de la continuité piscicole.

Ces indices représentent l'état initial des peuplements présents avant les travaux de restauration. Dans 2 ans, un autre IPR sera recalculé aux mêmes stations, après les travaux hydro-morphologiques, afin d'évaluer l'évolution des peuplements piscicole.

L'Indice Biologique Global Normalisé DCE (IBGN) :

Dans le cadre d'un partenariat entre les BTS-GPN (2^{ème} année) du Lycée Kerplouz-Auray, 3 IBGN ont été réalisés au mois de décembre 2011. Cette période de prélèvements est liée à la mise en place du partenariat pour la 1^{ère} année avec le Lycée et calé sur leur date de travaux pratiques. Les résultats obtenus sont donc à manipuler avec réserve.

3 stations ont été analysées durant cette période :

- ✓ la station bilan aval de la Drayac (D5, le Scloff),
- ✓ la station sur le Trémeret (affluent de la Drayac),
- ✓ la station amont de la Drayac (Kerglérec).

Les résultats obtenus varient de 8/20 à 10/20. Ceci ne correspond pas à la qualité IBGN de la Drayac au point RCS sur les notes précédentes : classe de bonne qualité. Un IBGN-DCE sera recalculé à la station bilan au mois de mai 2012 pour avoir un état des lieux sur la Drayac. Ces indices seront poursuivis dans le futur par un bureau d'études.

L'Indice Biologique Diatomées (IBD) :

L'analyse d'algues microscopiques, sensibles aux pollutions, rend compte de l'état des cours d'eau vis-à-vis des pressions phosphorées et organiques sur le milieu.

2 prélèvements ont été réalisés en mai 2011 par le bureau d'études EMAED situé à Louargat (22) :

- ✓ Station amont de la Drayac (Kerglérec),
- ✓ Station bilan, aval de la Drayac (D5, Le Scloff)

Les deux stations se situent en classe de bonne qualité.

Seul un Indice de PolluoSensibilité (IPS), calculé en complément de l'IBD révèle une classe de qualité passable sur la station amont (Kerglérec).

L'analyse plus poussée des résultats montre que les espèces majoritairement présentes tendent à tirer la note IBD vers le bas, ce qui signifie une certaine instabilité de la qualité des eaux.

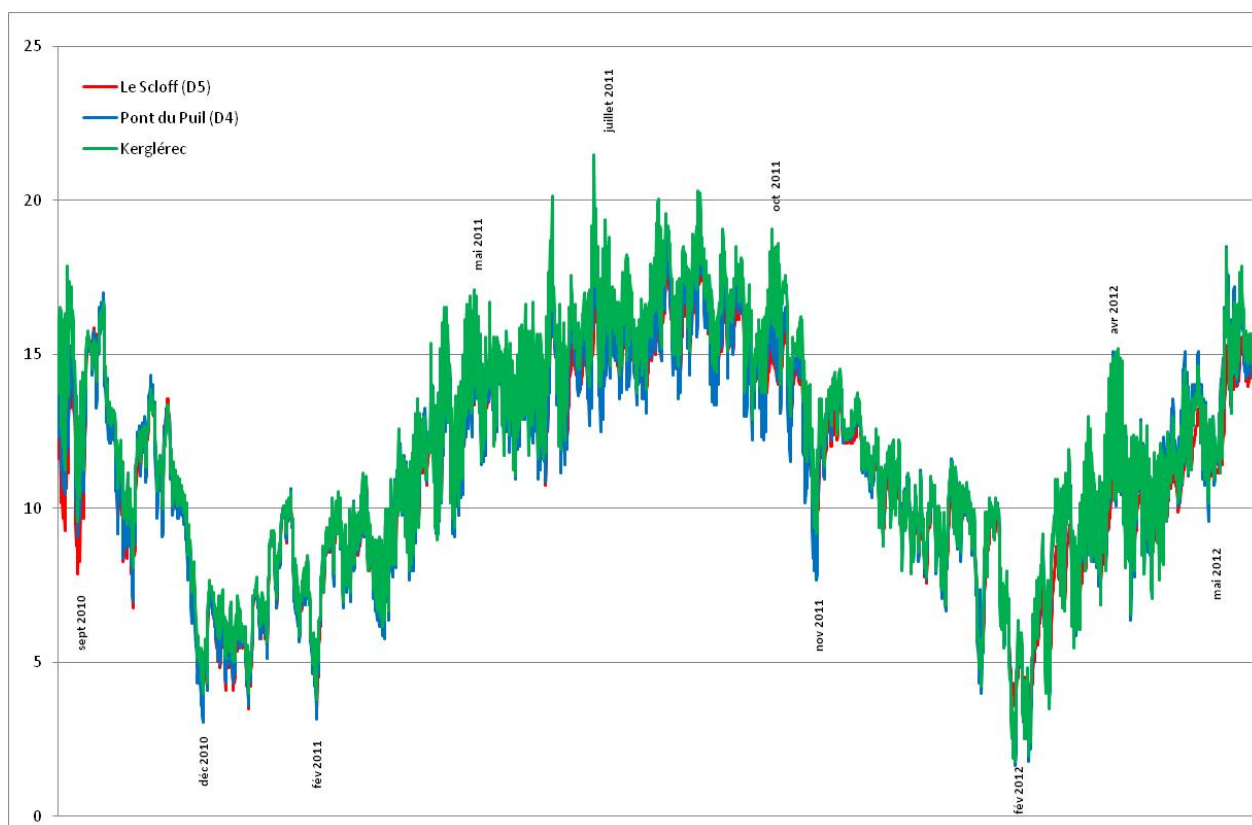
Les IBD, réalisés au mois de mai 2011, classent ces 2 stations en bon état écologique. Toutefois, les cortèges floristiques retrouvés sont caractéristiques d'une eau à pH basique et de faible oxygénation, ce qui montre que le milieu est instable. Tous les deux ans, ces IBD seront recalculés afin d'évaluer l'efficacité des actions menées sur le territoire.

Le suivi température :

3 sondes enregistrent les variations de température sur :

- ✓ la station bilan aval de la Drayac (D5, le Scloff),
- ✓ la station intermédiaire sur la Drayac (D4, Pont du Puil),
- ✓ La station amont de la Drayac (Kerglérec).

En amont à Kerglérec, on note des températures plus élevées qu'au point aval au Scloff. Ceci pourrait s'expliquer par le rejet de la station d'épuration de Berric dont les eaux sont plus chaudes que le cours d'eau, hypothèse qui restera à vérifier et à suivre.



AXE 3 REDUCTION DES POLLUTIONS D'ORIGINE URBAINE

ACTION 3-1 CHARTE DE DESHERBAGE DES ESPACES COMMUNAUX ET A3-2 ACCOMPAGNEMENT DES SYNDICS DE COPROPRIETES ET DES PAYSAGISTES VERS LE ZERO PESTICIDE

En début d'année, le bureau d'étude mandaté pour l'accompagnement des communes sur la mise en oeuvre des chartes de désherbage des espaces communaux a réalisé le bilan pour les 8 communes de Pénérf. Ce bilan permet chaque année de déterminer où se situe la commune au regard des 5 niveaux de la charte pour atteindre le Zéro pesticide. Pour ce faire, une rencontre sur site avec chaque service technique est réalisée. Les bilans sont présentés aux communes lors de la réunion annuelle qui s'est déroulée cette année le 14 avril.

Depuis plusieurs années, toutes les communes du SIAGM sont conviées à la réunion annuelle et aux ateliers techniques mis en place dans ce second contrat.

La réunion annuelle se déroule en deux temps : la matinée a été consacrée au bilan des communes avec des échanges sur les méthodes, et les freins pour l'atteinte du zéro pesticide ; l'après-midi les échanges se sont poursuivis sur les matériels de désherbage alternatif, l'évolution des pratiques, les aménagements, les cimetières et les terrains de sport.

Le 21 octobre, nous avons organisé un atelier technique d'une demi-journée à Locmariaquer où les élus et les services techniques ont fait partager aux communes du Golfe et de Pénérf les méthodes qui leur ont permis d'atteindre le Zéro pesticide.

ACTION 3-5 ETUDE POUR LA RECHERCHE DES CONTAMINATIONS BACTERIOLOGIQUES

Cette action est co-animée avec le chargé de mission milieux aquatiques et agriculture qui y consacre 6% de son temps.

Cette action a débuté en août 2010, en partenariat avec Le Comité Régional Conchylicole de Bretagne et Sud et IFREMER. Il s'agissait dans un premier temps de suivre les principales arrivées d'eau douce à l'estuaire sur le paramètre *Escherichia coli*. 6 points ont été suivis pendant un an jusqu'en septembre 2011. Les prélèvements ont été réalisés en régie, et les analyses confiées au LDA. En parallèle, 3 points de suivi coquillage complémentaires au point du réseau REMI ont été mis en place. Les prélèvements ont été également assurés en régie et les analyses des coquillages confiées à IFREMER. A ces nouveaux suivis a été rajouté un second prélèvement sur le suivi mensuel du réseau REMI. L'ensemble de ce suivi a été réalisé sur une fréquence bimensuelle pendant 1 an.

Les résultats ont été présentés à la commission GIZC- qualité de l'eau du contrat de bassin versant le 22 septembre et au comité d'acteurs le 13 octobre 2011. Ces deux groupes de travail ont également validé les étapes complémentaires de cette étude qui ont démarré en novembre 2011.

Les premiers résultats ne permettent pas de tirer des conclusions sur l'origine géographique ou l'origine humaine ou animale des contaminations. Les prochaines étapes seront de :

- ✓ continuer à cerner les sous secteurs de contribution avec un nouveau suivi complémentaire de recherche de contamination fécale sur des arrivées d'eau douce secondaires pendant 1 an avec une fréquence d'une fois par mois. 4 nouveaux points (P7, P8, P10 et P12) sont suivis pour affiner les connaissances de terrain en termes d'arrivées d'eau douces vers l'estuaire. Ces 4 points remplacent les 6 points bactériologiques précédemment suivis (P1 à P6). La fréquence des analyses à partir d'octobre 2011 est de 1 prélèvement par mois sur ces nouveaux points,



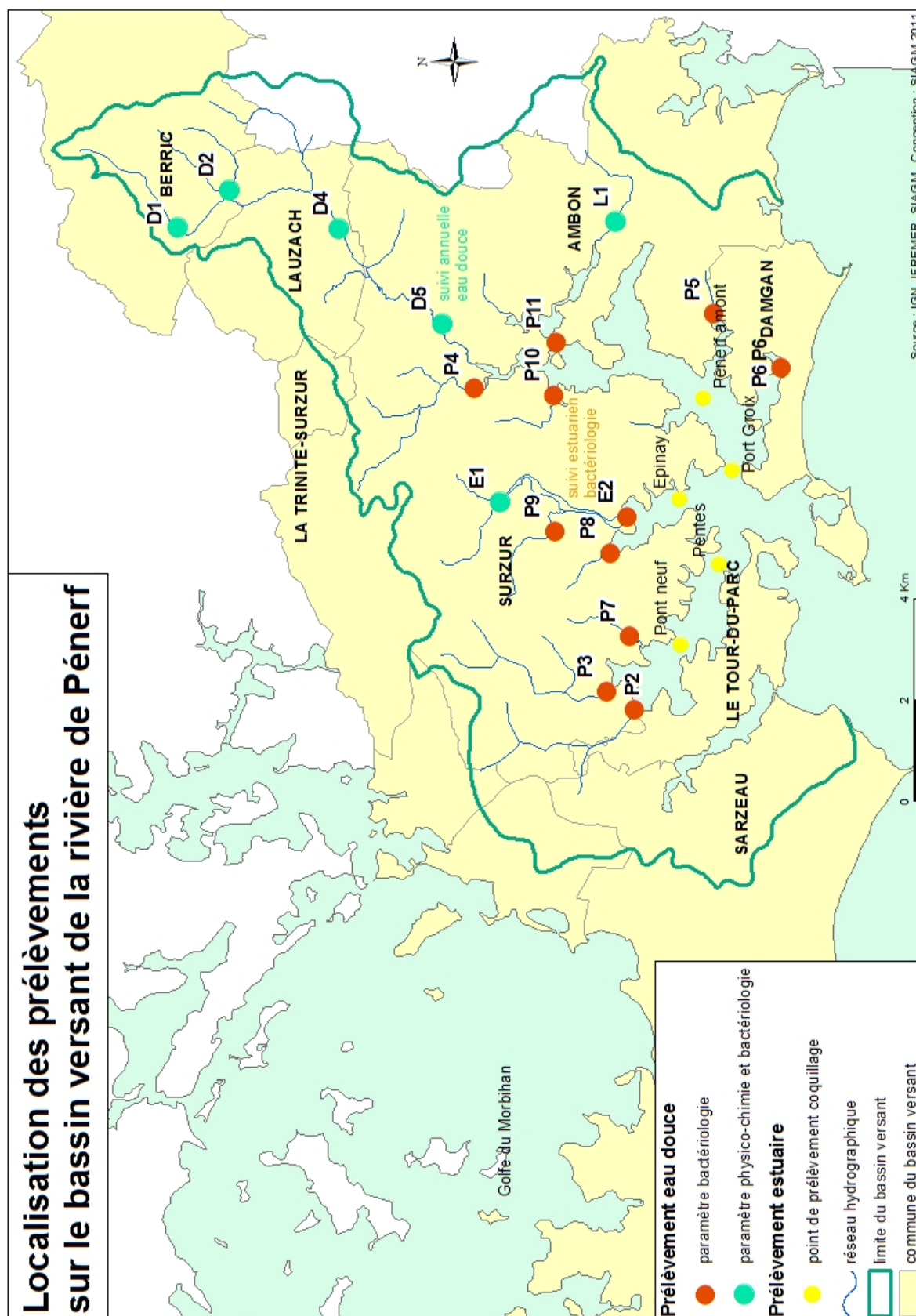
Contrat de bassin versant de la rivière de Pénérf Bilan d'activités 2011



- ✓ rechercher des marqueurs bactériodaux permettant de définir l'origine humaine, ou animale (porc ; ruminant –bovin et ovin). Attention, ces futurs résultats seront un indicateur supplémentaire à ajouter aux autres outils pour mieux définir les types d'action à mettre en œuvre. Nous suivrons 6 points et pour chacun de ces points 5 analyses maximum seront réalisées. Le choix des points a été fait en croisant les périodes de mauvais résultats obtenus sur l'année précédente, et leur localisation géographique,
- ✓ poursuivre les analyses sur les 3 points coquillages complémentaires (Pont-Neuf, Epinay, Lic) pendant 1 an sur une fréquence de 1/mois en se calant sur les dates de prélèvements des points REMI,
- ✓ mettre en place un modèle hydrodynamique réalisé par IFREMER donnant des indications sur les mouvements des courants et les panaches de diffusion des pollutions. Pour cela, les concentrations en *Escherichia coli* seront transformées en flux liés aux débits de chaque cours d'eau. Ces flux nous permettront de déterminer la contribution respective de chaque arrivée d'eau douce à l'estuaire. Les premières simulations seront disponibles pour le printemps 2012.

Ces outils permettront de définir la priorisation géographique et le type d'actions à initier.

Carte 1



Action 3-12 suivi de la qualité des eaux douces

Cette action est totalement assurée en régie par le chargé de mission milieux aquatiques et agriculture pour 28% de son temps de travail.

Sur le bassin versant de la rivière de Pénerf, 13 points de suivi nous permettent d'évaluer la qualité de l'eau sur les paramètres physico-chimiques ainsi que sur le paramètre microbiologique.

Les prélèvements d'eau sont effectués en régie et les analyses ont été confiées au LDA 56. Un cahier des charges a été rédigé sur la base du protocole régional pour l'appel d'offre.

Désignation	Paramètres	Fréquences	Année 2011 de janvier à septembre (9 mois)	Année 2011 octobre à décembre (3 mois)	Nombre d'analyse totales	Points	Code Agence BEA	cours d'eau	Lieu
Exutoire Drayac	Nitrates	1 fois/mois	9	3	12	D5	PN005	Drayac	Le Scloff
	Ammonium	1 fois/mois	9	3	12				
	Phosphore (Ptot)	1 fois/mois	9	3	12				
	Orthophosphates	1 fois/mois	9	3	12				
	MES	1 fois/mois	9	3	12				
	Escherichia Coli	1 fois/mois	9	3	12				
	Glyphosate	Nov, Fév, Mars, Avr, Mai, juin	5	1	6				
	AMPA	Nov, Fév, Mars, Avr, Mai, juin	5	1	6				
	Pesticides	Nov, Fév, Mars, Avr, Mai, juin	5	1	6				
Points de suivi	Nitrates	1 fois/mois	9	3	12	D1	PN001	Drayac	pont de la D7 à Berric
	Ammonium	1 fois/mois	9	3	12				
	Phosphore (Ptot)	1 fois/mois	9	3	12	D2	PN002	Flahec	300 m aval station épuration Berric
	Orthophosphates	1 fois/mois	9	3	12				
	MES	1 fois/mois	9	3	12	D4	PN004	Drayac	Aval rejet de Procanar
	Escherichia Coli	1 fois/mois	9	3	12				
Points de suivi	Nitrates	1 fois/mois	9	3	12				
	Ammonium	1 fois/mois	9	3	12	E1	PN006		150 m aval station épuration Surzur
	Phosphore (Ptot)	1 fois/mois	9	3	12			Epinay	
	Orthophosphates	1 fois/mois	9	3	12		-		Digue du marais de l'Epinay
	MES	1 fois/mois	9	3	12				
	Escherichia Coli	1 fois/mois	9	3	12				
Points de suivi	Nitrates	1 fois/mois	9	3	12	E2	-		
	Ammonium	1 fois/mois	9	3	12	L1	PN007	Loc	Passerelle Kerlann
	Phosphore (Ptot)	1 fois/mois	9	3	12				
	Orthophosphates	1 fois/mois	9	3	12				
	MES	1 fois/mois	9	3	12				
	Escherichia Coli	1 fois/mois	9	3	12				
Suivi estuaire, recherche de contamination bactériologique	Escherichia Coli	2 fois/mois sur 6 points de janvier à septembre	108	-	108	P1; P2;P3;P4;P5;P6	-	estuaire de Pénerf	Le Mar, Etier de Caden, Etier de Lambré, Pembrulzo, étier du lic, étier de Damgan
Suivi estuaire, recherche de contamination bactériologique	Escherichia Coli	1 fois/mois sur 4 points de octobre à décembre	-	12	108	P7; P8;P10;P12	-	estuaire de Pénerf	Ruisseau de Sainte-Anne, Ruisseau de Kergal, Ruisseau de Trély, Etier de Ambon

Les prélèvements pesticides sont effectués au point bilan : D5

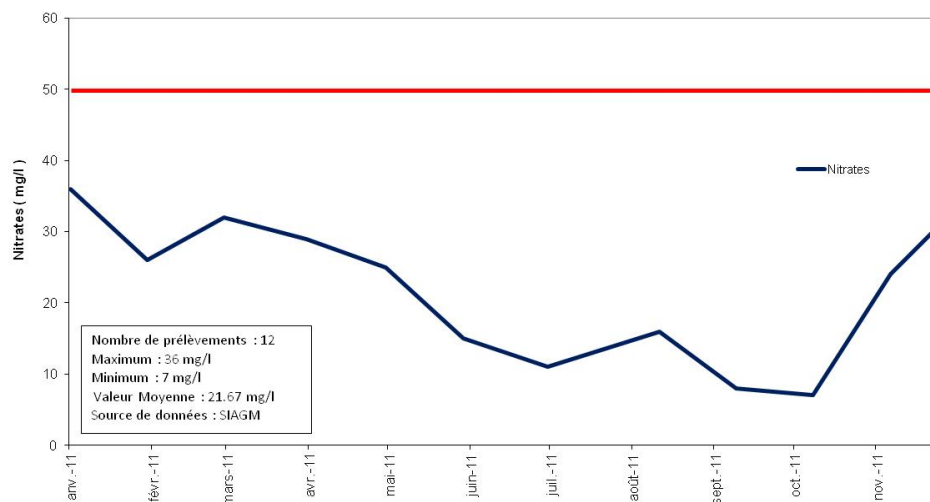
Le Minyvel (station de prélèvement automatique) nous permet de prélever la 1^{ère} lame d'eau drainante consécutive à un cumul de pluie supérieur à 10 mm en 24H. Sur les 3 premières semaines des mois prévus pour rechercher les pesticides, si la lame d'eau est insuffisante pour prélever avec le Mynivel, un prélèvement manuel est effectuée la dernière semaine en même temps que les paramètres physico-chimiques.

LES NITRATES :

La concentration maximale en nitrates au point bilan (D5) du bassin versant de la rivière de Pénerf pour l'année 2011 est de 36 mg/l. Cette concentration a été enregistrée le 19 janvier 2011. Les concentrations maximales en nitrates se situent en période hivernale contrairement aux concentrations minimales qui se situent en période d'été. La concentration la plus faible, 7 mg/l, a été enregistrée le 26 octobre 2011.



BASSIN VERSANT : Rivière de Pénerf
Evolution des teneurs en Nitrates
 à la station de mesure : PN05
 Cours d'eau : Drayac - Lieu-dit : Rivière du Drayac - Le Scloff
 Période : janvier 2011 - décembre 2011



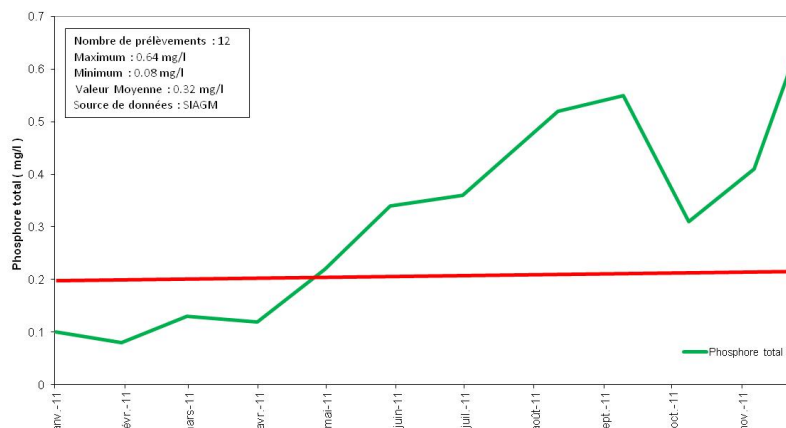
Depuis 2007, les concentrations moyennes sont sensiblement en baisse puisqu'elles sont passées de 27 mg/l en 2007 à 25 mg/l en 2010. Cette année la concentration moyenne est de 22 mg/l et confirme cette tendance. Aucun dépassement de la norme en eau potable (50 mg/l.) n'a été enregistré depuis 2006 sur le bassin versant de la Drayac.

LE PHOSPHORE TOTAL :

La concentration maximale en Phosphore total au point bilan (D5) pour l'année 2011 est de 0,64 mg/l. Elle a été enregistrée le 13 décembre 2011. Les concentrations maximales pour le Phosphore total se situent en période d'été. Cette année 8 analyses sur 12 dépassent la valeur fixée pour le bon état des eaux (valeurs inférieures à 0.2 mg/l.)



BASSIN VERSANT : Rivière de Pénerf
Evolution des teneurs en Phosphore total
 à la station de mesure : PN05
 Cours d'eau : Drayac - Lieu-dit : Rivière du Drayac - Le Scloff
 Période : janvier 2011 - décembre 2011



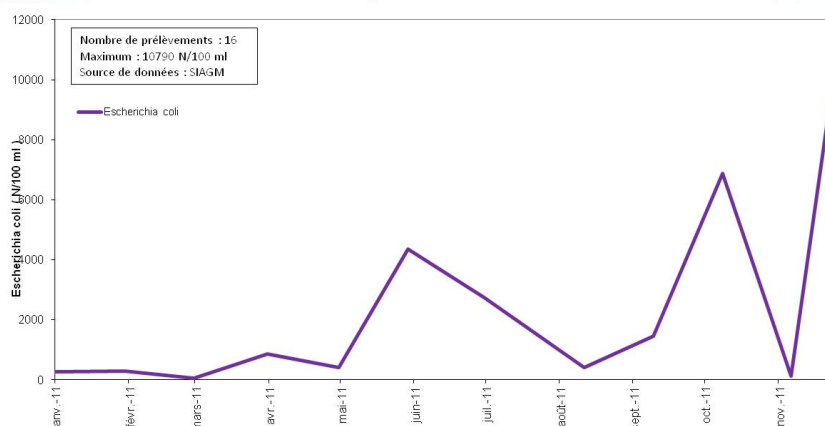
LA BACTÉRIOLOGIE (ESCHERICHIA-COLI) :

Le paramètre Escherichia-Coli est essentiel pour analyser et rechercher les contaminations bactériologiques qui ont un impact sur l'estuaire de la rivière de Pénerf.

La concentration maximale au point bilan (D5) est de 10 790 N/100ml, elle a été enregistrée le 13 décembre 2011. La saison estivale est la seconde période de l'année pour laquelle les concentrations en Escherichia coli sont élevées avec une maximale à 4 365 N/100 ml. Depuis 2006, ce résultat est systématique. Les pics de concentration relevés au mois d'octobre et décembre 2011, correspondent aux épisodes pluvieux qui ont déterminé la reprise des écoulements ainsi que les apports bactériologiques.



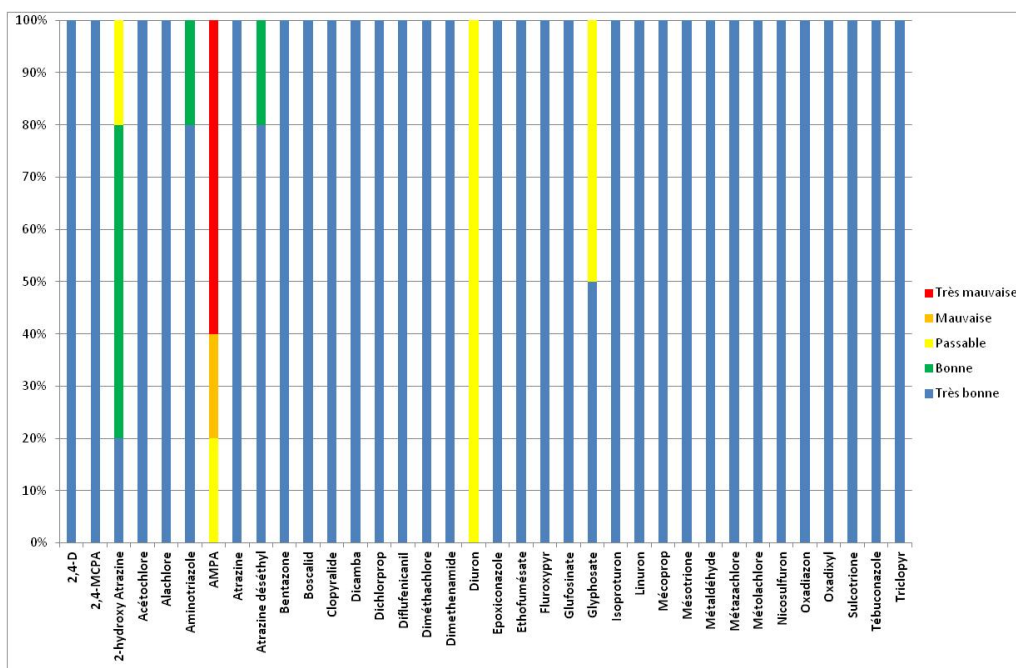
BASSIN VERSANT : Rivière de Pénerf
Evolution des teneurs en Escherichia coli
à la station de mesure : PN05
Cours d'eau : Drayac - Lieu-dit : Rivière du Drayac - Le Scloff
Période : janvier 2011 - décembre 2011



LES PESTICIDES :

36 molécules sont recherchées à l'exutoire de la Drayac (point bilan D5, lieu dit « Le Scloff ») sur le bassin versant de la rivière de Pénerf.

6 matières actives ont été détectées sur les 6 analyses pesticides effectuées au cours des mois de février, mars, avril, mai, juin et novembre 2011. Il s'agit de 2 Hydroxy-Atrazine, AMPA, Atrazine Déséthyl, Diuron, Glyphosate et Nicosulfuron.



Deux substances actives sont retrouvées systématiquement en dépassement de la norme AEP (0,1µg/l) :

- ✓ l'AMPA (métabolite du glyphosate) a une concentration maximale de 23,7 µg/l (27 novembre 2011),
- ✓ le diuron (interdit d'utilisation depuis 2008) avec une concentration maximale de 0,11 µg/l (17 février 2011).

Ces résultats classent le cours d'eau dans les catégories mauvaises à très mauvaise au regard du SEQ-EAU.

Le Glyphosate est retrouvé en dépassement 50% du temps avec une concentration maximale de 0,81 µg/l. les épisodes pluvieux 2011, ont été moins nombreux que les années passées ce qui explique l'amélioration en terme de fréquence de dépassement.

La fréquence de dépassement pour la molécule 2 Hydroxy-Atrazine (dégradation de l'Atrazine, interdite d'utilisation depuis 2003) est de 80%, mais seulement 20% de ces dépassements sont de qualité passable.

LE SUIVI QUANTITATIF :

Une station hydrologique a été installée au mois d'octobre 2010, au point bilan du bassin versant, D5, lieu-dit le Scoff. Son installation a été réalisée en régie : achat des sondes, des matériaux, construction et pose.



L'estimation des flux en azote (N-NO₃) sur le bassin versant de la rivière de Pénérf pour l'année hydrologique 2010-2011 a été calculée avec les données enregistrées à la station de mesures gérée par le SIAGM.

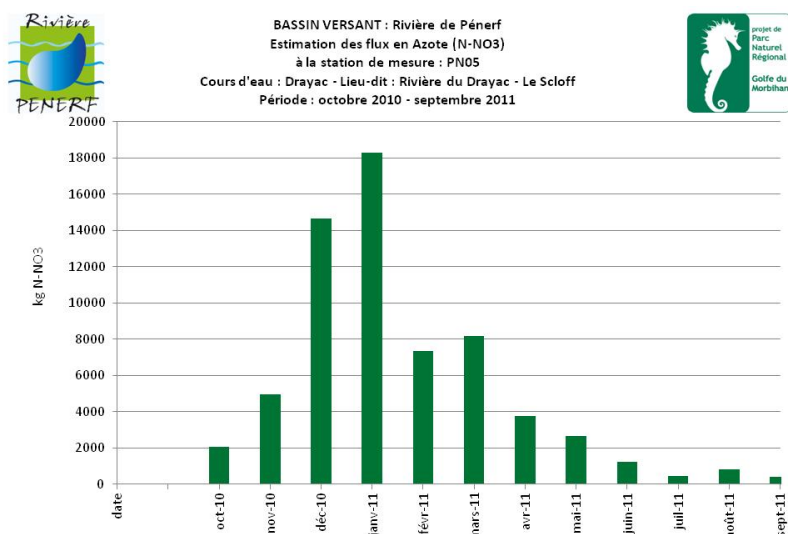
Elle enregistre en temps réel les variations de hauteurs d'eau, ce qui permet d'obtenir les débits en ce point.

La surface du bassin versant attribuée à cet endroit représente une surface de 3312 hectares.

Résultats sur la première année hydrologique,

d'octobre 2010 à septembre 2011 :

- 9,4 millions de m³ d'eau se sont écoulés de la Drayac,
- la concentration moyenne en nitrates observée est de 24,7 mg/l, avec un minimum de 8 mg/l au mois de septembre 2011 et un maximum de 38 mg/l au mois de novembre 2010,
- le flux en azote est de 27,7 kg/ha/an de N-NO₃, ce qui représente environ 92 tonnes d'azote exportées par la rivière de la Drayac vers l'estuaire de Pénérf,
- près de la moitié de ces flux en azote a été relevé en 2 mois : décembre 2010 et janvier 2011.



Action3-6 Accompagnement des communes pour la recherche des sources de contamination identifiées lors des études pour la gestion du pluvial

Des prospections de terrain ont été réalisées sur les communes suivantes suite aux mauvais résultats en bactériologie relevés lors des études de gestion des eaux pluviales.

DAMGAN :

Une convention a été signée entre le SIAGM et la mairie de Damgan pour réaliser un complément de recherche de contamination bactériologique sur des exutoires de pluviaux. Au delà de l'objectif de recherche, s'ajoute un objectif de sensibilisation auprès des services techniques et des élus à cette problématique de recherche de contamination. Dans un premier temps, le SIAGM a effectué les prélèvements lors de sa tournée habituelle. Les analyses ont été prises en charge directement par la commune. Puis, un bilan a été adressé à la commune ainsi que qu'une feuille de route méthodologique expliquant comment à partir d'un point de prélèvement le réseau doit être « remonter », et quelles types d'actions doivent être mise en œuvre (contrôle colorant...). Le but est que la municipalité continue la recherche de contamination avec ses propres moyens techniques.

Une pollution bactériologique par identification visuelle sur le réseau a été détectée, liée à un bâtiment collectif municipal. La mairie en a été informée et une procédure de réhabilitation a été mise en place par la municipalité avec les entreprises concernées.

AMBON :

Une pollution bactériologique par identification visuelle sur le réseau a été détectée liée à un bâtiment collectif intercommunal. Des tests au colorant ont été réalisés par la commune et le SIAGM sur le bâtiment : 3 appartements raccordés au pluvial. La commune a saisi le propriétaire et la procédure est en cours

La commune a également réalisé un contrôle au colorant sur le centre bourg après une sectorisation réalisée par le SIAGM grâce au plan de réseau de l'étude des gestions des eaux pluviales.

LE TOUR DU PARC :

Le 4 août 2011, une prospection du réseau d'eaux pluviales par temps de pluie a été réalisée sur des secteurs identifiés lors de l'étude de gestion des eaux pluviales. Une contamination bactériologique sur 2 points a été déjà confirmée et une nouvelle contamination a été identifiée. Un courrier d'information a été envoyé à la commune et au SIAEP de la presqu'île de Rhuy.

SURZUR :

Le 12 septembre 2011, une contamination a été identifiée sur un fossé. Un courrier d'information a été envoyé à la commune et au SIAEP de la presqu'île de Rhuy.

Axe 4 Sensibilisation et pédagogie à l'environnement

ACTION 4-1 PEDAGOGIE AUPRES DES SCOLAIRES

Pour la sixième année consécutive, cette action a été proposée aux écoles du bassin versant. 109 élèves y ont participé répartis sur les communes de Surzur, Damgan La Trinité-Surzur et le Tour du Parc

Le temps d'animation est consacré :

- ✓ à la mise à jour du contenu pédagogique avec le prestataire,
- ✓ aux contacts avec chacune des écoles présentes sur le territoire afin de leur présenter le contenu pédagogique,
- ✓ à l'organisation du calendrier des journées d'intervention après réponses des écoles participantes,
- ✓ au bilan après participation.

ACTION 4-5 ORGANISER DES JOURNEES MARAICHAGE BIO ET JARDINER BIO

Il n'a pas été organisé de visite chez un maraîcher par manque de candidat. Il a été décidé en commission citoyenneté de mettre en place l'animation proposée par l'association Eau et rivières de Bretagne intitulé « Ma ville est belle sans pesticide »

La commission a proposé que la manifestation se passe sur la commune de Lauzach à Zéro pesticide. L'organisation de cette action a nécessité du temps de préparation avec l'association et les élus de la commune. Elle s'est déroulée sur deux jours les 4 et 5 octobre avec une première journée pour les deux écoles de Lauzach et une seconde journée pour les habitants de la commune.

Le vendredi, autour de l'exposition « Jardiner au naturel », 49 enfants des deux écoles de Lauzach ont pu explorer les différentes voies du jardinage sans pesticide avec une animation ludique de l'exposition par l'association Eau et Rivières de Bretagne. Une exposition de leurs dessins exprimant leurs perceptions sur ce thème était visible dès le lendemain lors de l'animation pour les habitants

Le vendredi soir était diffusé le film « Guerre et paix dans le potager » devant 74 personnes dont 34 enfants.

Une cinquantaine de Lauzachoises ou habitants du bassin versant ont participé à la journée du samedi consacrée à la découverte des espaces communaux sans pesticide, à un troc aux plantes et aux graines, à des ateliers de démonstration d'outils de désherbage manuel tels que le pic bêche ou la binette-griffe, à des semis pour bordures de murs fleuries, à des ateliers destinés aux enfants pour réaliser des abris pour les insectes auxiliaires du jardinier et à l'exposition « Jardiner au naturel ».

Le temps fort a été la randonnée botanique et l'atelier de « cuisine sauvage » avec Frédéric Audran. 19 personnes l'ont suivi d'une oreille attentive et les papilles impatientes de découvrir les recettes mitonnées avec les plantes sauvages cueillies pendant la balade !

ACTION 4-6 JOURNAL D'INFORMATION DE LA RIVIERE DE PENERF

2 magazines ont été édités cette année. Le numéro 12 est paru en juin 2011 et présente le bilan des démarches communales vers le «zéro pesticide», et également le BRF. Le numéro 13 est paru en décembre, avec une présentation du suivi bactériologique sur l'estuaire de Pénérf et une présentation des travaux de restauration du CRE . Ces magazines ont été édités en 6 300 exemplaires et ont été distribués dans les boîtes aux lettres des habitants des 8 communes du bassin-versant.

Pour l'édition du journal, nous faisons appel à un bureau d'études qui est le rédacteur en chef, à une graphiste pour la mise en page du journal, et à un imprimeur. Pour la distribution, elle est effectuée soit par les mairies volontaires soit par un prestataire spécialisé dans la distribution.

La ligne éditoriale est donnée par le Vice-Président du SIAGM en charge du contrat de bassin versant. Le pré-choix des articles est réalisé ensuite avec le bureau d'études qui est chargé de le présenter au comité de rédaction composé par des membres de la commission citoyenneté du bassin versant.

Le temps d'animation se partage entre la pré-rédaction ou rédaction d'articles, le choix des illustrations, le suivi du bureau d'études, la réalisation du rétro-planning avec le Bureau d'études et la graphiste, la distribution des journaux pour les communes distributrices et la présence au comité de rédaction si nécessaire.

AXE 5 COORDINATION DU CONTRAT DE BASSIN VERSANT

L'année 2011 est la seconde année d'actions du second contrat de bassin versant.

Le temps d'animation et de coordination de la chargée de mission a été partagé de la manière suivante :

- ✓ 41,5 % au « Bilan évaluation et administration du contrat » et réparti entre :
 - le suivi administratif et bilan financier 2010 pour 3/11 de ce temps,
 - bilan d'activités 1/11 de ce temps,
 - coordination générale (suivi des bureaux d'études pour des actions spécifiques du programme d'actions) et administratif 7/11 de ce temps.
- ✓ 11% à l'animation des commissions thématiques, et du comité d'acteurs,
- ✓ 35,5 % à la coordination et mise en œuvre des actions des 4 axes :
 - coordination de la mission « milieux aquatiques et agriculture » : AXE 1 et AXE 2 pour 1/8 de ce temps :
 - Coordination mise en œuvre des actions de l'AXE 3 « pollution urbaine » pour 5/8 de ce temps
 - Action A3-1 & A3-2 charte de désherbage des espaces communaux et accompagnement des syndicats de copropriétés et des paysagistes vers le Zéro pesticide
 - Suivi et coordination de la mission du bureau d'étude
 - Action A3-5 : recherche des contaminations bactériologiques
 - Suivi et coordination de l'étude de recherche des contaminations bactériologiques et des marqueurs bactériens en partenariat avec IFREMER,

- Choix des sites pour des nouveaux points eau douce complémentaire au premier réseau,
- Prospection terrain des sources de contamination.
- Action3-6 Accompagnement des communes pour la recherche des sources de contamination identifiées lors des études pour la gestion du pluvial
 - Animation de l'action, terrain, lien avec les communes et le SIAEP de la Presqu'île de Rhuys,
- Action A3-11 : Suivi de la qualité de l'eau douce
 - Coordination et suivi,
 - Prélèvement en régie assurée par Camille SIMON pour une plus grande proximité compréhension et connaissance du territoire,
- Coordination mise en oeuvre des actions de l'AXE 4 « sensibilisation, pédagogie à l'environnement - communication » pour 2/8 de ce temps :
 - Action A4-1 Pédagogie avec les scolaires
 - préparation et organisation du projet pédagogique milieux aquatiques pour les écoles,
 - relance des écoles, gestion des inscriptions des écoles,
 - ajustement du calendrier avec le centre Nature d'Arzal,
 - Action A4-5 Organiser des journées maraîchage bio et jardinier bio
 - prise de contact avec Eaux et rivières de Bretagne pour l'organisation de « ma ville est belle sans pesticides »,
 - définition du contenu du programme avec ERB et la commune de Lauzach,
 - organisation de la communication (gestion de l'impression des affiches, et des programmes, distribution dans les communes, mailing...),
 - coordination du déroulé lors des 2 jours d'animation.
 - Action A4-6 journal de la rivière :
 - rédaction de certains articles, coordination et validation technique avant publication,
 - organisation de la distribution.
- ✓ et 12% aux relations avec les acteurs du territoire et hors territoire :
 - participation au SAGE Vilaine (CLE ou comité d'estuaire, ou réunions technique pour la révision du SAGE),
 - participation aux réunions départementales ou régionales liées au GP5 ou sur les thématiques du contrat.

Le chargé de mission milieux aquatiques et agriculture a également passé 1% de son temps de travail pour la rédaction des articles du journal et 3% de son temps de travail pour les relations avec les partenaires notamment (Sage Vilaine, ou des réunions thématiques du GP5).



CONTRAT DE BASSIN VERSANT DE LA RIVIERE DE PENERF

BILAN D'ACTIVITES

DES ACTIONS PROGRAMMEES EN 2012



Figure 1: La Rivière de Pénérf



Ministère
de l'Énergie, de l'Énergie,
du Développement durable
et de l'Aménagement
du territoire
Établissement public du ministère
chargé du développement durable



TABLE DES MATIERES

AXE 1 REDUCTION DES POLLUTIONS D'ORIGINE AGRICOLE	3
<i>Action 1-1 Création et animation d'un groupe herbe</i>	<i>3</i>
<i>Action 1-2 Expérimentation pour l'amélioration agronomique des sols LITTORAUX</i>	<i>3</i>
<i>Action 1-4 Communication agricole : Création d'un e-bulletin</i>	<i>5</i>
AXE 2 AMENAGEMENT DE L'ESPACE	5
<i>Action 2-1 Contrat Restauration Entretien de rivière et de zones humides.....</i>	<i>5</i>
AXE 3 REDUCTION DES POLLUTIONS D'ORIGINE URBAINE	19
<i>Action 3-1 charte de désherbage des espaces communaux et A3-2 accompagnement des syndicats de copropriétés et des paysagistes vers le Zéro pesticide.....</i>	<i>19</i>
<i>Action 3-5 Etude pour la recherche des contaminations bactériologiques.....</i>	<i>21</i>
AXE 4 SENSIBILISATION ET PEDAGOGIE A L'ENVIRONNEMENT	29
<i>Action 4-1 pédagogie auprès des scolaires.....</i>	<i>29</i>
<i>Action 4-5 Organiser des journées maraîchage bio et jardiner bio</i>	<i>30</i>
<i>Action 4-6 journal d'information de la rivière de Pénérf.....</i>	<i>30</i>
AXE 5 COORDINATION DU CONTRAT DE BASSIN VERSANT	30

L'animation et la coordination sont réparties entre des actions directes présentées ci-dessous et entre l'animation générale présentée dans l'axe 5 : coordination.

AXE 1 REDUCTION DES POLLUTIONS D'ORIGINE AGRICOLE

L'animation et la mise en œuvre des actions sont assurées par le chargé de mission milieux aquatiques et agriculture pour 9% de son temps de travail.

ACTION 1-1 CREATION ET ANIMATION D'UN GROUPE HERBE

L'objectif de cette action est d'inciter les agriculteurs en élevage laitiers ou allaitants du bassin versant de la rivière de Pénérf à mettre en place des systèmes herbagers plus économes en utilisant au mieux les ressources de l'exploitation, par la valorisation du pâturage pour réduire notamment les consommations énergétiques et d'intrants chimiques, tout en restant performant et respectueux pour la qualité de l'eau.

Un prestataire anime la réflexion collective à l'échelle du bassin versant et invite les agriculteurs du groupe herbe à réfléchir sur la possibilité de modifier leur système.

Deux fermes pilotes servent d'outils d'aide à la réflexion :

- L'une au sud du bassin versant : GAEC de Kermadec (Ambon)
- L'autre au nord du bassin versant : GAEC du Grabéto (Berric)

Un suivi de ces deux fermes est élaboré et permet d'identifier les points forts et les points à améliorer. Ce travail est discuté avec le groupe herbe et est présenté en commission agriculture du bassin versant.

Pendant l'année 2012, deux visites d'exploitations, ayant un système herbagé qui fonctionne, proches de Pénérf ont été programmées dans le but de sensibiliser les agriculteurs :

- Visite du GAEC du Pessun (Sulniac), le mardi 22 mai 2012,
- Visite de la SCEA la Tasconnaise (Saint-Armel), le vendredi 28 septembre 2012.

Le bilan technique est positif, puisque certaines pratiques culturales étudiées lors de ces visites seront testées sur le bassin versant, notamment les mélanges céréaliers. Le peu de participation à l'animation du groupe herbe a été soulevé en commission agriculture, malgré l'invitation individuelle des 122 agriculteurs du territoire de Pénérf et les relances téléphoniques. Pour 2013, il a été décidé en commission agriculture de se rapprocher du groupe herbe existant depuis plusieurs années sur le canton de Questembert.

ACTION 1-2 EXPERIMENTATION POUR L'AMELIORATION AGRONOMIQUE DES SOLS LITTORAUX

L'objectif de cette expérimentation démarrée en 2011 est d'améliorer la valeur agronomique d'une parcelle située dans la bande des 500m du littoral. Le principe consiste à couvrir le sol de la parcelle par du BRF afin de reconstituer du sol par l'action microbienne agissant sur la décomposition de la matière organique végétale. L'évaluation de cette expérimentation s'appuie sur des bio-indicateurs via un observatoire des lombrics (protocole régional) et des analyses de sols qui ont lieu tous les ans.



Contrat de bassin versant de la rivière de Pénerf Bilan d'activités 2012



Le comptage des lombrics présents dans le sol de la parcelle expérimentale s'est déroulé en mars 2012, mais Les conditions climatiques hivernales 2012, exceptionnellement sèches ne nous ont pas permis de comptabiliser correctement les vers de terre, un nouvel observatoire est programmé au mois de mars 2013. L'analyse de sol de la parcelle, prélevée au mois de mars 2012, montre une évolution sensible de la Capacité d'Echange en Cations (CEC). La CEC reflète la structure du sol, ainsi que son aptitude agronomique, elle est en effet passée, un an après l'épandage du BRF, de faible (6,5 meq/100mg) à moyen (9,1 meq/100mg). La biomasse microbienne est quant à elle restée faible.

L'évaluation se poursuivra en 2013

ACTION 1-4 COMMUNICATION AGRICOLE : CREATION D'UN E-BULLETIN

Après débat en commission agricole, il a été décidé de ne pas réaliser de e-bulletin technique mais de proposer à la commission citoyenneté d'insérer un article spécifique dans le journal de Pénérf.

Ceci a été débattu en commission citoyenneté qui n'a pas souhaité en insérer car il a été estimé que :

- ✓ les structures professionnelles éditent suffisamment d'informations techniques à destination de la profession agricole,
- ✓ il faudrait une équité dans les articles à proposer pour les différents acteurs mais dans ce cas le changement de la maquette du journal serait à envisager ce qui n'est financièrement pas possible dans le cadre du contrat actuel.

AXE 2 AMENAGEMENT DE L'ESPACE

ACTION 2-1 CONTRAT RESTAURATION ENTRETIEN DE RIVIERE ET DE ZONES HUMIDES

Le Contrat Territorial Milieux Aquatiques (anciennement CRE) sur la rivière de Pénérf a été inclus au présent contrat territorial de bassin versant pour répondre aux enjeux et objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau qui fixe un objectif de bon état écologique d'ici 2015 sur le territoire.

Il s'agit d'un programme quinquennal (2011-2015) qui porte essentiellement sur la remontée de fond de cours d'eau, ce qui engendrera un soutien des débits en période sèche et la reconnexion des zones humides avec le cours d'eau.

L'année 2012 est la deuxième année de mise en œuvre des travaux sur le bassin versant.

Le chargé de mission « Milieux aquatiques et agriculture » a passé 56 % de son temps de travail total pour le CTMA réparti comme suit :

- ✓ 21 % pour le suivi administratif préalable aux travaux, pour du suivi financier, pour de la préparation et la rédaction du cahier des charges des travaux, le suivi administratif du marché, et le choix de l'entreprise,
- ✓ 29 % pour la concertation pour l'acceptation des travaux : rencontres individuelles, préparation des conventions individuelles, réunion avec des agriculteurs et des élus de la commune de Surzur,
- ✓ 20 % pour le suivi des travaux,
- ✓ 20 % pour les indicateurs de suivi et la communication,
- ✓ 10 % pour les partenaires : réunion groupe de travail révision du SAGE Vilaine, carrefour de l'eau...dont 6% pour la cellule ASTER du Morbihan

SUIVI ADMINISTRATIF PREALABLE AUX TRAVAUX :

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Golfe du Morbihan a informé le service Biodiversité, Eau et Forêt de la DDTM du Morbihan de son intention de débiter la 1ère tranche annuelle des travaux du Contrat Territorial Milieux Aquatiques du bassin versant de la rivière de Pénerf le 8 juin 2012, conformément aux préconisations inscrites dans l'arrêté Préfectoral du 30 août 2011.

CONCERTATION POUR L'ACCEPTATION DES TRAVAUX :

Un travail d'explication et de négociation important a été nécessaire avec les agriculteurs et/ou propriétaires afin de signer une convention entre les différentes parties nous permettant d'engager les travaux de restauration du cours d'eau. Pour obtenir un accord quasi unanime sur ce cours d'eau, les 51 propriétaires ont été rencontrés individuellement au minimum deux fois jusqu'à un accord. 4 agriculteurs et/ou propriétaires ne désirent pas aujourd'hui que soient réalisés de tels travaux sur leurs parcelles.

Leur décision ne permettant pas de restaurer l'état écologique de façon homogène sur ce tronçon de ruisseau, les travaux initialement prévus pour 2012 sont reportés.

La concertation a continué en filigrane pendant la phase travaux pour en partie rassurer sur les inquiétudes liées au déroulé des travaux. Ce temps a été comptabilisé au temps de travail du suivi des travaux.

TRAVAUX DE RESTAURATION SUR LE RUISSEAU DU TREMERET :



Les premiers travaux ont débuté dès juin 2012, par la remontée du fond du cours d'eau sur le ruisseau du Flachec d'amont en aval et ce jusqu'à la confluence avec la Drayac. Les travaux se sont poursuivis sur les ruisseaux du Grabéto, du Bodo et d'une partie de la Drayac amont.

Ces ruisseaux sont situés sur la tête du bassin versant de la rivière de Pénerf aux sources de la Drayac, sur les communes de Berric et Lauzach.

L'entreprise a œuvré pendant 4 mois 1/2 pour remonter les 5 kilomètres des ruisseaux du Flachec, du Grabéto, du Bodo et une partie de la Drayac amont, avec une moyenne de 100 mètres de cours d'eau restaurés par jour. 3100 m³ de granulats granitiques (blocs, cailloux, graviers et sable) auront été nécessaires pour remonter les niveaux d'eau.

3 abreuvements directs au cours d'eau ont été déconnectés, 3 rampes de franchissements ont été aménagées pour faciliter la migration des poissons.

La coordination des travaux s'est déroulée 2 fois par semaine. L'objectif est de concilier les usages essentiellement agricoles de la parcelle et la mise en œuvre des travaux. Des points techniques ont été également réalisés au cas par cas avec le responsable de l'entreprise afin d'ajuster certaines réalisations.

Le chantier s'est achevé le 31 octobre 2012.

300 mètres de travaux concernant de la remontée de fonds de cours d'eau sur la Drayac amont, prévus en 2012, seront poursuivis au printemps 2013, car les conditions climatiques du mois d'octobre 2012 ne nous

ont pas permis de terminer le dernier tronçon, ainsi que l'aménagement de 2 abreuvements directs au cours d'eau et la plantation de 200 mètres de ripisylve sur la tête de bassin du ruisseau du Bodo.



Il est prévu pour l'année 2013 d'effacer l'étang de Penpont appartenant à M. et Mme Guell, habitant : Pont Croizant sur la commune de Berric (56230). Les propriétaires autorisent le SIAGM à entreprendre ces travaux d'effacement, une convention autorisant les travaux entre les deux parties est signée. Ces travaux sont inscrits dans le programme des réalisations 2012.



Vue ouest de la digue de l'étang de Penpont (SIAGM)

L'étang de M. et Mme Guell est inscrit au règlement d'eau par arrêté préfectoral du 22 octobre 1970, autorisant sa création au titre III du livre I du code rural, dont copie est jointe à la présente note complémentaire.

Les travaux d'effacement consisteront à refaçonner le vallon sur la surface creusée pour la création de l'étang dont la superficie calculée sur orthophotos est égale à 7500 m². Ces travaux de terrassement se feront avec un volume de remblais neutre (terre) de 8000 m³ environ. Un cours d'eau sera créé sur l'emprise actuelle de l'étang.



Exemple d'un cours d'eau renaturé après un effacement d'étang sur cours d'eau (source SIAGM)

Un ruisseau temporaire connexe aux travaux permettra de ne pas perturber le milieu durant toute la phase de terrassement, ceci afin d'éviter le transfert de Matières En Suspension vers l'aval ou de réduire l'Oxygène dissous du cours d'eau.

Ces travaux débuteront après assèchement du milieu. Pour se faire une vidange est nécessaire et respectera l'arrêté du 27 août 1999 portant application du décret N° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de vidange de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 3.2.4.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret N° 93-743 du 29 mars 1993 modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006.

En conséquence, la vidange du plan d'eau se fera à partir du mardi 2 avril 2013, puisque l'ouvrage se situe sur la Drayac en partie amont classée rivière de 1ère catégorie piscicole.

Le trop plein du plan d'eau est équipé d'un déversoir en béton d'1 mètre par 1 mètre équipé de batardeaux composés de planches en bois ce qui permettra d'effectuer une vidange lente et progressive pour ne pas porter préjudice aux propriétés et ouvrages situés à l'aval, ainsi que pour éviter le départ de sédiments.



Déversoir étang de Penpont, vue nord de la digue (SIAGM)

Exemple type de réalisation sur le ruisseau du Grabéto

Aménagement de passage busé



Avant travaux (source SIAGM)



Après travaux (source SIAGM)

Exemple type de réalisation sur le ruisseau du Bodo

Aménagement d'une rampe de franchissement



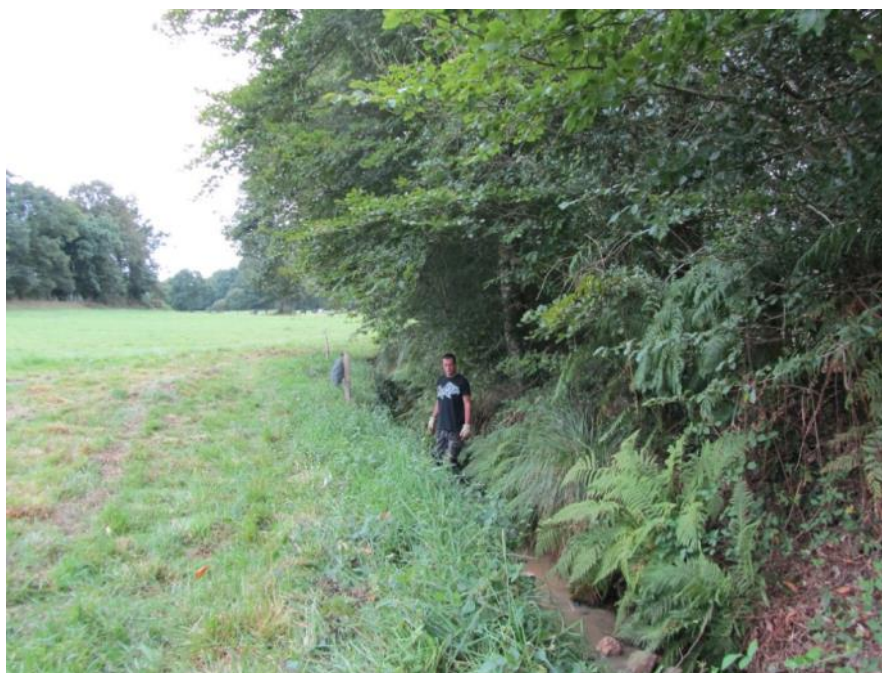
Avant travaux (source SIAGM)



Après travaux (source SIAGM)

Ces aménagements (rampes de franchissement et passages busés) permettent d'améliorer la continuité piscicole pour la libre circulation des poissons migrateurs et le transport des sédiments qui reflète la vie naturelle d'un cours d'eau.

Remontée de fond de cours d'eau



Avant travaux (source SIAGM)



Après travaux (source SIAGM)

La méthodologie employée pour remonter le fond des cours d'eau est basée sur les travaux de renaturation du ruisseau du Trémeret réalisés au cours de l'automne 2011 :

- Un état des lieux après débroussaillage manuel des rives des cours d'eau (traitement des déchets verts par broyage ou exportation en accord avec chaque propriétaire et/ou agriculteur), pour caler précisément les préconisations de restauration établies par le bureau d'études.

- Prise de niveau sur tout le linéaire du cours d'eau par piquetage pour caler précisément les hauteurs de remontées de fond de cours d'eau en fonction des diverses possibilités (les collecteurs de drains sortant directement au cours d'eau ne permettent pas forcément d'atteindre l'objectif optimal par exemple).
- Rechargement par des blocs de granit (diamètre >250mm), sur une hauteur variant de 40 à 80 cm sur l'ensemble des 5 kilomètres ainsi restaurés.
- Nivellement du lit mineur avec un granulat plus fin (diamètre 0-30 mm) d'origine granitique et diversification des écoulements par des blocs de différentes tailles (diamètre compris entre 250 mm et 600 mm), création de fosses pour favoriser les habitats piscicoles.

Aménagement d'abreuvoirs :

Trois aménagements d'abreuvoir ont été réalisés pour éviter l'accès direct du bétail au cours d'eau. Les agriculteurs concernés ont souhaité aménager des bacs gravitaires ou des pompes de prairie pour continuer à bénéficier d'une alimentation en eau liée à la ressource naturelle. Un tressage de fascine de saules entre des pieux de châtaignier a été réalisé pour restaurer le linéaire de berge dégradé par la création des abreuvoirs dans le cours d'eau.



Avant travaux (source SIAGM)

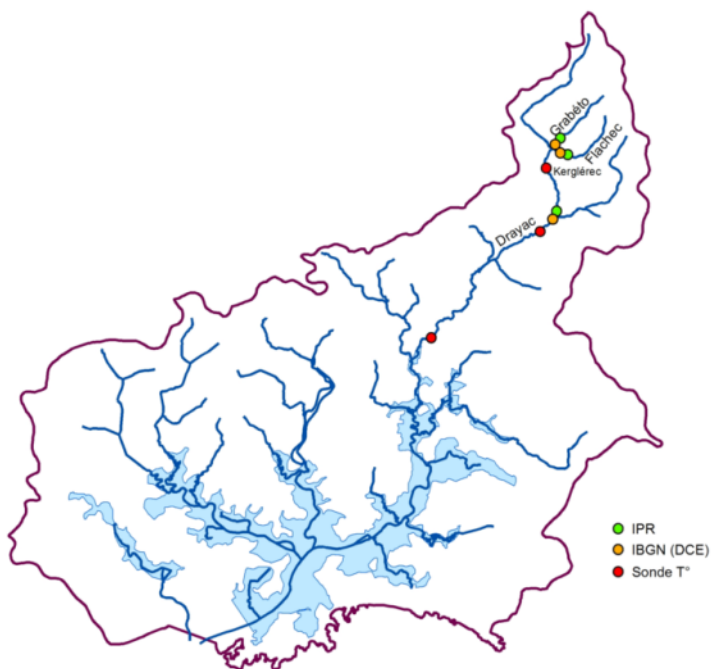


Aménagement d'un abreuvoir avec pompe de prairie sur la Drayac (Kerglérec)

La suppression d'abreuvement direct au cours d'eau permet d'éviter aux troupeaux de piétiner le fond du lit et de dégrader les berges. Leur remplacement par des bacs gravitaires ou des pompes de prairies améliore la qualité de l'eau vis-à-vis des Matières En Suspension (MES) et permet surtout de diminuer les apports bactériologiques (E-Coli) impactant fortement l'estuaire de la rivière de Pénerf et posant problème aux usagers du territoire (ostréiculture, pêche à pied et eaux de baignades par exemple).

LES INDICATEURS DE SUIVI

Conformément aux préconisations de l'étude préalable, des indicateurs de suivi ont été mis en place pour évaluer l'impact de ces travaux sur le milieu :





Contrat de bassin versant de la rivière de Pénérf Bilan d'activités 2012



L'Indice Poissons Rivière (IPR) :

La Fédération de Pêche du Morbihan a été retenue, suite à un appel d'offre, pour réaliser les IPR sur le programme quinquennale du CRE. 3 stations ont été prospectées le 5 juin 2012 sur le bassin versant :

- la station sur cours principal de la Drayac (en amont du ruisseau de Trébanan),
- la station sur le ruisseau du Flachec (affluent de la Drayac),
- la station sur le ruisseau du Grabéto (affluent de la Drayac).

IPR Drayac :

Seules 4 espèces sont présentes, dont la Truite Fario mais largement sous-représentée sur ce tronçon du cours principal de la Drayac. Le faible nombre d'espèces (notamment Loche Franche et Vairon) ainsi que leurs faibles densités totales démontrent un réel déficit de la capacité d'accueil du milieu.

Cette station est de qualité médiocre (classe 3, avec un IPR de 23,74).

A noter l'absence totale de Chabot, de Lamproie de Planer et de Saumon Atlantique, qui devraient être observés par rapport au peuplement théorique sur cette partie de la Drayac.

Ces indices représentent l'état initial des peuplements présents avant les travaux de restauration. Dans 2 ans, un autre IPR sera recalculé aux mêmes stations, après les travaux hydro-morphologiques, afin d'évaluer l'évolution des peuplements piscicole.

IPR Flachec :

Le peuplement piscicole est quasi-inexistant, représenté seulement par quelques Anguilles. L'habitat et la qualité de l'eau ne permettent pas l'établissement de la vie piscicole.

L'Indice Poissons Rivière est donc de mauvaise qualité (classe 4, avec un IPR de 26,247).

IPR Grabéto :

Sur les 3 stations prospectées, le ruisseau du Grabéto se situe dans une situation un peu plus favorable ; mais un déficit du nombre d'espèces piscicoles présentes et des densités totales trop faibles font que L'Indice Poissons Rivière est de qualité médiocre (classe 3, avec un IPR de 17,191).

Les pêches électriques réalisées en 2012 sur la rivière de Pénérf mettent en évidence une perturbation des peuplements piscicoles sur les 3 stations prospectées.

Malgré un habitat favorable, le Chabot semble absent du bassin versant.

L'Indice Biologique Global Normalisé DCE (IBGN) :

Le bureau d'études techniques EMAED a réalisé 3 IBGN selon la circulaire DCE 2007/22 du 11 avril 2007 le 31 mai 2012 :

- la station sur le cours principal de la Drayac (en amont du ruisseau de Trébanan),
- la station du ruisseau du Flachec (affluent de la Drayac),
- la station du ruisseau du Grabéto (affluent de la Drayac).

IBGN Drayac :

La densité réduite des taxons, pourtant en nombre important démontre la faible productivité du milieu. Les habitats (aménagements réalisés par la fédération de pêche du Morbihan, par recharge en granulats, diversification des écoulements...) semblent être encore en phase transitoire de colonisation par les invertébrés.

La qualité biologique globale sur ce tronçon de la Drayac est passable, avec une note de 10/20.

IBGN Flachec :

Les habitats sur le Flachec sont peu diversifiés (impact morphologique) et très colmatés (impact hydrologique dû en grande partie à la STEP situé à l'amont de la station de prélèvements).

Le nombre de taxons reste important, mais on ne dénombre que des espèces peu polluo-sensibles tolérant les habitats vaseux.

La qualité biologique globale sur ce tronçon du ruisseau du Flachec est passable, avec une note de 11/20.

IBGN Grabéto :

Le nombre de taxons est inférieur aux 2 autres stations. Cela s'explique par l'absence d'espèces plus tolérante sur ce ruisseau qui semble avoir une qualité des eaux supérieure mais dont la qualité des habitats est relative.

Sur les 3 stations suivies en 2012, par le bureau d'études, seul le ruisseau du Grabéto atteint tout juste le bon état écologique.

La station du Flachec montre un habitat perturbé, des écoulements lents qui contribuent à la banalisation du milieu par envasement. Les travaux hydro-morphologiques devraient permettre d'améliorer l'état écologique du milieu. Ces travaux doivent également participer à la régularisation des régimes d'écoulements et permettront un développement plus durable des invertébrés, sur une station comme le Grabéto.

Sur la station de Drayac, l'analyse IBGN a permis de mettre en évidence différentes hypothèses :

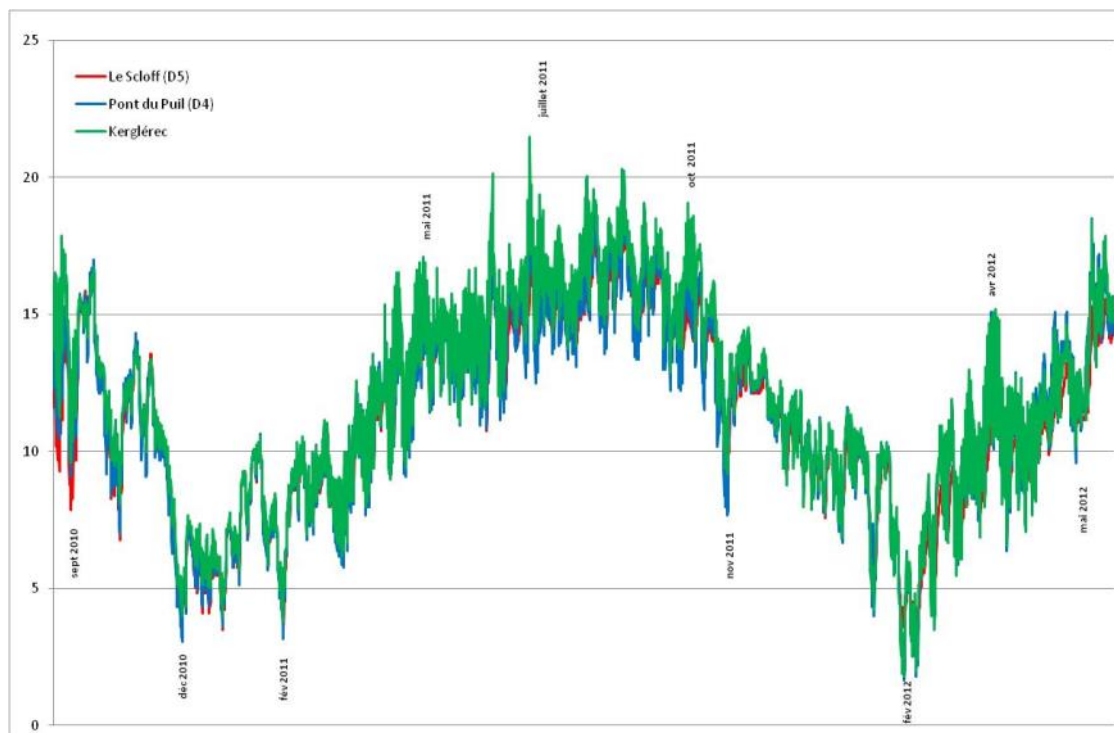
- la qualité physico-chimique de l'eau est bonne
- l'habitat est d'une qualité insuffisante pour accueillir des densités théoriques
- les surfaces des habitats biogènes sont trop réduites
- les individus polluo-sensibles réinvestissent les habitats récemment installés
- les habitats sont inadéquats aux habitats initiaux.

Un colmatage récent et assez important a été constaté lors de la campagne de prélèvement, ce qui représente un facteur limitant quant au développement des invertébrés.

Le suivi température :

3 sondes enregistrent les variations de température sur :

- la station bilan aval de la Drayac (D5, le Scloff),
- la station intermédiaire sur la Drayac (D4, Pont du Puil),
- La station amont de la Drayac (Kerglérec).



En amont à Kergléréc, on note des températures plus élevées qu'au point aval au Scloff. Ceci pourrait s'expliquer par le rejet de la station d'épuration de Berric dont les eaux sont plus chaudes que le cours d'eau, hypothèse qui restera à vérifier et à suivre.

Une température trop élevée perturbe la vie aquatique et notamment celle des poissons. La classe de qualité Seq Eau pour le paramètre température de l'eau, est de très bonne qualité (inférieure à 20°C) à bonne qualité (inférieure à 21,5°C).

AXE 3 REDUCTION DES POLLUTIONS D'ORIGINE URBAINE

ACTION 3-1 CHARTE DE DESHERBAGE DES ESPACES COMMUNAUX ET A3-2 ACCOMPAGNEMENT DES SYNDICS DE COPROPRIETES ET DES PAYSAGISTES VERS LE ZERO PESTICIDE

En début d'année, le bureau d'étude mandaté pour l'accompagnement des communes sur la mise en œuvre des chartes de désherbage des espaces communaux a réalisé le bilan pour les 8 communes de Pénérf. Ce bilan permet chaque année de déterminer où se situe la commune au regard des 5 niveaux de la charte pour atteindre le Zéro pesticide. Pour ce faire, une rencontre sur site avec chaque service technique est réalisée. Les bilans sont présentés aux communes lors de la réunion annuelle qui s'est déroulée cette année le 22 mars à Berric.

En 2012, 3 communes du bassin sont à zéro pesticide : Ambon, Lauzach et Damgan.

Depuis plusieurs années, toutes les communes du SIAGM sont conviées à la réunion annuelle et aux ateliers techniques mis en place dans ce second contrat.

La réunion annuelle se déroule en deux temps :

- La matinée a été consacrée au bilan des communes avec des échanges sur les méthodes, et les freins pour l'atteinte du zéro pesticide, le choix de la charte graphique pour la campagne de sensibilisation « zéro pesticide »
- l'après-midi, la commune de Damgan et ses services techniques ont accueilli l'ensemble du groupe pour des échanges techniques : essai de la désherbeuse vapeur « Auxigreen », présentation du paillage béton, échange sur les techniques d'entretien sans pesticides des cimetières en gravillonnés et du terrain de foot, échanges sur l'organisation des tontes.

Un atelier sur la gestion différenciée des espaces communaux a été également organisé le 27 septembre 2012. La formation a été assurée par Monsieur Louis Diard, ancien responsable du jardin botanique de la ville de Rennes. L'objectif était de présenter aux participants la démarche de la gestion différenciée, afin de leur permettre :

- d'être mieux sensibilisés à la démarche écologique, prenant en compte également les critères économiques et sociaux,
- de mettre en place des actions concrètes dans leur collectivité permettant une plus grande diversité des paysages de la flore et de la faune, d'adopter de nouvelles pratiques d'entretien de manière à réduire fortement, voire abandonner, l'utilisation des produits phytosanitaires.
- De mieux informer le public sur la démarche de la gestion différenciée des espaces verts.

Lors de cette formation 30 personnes de 17 communes du territoire du SIAGM ont participé.

Dans le cadre de l'action d'accompagnement des communes vers le zéro pesticides, une action vers les paysagistes et les syndics de copropriété a été lancée.

Une rencontre avec le président départemental Mr Norbert Mathevet de l'Union Nationale des Entreprises du Paysage s'est déroulée en 2012: l'objectif étant de savoir comment procéder avec les professionnels pour atteindre cet objectif avec comme action la possibilité de créer une charte de qualité avec les professionnels. La rencontre s'est déroulée en 2 temps : prise de contact avec explication du métier et du type d'intervention puis un temps terrain de rencontre avec une commune à zéro pesticide afin de montrer concrètement les avancées des communes dans ce domaine.

Le président de l'UNEP nous a précisé que la charte n'était pas forcément la première priorité à mettre en œuvre puisque il fallait aussi se poser la question du suivi dans les entreprises, sans toutefois en écarter d'emblée l'idée.

En revanche pour lui, c'est par les syndics de copropriété ou association de lotissement que la démarche doit commencer car ce sont les clients et donc les donneurs d'ordre et que de là les entreprises suivront. De

plus au vu du plan eco-phyto, les entreprises suivent la réglementation et notamment les procédures de formation et qu'un certain nombre ont réduit leur utilisation en pesticide.

Concernant les associations de lotissement, nous avons décidé de trouver un ou 2 associations de lotissements volontaires pour mettre en ivre une charte de zéro pesticide aussi bien dans les espaces communs que dans les parties privées. Cette action est encore en cours, les prises de contact ont été établies avec un lotissement, dont la présidente de l'association doit présenter l'objectif lors de sa prochaine assemblée générale. Cette charte serait assez simple dans la même idée que celle mise en place par Cap atlantique.

La communication sur le zéro pesticide se fait via une charte graphique et la conception de panneaux d'information pour les 8 communes du BV de Pénerf ainsi que pour celles du projet de PNR.

2 types d'information :

Commune à zéro pesticide par affiche en A0 et autocollant à apposer sur les véhicules des services techniques

Panneaux, en format A2 informant sur les dangers des pesticides et un autre sur l'acceptation des herbes folles

Ces panneaux ont été commandés par les communes fin 2012 et une conférence de presse en février 2013 a été organisée pour le lancement de la campagne d'information.

Les panneaux fleurissent ainsi dans XXXX communes.





ACTION 3-5 ETUDE POUR LA RECHERCHE DES CONTAMINATIONS BACTERIOLOGIQUES

Cette action est co-animée avec le chargé de mission milieux aquatiques et agriculture qui y consacre 6% de son temps.

Cette action a débuté en août 2010, en partenariat avec Le Comité Régional Conchylicole de Bretagne et Sud et IFREMER. Il s'agissait dans un premier temps de suivre les principales arrivées d'eau douce à l'estuaire sur le paramètre *Escherichia coli*. 6 points ont été suivis pendant un an jusqu'en septembre 2011. Les prélèvements ont été réalisés en régie, et les analyses confiées au LDA. En parallèle, 3 points de suivi coquillage complémentaires au point du réseau REMI ont été mis en place. Les prélèvements ont été également assurés en régie et les analyses des coquillages confiées à IFREMER. A ces nouveaux suivis a été rajouté un second prélèvement sur le suivi mensuel du réseau REMI. L'ensemble de ce suivi a été réalisé sur une fréquence bimensuelle pendant 1 an.



Contrat de bassin versant de la rivière de Pénérf Bilan d'activités 2012

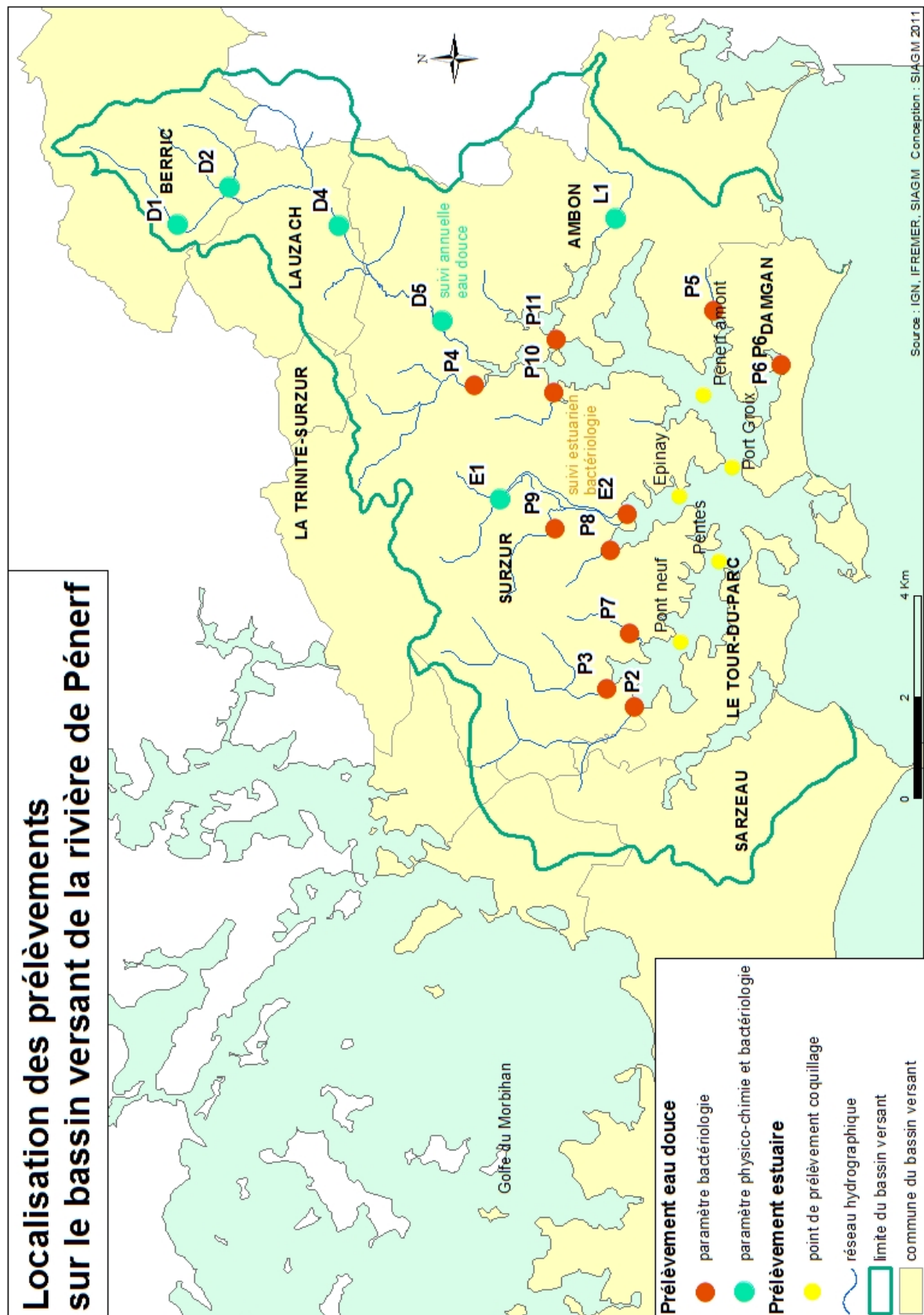


L'année 2012 a été consacrée :

- à la recherche des marqueurs bactéroïdales afin de déterminer sur les points « eaux douces » l'origine des contaminations bactériologiques (humaines ou animales, porcs ou bovins)
- à la création du modèle hydrodynamique de l'estuaire par IFREMER, et à des simulations des flux bactériologiques transitant à chaque point exutoire, dans le but de déterminer sur les points de surveillance sanitaire des coquillages la part de contribution en pollution de chaque sous bassin versant de l'estuaire. Les calculs des flux ont été réalisés par le SIAGM.

L'ensemble des résultats a été présenté à la commission GIZC-qualité de l'eau et au comité d'acteurs en juin et décembre 2012.

Carte 1





Contrat de bassin versant de la rivière de Pénerf Bilan d'activités 2012



Action 3-11 suivi de la qualité des eaux douces

Cette action est totalement assurée en régie par le chargé de mission milieux aquatiques et agriculture pour 17% de son temps de travail.

Sur le bassin versant de la rivière de Pénerf, 13 points de suivi nous permettent d'évaluer la qualité de l'eau sur les paramètres physico-chimiques ainsi que sur le paramètre microbiologique.

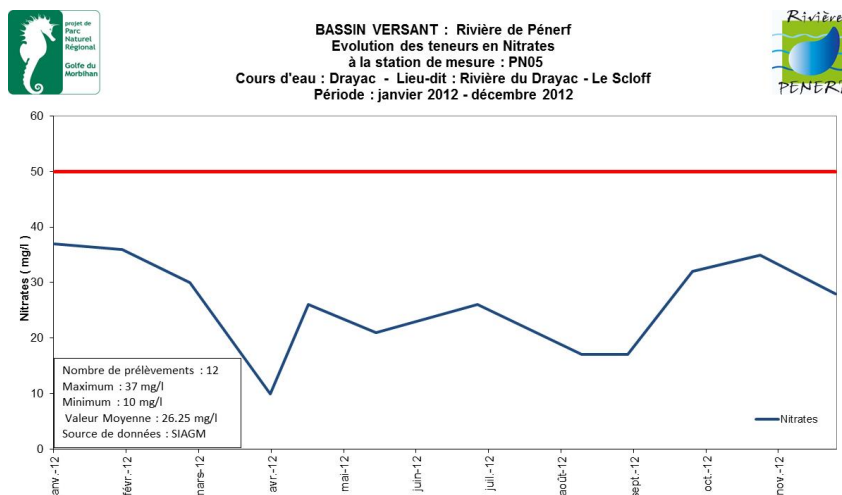
Les prélèvements d'eau sont effectués en régie et les analyses ont été confiées au LDA 56. Un cahier des charges a été rédigé sur la base du protocole régional pour l'appel d'offre.

Les prélèvements pesticides sont effectués au point bilan : D5

Le Minyvel (station de prélèvement automatique) nous permet de prélever la 1^{ère} lame d'eau drainante conséquente à un cumul de pluie supérieur à 10 mm en 24H. Sur les 3 premières semaines des mois prévus pour rechercher les pesticides, si la lame d'eau est insuffisante pour prélever avec le Mynivel, un prélèvement manuel est effectué la dernière semaine en même temps que les paramètres physico-chimiques.

LES NITRATES :

La concentration maximale en nitrates au point bilan (D5) du bassin versant de la rivière de Pénerf pour l'année 2012 est de 37 mg/l. Cette concentration a été enregistrée le 25 janvier 2012. Les concentrations maximales en nitrates se situent en période hivernale contrairement aux concentrations minimales qui se situent en période d'été. La concentration la plus faible, 10 mg/l, a été enregistrée le 23 avril 2012.

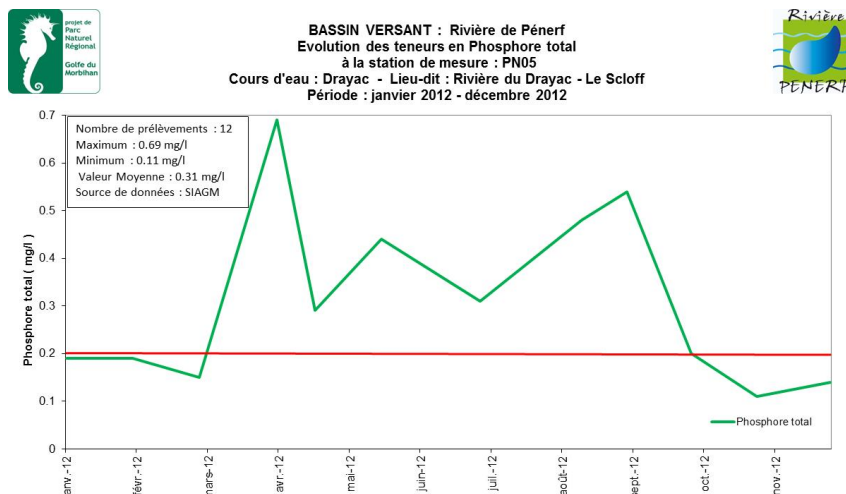


Cette année la concentration moyenne est de 26 mg/l ce qui représente les concentrations moyennes relevées depuis 2007.

Aucun dépassement de la norme en eau potable (50 mg/l.) n'a été enregistré depuis 2006 sur le bassin versant de la Drayac.

LE PHOSPHORE TOTAL :

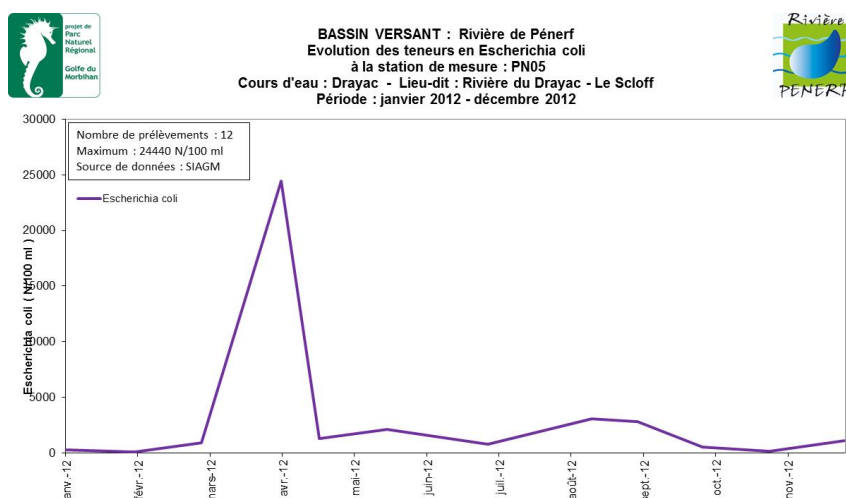
La concentration maximale en Phosphore total au point bilan (D5) pour l'année 2012 est de 0,69 mg/l. Elle a été enregistrée le 23 avril 2012. Les concentrations maximales pour le Phosphore total se situent en période d'été, d'avril à septembre. Cette année la moitié des analyses (6 prélèvements mensuels effectués entre le mois d'avril et septembre) dépassent la valeur fixée pour le bon état des eaux (valeurs inférieures à 0.2 mg/l.).



LA BACTERIOLOGIE (ESCHERICHIA-COLI) :

Le paramètre Escherichia-Coli est essentiel pour analyser et rechercher les contaminations bactériologiques qui ont un impact sur l'estuaire de la rivière de Pénerf.

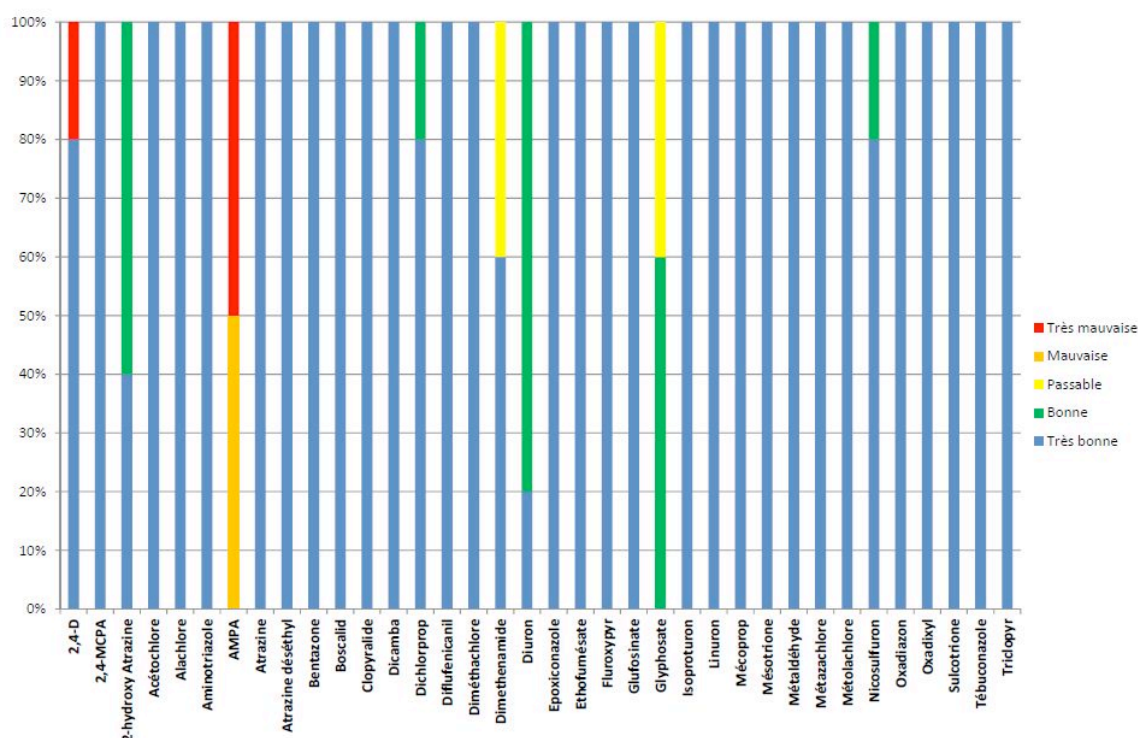
La concentration maximale au point bilan (D5) est de 24 440 N/100ml, elle a été enregistrée le 23 avril 2012. La saison estivale est la seconde période de l'année pour laquelle les concentrations en Escherichia coli sont élevées avec une maximale à 3 050 N/100 ml. Depuis 2006, ce résultat est systématique. Les pics de concentration relevés au mois d'octobre et décembre 2012, correspondent aux épisodes pluvieux qui ont déterminé la reprise des écoulements ainsi que les apports bactériologiques.



LES PESTICIDES :

36 molécules sont recherchées à l'exutoire de la Drayac (point bilan D5, lieu-dit « Le Scloff ») sur le bassin versant de la rivière de Pénérff.

8 matières actives ont été détectées sur les 4 analyses pesticides effectuées au cours des mois d'avril, mai, juin et novembre 2012. Il s'agit de 2,4D, 2 Hydroxy-Atrazine, AMPA, Dichlorprop, Dimethenamide, Diuron, Glyphosate et Nicosulfuron.



Deux substances actives sont retrouvées systématiquement en dépassement de la norme AEP (0,1µg/l) :

- ✓ l'AMPA (métabolite du glyphosate) a une concentration maximale de 10,44 µg/l (6 juin 2012),
- ✓ le glyphosate

Ces résultats classent le cours d'eau dans les catégories mauvaises à très mauvaise au regard du SEQ-EAU.

Le Glyphosate est retrouvé en dépassement du bon état 40% du temps avec une concentration maximale de 0,65 µg/l. les épisodes pluvieux hivernaux pour l'année 2012, ont été moins nombreux que les années passés ce qui explique l'amélioration en terme de fréquence de dépassement.

La fréquence de dépassement pour la molécule 2,4D (récemment homologuée en association avec le glyphosate pour des traitements en interculture) est de seulement 20%, mais ces dépassements sont de très mauvaises qualités avec une concentration maximale de 0,22 µg/l relevée le 6 juin 2012.

LE SUIVI QUANTITATIF :

Une station hydrologique a été installée au mois d'octobre 2010, au point bilan du bassin versant, D5, lieu-dit le Scloff. Son installation a été réalisée en régie : achat des sondes, des matériaux, construction et pose.



L'estimation des flux en azote (N-NO₃) sur le bassin versant de la rivière de Pénérf pour l'année hydrologique 2011-2012 a été calculée avec les données enregistrées à la station de mesures gérée par le SIAGM.

Elle enregistre en temps réel les variations de hauteurs d'eau, ce qui permet d'obtenir les débits en ce point.

La surface du bassin versant attribuée à cet endroit représente une surface de 3312 hectares.

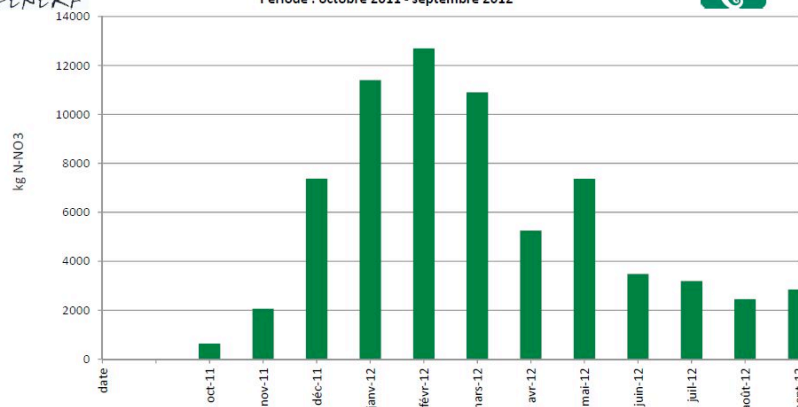
Résultats sur la deuxième année hydrologique,

d'octobre 2011 à septembre 2012 :

- 10,3 millions de m³ d'eau se sont écoulés de la Drayac,
- la concentration moyenne en nitrates observée est de 23,5 mg/l, avec un minimum de 7 mg/l au mois d'octobre 2011 et un maximum de 37 mg/l au mois de janvier 2012,
- le flux en azote est de 29,8 kg/ha/an de N-NO₃, ce qui représente environ 99 tonnes d'azote exportées par la rivière de la Drayac vers l'estuaire de Pénérf, soit 7 tonnes de plus que l'année hydrologique précédente,
- plus de la moitié de ces flux en azote a été relevé en 3 mois : janvier à mars 2012.



BASSIN VERSANT : Rivière de Pénérf
Estimation des flux en Azote (N-NO3)
à la station de mesure : PN05
Cours d'eau : Drayac - Lieu-dit : Rivière du Drayac - Le Scloff
Période : octobre 2011 - septembre 2012



Axe 4 Sensibilisation et pédagogie à l'environnement

ACTION 4-1 PEDAGOGIE AUPRES DES SCOLAIRES

Pour la septième année consécutive, les écoles du bassin versant ont participé au projet pédagogique de sensibilisation aux activités et milieux aquatiques du bassin versant de Pénérf. Ce programme se déploie en début d'année scolaire pour permettre aux professeurs d'avoir une base pédagogique à développer tout au long de l'année scolaire. 177 élèves y ont participé représentant 8 classes des écoles publiques et privées des communes d'Ambon, Berric, Lauzach et Surzur. Pendant deux jours et demi, les enfants partent à la découverte de la Drayac, des sources jusqu'à l'estuaire, s'exercent à la lecture du paysage, observent l'avifaune des marais et les plantes des prés-salés, appréhendent les activités humaines (agriculture, ostréiculture, industries) et s'initient à l'épuration de l'eau avant la visite d'une station d'épuration ou de la station d'eau potable de Férel.

Le temps d'animation est consacré :

- ✓ à la mise à jour du contenu pédagogique avec le prestataire,
- ✓ aux contacts avec chacune des écoles présentes sur le territoire afin de leur présenter le contenu pédagogique,
- ✓ à l'organisation du calendrier des journées d'intervention après réponses des écoles participantes,

✓ au bilan après participation.

ACTION 4-5 ORGANISER DES JOURNEES MARAICHAGE BIO ET JARDINER BIO

Cette année la commission citoyenneté a choisi comme moyen de sensibilisation sur le Zéro pesticide dans les jardins et espaces communaux de mettre en œuvre l'animation « Ma ville est belle sans pesticides » de l'association Eaux et Rivière de Bretagne.

La commission a proposé que la manifestation se passe sur la commune d'Ambon. Elle s'est déroulée le 31 août et 1er septembre 2012 en même temps que le forum des associations de la commune. La première journée, une animation assurée par « Eaux et Rivière de Bretagne » a été proposée aux enfants du centre de loisirs, autour de l'exposition « Jardiner au naturel », les enfants ont pu explorer les différentes voies du jardinage sans pesticides avec une animation ludique de l'exposition. Une exposition de leurs dessins exprimant leurs perceptions sur ce thème a été présentée dès le lendemain lors de l'animation pour les habitants.

Le vendredi soir était diffusé le film « Guerre et paix dans le potager ».

La seconde journée a été adossée au forum des associations de la commune, avec l'exposition « jardiner au naturel », un atelier de démonstration de désherbage mécanique (pic-bine, binette griffe...), de semis pour bordures fleuries en pied de murs, et un mini-marché de producteurs bio.

ACTION 4-6 JOURNAL D'INFORMATION DE LA RIVIERE DE PENERF

La rédaction des magazines semestriels «Du journal de la Rivière de Pénérf» a été poursuivie. Le numéro 14 est paru en juin 2012 et présente le bilan des démarches communales vers le «zéro pesticide», et notamment le BRF. Le numéro 15 est paru en décembre 2012, avec une présentation des travaux de restauration du CRE. Ces magazines ont été édités en 7 000 exemplaires et ont été distribués dans les boîtes aux lettres des habitants des 8 communes du bassin versant. Le nombre d'exemplaires a été augmenté pour répondre à la demande des communes. L'ensemble des magazines est téléchargeable sur le site internet : <http://www.golfe-morbihan.fr/riviere-de-penerf.htm>.

Pour l'édition du journal, nous faisons appel à un bureau d'études qui est le rédacteur en chef, à une graphiste pour la mise en page du journal, et à un imprimeur. Pour la distribution, elle est effectuée soit par les mairies volontaires soit par un prestataire spécialisé dans la distribution.

La ligne éditoriale est donnée par le Vice-Président du SIAGM en charge du contrat de bassin versant. Le pré-choix des articles est réalisé ensuite avec le bureau d'études qui est chargé de le présenter au comité de rédaction composé par des membres de la commission citoyenneté du bassin versant.

Le temps d'animation se partage entre la pré-rédaction ou rédaction d'articles, le choix des illustrations, le suivi du bureau d'études, la réalisation du rétro-planning avec le Bureau d'études et la graphiste, la distribution des journaux pour les communes distributrices et la présence au comité de rédaction si nécessaire.

AXE 5 COORDINATION DU CONTRAT DE BASSIN VERSANT

L'année 2012 est la troisième année d'actions du second contrat de bassin versant.

Le temps d'animation et de coordination de la chargée de mission a été partagé de la manière suivante :

- ✓ 56 % au « Bilan évaluation et administration du contrat » et réparti entre :
 - le suivi administratif et bilan financier,
 - bilan d'activités,

- coordination générale (suivi des bureaux d'études pour des actions spécifiques du programme d'actions) et administratif.
- ✓ 3% à l'animation des commissions thématiques, et du comité d'acteurs,
- ✓ 32% à la coordination et mise en œuvre des actions des 4 axes :
 - coordination de la mission « milieux aquatiques et agriculture » : AXE 1 et AXE 2
 - Coordination mise en œuvre des actions de l'AXE 3 « pollution urbaine »
 - Action A3-1 & A3-2 charte de désherbage des espaces communaux et accompagnement des syndicats de copropriétés et des paysagistes vers le Zéro pesticide
 - Suivi et coordination de la mission du bureau d'étude
 - Action A3-5 : recherche des contaminations bactériologiques
 - Action A3-11 : Suivi de la qualité de l'eau douce
 - Coordination et suivi,
 - Prélèvement en régie assurée par Camille SIMON pour une plus grande proximité compréhension et connaissance du territoire,
 - Coordination mise en œuvre des actions de l'AXE 4 « sensibilisation, pédagogie à l'environnement » :
 - Action A4-1 Pédagogie avec les scolaires
 - préparation et organisation du projet pédagogique milieux aquatiques pour les écoles,
 - relance des écoles, gestion des inscriptions des écoles,
 - ajustement du calendrier avec le centre Nature d'Arzal,
 - Action A4-5 Organiser des journées maraîchage bio et jardinier bio
 - prise de contact avec Eaux et rivières de Bretagne pour l'organisation de « ma ville est belle sans pesticides »,
 - définition du contenu du programme avec ERB et la commune de Lauzach,
 - organisation de la communication (gestion de l'impression des affiches, et des programmes, distribution dans les communes, mailing...),
 - coordination du déroulé lors des 2 jours d'animation.
 - Action A4-6 journal de la rivière :
 - rédaction de certains articles, coordination et validation technique avant publication,
 - organisation de la distribution.
- ✓ et 10% aux relations avec les acteurs du territoire et hors territoire :
 - participation au SAGE Vilaine (CLE ou comité d'estuaire, ou réunions technique pour la révision du SAGE),
 - participation aux réunions départementales ou régionales liées au GP5 ou sur les thématiques du contrat.

Le chargé de mission milieux aquatiques et agriculture a également passé 1% de son temps de travail pour la rédaction des articles du journal et 3% de son temps de travail pour les relations avec les partenaires notamment (Sage Vilaine, ou des réunions thématiques du GP5).

Annexe 4

*Délibération du comité
syndical du SIAGM*

Le 10 décembre 2013



Le contrat territorial de BV de Pénerf Plan de financement et actions

Comité Syndical du 10 décembre 2013

Date de la convocation

29 novembre 2013

L'an deux mille treize le dix décembre à vingt heures, le Comité du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Golfe du Morbihan, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle du conseil municipal de Sarzeau, sous la présidence Monsieur David Lappartient

Le quorum étant atteint, le Comité Syndical peut délibérer.

Nombres de membre

En exercice	34
Avec voix délibérative	34
Présents	22
Votants	22

Etaient présents :

1. Monsieur Bernard AUDRAN
2. Madame Dominique PIRIO
3. Monsieur Jean-Pierre RIGAUDY
4. Monsieur Marcel LE BOTERFF
5. Monsieur Gérard TATIBOUET
6. Monsieur Eric PHELIPPEAU
7. Monsieur Thierry GAUDIN
8. Madame Michèle-Paule CARO
9. Monsieur Jean-Yves MARCELLI
10. Monsieur Roland MAHE
11. Monsieur Yannick CAUDAL
12. Monsieur Bernard CEVAER
13. Monsieur François KERMORVANT
14. Monsieur Michel COUTURIER
15. Monsieur Dominique PLAT
16. Monsieur Philippe LE BRUN
17. Madame Dominique VANARD
18. Monsieur David LAPPARTIENT
19. Monsieur Luc FOUCAULT
20. Monsieur Philippe LAUNAY
21. Monsieur Robert MALZAHN
22. Monsieur Lionel CARIO

Commune de Ambon
Commune de Arradon
Commune de Auray
Commune de Elven
Commune de L'ile d'Arz
Commune de La Trinité Surzur
Commune de Lauzach
Commune de Le Hézo
Commune de Le Tour du Parc
Commune de Meucon
Commune de Monterblanc
Commune de Noyal
Commune de Ploeren
Commune de Pluneret
Commune de Saint-Armel
Commune de Saint-Avé
Commune de Saint-Gildas De Rhuy
Commune de Sarzeau
Commune de Séné
Commune de Sulniac
Commune de Surzur
Commune de Theix

Etaient également présents :

Monsieur Jean-Charles BARD

Trésorerie Vannes Ménimur

Absents excusés :

Monsieur Philippe ROGER – Commune de Arradon ; Madame Anne-Marie BOUDOU – Commune de AURAY ; Madame Daphné RIVAL – Commune de Berric ; Monsieur Jean PRESSARD – Commune De L'ile-aux-Moines ; Monsieur Lucien MENAHES – Commune De La Trinité Surzur ; Monsieur Marc GOUELLAIN – Commune de Le Tour Du Parc ; Monsieur Jean-Claude DEBLIQUY – Commune de Monterblanc ; Monsieur Joël LABBE & Madame Anne Laure CAUDAL – Commune de Saint-Nolff ; Monsieur Jean LE CADRE – Commune de Sulniac ; Monsieur David ROBO – Commune de Vannes



Comité Syndical du 10 décembre 2013

En 2013, le deuxième contrat de bassin versant de la rivière de Pénerf s'est achevé. Une évaluation a été menée en partenariat avec les acteurs du bassin versant et formalisée par le comité d'acteurs.

Celle-ci a été conduite conformément à la demande des partenaires financiers, et a conclu à la nécessaire poursuite d'un contrat territorial du bassin versant de la rivière de Pénerf. De plus, la qualité bactériologique de l'eau ne s'améliore pas. Elle s'est dégradée pour le groupe 2 (fouisseurs) entraînant un déclassement sanitaire de la zone. En effet, l'arrêté préfectoral du 13 août 2013 a maintenu le classement en zone B pour le groupe 3 (Filtreurs) et rétrogradé le groupe 2 (fouisseurs) en zone C.

Ainsi, lors du comité d'acteurs du 19 septembre 2013, le comité d'acteurs a débattu autour des thèmes majeurs sur lesquels le prochain contrat de bassin versant devait se concentrer. Il a été validé que le programme d'actions sur 5 ans devait décliner en priorité des actions pour la reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénerf pour la pérennité des usages conchylicoles, de pêche à pied et de baignade et conserver des actions d'accompagnement reprenant des actions déjà engagées ayant une dynamique et des résultats.

Le comité d'acteurs du 10 octobre 2013 a validé le programme d'actions tant sur le contenu que sur le budget prévisionnel.

Le bureau du SIAGM du 15 octobre 2013 a émis un accord de principe sur le programme.

Le comité des financeurs du 8 novembre 2013 a validé les lignes budgétaires et les taux de participation pour le soutien financier apporté au SIAGM pour la mise en œuvre du contrat.

Le contrat territorial de bassin versant de la rivière proposé sur 5 années 2014-2018 est construit autour de 3 axes

Ainsi, les actions s'organisent autour de 3 axes :

- Axe 1 La reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénerf :
 - A1_1 Recherche contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial
 - A1_2 Recherche des sources de contamination humaine sur le sous bassin versant du Loc
 - A1_3 : Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques
 - A1_4 Diagnostic des campings
 - A1_5 Diagnostic des sièges d'exploitation agricole et du parcellaire
 - A1_6 Formation élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale
 - A1_7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire
 - A1_8 Recherche de marqueurs bactériodaux
- Axe 2 Le contrat territorial milieux aquatiques
 - Mise en œuvre des 2 dernières années de travaux et 1 troisième pour l'évaluation du CTMA
- Axe 3 Les actions d'accompagnement pour conserver la dynamique enclenchée
 - A3_1 Suivi de la qualité des eaux douces
 - A3_2 Objectif Zéro pesticide
 - A3_3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires
 - A3_4 Le magazine de la rivière de Pénerf



Comité Syndical du 10 décembre 2013

Les actions présentées dans l'axe reconquête de la qualité bactériologique seront portées par plusieurs maîtres d'ouvrage : le SIAGM, Le SIAEP de Rhuys, les communes de Ambon et de Damgan et leur EPCI (Arc Sud Bretagne). Cette multi-maîtrise d'ouvrage est liée aux compétences en assainissement eaux usées et pluviales. Le SIAGM interviendra en tant que coordinateur de l'ensemble des actions, animateur de la gouvernance du contrat, maître d'ouvrage en régie pour les actions de diagnostic de l'axe 1, et maître d'ouvrage avec des prestations de services pour l'axe 2 et 3.

Le budget présenté dans cette délibération concerne uniquement celui pour la maîtrise d'ouvrage SIAGM. Pour les maîtres d'ouvrage partenaires, les budgets liés à leurs actions seront inscrites au contrat de bassin versant et seront votés dans leur instance de décision.

Le budget de fonctionnement pour les 5 ans du contrat concernant le SIAGM est de 836 300 € dont 408 150 € sollicités auprès de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, 139 910 € sollicités auprès du Conseil général du Morbihan, 120 980 € sollicités auprès du Conseil Régional de Bretagne et 167 260 € pour le SIAGM.

Pour 2014, le budget de fonctionnement pour ce contrat couvre les actions et les postes d'animation-coordination des actions. Il mobilise 2 ETP. Il est de 165 700 € dont 80 450 € sollicités auprès de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, 25 150 € sollicités auprès du Conseil général du Morbihan et 26 960 € sollicités auprès du Conseil Régional de Bretagne et 33 140 € pour le SIAGM. Le budget d'investissement comprend les actions de l'année 4 du Contrat Territorial Milieux Aquatiques (CTMA) conformément à la DIG (déclaration d'intérêt général) et aux délibérations du 16 décembre 2010 engageant le CTMA, et du 30 mars 2011, sur la participation financières des 8 communes de Pénerf pour les 5 années de travaux.

Après avoir délibéré, le Comité Syndical du SIAGM décide :

- d'engager le SIAGM sur un contrat territorial du bassin versant de la rivière de Pénerf pour une durée de 5 ans (2014-2018)
- d'adopter le plan de financement à 5 ans
- d'adopter le plan de financement pour l'année 2014
- d'autoriser le président à signer le contrat territorial de bassin versant de la rivière de Pénerf avec les partenaires.

Vote	
Pour	22
Contre	
Abstentions	
Ne participe pas	

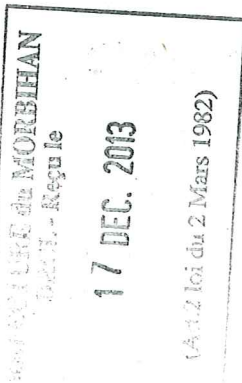
Délibération certifiée exécutoire
par le Président,

Compte tenu de l'envoi en Préfecture, le

Le Président du SIAGM,

David Lappartient





Comité Syndical du 10 décembre 2013

Plan de financement du contrat territorial de bassin versant de la rivière de Pénérf 2014-2018

Actions sous maîtrise d'ouvrage SIAGM

	TOTAL sur 5 ans	Agence de l'eau Loire-Bretagne		Conseil Général du Morbihan		Conseil Régional de Bretagne		SIAGM	
		%	€	%	€	%	€	%	€
Coordination, animation et réalisation de certaines actions	375 620 €	50%	187 810 €	20%	75 124 €	10%	37 562 €	20%	75 124 €
AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénérf									
A1_1 Recherche contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial Etapes 1 & 2 prospection terrain exutoires et réseaux + analyse laboratoire	17 820 €	50%	8 910 €	20%	3 564 €	10%	1 782 €	20%	3 564 €
A1_3 : Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques	15 360 €	50%	7 680 €	20%	3 072 €	10%	1 536 €	20%	3 072 €
A1_4 Diagnostic des campings	régie								
A1_6 Formation élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale	régie et partenariat CNEPT								
A1_7 Simulation du modèle hydrodynamique de l'estuaire	18 000 €	50%	9 000 €	20%	3 600 €	10%	1 800 €	20%	3 600 €
A1-8 recherche de marqueurs bactériologiques	18 000 €	50%	9 000 €	20%	3 600 €	10%	1 800 €	20%	3 600 €
AXE2 Contrat Territorial Milieux aquatiques									
A2 CTMA = poste de chargé de mission milieux aquatiques	94 500 €	50%	47 250 €	0%	- €	30%	28 350 €	20%	18 900 €
A2 CTMA = évaluation budget en attente de confirmation	20 000 €	60%	12 000 €	20%	4 000 €			20%	4 000 €
AXE 3 Actions d'accompagnement									
A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces	84 500 €	50%	42 250 €	10%	8 450 €	20%	16 900 €	20%	16 900 €
A3_2 Objectif Zéro pesticide	60 000 €	30%	18 000 €	20%	12 000 €	30%	18 000 €	20%	12 000 €
A3_3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires	62 500 €	50%	31 250 €	20%	12 500 €	10%	6 250 €	20%	12 500 €
A3_4 le magazine de la rivière de Pénérf	70 000 €	50%	35 000 €	20%	14 000 €	10%	7 000 €	20%	14 000 €
TOTAL pour le SIAGM	836 300 €		408 150 €		139 910 €		120 980 €		167 260 €

MAIRIE du MORBIHAN
DACL - Reçu le

17 DEC. 2013

(Art.2 loi du 2 Mars 1982)

Comité Syndical du 10 décembre 2013

Plan de financement du contrat territorial de bassin versant de la rivière de Pénerf 2014

Actions sous maîtrise d'ouvrage SIAGM

	Budget 2014	Agence de l'eau Loire-Bretagne		Conseil Général du Morbihan		Conseil Régional de Bretagne		SIAGM	
		financement sollicité		financement sollicité		financement sollicité		Financement 2014	
		%	€	%	€	%	€	%	€
Coordination, animation du contrat	45 620 €	50%	22 810 €	20%	9 124 €	10%	4 562 €	20%	9 124 €
AXE 1 Reconquête de la qualité bactériologique de l'estuaire de Pénerf									
A1_1 Recherche contamination bactériologique et actions de reconquête sur le pluvial Etapes 1 & 2 prospection terrain exutoires et réseaux + analyse laboratoire	17 820 €	50%	8 910 €	20%	3 564 €	10%	1 782 €	20%	3 564 €
A1_3 : Outil de gestion du risque de contamination des réseaux d'eaux usées AC et ANC pour une réduction des risques bactériologiques	15 360 €	50%	7 680 €	20%	3 072 €	10%	1 536 €	20%	3 072 €
A1_4 Disgnostic des campings	- €		- €		- €		- €		- €
A1_6 Formation élus et services techniques sur la bactériologie dans les réseaux d'eau pluviale	régie et partenariat CNFPT		- €		- €		- €		- €
AXE2 Contrat Territorial Milieux aquatiques									
A2 CTMA = poste de chargé de mission milieux aquatiques	31 500 €	50%	15 750 €		- €	30%	9 450 €	20%	6 300 €
AXE 3 Actions d'accompagnement									
A3-1 Suivi de la qualité des eaux douces	16 900 €	50%	8 450 €	10%	1 690 €	20%	3 380 €	20%	3 380 €
A3_2 Objectif Zéro pesticide	12 000 €	30%	3 600 €	20%	2 400 €	30%	3 600 €	20%	2 400 €
A3_3 Projet pédagogique avec l'ensemble des écoles primaires	12 500 €	50%	6 250 €	20%	2 500 €	10%	1 250 €	20%	2 500 €
A3_4 le magazine de la rivière de Pénerf	14 000 €	50%	7 000 €	20%	2 800 €	10%	1 400 €	20%	2 800 €
TOTAL 2014	165 700 €		80 450 €		25 150 €		26 960 €		33 140 €

Annexe 5

Délibération

Délibération de création du Syndicat mixte du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan



PREFET DU MORBIHAN

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

ARRÊTE

portant création du Syndicat Mixte de Gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan

**LE PREFET DU MORBIHAN
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code l'environnement, et notamment les articles L. 333-1 et suivants et R. 333-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5211-45, L 5721-1 et suivants et L. 5722-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2014-1113 du 2 octobre 2014 portant classement du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mai 2013 portant fusion de la communauté de communes d'Auray Communauté, de la communauté de communes des Trois Rivières, de la communauté de communes de la Côte des Mégalithes, de la communauté de communes de la Ria d'Étel et rattachement des communes de Hoëdic, Houat, Quiberon et Saint-Pierre-Quiberon ;

Vu la délibération du conseil régional des 27 et 28 juin 2013 autorisant le président du conseil régional à soumettre le projet de charte du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan accompagnée de ses annexes à la consultation des collectivités concernées par le projet ;

Vu la délibération favorable du conseil général du 17 décembre 2013 au projet de charte du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan ;

Vu les délibérations favorables des conseils municipaux d'Ambon le 20 septembre 2013, Arradon le 30 septembre 2013, Arzon le 26 décembre 2013, Auray le 25 novembre 2013, Crac'h le 9 décembre 2013, Damgan le 25 octobre 2013, Elven le 4 octobre 2013, l'Île d'Arz le 12 décembre 2013, Lauzach le 15 novembre 2013, Le Hézo le 13 décembre 2013, Le Tour du Parc le 15 novembre 2013, Locmariaquer le 27 novembre 2013, Meucon le 19 septembre 2013, Monterblanc le 24 octobre 2013, Noyal le 5 décembre 2013, Plescop le 12 novembre 2013, Ploeren le 4 novembre 2013, Pluneret le 25 septembre 2013, Saint-Armel le 27 septembre 2013, Saint-Avé le 20 septembre 2013, Sainte-Anne d'Auray le 6 novembre 2013, Saint-Gildas-de-Rhuys le 26 septembre 2013, Saint-Nolff le 26 septembre 2013, Saint-Philibert le 2 décembre 2013, Sarzeau le 2 septembre 2013, Séné le 25 septembre 2013, Sulniac le 24 octobre 2013, Surzur le 11 décembre 2013, Theix le 12 novembre 2013 et Vannes le 13 décembre 2013 à la création du Syndicat Mixte de Gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan ;

Vu les délibérations favorables des conseils communautaires de Vannes Agglo le 19 décembre 2013, de la communauté de communes du Pays de Questembert le 9 décembre 2013, de la communauté de communes d'Arc Sud Bretagne le 12 novembre 2013, de la communauté de communes de la Presqu'Ile de Rhuys le 13 décembre 2013, d'Auray Communauté le 19 décembre 2013 et de la communauté de communes des Trois Rivières le 17 décembre 2013 à la création du Syndicat Mixte de Gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan ;

Vu la délibération favorable du conseil régional des 6, 7 et 8 février 2014 approuvant les statuts du Syndicat Mixte de Gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale de la coopération intercommunale, réunie le 16 décembre 2014, à la création du Syndicat Mixte de Gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan ;

Sur proposition de M. le secrétaire général ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Il est créé, au 1^{er} janvier 2015, un Syndicat Mixte de Gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan constitué des collectivités suivantes :

- la région Bretagne,
- le département du Morbihan,
- la communauté d'agglomération de Vannes Agglo,
- les communautés de communes du Pays de Questembert, d'Arc Sud Bretagne, de la Presqu'Ile de Rhuys et d'Auray Quiberon Terre Atlantique,
- les communes d'Ambon, Arradon, Arzon, Auray, Crac'h, Damgan, Elven, l'Ile d'Arz, Lauzach, Le Hézo, Le Tour du Parc, Locmariaquer, Meucon, Monterblanc, Noyal, Plescop, Ploeren, Pluneret, Saint-Armel, Saint-Avé, Sainte-Anne d'Auray, Saint-Gildas-de-Rhuys, Saint-Nolff, Saint-Philibert, Sarzeau, Séné, Sulniac, Surzur, Theix et Vannes.

Article 2 : Le siège du syndicat est fixé à la maison du Parc, 8 boulevard des Iles à Vannes.

Article 3 : Le comptable assignataire du Syndicat Mixte de Gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan est le comptable public de la Trésorerie de Vannes – Ménimur.

Article 4 : Les statuts du Syndicat Mixte de Gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan sont annexés au présent arrêté.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le sous-préfet de Lorient, le président du conseil régional, le président du conseil général, les présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Vannes, le
Le préfet,

22 DEC. 2014


Jean-François SAVVY

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans les deux mois suivant l'accomplissement des mesures de publicité :

- d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU MORBIHAN

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

ARRÊTE

autorisant le transfert des compétences du syndicat intercommunal d'aménagement du Golfe du Morbihan (SIAGM) au syndicat mixte de gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan et portant dissolution du SIAGM

**LE PREFET DU MORBIHAN
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5212-33 et L 5711-4 ;

Vu le décret du 2 octobre 2014 portant classement du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 août 1964 complété par celui du 12 novembre 1964 autorisant la création du syndicat intercommunal d'aménagement touristique du Golfe du Morbihan ;

Vu les arrêtés préfectoraux modificatifs des 18 mai 1966, 26 septembre 1969, 23 septembre 1983, 26 avril 1996, 28 juin 2000, 14 mars 2001, 2 avril 2004, 29 octobre 2004 et 17 janvier 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2014 autorisant le retrait des communes de Baden, Berric, Le Bono, L'Ile aux Moines, Larmor Baden, Plougoumelen, La Trinité Surzur du SIAGM et l'adhésion des communes de Plescop, Saint-Philibert, Sainte-Anne d'Auray au SIAGM et portant modification du périmètre du syndicat ;

Vu la délibération du comité syndical du SIAGM le 31 décembre 2014 décidant de transférer l'ensemble de ses compétences au syndicat mixte de gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan ;

Sur proposition de M. le secrétaire général ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Les compétences du SIAGM sont transférées au syndicat mixte de gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan à compter du 1^{er} janvier 2015.

Article 2 : Le SIAGM est dissous de plein droit le 31 décembre 2014.

Article 3 : Les communes membres du syndicat dissous deviennent de plein droit membres du syndicat mixte de gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan.

Article 4 : L'ensemble des biens, droits et obligations du SIAGM sont transférés au syndicat mixte de gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan qui est substitué de plein droit au SIAGM dans toutes ses délibérations et tous ses actes.

Article 5 : L'actif et le passif du syndicat sont transférés en totalité au syndicat mixte de gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan.

Article 6 : Les résultats de fonctionnement et d'investissement constatés à la clôture de l'exercice 2014 sont repris par le syndicat mixte de gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan.

Article 7 : Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par le nouveau syndicat mixte. La substitution n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

Article 8 : L'ensemble des personnels du SIAGM est réputé relever du syndicat mixte de gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le sous-préfet de Lorient, le président du SIAGM, les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Vannes, le
Le préfet,

31 DEC. 2014

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'F' followed by a horizontal line.

Jean-François SAVY

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans les deux mois suivant l'accomplissement des mesures de publicité :

- d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes